Omar Bongo mis en cause dans l'affaire Elf

Le président gabonais s'en prend à M. Chirac

déboucher sur une crise diplomatique entre le Gaboo et la France. Vendredi 4 avril, quelques heures avant qu'André Tarallo, PDG d'Elf-Gabon, soit mis en examen pour « recel d'obus de biens socioux » par le juge Eva Joly, l'homme d'affaire André Guelfi, usé par cinq semaines de détention, a fini par parler. Livrant à M™ Joly, chargée d'iastruire le dossier Elf, les chiffres, les noms et les documents qu'elle cherchait, il a précisé à qui avait profité la commission de 10 millions de dollars (environ 55 millions de francs) versée par Elf eo 1992 à l'occasion d'un travail de lobbying effectué au Venezuela. Outre M. Taralio et Alfred Sirven, l'ancieo bras droit de Loïk Le Floch-Prigent, l'un des bénéficiaires aurait été, selon M. Guelfi, le président du Gabon lui-mème, Omar Bongo. Pour l'heure, les accusations cootre M. Bongo ne reposent que sur les déclarations de M. Guelfi, selon lequel plusieurs personnalités politiques vénézué-

L'AFFAIRE ELF est en passe de éboucher sur une crise diploma-des largesses du groupe pétrolier français. M. Tarallo, conseiller personnel de M. Bongo, s'est refusé. pour sa part, à toute indication sur les destinataires de la commission.

Après avoir signé un mandat d'amener visant André Tarallo, M∞ Joly a délivré un mandat d'arret international à l'encontre d'Alfred Sirven, qui dispose d'un statut de résident en Suisse.

Ces développements judiciaires ont exacerbé la colère du président Bongo, déjà excédé par la mise sous séquestre du compte d'une société immatriculée dans les lles Vierges britanniques, abritant des fonds hil appartenant. Dans la nuit du 29 an 30 mars, MM. Chirac et Bongo oat eu un long entretien téléphonique au cours duquel le président gabonais a vigoureusement protesté contre les « atteintes à la souveraineté de son pays », allant même jusqu'à menacer la France de « sanctions économiques »

Bill Clinton est appelé au chevet de la paix menacée au Proche-Orient

M. Nétanyahou proposerait le gel de futures colonisations



BILL CLINTON devait recevoir Benyamin Nétanyahou, kındi 7 avril, pour tenter de sauver un processus de paix moribond. M. Clintoo est ssé par les Arabes de prendre une mitiative forte pour enrayer la montée des tensions au Proche-Orient depuis que le premier ministre israé-

lien a ordonné la construction d'une nouvelle colonie, Har Homa, dans la partie orientale de Jérusalem.

Les Israéliens demandent aux Etats-Unis de redoubler leur pression sur Yasser Arafat pour qu'il empêche toute opération terroriste. Ils proposent d'engager une négociation

sur le statut définitif de lérusalem et des territoires. Les Palestiniens veulent l'arrêt du projet Har Homa, ce à quoi se refuse M. Nétanyahou. Mais celui-ci pourrait proposer de

geler d'autres projets de colonisation.

Lire page 6

■ L'armée zaïroise en déroute

Le commandement de l'armée zaîroise a appelé ses soldats à déposer les armes à Lubumbashi avant l'arrivée imminente des rebelles. p. 3 et 19

John Major en campagne

A moins d'un mois des législatives, le oremier ministre conservateur britannique se bat contre des sondages qui lui sont toujours défavorables. p. 5 et notre éditorial p. 17

Reprise à Renault Vilvorde

~ [4] H

Après le jugement de Nanterre condamnant la direction, les syndicats de l'usine belge ont appelé, lundi 7 avril, à reprendre le travail. p. 20

■ Grève des internes

Les négociations avec le gouvernement restent dans l'impasse. La mobilisation dans les CHU est incertaine.p. 34 et 18

■ Le sacre de la reine Trautmann

Le maire PS de Strasbourg envisage une carrière politique nationale, forte de la réussite de sa « riposte citoyenne » contre le FN.

■ Voile: la Coupe de l'America

Trois projets sont en compétition pour représenter la France à Auckland, en



M 0147 - 408 - 7,00 F

Le Parlement britannique s'attaque aux francs-maçons

LONDRES

de natre correspondant Terre d'origine des francs-maçons, l'Angleterre est-elle sur le point de partir en croisade contre eux? Une commission parlementaire vient de publier un rapport sur l'obligation, pour les 349 213 membres des 8 650 loges, de se faire inscrire sur un registre officiel ouvert au public.

Le Parti travailliste, qui a profité de la division des conservateurs pour imposer ses vues, envisage de mettre cette mesure en pratique après les élections. Une telle politique marquerait une rupture avec l'image que l'on se fait de la Grande-Bretagne, terre de liberté individuelle, férue d'associations et de clubs fermés pour messieurs de la bonne société, aimant la pompe des cérémonles inltiatiques. D'autant que le grand maître de la Grande Loge unie d'Angleterre n'est autre que le duc de Kent.

Que reprochent donc aux maçons les parlementaires et une partie de l'opinion, soutenus par des organisations de défense des droits de l'homme, l'ordre des avocats et même le Financial Times? D'avoir inflittré la police et la magistrature et d'y entretenir des | cette erreur a ensuite été corrigée et que la

ALLEZ DROIT AU BUT

Mos ouvrages sont conçus pour des consultations

rapides et nombreuses. De muitiples possibilités

yous ouvrent l'accès à l'information : tables

alphabétiques, analytiques, chronologiques.

recherche par mots clès et analogie...

Plus de temps perdu!

-EDITIONS -LEGISLATIVES

Tél 01 40 92 68 68

structures parallèles de décision qui nuisent à un bon exercice de la justice. « Rien ne mine plus lo confionce du public dans les institutians publiques que de savoir que des fanctionnaires sont membres d'une société secrète dont un des buts est l'autopromotian », dit le rapport, qui ne fournit aucune preuve de corruption de la Justice et reconnaît l'existence d'une « paronoia injustifiée » contre la fraternité. C'est donc le caractère confidentiel des activités de cette « société secrète » qui lui est avant tout reproché. Mais peut-être aussi son caractère exclusivement masculin.

Affirmant « ne pas comprendre les raisons » de cette querelle qui fait grand bruit, le grand bibliothécaire de la Grande Loge unie, John Hamill, reconnaît: « Nous ovons été notre pire ennemi. Pendont les quatre décennies qui ont suivi la guerre, nous n'ovons fait aucun effort de communication avec le monde extérieur, nous sommes devenus introvertis, naus ne répondions même pos aux journolistes, permettant oinsi le développement d'une perception [de notre organisation] comme une société secrète. Et nombre de gens ant peur de ce qu'ils ne connaissent pas. » Il affirme que

maçonnerie anglalse n'est qu'« une société d'hommes intéressés par des règles morales et par leur contribution à lo société ». Selon un autre franc-maçon, « Il ne s'agit pas d'une société secrète, mois d'une société qui a des secrets ». Cette nuance semble échapper à ceux qui la pourfendent.

Les chiffres disponibles montrent que, à de rares exceptions près, le nombre de maçons dans la magistrature et la police est infime. Il n'empêche que la suspicion persiste envers ce qui est perçu comme une hiérarchie clandestine, un Instrument de promotion, voire de copinage. La télévision s'est inquiétée de ces « poignées de main » qui sont des signes de reconnaissance entre initiés. C'est sans doute ce qui explique pourquoi l'association des gradés de la police soutient l'initiative de la commission parlementaire, que condamne au contraire la Police Federation, qui regroupe la base. Elle lui reproche ce qu'elle considère comme une violation des droits de l'homme. Après tout, nous dit M. Hamill, « si nous étions une organisation clandestine, nous

Patrice de Beer

Ecoutes: François Léotard et Lionel Jospin demandent la levée du secret-défense

DEUX DES PRINCIPAUX responsables polióques sont sortis du silence au sujet de l'affaire des écoutes téléphoniques pratiquées par la cellule antiterroriste de 'Elysée sous l'autorité de François Mitterrand. François Léotard s'est opposé, dimanche 6 avril, à la dérision d'Alain Juppé de maintenir le secret-défense sur cette affaire (Le Monde du 5 avril),

Pour le président de l'UDF, cette décision témoigne d'une « curieuse conception de l'Etat », car les écoutes visant un journaliste ou un écrivain ne peuvent relever de la défense et constituent « une otteinte grave aux libertés individuelles ». Lionel Jospin a demandé pour sa part la levée du secret-défense sur ce qu'il a qualifié de « triste histoire ».

« Beat generation »



REPRESENEANT le plus connu de la « beat geoeration », Allen Ginsberg, qui vient de mourir à New York, fut l'une des grandes voix poétiques du mouvement protestataire américain dans les années 50-60. Son œuvre, abondante et inégale, rassemble tous les thèmes de cette protestation. Elle est aussi liée à un courant musical, dans les domaines du jazz et du rock.

Lire page 27

ne serions pas dons le Bottin ».

La fin du tout nucléaire

IMPENSABLE voilà encore quelques mois, l'idée que le tout nucléaire devrait toucher à sa fin commence à faire son chemin en France ailleurs que chez les écologistes. Elle est même ouvertement évoquée chez le plus grand promoteur de l'atome, EDF, qui en tire pourtant 82 % de sa productioo d'électricité. Le constat s'im-pose progressivement dans un monde aux ressources aboodantes, dans un monde où, hors circonstances exceptionnelles, les risques de pénurie à moyen terme d'hydrocarbures (pétrole, gaz) et de charbon s'éloigneot un peu plus chaque année, dans un monde, enfin, où les préoccupations liées à l'environnement se

font plus pressantes. Face au pétrole ou au charbon, et tant que les énergies renouve-lables (solaire, vent) restent vouées à des utilisations marginales, le gaz apparaît de plus en plus comme « la moins sole des énergies polluantes ». La baisse des cofits le rend encore plus attractif aujourd'hui. Dans le monde entier, la mode est aux projets de centrales combinées au gaz : les investissements y sont faibles et la rentabilité élevée. Privilégiées par les pays en voie de développement, ces centrales devraient se développer également en Europe sur un marché électrique et gazier eo cours d'ouverture.

Pour la France, cette évolution intervient à un moment de pause dans sa politique énergétique. Le programme d'installation de ceotrales oucléaires, décrété après le premier choc pétrolier de 1973, est quasiment achevé. La demande en énergie du pays est satisfaite et, au cours de la prochaine décennie, aucun équipement majeur ne devrait venir bouleverser le paysage. Le renouvellement du parc débutera vers 2010. D'ici là, la France se sera rodée à la concurrence, et les choix futurs seront très influencés par les performances écono-

Jusqu'à présent, les tenants du tout nucléaire balayaient les critiques d'un revers de main en se basant sur la compétitivité du combustible, cette énergie s'avérant 25 % moins chère que le char-bon et le cycle combiné à gaz, selon la dernière étude officielle faite par le ministère de l'industrie en 1993. Les critiques étaient nombreuses, faisant état d'une sousestimation des coûts de retraitement et du démantèlement futur des installations. Mais sans effet. « En Fronce, le nucléaire est le moyen le plus économique pour produire de l'électricité de base », oe cessait de marteler EDF.

miques de chaque énergie.

Dominique Gallois

Lire la suite page 17

Fiscalité locale en hausse de 2 %

L'ENSEMBLE des collectivités locales ont adopté leur budget 1997. Une étude inédite de l'Association des maires des grandes villes de France (AMGVF) sur les dix cités de plus de 200 000 habitants (hors Paris) montre que, majoré la conjoncture difficile, ces villes parviennent à contenir la hausse de la pression fiscale après les lourdes augmentations du début des années 90, qui ont suscité la grogne des contribuables: en 1997, les taux de la fiscalité locale devraient augmenter en moyenne de moins de 2 %, pour un produit fiscal attendu en hausse de 3,35 %. La participation aux dépenses sociales des départements augmente, elle, de 4,9 %. Jean-Marc Ayrault, maire (PS) de Nantes et président de l'AMGVF, souligne que les grandes villes « concentrent la richesse et le dynomisme, mais oussi la pauvreté et le chômoge ».

International 2	Anjourd'hui
France6	Jen
Société B	Météorologie
Carnet 12	Certaine
Régions14	Communication
Horizons16	Abounements
Entreprises20	Radio-Television.
Emanyasimanhoc 33	Klasson

INTERNATIONAL

PROCHE-ORIENT Arrivé dimanche 6 avril dans la soirée à Washington, le premier ministre israélien devait rencontrer Bill Clinton lundi. Le président américain va ten-

ter de convaincre Benyamin Nétanyahou de reprendre le ligne du processus de paix initiée par les accords d'Oslo. • MONTRANT que les Palestiniens deviennent de plus en

plus radicaux, notamment vis-à-vis | Jorité des Israéliens estiment audu président de l'Autorité nationale. Yasser Arafat, qu'ils jugent trop conciliant, les derniers sondages laissent aussi apparaître qu'une ma-

jourd'hui « probable » un conflit armé. O LES GOUVERNEMENTS des pays arabes, s'ils pensent que l'in-transigeance israélienne permet de

renforcer leur unité, disposent cependant pour l'instant de peu de moyens de pression communs pour tenter de modifier la politique israé-

Bill Clinton rencontre Benyamin Nétanyahou pour tenter de sauver la paix

Les entretiens, lundi 7 avril à Washington, entre le président américain et le premier ministre israélien apparaissent comme essentiels pour essayer de remettre en route le processus de négociation issu des accords d'Oslo

WASHINGTON de notre corrspondant

LE RÔLE de médiateur joué par les Etats-Unis dans l'histoire des relations israélo-arabes est rarement apparu aussi essentiel qu'avant l'ouverture des entretiens, lundi 7 avril à Washington, entre le président Bill Clinton et le premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou. Alors que le processus de paix entre Palestiniens et Israéliens traverse une prnfonde crise de confiance et que la violence dans les territoires occupés, de sporadique, est devenue quotidienne, Bill Clinton - à condition de prendre des risques politiques -, est sans doute en position de ramener le cours des négociations dans le sillage des accords d'Oslo, voire audelà. Pour cela, le chef de la Maison Blanche devra abandonner le registre d'une certaine pusillanimité diplomatique et ne pas hésiter à exercer des pressions sur l'allié tra-ditinnnel de l'Amérique : Israël.

james Baker, l'ancien secrétaire d'Etat de l'administration Bush, résumait ainsi, il y a quelques iours. ce que pourrait être une position américaine équilibrée, permettant à Washington de restaurer sa réputation d'intermédiaire impartial: « Pas d'excuse pour les bombes, pas d'excuse pour les bulldozers » M. Clinton est-il pret à condamner avec la même vigueur la violence

palestinienne et celle qui consiste, pour le gouvernement de Benyamin Nétanyahou, à imposer par la force la construction d'une nouvelle colonie juive dans la partie arabe de Jérusalem?

Rien dans ses déclarations passées n'incite à penser que le thef de l'exécutif optera pour ce jugement de Salomon: alors que les bulldozers, protégés par l'armée israélienne, entralent en action pour construire 6 500 logements sur la colline de Har Homa - en violation flagrante des accords d'Oslo - Bill Clinton s'est contenté d'une condamnation du bout des lèvres. L'administration américaine a ensuite mis son veto à deux reprises à une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies appellant à um arrêt du projet, se rangeant ainsi sans ambiguité, du moins aux yeux du monde arabe et des Palestiniens, dans le camp de l'Etat juif.

AFFIRMATIONS PÉREMPTOIRES

Bien qu'il ne soit guère surprenant de voir les Etats-Unis s'opposer à une condamnation internationale d'Israel, à plus forte raison dans le cadre de l'ONU, la crédibilité de la mission de bons offices remplie par Washington au Proche-Orient a subi a cette occasion un grave revers. Ce qui n'était pas possible au Conseil de sécurité peut-il se concevoir dans la discrétion du

MAIS ILS SAVENT LES GENS CE QUE JE SE DEMANDENT SHOW SHAY CE QUE JE RÉPONDRE ... VAIS YOUS DIFE.

« bureau ovale » du chef de la Maison Blanche? C'est bien parce qu'ils craignent que le président américain ne demande expressément à M. Nétanyahou de geler le projet de Har Homa que le gouvernement de Jérusalem a placé la barre le plus haut possible avant l'arrivée à Washington de son premier ministre, en se livrant à une série d'affirmations péremptoires.

La construction de la colonie de Har Homa « continuera »; l'administration américaine ne cherche pas à exercer des pressions sur lsrael, mais souhaite obtenir une « clarification amicale » ; les Américains partagent le point de vue israelien selon lequel c'est l'utilisation du terrorisme par les Palestiniens qui est la cause de la crise du processus de paix; enfin, M. Nétanyahou a bon espoir d'ob-tenir le soutien de M. Clinton s'agissant de sa proposition d'organiser une sorte de nouveau « Camp David »: où seraient engagées des négociations directes sur le statut définitif des territoires occupés et

POSITION DE FAIBLESSE

Prudemment, les responsables américains n'ont pas commenté ces déclarations, le département d'Etat se contentant de préciser que Washington a « ses propres idées » pour relancer le dialogue israelo-palestinien. Les Palestiniens, en revanche, n'ont pas caché leur méfiance à l'égard d'une telle initiative, sans toutefois la rejeter catégoriquement. Pour Yasser Arafat, un double préalable serait indispensable: les Israéliens doivent s'engager à renoncer à Har Homa, et les Américains doivent se porter garants de la parole de l'Etat hébreu s'agissant du respect des accords déjà conclus à Oslo.

Le retard pris dans l'exécution du retrait istaélien des territoires qui doivent être rétrocédés aux Palestiniens avant la mi-1998 place ces derniers en position de faiblesse. Ils n'ont a priori que peu d'intérêt à ouvrir immédiatement des « discussions finales ». Les Américains n'excluent pas davantage qu'il y ait dans la proposition de M. Nétanyahou de « dépasser » Oslo pour aboutir au cœur du différent Israélo-palestinien, une manceuvre destinée à « tuer » purement et simplement les accords signés dans la capitale norvégienne : ils se souviennent que M. Nétanyahou a remporté les élections parlementaires israéliennes de mai 1996 en faisant de son hostilité aux accords d'Oslo et au principe de « la paix contre les territoires » son cheval de bataille électoral.

Bill Clinton aurait cependant un moven de tester la bonne volonté de M. Nétanyahou: prendre au moi le premier ministre Israéllen lorsque celui-ci fait mine d'envisager un gouvernement d'« union na-tionale » à Jérusalem, seul capable, de toute façon, de fournir à M. Nétanvahou le soutien politique dont il a besoin pour accorder aux Palestiniens les concessions que réclame la mise en œuvre de l'« esprit d'Oslo », en particulier s'agissant du futur statut de la Ville sainte.

La marge de manœuvre de M. Clinton est cependant réduite. dans la mesure où il doit ménager un Congrès à majorité républicaine ouvertement pro-israelien. A moins qu'il ne s'agisse d'une autre raison pour inciter le chef de la Maison Blanche à faire preuve de « lear-

Laurent Zecchini

Un message

des Européens

La France soohalte que l'Union européenne participe d'urgence aux efforts déployés ponr-tenter de sauver le processus de palx. Dimanche 6 avril dans la soirée, Hervé de Charette a apparemment obtenu le soutien de ses collègues lors do conseil que les Quinze tenaient à Noordwijk, aux Pays-Bas. L'idée est d'adresser un message à Benyamin Netanyahou et Yasser Arafat ainsi qu'au présideot Clinton. Son contenu devait être mis au point lors de la réunion que les directeurs pour le Proche-Orleot des Quinze tenaient, à l'initiative de la France, lundi à Bruxelles. Les Européens demanderont la suspension des travaux d'Har Homa, la nonvelle colonie juive à Jérusalem, et le retour à la lettre et à l'esprit des accords de Madrid, d'Oslo et de

M. de Charette a suggéré que l'Union propose une série de mesures de nature à rétablir la confiance entre les deux parties : parrul elles, s'agissant de la circulation des Palestiniens en Cisjordanie, le rétablissement de la situation qui prévalait avant le dernier attentat à Tel-Aviv, la suspension des confiscations « inacceptables » des cartes d'identité des Palestiniens, mais aussi l'engagement renouvelé de l'Autorité palestinienne de cullaborer avec Israel pour luiter contre le terrorisme.



JÉRUSALEM de notre correspondant

Dialogue rompu, diplomatie bloquée, affrontements continus. Trois semaines après le début de la crise déclenchée par la décision du gouvernement israélien de construire une onzième colonie juive dans la partie arabe annexée de Jérusalem juste avant d'entamer les négociations prévues sur le statut de la Ville sainte, le Proche-Orient semble inéluctablement entrainé dans l'inconnu. La semaine dernière, un sondage révélait qu'une majorité d'Israéliens (59 %) croyalent désormais à une Arabes.

Cette semaine, une enquête d'opinion réalisée entre le 26 et le 31 mars auprès des habitants palestiniens de Hébron, Bethléem et Jérusalem-Est révèle que 48.6 % des personnes interrogées soutiennent les attaques-suicides contre des cibles israéliennes. Du jamais vu depuis le début du processus de paix en sep-

Une majorité d'Israéliens croient « probable » un conflit armé « Les Palestiniens deviennent plus radicaux », constate Nabil Koulali, directeur de l'institut de Bethléem qui a réalisé ce sondage. Plus de 37 % des personnes interrogées souhaitent l'arrêt des négociations avec Israel. Plus gravé peut-être, l'immense majorité (62,9 %) juge que le leadership palestinien, dans ses négociations avec Israel, n'a pas été à la hauteur. *En d'autres termes, commente un observateur palestinien de Jérusalem, nous pensons que Yasser Arafat s'est fait rouler dans la farine. » Le Dr Koulali observe : « Il existe maintenant un fossé entre le peuple et l'Autorité na-

tianule (autonome). » Ces développements, qui, s'ils devaient se poursuivre, ouvriraient un boulevard aux radicaux des deux bords qui veulent revenir en arrière et en découdre l'arme au poing, n'inquiètent encore qu'une minorité d'Israéliens. Une manifestation « pour sauver la paix », organisée samedi 5 mars dans la soirée à Tel-Aviv par un nouveau petit mouvement de gauche, n'a réuni que quinze à vingt mille

personnes, malgré la présence annoncée de l'ancien premier ministre travailliste Shimon Peres. Militant toujours pour la constitution d'un gouvernement « d'unité nationale » avec Benyamin Nétanyahou, ce que de nombreux caciques travaillistes rejettent, M. Peres s'est d'ailleurs abstenu d'attaquer trop vivement le premier ministre nationaliste.

PAS DE « SOLUTION MIRACLE »

L'idée lancée par M. Nétanyahou de négocier - « après que l'Autorité palestinienne nous aura montré, non pas une journée mais pendant des semaines et des mois, qu'elle lutte effectivement contre la vialence et le terrorisme » - le statut définitif des territoires occupés continne de faire couler beaucoup d'encre. Le premier ministre, qui a incidemment proposé, « en cas d'échec » de sa nouvelle tactique, de réunir sous médiation américaine une sorte de négociation permanente au sommet de type Camp David, a estimé que « tous les problèmes pourraient être réglés en six

mois. Si cela écheue, a-t-il ajoute dans une interview à la télévision allemande ARD, alors Arafat, le président Clinton et moi pourrors essayer de résoudre la question dans une sorte de sommet à la Camp David ». Treize jours de sommet tripartite entre Sadate, Begin et le président Carter en 1978 avaient permis d'aboutir au traité de paix israélo-égyptien.

Le conflit Israélo-palestinien peut-il être réglé de la même manière? Beaucoup en doutent. De même, le calendrier préalable de six mois évoqué par M. Nétanyahou ne convainc guère jusque et y compris dans son parti, le Likoud. « Impossible », a commente dimanche l'ancien ministre (Likoud) de la défense Moshé Arens, qui fut le mentor politique de M. Nétanyahou, Personne ayant un minimum de connaissance du tossé qui nous sépare des Palestiniens et des problèmes procheorientaux en général ne peut croire à pareille solution miracle. »

Patrice Claude

Pour les pays arabes, la coupe est pleine mais les moyens de pression restent limités

« MERCL_ Nétanyahou ». Le propos n'est ni d'un colon extrémiste qui se préparerait à s'installer à Har Homa, la nouvelle colonie juive en cours de construction à lérusalem-

ANALYSE.

Washington doit prouver qu'il reste un

« intermédiaire neutre » dans le processus de paix

Est, ni de quelque ministre religieux du gouvernement nationa-liste israélien. Il est du prince Khaled ben Sultan, fils du ministre sanudien de la défense, qui, avec le général américain Norman Schwarzkopf, commandait en 1991 la force multinationale de libération du Koweit.

« Merci... Nétanyahou » d'avoir par une « colitique expansionniste et hégémonique, une politique de la sécurité absolue" et de la "stabilité totale" pour Israel, en échange de la "non-securité" et de la "non-stabilite" pour taus les autres, une politique du bulldozer plutôt que du dialague, de l'atermaiement comme méthode de négociations, des chars en guise de menaces v. merci d'avoir rendu « le plus fier service à la cause palestinienne et à la nation arabe », écrivait le prince Khaled, dans un éditorial publié samedi 5 avril par le quondien El Hayat, dont il est propriétaire.

Mélange de gratitude et de dépit, ces propos traduisent un sentiment de plus en plus répandu au sein du monde arabe. Gratitude pour l'unité retrouvée des factions palestiniennes, pour celle des Arabes hier encore divisés, celle aussi des musulmans à travers le monde; gratitude encore pour une plus grande sympathie occidentale (à l'égard du monde arabe). Mais dépit d'avoir été floués et, surtout, de constater que les Etats-Unis, le seul parrain du processus de paix, ont pris fait et cause - selon les Arabes - pour l'Etat iuif.

Il n'est pas indifférent que ce genre de discours soit tenu par le prince Khaled: c'est en effet l'un des membres les plus libéraux de la familie royale saoudienne, même si son expérience de commandement avec le général Schwarzkopf a tourné au vinaigre et l'a rendu très critique vis-à-vis des Etats-Unis. Cela signifie tout simplement que, pour les Arabes, la coupe est pleine. Cela s'exprime dans la rue: il y a eu des manifestations antiisraéliennes au Caire, mais aussi au Koweit, qui n'a pourtant toujours pas pardonné à Yasser Arafat d'avoir apporté son appui à l'inva-

sioo irakienne en 1990. Mais ce serait une erreur de réduire la contestation à sa seule expressinn populaire, mélange snuvent de rancœurs accumulées auxquelles la politique de M. Nétanyahou donne de tranches raisons d'éclater. Les gouvernants arabes en ont, eux aussi, assez de subir les conditions - qu'ils assimilent de plus en plus à des diktats - posées par Israel et les Etats-Unis à l'aboutissement du processus de paix.

UNE ACCUMULATION DE GRIEFS De l'exigence américaine de

création d'une banque de développement régional, dont les riches pays producteurs de pétrole du Goife auraient été évidemment les principaux contributeurs, au soutien de l'administration américaine à l'opération israélienne « Raisins de la colère » en avril 1996 au Liban, en passant par la conférence de Chann el Cheikh sur le terrorisme (mars 1996) - dont les conclusions, sans l'opposition euro-arabe, risquaient d'assimiler terrorisme et islam -, sans oublier les ratés des accords israélo-palestiniens d'Oslo et la panne sèche des pourpariers israéio-syriens et israéio-libanais, les griefs se sont accumulés. La construction de la co-Innie de Har Homa et les deux vetos opposés par les Etats-Unis à des résolutions du Conseil de sécurité critiques vis-à-vis d'Israel fureot « la paille qui a brisé le dos

Si sérieuses soient-elles, ces critiques ne sont qu'une forme de résistance sans véritable efficacité, contrairement à ce que fut l'« arme » du pétrole après la guerre dite « du Kippour » en 1973.

L'embargo pétrolier imposé alors à l'Occident, et plus particulièrement aux Etats-Unis, a fait mal aux économies européennes et américaine. Il permit aux Arabes d'obtenir au moins un engagement verbal de Richard Nixon de faire appliquer les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies, c'est-à-dire le principe de

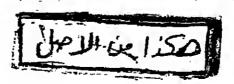
l'échange de la terre contre la paix. En admettant qu'ils veuillent le faire aujourd'hui, les Arabes ne pourraient pas utiliser à nouvean cette « arme », ne serait-ce que parce qu'ils sont redevables aux seuls Etats-Unis de leur propre sécurité en échange de la sécurité de l'approvisionnement des marchés pétroliers. Ne serait-ce aussi que parce que les temps ont changé : il y a vingt-quatre ans, le monde arabe était en état de guerre avec Israel; depuis 1991, il a fait le choix difficile de la paix.

C'est sans doute en raison de ce choix que l'Egypte et la jordanie, qui ont déjà signé des traités de paix avec l'Etat juif, n'ont pas décidé de rompre ou de suspendre leurs relations diplomatiques avec Israel. Lorsque l'Egypte, en 1982, avait rappelé son ambassadeur en Israel après l'invasion du Liban par Tsahal, les circonstances étaient différentes. Hosni Moubarak venait d'inaugurer son mandat présidentiel lesté d'un béritage problématique laissé par Anouar El Sadate: le traité de paix unilateral

Caire d'être mis au ban de la Ligue arabe. Aussi le président Moubarak se devait-il, eo quelque sorte, de donner des gages de fidélité aux Arabes. Aujourd'hui, le maintien. via l'Egypte et la Jordanie, de canaux de communication avec Israël pour l'amener à composer peut au contraire être utile.

Les moyens de pression des Arabes - qui ont diplomatiquement battu le rappel des pays islamiques, des non-alignés et font des appels du pied à l'Union européenne - demeurent donc limités. Si M. Nétanyahnu était animé d'une vraie volonté de paix, il serait ébranlé par l'arrêt de la normalisation entre Israel et ses vuisins arabes. Mais cette volonté de paix, quoi qu'en dise le premier ministre israélien, n'est guère évidente, ou alors aux seules conditions de l'Etat juif. En revanche, les initiatives des Arabes ont quelque chance d'infléchir, ne serait-ce que légèrement, l'attitude des Elats-Unis, soucieux de voir le processus de paix aboutir à son terme. Une chance, « peut-être la dernière », s'offre encore au président Clinton, lorsou'il rencontrera mardi M. Nétanyahou, de « prauver que les Etats-Unis sont un intermédiaire neutre comme ils l'affirment », écrivait samedi le prince Khaled ben

Mouna Naim



Les négociations interzaïroises ont commencé dans la plus grande incertitude en Afrique du Sud

L'éventualité d'un cessez-le-feu n'a pas été évoquée

Inaugurées deux jours plus tôt, les négociations entre les délégations de la rébellion et des autorités zaïroises devaient reprendre, lundi 7 avril, en des autorités zaïroises devaient reprendre, lundi 7 avril, en des contres de la rébelle, Laurent-Désire Kabila, ont échangé des propos relativement aimables, mais l'objet des pourparlers demeure très incertain. Les délégués n'ont pas évoque l'éventualité d'un cessez-le-feu.

autorités de Kinshasa de bauger.

Nous, nous voulans le départ de

Mobutu, un point c'est tout », af-

firme un des délégués de M. Ka-

De leur côté, les autorités de

Kinshasa, prises à la gorge, n'nnt

pas d'autre choix que la re-

cherche d'un compromis négocié

pour éviter d'étre baiayées par la force. M. Kamanda s'est efforcé

de traduire cette situation en

termes diplomatiques, déclarant

que sa délégation abordait les

discussioos a avec une grande ou-

verture d'esprit ». S'il est exclu,

seloo le ministre, de toucher à

«l'intégrité territoriale du Zaire

selan les frontières internationale-

ment reconnues», le ton général

est néanmoins à l'apaisement. Le

présideot Mobutu, lui-même, a

fait un geste de conciliation à

l'intention de M. Kabila. Dans

uoe ioterview publiée dans le

Sunday Times, bebdomadaire

sud-africain, le chef de l'Etat zai-

rois a qualifié le chef rebelle de

« patriote nationaliste » et l'a ap-

pelé à négocier « avec ses frères et

sœurs zairois afin de restaurer la

bila en Afrique du Sud.

JOHANNESBURG de natre carrespondant

: samer lapa

sion restent limb

 $\gamma_{2}(x^{2})$

- - A

Après uo « échange de vues informel ., la veille, les prenuères negociations directes entre la rébellion zairoise et les autorités de Kioshasa ont vraiment commencé, dimanche ó avril, en Arrique du Sud, une fois arrivé l'ensemble des délégations. Mais ni la composition de celles-ci, ni leur mandat ne sont connus, pas plus que le lieu, la durée et le contenu des entretiens. Les pourparlers ont debute dans l'incertitude et le flou le plus complet.

Les déclarations faites lors de la cérémonie officielle d'ouverture, organisée, samedi, au palais presidentiel de Pretoria, ont été particulièrement évasives. Le vice-président sud-africain, Thabo Mbeki, a qualifié la rencontre d'« historique » mais il n'a guère précisé l'objectif des discussions.

SCEPTICISME GÉNÉRAL

Mohamed Sahnoun, qui préside les pourpariers en tant que représentant spécial des Nations unies et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), s'est contente de rappeler qu'il fallait mettre en œuvre le plan de paix de l'ONU. Or, l'instauration d'un cessez-le-feu, disposition essentielle de ce plan et véritable enjeu des pourparlers, n'a même pas été évoquée. Il n'a pas été question non plus d'un éventuel téte-à-tête entre le président Mobutu Sese Seko et le chef des rebelles, Laurent-Désiré Kablla. Ce « sommet » était pourtant presenté, il n'y a pas longtemps encore, comme une étape ulté-

rieure que devaient préparer les ment rebelle, se sunt salués, eo n'avans rien à négocier. C'est aux discussions en Afrique du Sud.

Pour répondre aux doutes émis sur la capacité ou la volonté des parties zaîroises de oégocier vraiment, M. Mbeki a affirmé que les délégations avaient « le pouvoir de prendre des décisions sur les sujets discutés » et M. Sahnoun a tenu à souligner qu'elles étaient . dument mandatées ... Mais ce dernier n'a pu s'empêcber d'exprimer le scepticisme général en déclarant qu'il était « sans illusion sur la capacité de

évitant soigneusement de se regarder, dans un geste forcé et sans chaleur qui en dit long sur le chemin à parcourir.

CALCUL DIPLOMATIQUE

« Naus sammes ici pour libérer natre pays de la misère et de la dictature », a affirmé M. Karaha, soulignant ainsi que le départ du président Mobutu et la cooquête du pouvoir demeuraient le but de la rébellion. Placée en position de force par la progression inin-

Echange d'aménités entre ennemis

des négociations, le chef de la rébellion, Laurent-Désiré Kablla, a affirmé, dans une interview accordée, dimanche 6 avril, à la la radio publique belge, qu'il s'agissait d'une « bonne déclaration ». Il a ajnuté : « Moi, j'ai toujnurs dit qu'il fallait qu'il [Mobuta] m'en parle directement, et min par personnes interposées. Et surtout pas par neganismes internationaux interposés, qui vont faire trainer des négociations à la queue leu-leu dont personne ne va bénéficier. [...] A deux, on ira beaucoup plus inin, plus vite ». M. Kablia a toutefois rappelé qu'à son avis, le « départ » de M. Mobntu était « nécessaire ».

telles réunians à produire des résultats spectaculaires ». La poignée de mains entre les chefs des deux délégations, demandée par M. Mbeki pour la galerie des diplomates et des journalistes présents, n'a guère contribué à réchauffer l'atmosphère. Gérard Kamanda wa Kamanda, ministre zaīrois des affaires étrangères (dans le gouvernement démissionnaire de Léon Kengo wa Dondo), et Bizima Karaha, son «homologue» dans le mouve-

ci demeure intransigeante et n'a pas beaucoup de raisons de né-

Sa participation aux pourparlers semble davantage relever du

terrompue de ses troupes, celle-

Mais l'objet des négociations reste vague. Le président Mobutu - comme les délégués de Kinsbasa en Afrique du Sud - se garde bien d'évoquer soo éventuel départ du pouvoir. Pour compliquer davantage les choses, s'ajoute le problème de la représentativité et de la cobésion de la délégation censée parler au nom des autorités de Kinshasa. Celle-ci, telle qu'elle a été

annoncée avant son départ de la capitale zaîrolse, devait représenter toutes les tendances polinques qui se déchirent en ce moment à Kinshasa. Le conseiller spécial du président, Honoré Ngbanda Nzambo, est bien présent en Afrique du Sud, aux côtés de M. Kaman-

tude si le nouveau premier ministre zaīrois, Etienne Tshisekedi, est personellement représenté. Déjà contesté par sa propre famille politique, M. Tshisekedi a jugé «inutiles» les discussions eo Afrique du Sud. Rien n'a filtré des eotretiens qui oot lieu dans le

Répondant au président Mobutu qui venait de faire un geste en le qualifiant de « patrinte nationaliste » et en l'invitant à la table

calcul diplomatique. Les rebelles, en quête de respectabilité et de crédibilité internationales, veulent éviter d'être accusés de ne pas jouer le jeu. « Nous ne pouvons pas faire lo sourde oreille oux sollicitations de la communouté internotionale, mais nous

Paris et Pékin veulent relancer leur coopération militaire

Les Français sont favorables à une levée de l'embargo européen sur les ventes d'armes à la Chine

PEKIN

de notre carrespondant Charles Millon, qui a entamé, lundi 7 avril, une visite de cinq iours en Chine, est non seulement le premier ministre de la défense français à s'y rendre en trente-trois ans de relations diplomatiques, mais également le premier titulaire de ce poste au niveau européen - si l'on excepte ses homologues portugais et suisse - à effectuer pareil déplacement depuis la crise de Tiananmen en 1989.

Sa visite survient alors que se dessine une nette tendance internationale à la levée de l'embargo sur les ventes d'armes à la Chine que s'étaient imposé les nations occidentales à la suite du massacre de Pékin. SI M. Millon ne projette pas de conclure des ventes à la suite de ce séjour, la France ne se cache pas d'être favorable, sous certaines conditions, à une telle décision, qui constituerait la suite logique de son réceot changement de position sur la question des droits de l'homme

Côté français, on précise toutefois qu'il ne peut s'agir que d'un processus devant traverser une certaine maturation avant qu'oo aboutisse à terme - peut-être l'année prochaine - à la reprise des programmes d'armement qui avaient été entrepris avant 1989 ou à la mise en route d'autres opérations de coopération militaire visant à moderniser l'armée chinoise. « La France souhaite développer les échonges entre les farces armées françaises et chinoises », a indiqué M. Millon, à Pékin, où il devait être reçu kurdi par le président Jiang Zemin et le premier ministre Li Peng.

Dans le passé, la France a notamment équipé d'électronique de

guerre des vedettes garde-côtes chinoises et engage un programme de modernisation d'aviens de chasse. La Chine vient de soumettre à la France une liste de matériels qu'elle souhaiterait acquérir pour un total de quelque 3 milliards de dollars. Cette liste a été jugée « irreuliste • par Paris, car elle comporte des armes que la France ne fournirait pas à ses propres allies.

VOLET INDUSTRIEL

Le séjour de M. Millon doit aussi comporter un volet industriel dans lequel la France est sur les rangs pour la fourniture d'équipements de haute technologie proches du secteur militaire. Il en va ainsi des proiets de modernisation du contrôle du trafic aérien civil, ou la Chine semble en passe de griller les étapes pour acquérir directement des systèmes satellitaires sans passer par l'amélioration des équipements existants au sol.

Les partisans d'une reprise sélective des ventes d'armes à Pékin soulignent la nécessité d'acquerir une meilleure connaissance de la « grande muette » chinoise, qui est appelée à jouer un rôle-clé dans Père por t-Deng Xiaoping. Le seul responsable gouvernemental occidental de la défense à avoir visité la Chine depuis a été l'américain William Perry durant le premier mandat présidentiel de Bill Clinton. La pression des milieux militaro-industriels américains pour une reprise des ventes d'armes à la Chine se fait, elle aussi, sentir, avivée notamment par les acquisitions multiples d'armements faites ces demiers temps par Pélcin auprès de la Russie.

Francis Deron

Lubumbashi déclarée ville ouverte

DANS UN MESSAGE diffusé par la radio de la qués au sud de la capitale du Haut-Zaire. Auparavant, deuxième ville du Zaire, lundi 7 avril, en fin de matinée, les rebelles, dénoncés par l'ONU, refusaient le passage le commandement des forces gouvernementales a appelé les soldats à déposer les annes à Lubumbashi, devant l'arrivée imminente des rebelles. Lubumbashi est la capitale de la riche province minière du Shaba (ex-Ra-

A Kinshasa, la situation politique était plus confuse que jamais. Les partisans du premier ministre, Etienne Tshisekedi, ont décidé d'engager une épreuve de force avec la mouvance présidentielle et l'opposition modérée en appelant à une marche pacifique, lundi, pour empècher le Parlement de transition d'adopter une motion de déchéance du chef du gouvernement nouvellement désigné. Samedi, les partis soutenant le maréchal Mobutu et une fraction de l'opposition ont désavoué le premier ministre et décidé de lui « retirer » leur confiance.

Après de longues et àpres discussions, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a annonce, samedi 5 avril, à Genève, que les rebelles zairois ont finalement accepte le rapatriement par avion, via Kisangani, des réfugiés rwandais actuellement blo-

par Kisangani et voulaient que le retour se fasse par la route, voyage que la plupart des réfugiés n'auraient pas

« Nous sommes très satisfaits que l'Alliance [tebelle] ait besoin, a déclaré M= Sadako Ogata, haut-commissaire. Des milliers de réfugiés meurent de maladies et de mainutrition et nous luttons contre la montre pour tenter de sauver leurs vies. Le rapatriement par avion, via Kisangani, représente le mayen le meilleur et le plus ropide d'y parvenir. » Des collaborateurs du HCR, d'autres agences de l'ONU, ainsi que d'organisations humanitaires. tentent de déterminer quels sont les réfugiés qui pourront bénéficier de ce pont aérien dans les tout prochains jours. Il s'agira prioritairement de femmes et d'enfants, de personnes ágées et malades. Ils seraient acheminés par le train ou la route jusqu'au ferry traversant le fleuve Zaire pour arriver à l'aéroport de Kisangani. Plus de 100 000 réfugiés se trouvent dans la région, selon des estimations d'organisations humanitaires. - (AFP)

da, mais on ne sait pas avec certi-

plus grand secret. Mais il faudra plus que la . bonne otmosphère » évoquée par certaines sources pour dissiper le doute qui s'impose au sujet des négociations.

Frédéric Chambon

La réforme du Conseil de sécurité de l'ONU divise les non-alignés

de notre correspondante

Deux sujets devraient dominer le sommet des pays non-alignés qui s'est ouvert lundi 7 avril en Inde : la situation au Moyen-Orient et la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU. Unanimes sur le premier, les 113 membres du Mouvement des non-alignés sont profondément divises sur le deuxième. L'intéret pour la réforme du Conseil de sécurité est tel que plus de 130 ambassadeurs et diplomates de baut niveau se sont déplacés de New York pour participer au sommet à

Le président de l'Assemblée gé-nérale, Razali Ismail, qui préside par ailleurs le groupe de travail chargé de la réforme du Conseil de securité, propose de porter à vingtquatre le nombre des pays membres du Conseil (actuellement quinze, dont cinq membres permanents) en y ajoutant cinq slèges permanents et quatre à rotation tous les deux ans. Parmi les nouvenux membres permanents, deux scraient des pays industrialisés et trois des pays en voie de développement. Mais lesquels? Depuis la presentation de la proposition dite · Razali », le 20 mars dernier, cinq candidats « naturels » ont émergé, certains fortement contestés, d'autres moins. L'Allemagne et le Japon seraient les candidats des pays industrialisés. l'Inde, le Brésil à savoir la légitimité des membres et l'Afrique du Sud, ceux du tiers-

Une dizaine de grands pays qui n'ont aucune chance, ou très peu, d'accéder à un siège permanent sont cependant déterminés à empecber leur voisin d'y parvenir. L'Italie s'oppose à l'entrée de l'Allemagne, l'idée que l'Inde siège hérisse le Pakistan. Le Mexique et l'Argentine contestent la « candidature » du Brésil. L'Egypte n'entend pas être absente du jeu pour le siège permanent pour l'Afrique, à propos duquel on entend de plus en plus souvent, dans les couloirs de l'ONU, exprimer des préoccupations sur le devenir de l'Afrique du Sud après Nelson Mandela; quant au Nigeria, le bilan du régime actuel en matière de droits de

UN & SWET TABOU >

l'homme le disqualifie.

L'attitude pour le moins ambigue des membres permanents actuels laisse la forte impression qu'ils préféreraient en fait « rester entre eux ». La France est le seul pays qui soutienne activement la proposition sur l'élargissement du Conseil de sécurité. Par solidarité avec l'Allemagne, disent les uns, par «instinct de préservotion » disent d'autres, moins charitables. Bien que le réalisme interdise pour l'instant de toucher au « sujet tabou »,

permanents actuels, on chuchote depuis des années à propos de la Prance et surtout de la Grande-Bretagne. Les critiques se concentrent désormais davantage sur la Grande-Bretagne, le prestige de la Prance ayant été considérablement rehaussé par la résistance qu'elle a menée l'année dernière face au « diktat » des Etats-Unis sur la succession de Boutros Boutros-Ghali. D'autre part, Paris, seloo certains diplomates, préfère que le Conseil soit élargi maintenant plutôt que de voir dans dix ans un autre tabou brisé et ouvertement posée la questioo de savoir au nom de quoi l'Union européenne dispose de plus d'un siège permanent.

Les Etats-Unis souhaitent que le Conseil ne dépasse pas vingt et un membres, ce qui rend impossible la proposition Razali. L'idée que les Etats-Unis partagent un jour leur privilège de membre permanent avec des pays du tiers-monde révuise un homme comme Jessie Helms, sénateur républicain et grand détracteur de l'ONU. Quant à la Russie et à la Chine, elles ne se sont pas encore activement mélées au débat sur l'élargissement, leurs movernes qui résistent avec force à la proposition Razali.

Cette proposition, la première depuis le début du débat lancé par le Japon il y a trois ans, « est dictée par la nécessité d'occroitre la légitimité et l'autorité du Conseil », nous dit M. Razali. Sur le fait que les oouveaux membres seraient, selon son projet, privés du droit de veto, il dit: « Ce droit n'a cessé de faire l'abjet d'une candamnation quasi universelle. J'estime qu'il est inacceptable, à la fois moralement et logiquement, d'octroyer un tel droit aux autres. » M. Razali rappelle que « les cinq membres actuels sont différents : ils ant hérité leur pouvoir de la Conférence de 1945 ». Un argument qui ne satisfait pas l'ambassadeur du Pakistan, Ahmed Kamal, lequel cooteste ouvertement la légithmité des cinq membres permanents actuels: «La démocratie, c'est l'élection, et ils n'ant pas été élus. »

Pour le représentant du Brésil, Celso Luis Nunes Amorim, la proposition Razali n'est peut-être pas la meilleore, mais elle est « au moins dans le royaume du possible. Jamais taut le mande ne sera content ». Pour la Corée du Sud, les puissances moyennes sont «les grands perdants » de l'initiative Razali. L'Egypte, « extremement opposée » à cette proposition, estime qu'il vaudrait mieux pour l'instant meilleurs alliés étant les puissances se conteoter d'ajouter quelques membres oon permanents au Conseil de sécurité.

Afsané Bassir Pour



En vente dès aujourd'hui

M. Eltsine cherche à minimiser les conséquences de l'« union » entre la Russie et la Biélorussie

A Moscou, les « slavophiles » s'opposent aux « occidentalistes »

de notre correspondante Répoodaot aux télévisions

russes qui dénonçaieot depuis une

semaine la répression en Blélorus-

sie. Boris Eltsine a cherché, samedi

5 avril, à rassurer sur les consé-

quences du rapprochement entre les deux pays. Relancé, mercredi,

avec la proclamatioo d'une

« union » russn-biélorusse, qui

reste à confirmer et à préciser, ce

rapprochement « ne nous ramène-

ra pas en arrière, pour marcher ou

pas de notre partenoire », a déclaré

Boris Eltsine. Au contraire, la Rus-

sie aidera la Biélorussie à la « rat-

traper là où elle est en avance »,

dans le domaine des libertés et de

A l'aune de la Biélorussie, la

Russie peut paraître en effet

comme un paradis des droits de

l'homme (même si le présideot

biélorusse, Alexandre Loukachen-

ko, ne manque jamais de faire al-

lusion à la guerre eo Tchétchénie)

et des réformes économiques

(mėme si M. Loukachenko préteod

que son pays connait moins de re-

tards de salaires). La comparaisoo

l'économie.

d'« union » entre la Russie et la Biélorussie, le L'accord entre Moscou et Minsk ne « ramènera président russe a tenté, samedi 5 avril, de rassu- pas [la Russie] en arrière », a dédaré M. Eltsine,

Trois jours après la signature d'un accord rer sur les conséquences de ce rapprochement. à l'adresse de ceux qu'inquiètent les méthodes très autoritaires du président biélorusse, Alexandre Loukachenko.

est surtout flatteuse pour le président Eltsine lui-même, mais le soutien de ce dernier à un régime qui a perdu l'appui du FMI, des institutions européennes et de l'opioino eo Russie devenait contre-productif. Une mise au point s'imposait d'autant plus que les téléspecta-

teurs russes étaleot abreuvés d'images montrant les forces spéciales biélnrusses matraquant avec fureur les manifestants anti-Loukacbeoko, mercredi 2 avril à Minsk. Chacun a vu plusieurs fois une veille femme, figée de stupeur en abservant les événements, être malmenée et « embarquée » brutalement par la police. . Nous faisons tout pour que les

valeurs de lo démocratie et de lo liberté d'expression soient communes » à l'union des deux pays, a ajouté Boris Eltsine lors d'une allocution télévisée. Il a haussé la voix pour dire « fermement » que toute baisse du niveau de vie des Russes, comme conséquence de cette unioo, est « exclue ». Boris Eltsine a enfin affirmé que les deux autres reproches en-

tendus n'ont pas lieu d'être : celui de ouire à la Communauté des Etats Indépendants (CEI), et de se laisser entraîner par des intrigues de cabinet au sein de son gouvernement. Pour en fournir la preuve, il a limogé celui qui fut son conseiller pour les affaires étrangères depuis 1991, Dmitri Riourikov, remplacé par son oouveau porte-parole, Serguei Iastrjembski, jeune diplomate très largement apprécié qui cumulera ces deux fonctions avec celles de secrétaireadjoint de son administration. M. Rinurikov fut en effet accusé d'avoir joué dans le camp de ceux qui voulaieot voir Boris Eltsine signer un accord d'union doté de structures supra-étatiques, lesquelles auraient ou servir de cheval de Troje à M. Loukachenko et à ses partisans russes (Vladimir Jirioovski et la mouvance communiste-nationaliste) en cas de troubles institutionnels en Russie. Ce camp, désigné aujourd'hui comme cehn des « slavophiles ». compterait aussi le ministre des af-

faires étrangères, Evgueni Prima-

kov, attendu lundi dans la capitale

biélorusse, Minsk, puis à Paris, et celui des relations avec la CEI, Valeri Sirov. Le premier ministre, Viktor Tcbernomyrdine, qui fut actif à leurs côtés dans la mesure où l'union avec la Biélorussie est voulue par son protégé Gazprom (le « géant du gaz russe »), fut cootraint d'adopter le discours « centriste » du président : Il y a bien en « débat » au sein de son gouvernement entre « slavophiles > et « occidentalistes » (les oouveaux premiers vice-premiers ministres Anatoli Tchoubais et Boris Nemtsov), mais c'est « normol » et maintenant, tout est régié... C'est-à-dire qu'Alexandre Loukacheoko, supposé oe pas pouvoir, pplitiquement, faire marche arrière sur la question de l'« union », sera obligé de l'accepter aux conditions de la Russie (et de Gazprom). Boris Eltsine, lui, y trouverait un baume pour le complexe dont il veut se débarrasser, celui d'entrer dans l'Histoire comme un «destructeur» d'empire, flit-il soviétique.

Sophie Shihab

Recrudescence des massacres de civils en Algérie

ALGER. Selon la presse algérienne, une centaine de civils - hommes, femmes, enfants - ont été égorgès, et pour certains décapités à la tronçonneuse, depuis jeudi 3 avril dans l'Algérois (centre) lors d'actaques noctumes de villages attribuées aux islamistes. Le plus terrible de ces massacres a eu lieu dans la nuit de jeudi à vendredi dans le ha-meau de Thalit, dans la région de Médéa (80 km au sud), une région montagneuse où les groupes armés sont fortement implantés : cinquante-deux personnes y ont été méthodiquement égorgées. Dans un autre village, à Amroussa - au cœur de la plaine de la Mitidia (sud d'Alger) - une quinzaine de personnes, dont trois enfants âgés de moins de trois ans et sept femmes, ont été égorgées et décapitées à la trooconneuse dans la ouit de vendredi à samedi, a rapporté le quotidien Liberté. Le chef du Groupe islamique armé (GIA), Antar Zouaire, a conduit en personne les opérations, affirment des témoignages rapportés par ce quotidien. Ces tuerles interviennent alors que l'armée est engagée dans une vaste offensive contre les maquis islamistes avant le scrutin législatif du 5 juin. - (AFR)

Le président italien appelle ses compatriotes à l'unité sur l'Albanie

ROME Le président italien Oscar Luigi Scaltaro a appelé, samedi 5 avril, ses compatriotes à faire bloc pour soutenir la force multinatiopale qui dnit effecteur en Albanie « une nussion humanitaire et de paix délicate » sous commandement italien. Il s'est élevé contre les « divisions déchirantes et dongereuses » qui se sont fait jour dans la classe politique, notamment dans la gauche italienne. Le chef du gouvernement, Romano Prodi, a insisté, dimanche, sur le fait que la mission était avant tout humanitaire et noo militaire. Nous voulons «faire arriver au plus vite en Albanie les oides olimentaires et sanitaires de première nécessité et les moyens permettant la reprise du cycle agricole et lo répuverture des écoles », a précisé M. Prodi. En Albanie, le premier ministre Bashkim Fino a été empêché, samedi, de se rendre dans la grande ville du nord, Shkodra, par une foule en armes, qui a tiré en l'air et lancé des grenades. - (AFP.)

Forte abstention aux élections locales haïtiennes

PORT-AU-PRINCE. Avec une participation qui n'a pas dépassé 10 % en province, les Haitiens ont boudé les élections législatives partielles et locales qui ont eu lieu, sans incident majeur, dimanche 6 avril. Quatre millions d'électeurs étaient appelés à élire neuf des vingt-sept sénateurs, deux députés dont les sièges sont vacants, ainsi que les membres de près de sept cent collectivités locales. La plupart des partis traditionnels ont boycotté ces élections qui opposalent les « frères ennemis » du mouvement Lavalas. Face à l'Organisation politique Lavalas (OPL), qui soutient le programme d'ajustement économique mis eo œuvre par le premier ministre Rosny Smarth, la Famille Lavalas, récemment créée par l'ex-président Jean-Bertrand Aristide qui pourrait briguer un nouveau mandat en 2001, dénonce la « politique néo-libérale imposée par les bailleurs de fonds étrangers ». ~ (Corresp.)

Le Vietnam réhabilite le travail obligatoire

HANOL Des millions de Vietnamiens doivent être mobilisés pour des grands travaux d'infrastructure obligatoires, a indiqué le chef du Parti communiste (PCV) Do Muol, cité vendredi 4 avril par la presse. « Au Vietnom, tout se fait grace au peuple et il est dans l'obligation de lo jeunesse de participer volontairement à la construction du pays », écrit le Nhan Dan, l'organe du PCV. Selon de bonnes sources, les députés devraient prochainement examiner un projet de loi selon lequel tout c toyen - âgé de 18 à 45 ans pour les hommes et 18 à 40 ans pour les femmes - serait tenu de fournir dix jours de travail gratuit à l'État. Cette mubilisation coercitive pourrait permettre de réaliser de grands projets jugés prioritaires (routes, raffineries, centrales électriques, reforestation). - (AFP.)

EUROPE

■ BOSNIE : à une semaine de la visite du pape à Sarajevo, un monastère catholique, situé près de Kakani, à une soixantaine de kilomètres de la capitale, a été touché par des tirs de roquettes. Les incideots répétés entre les communautés musulmane et catbolique croate inquiètent les autorités qui préparent le voyage du pape les 12

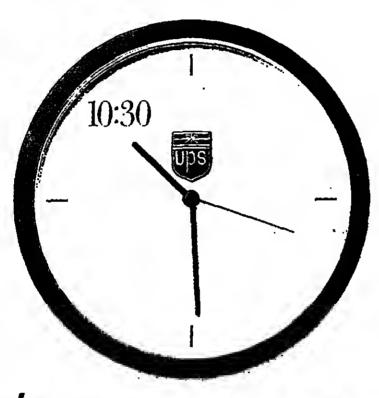
■ TCHÉTCHÉNIE: le président tchétchène, Asian Maskhadny, a annoncé dimanche 6 avril qu'il se préparait à effectuer un pélerinage à La Mecque, et rencootrerait à cette occasion des dirigeants arabes. Ce voyage, dont la date n'a pas été annoncée, constituera le premier déplacement de M. Maskhadov à l'étranger depuis son élection en janvier. Au Daghestan (sud de la Russie), une centaine de pèlerins tchétchènes en route pour La Merque unt été interpellés, puis relâchés dimanche, par des policiers russes qui estimaient que leurs papiers o'étaient pas eo règle.

BIRMANIE: une explosion a fait un mort au domicile d'un membre de la junte au pouvoir à Rangoun, dans la ouit du 6 au 7 avril, a-t-oo indiqué de source officielle. Seloo certaines sources, la victime serait la fille ainée du lieutenant-général Tin Oo, deuxième secrétaire du « Cooseil d'Etat pour la restauration de la loi et l'ordre ». Seloo certains obervateurs, cet attentat pourrait être le fait de la guérilla des Kareos : Tin Oo, qui est égalemeot chef d'état-major de l'armée, avait visité la semaine dernière les bases des rebelles de l'Union nationale des Karens (KNU) récemment reconquises par les troupes de Rangoun. - (AFP.)

CHINE/VIETNAM : Pékin a retiré sa plate-forme d'exploration d'une zooe reveodiquée à la fois par la Chine et par le Vietnam en mer de Chine méridionale, ont indiqué hindi 7 avril des responsables vietnamiens. L'installatioo de cette plate-forme au sud du golfe du Tunkin et l'arrivée de bâtiments de soutien avaient provoqué, début mars, de fermes protestations du Vietnam. - (AFP)

■ VIETNAM/ÉTATS-UNIS: Washington et Hanoi ont fait un pas vers la oormalisation de leurs relations écnoomiques en signant, lundi 7 avril, à Hanoî, un accord de rééchelonnement d'une dette de 145 millions de dollars cootractée par l'ancieo régime sud-vietnamien. La questioo de cette dette constituait l'un des obtacles bloquant un accord commercial entre les Etats-Unis et le Vietnam. -

■ JAPON: l'excédent des paiements courants a progressé de 15,4 % eo février 1997 par rapport à février 1996, à 865,2 milliards de yens (39 milliards de francs), selon les statistiques gouvernementales diffusées lundi 7 avril. Il s'agit de la deuxième progression mensuelle consécutive, après plus d'une année de contraction. L'affaiblissement du yen face au dollar en est largemeot responsable. - (AFP.)



NE PRÉFÉREZ-VOUS PAS ENTENDRE "LIVRAISON GARANTIE AVANT 10 H 30 DEMAIN MATIN" QUE "LIVRÉ DEMAIN

Ceux qui demandent des délais garantis pour leurs envois express sont de plus en plus nombreux en Europe. Ponrtaul, la phipart des sociétés restent encore très vagues quant à l'heure de livraison. Chez UPS, nous vons offrons la garantie d'une livraison très tôt le lendemain matin dans les principaux centres d'affaires européens. Aussi, quand il s'agit de livrer en temps et en heure, aucune autre société ne peut rivaliser avec notre précision. Voilà un avantage supplémentaire de natre nauveau système de livraisan européen.



C'est comme si c'était fait

Four consister plus air les services UPS, appelez le 0 800 877 377 jappel gratuit.



315 +

مكناس الاعل

Le premier ministre britannique en campagne se moque des instituts de sondage

A moins d'un mois des legislatives, les travaillistes bliée par le Sunday Times du 6 avril, ils jouissent

électorale, John Major s'emploie à discréditer le britanniques sont toujours largement en tête dans les sondages. Selon l'enquête de l'institut NOP, pu
mieux que les conservateurs. Dans sa campagne

programme économique « dispendieux » du Lamieux que les conservateurs. Dans sa campagne

programme économique « dispendieux » du Lamieux que les conservateurs. Dans sa campagne

HAMBLE-LE-RICE

de notre envoyé speciol Iohn Major avait choisi ce petit port de plaisance proche de Southampton pour porter la honne parole conser-



ence des massacie

A level to the the title

in it

g jarong process at the

218 ...

11.5

1.0

printemps où le soleil le disputait au vent. Situé à l'embouchure de la

riviere du même nom, Hamble est un de ces villages typiques du sud de l'Angleterre avec ses cottages pimpants et sa grand-rue longée de pubs. Un de ces petits coins de paradis de la Middle England qui a, de tout temps, fourni les gros bataillons d'électeurs tories.

Ce jour ne faisait pas exception. Avertis le matin seulement - sécurité ohlige -, quelques centaines de locaux et de touristes, beaucoup du troisième âge, attendaient le premier ministre. A les voir, en blazer ou pull marin, il est évident qu'ils voteront tory le 1ª mai. Une seule des personnes rencontrées a affirmé voter Labour : Jeffrey Hain, un docker. Il est « heureux que Mojor soit parti dons moins de quotre semoines. J'oi voulu parier ovec lui 5 livres [environ 9 francs] qu'il seroit battu : il o refusé ! »

Jeffrey détonne dans ce concert conservateur, bien rare en ces jours où l'avance du Labour dans les sondages dépasse les 20 points. * Tout va bien, nous dit un homme d'un certain âge. Dans tout le pays, les gens sont pleins d'orgent. Dans les supermorchés, les Coddies sont remplis de victuoilles. Que voulezvous de plus? Moi, je vote Mojor, » Moi oussi », répond un jeune, qui votera pour la première fois. Mark Hulme, un entrepreneur barbu venu faire ses courses avec sa femme, Sheila, et ses deux filles,

est heureux d'accueillir « un curité, M. Major était venu à Souhomme ovec lequel les gens peuvent s'identifier, qui est pres d'eux ». Sheila trouve quand même Tony Blair a tres sympathique a. Mais le couple ne se fait guère d'illusions : « Nous voterons tory, mais le libéraldemocrate sera élu. »

Car Hamble se situe dans la circonscription d'Eastleigh, un secteur mélangé avec ses zones résidentielles où vivent les down from towners (ceux qui viennent de la ville, de Londres) et la zone industrielle où est implantée une usine Ford. Eastleigh avait élu en 1992 un conservateur avec 17702 voix d'avance : c'était un fief « bleu », la couleur des tories. Mais ce député. Stephen Milligan, fut trouvé un jour étouffé par un sac en plastique, une orange dans la bouche et vêtu de sous-vêtements féminins... Il a été remplacé par un libéral démocrate, qui a les meilleures chances de garder son siège. Les « lib-dem » ont actuellement le vent en poupe dans le sud et l'est de l'Angleterre.

Accompagné de son épouse Norma, John Major - « Honest John », comme le surnomment ses partisans - descend la grand-rue en serrant de nombreuses mains. Il s'est symboliquement fait photographier devant le pub The Victory avant d'aller boire une pinte de bière tiède au Bugle, avec des pêcheurs à la ligne.

« À CÔTÉ DE LA PLAQUE »

Entre-temps, sur fond de yachts amarrés, le premier ministre s'en est pris une fois de plus à des sondages qui ne lui sont pas favorables. « Ils sont un million de miles à côté de lo ploque », a-t-îl assuré. Comme pour se convaincre, il a martelé: « Les hésitonts commencent à se réveiller, et ils sont nombreux. » Toujours pour des raisons de sé-

Auparavant, il avait fait la tournée des studios de télévision au petit matin et participé à une conférence de presse avec le chancelier de l'échiquier, Kenneth Clarke. Une demi-heure pour convaincre que le programme financier de M. Blair contient un « trou noir » de 12 milliards de livres sur trois ans, qu'il sera incapable de combler. Le soir, direction le Royal Albert

thampton en avion - un vol de vingt minutes. Il avait visité l'aéropremier ministre a lu son discours port, tout neuf, avant de monter sur le ton plat qui le caractérise. Un dans son bus bleu de campagne. ton qui fait ricaner les commentateurs mais qui, comme sa personnalité simple, plait à M. Tout-le-Monde. Il avait réécrit son texte dans l'avion, réagissant au quart de tour au cafouillage de son rival sur son programme d'autonomie pour l'Ecosse. Avec férocité, il a dénoncé «l'orrogonce du socialisme », l'insulte à cette « grande nation » qu'est l'Ecosse et la menace pour l'unité du Royaume-Uni, et mis en

Puis, vers 19 heures, John et

Norma sont montés sur scène. Le

L'IRA fait ajourner le Grand National

L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a une fois de plus perturbé la vie de l'Angieterre, samedi 5 avril, en falsant annuler, par une alerte à la bombe, le Grand National hippique d'Aintree, la course la plus populaire du pays, et en provoquant l'évacuation des 65 000 spectateurs. Le public de l'hippodrome proche de Liverpool a été évacué dans le calme après que deux avertissements téléphoniques, dont l'un était porteur d'un mot de code de l'IRA authentifié par la police, enrent été reçus, à moins d'une heure du départ du steeple-chase.

Cette alerte à la bombe est la quatrième opération de l'IRA en dix jours visant à monopoliser l'attention du pays soit en paralysant les réseaux ferroviaire on routier, solt, comme samedi, en s'attaquant symboliquement à l'un des événements sportifs les plns médiatiques de l'année. John Major et Tooy Blair ont tons denx condamné les menaces de l'IRA. Le Grand National devait être courn hundi 7 avril. - (AFP.)

plus connue pour les fameux concerts estivaux en plein air. Premier grand meeting de la campagne pour 2000 militants venus de partout. Le bâtiment avait été pour l'occasion enrubanné de bleu. Les Mardi gras Joymakers chauffent, avec du new orieans et des airs d'antan, un auditoire assez agé. Il faut faire patienter la salle en raison du retard dû au chaos causé par les alertes à la bombe de l'IRA dans les principales gares de

Hall, cette vaste salle circulaire doute la capacité de M. Blair à lui succéder, à la veille de négociations cruciales sur l'Europe. La salle, placide au départ, s'est lentement chauffée; on agite des petits drapeaux. A la fin, les applaudissements rententissent, suivis de cet bymne au chauvinisme anglais qu'est le « Land of Hope and Glory » (Terre d'espoir et de gioire) chanté et repris en chœur, encore et encore, par une foule de

Les Quinze ont arrêté le calendrier de l'euro

Le programme de travail adopté vise à limiter, durant cette période sensible, les réactions intempestives des marchés financiers

NOORDWIJK (Pays-Bas) de notre envoyé spécial

« Taut est pret pour le passage à lo monnoie unique : ce fut une joutnée particulièrement consensuelle », a constaté le ministre français, Jean Arthuis, à l'issue du conseil des ministres européens des finances qui s'est tenu samedi 5 avril a Noordwijk, aux Pays-Bas. Les Quinze ont arrêté les textes mettant en forme juridique les accords intervenus en décembre à Dublin - sur le Pacte de stabilité et de croissance et sur le nouveau système monétaire européen qui gérera les relations de change entre la zone euro et les pays ne participant pas encore à la monnaie unique. Ils se sont également mis d'accord sur le calendrier des travaux et réunions qui conduiront au conseil européen extraordinaire où sera decidé, début 1998 (par ironie de l'histoire, sous présidence britannique), la liste des pays qui participeront au lancement de la monnaie unique le 1º janvier 1999.

En raison des incertitudes concernant la longueur des procédures parlementaires, il ne leur a pas été possible de fixer une date exacte. Cependant, c'est vraisemhlahlement le week-end des 25 et 26 avril, ou bien le suivant, les 2 et 3 mai, que les citoyens de l'Europe et du monde prendront connaissance de cette liste (un mois après la date théorique des élections législatives françaises et six mois avant les élections allemandes, où le chanceller Kohl briguera une

nouvelle fois sa succession). Les pays qualifiés devront remplir les cinq critères de convergenceexigés par le traité de Maastricht ou hien s'en être rapprochés sufisamment près pour bénéficier de l'indulgence du jury. Car, comme I'a admis samedi Theo Walgel, le Patrice de Beer ministre allemand, pourtant peu

suspect de laxisme, une certaine marge de flexibilité existe : « le ne me suis inmais clone sur la croix des 3 % v. a-t-il dit. Le champion de l'orthodoxie n'en a cependant pas dit plus sur la marge qu'il pourrait considerer comme raisonnable.

L'examen se fera sur la base de l'accomplissement des budgets de 1997 et des prévisions budgétaires à venir, qui ne seront pas complètement connues avant la fin fe-vrier. Conformement au traité, la Commission et l'Institut monétaire européen (IME) rédigeront alors un rapport à l'intention des gouvernements membres et du Parlement de Strasbourg.

UNE « RECOMMANDATION »

Le document de la Commission sera accompagné d'une « recommandation windiquant quels pays sont, selon elle, aptes à faire le saut. L'étape suivante, debut avril -dans tout juste un an -, sera consacrée à l'examen du dossier par le Parlement européen et, en tonction des procedures existant dans chacun des pays memhres, par les Parlements nationaux. M. Arthuis a confirmé que le parlement français serait consulte. A la fin de ce mois, le conseil « écofin » se réunira pour arrêter une proposition à l'intention des chefs d'Etat et de gouvernement, maîtres de la décision fi-

« Cet occord sur le calendrier témoigne d'une volonté générale de respecter notre échéoncier », a commenté Yves-Thibaut de Silguy, le commissaire chargé des affaires économiques et monétaires. Depuis le conseil européen de Madrid, en décembre 1995, les Quinze ont multiplié les actes et les décisions illustrant leur volonté de respecter pleinement le traité de Maastricht, et, en particuller, d'écarrer tout report de la date d'entrée en vigueur, fixée au 1º lanvier 1999.

Le programme de travail adopté samedi vise notamment à limiter autant que faire se peut, durant cette période sensible, les réactions intempestives des marché financiers. Nul doute que ceux-ci se manifesteront, et peut-être très bientôt, compliquant la tâche des politiques, qui se préparent à affronter de sérieuses turbulences, Il en a été heaucoup question, samedi, dans les couloirs du Conseil.

Le jugement des marchés pourrait affecter en premier lieu l'Italie, dont l'ambition d'être partie prenante de la monnaie unique dès son instauration peut paraître présomptueuse. Une telle réaction, qui ne serait pas pour déplaire aux Allemands, aurait toute chance de se concrétiser dans le cas où les prévisions de croissance italienne (en ce début du deuxième trimestre, elles sont jugées « faiblordes » par un expert communautaire) devraient être révisées à

Philippe Lemaître

Le gouvernement néerlandais veut interdire les pyramides financières

Les jeux d'argent et les investissements douteux à l'étranger inquiètent les autorités

LA HAYE

de notre correspondont lls ont pour nom Illuminati, Vanilla, Coin Liberté ou Orpiton. Le fonctionnement en est simple, et laisse clairement apparaître le système pyramidal et les risques inhérents: l'inscription coûte 150 florins (450 francs), ce qui permet d'acheter des « contrats », facturés 1500 tlorins l'unité. L'investissement est récupéré à condition de convaincre d'autres personnes de participer au système. Pour chaque nouveau contractant apporté à la pyramide, l'agent touche 325 florins de commission. Le nouvel adhérent doit travailler plus pour récupèrer ses fonds, puisque sa commission ne se monte qu'à 75 florins. Le nouveau venu gagnera encore moins, etc. Le joueur qui réussit à faire adhérer dix autres personnes par mois est gratifié d'un bonus. Les commissions sont payées toutes les deux semaines, les bonus une fois par mois. Enfin, chaque année s'y ajoute le versenient d'une somme forfaitaire de

2 650 florins. Selon les services fiscaux néerlandais, les quelque soixante systèmes pyramidaux actifs aux Pays-Bas ont déjà récolté 400 millions de florins d'investissements. Et Herman Olijerhoek, un policier qui s'est spécialisé dans le domaine de ces jeux d'argent, estime à au moins 100 000 le nombre de Néerlandais ayant versé au pot de cesorganisations de même type que celles qui, sous une forme et surtout une ampleur différentes, ont récemment plongé l'Albanie dans

Les événements albanais ont d'ailleurs réveillé les consciences aux Pays-Bas. Il y a encore quelques semaines, le gouvernement estimait que n'importe qui avait le droit d'organiser ou de participer à des pyramides financières, « en l'obsence d'octes illégaux ». Mais peu après le ministre des finances, Gerrit Zalm, annonçait son intention de déposer un projet de loi in-

terdisant purement et simplement les jeux pyramidaux, tandis que la Banque centrale indiquait. fin mars, que les propositions n'émanaient pas d'institutions placées sous sa tutelle, et exposaient les clients « ò des risques financiers très élevés ».

« Nous ollons étudier ce qui s'est foit en France et en Grande-Bretagne, deux pays qui ont banni ce type de jeux », explique Raymond Salet, porte-parole de Gerrit Zalm. A Paris, les « oventures finoncières » de type chaînes de cartes postales apparaissent régulièrement dans l'ombre, mais d'éventuelles pyramides tomberaient sous le coup de la législation sur les opérations de banque, ou seraient, comme les autres jeux d'argent, soumises à autorisation

« Il est difficile d'agir car ces sociétés se situent toujours en bordure de la loi »

Mais à la Haye le processus promet d'être long : le texte doit passer sous les fourches Candines du Conseil d'Etat, puis être voté dans les deux Chambres qui constituent le Parlement, un itinéraire qui peut alsément prendre une année. Parallèlement, le gouvernement a donc cherché à créer une jurisprudence en faisant poursuivre deux sociétés en justice... avec des résul-

tats mitiges. A la fin de 1996, le tribunal d'Arnhem, à la frontière allemande, a en effet pris tout le monde par surprise en qualifiant les pyramides financières non pas de « jeux de hasard », mais de « jeux d'odresse », ouvrant la voie à de nouvelles sociétés qui s'y sont engouffrées. En revanche, un juge de Dordrecht, près de Rotterdam, vient de condamner le fondateur d'Orpiton à une amende de 25 000 florins. Le raisonnement du magistrat pourrait permettre de nouvelles actions en justice, puisqu'il assimile la société organisatrice de pyramides à un « orgonisme de crédit », agissant sans autorisation des autorités de tutelle, à savoir la Banque centrale.

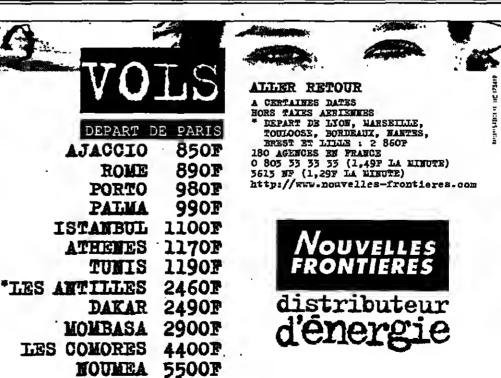
Les « consommoteurs » floués commencent à réagir. Sous l'im-pulsion de Herman Olijerhoek, un centre d'information sur les pyramides a été créé il y a deux mois. « l'hobite une petite ville de 45 000 hobitants. Il y o quelque temps, j'oi été étonné d'opprendre, ici et la, que des centaines de gens du bourg participent à des pyromides. Certains se sont même endettés pour investir, raconte le policier. Au niveau de l'association, nous essavons de foire un maximum de publicité outour des dongers des pyramides. D'oilleurs, i oi récemment appris que des sociétés vont charcher des Français, qu'ils transportent en autobus aux Pays-Bas, pour leur permettre de participer. Choque jour, nous recevons des lettres de Néerlondois qui n'arrivent pas à récupérer l'argent investi. En tant que policier, il est difficile d'agir car ces sociétés se situent toujours en bordure de lo loi. J'entends des histoires de menoces, certains sont obligés de signer des déclarations dans lesquelles ils s'engagent d garder le secret sur les transoctions. Nous cherchons donc les cas litigieux pour voir s'il est possible d'attaquer en justice. » Par ailleurs, une centaine de clients de quatre jeux pyramidaux ont fait appel à un avocat pour récupérer leurs mises. Depuis que la nouvelle est parue dans la presse, le téléphone du cabinet d'avocats est pris d'assaut.

L'attrait des Hollandais pour les pyramides a bean être important, il est minime comparé à l'engouement qui fait rage au Surinam, ancierme colonie necrlandaise. Selon les autorités de la capitale, Paramaribo, près de 100 millions de

dollars (plus de 550 millions de francs) ont à ce jour été investis dans ce qui se nomme localement le near banking, soit autant que les dépôts des particuliers dans les véritables banques du pays. Attirés par des rendements mensuels de 10%, l'importante communauté surinamienne des Pays-Bas exporte des valises pleines de billets, affirme le quotidien De Volkskrant. De son côté. l'Armée du salut croît savoir que les pyramides tournent avec l'argent de la drogue, le Surinam étant un important centre de transit de la cocaine. Un banquier de l'ABN-AMRO, premier établissement des Pays-Bas, qualifiait ré-cemment à la télévision surinamienne cette situation de « vêritable bombe à retardement monétoire ». Même le ministre nécriandais des affaires étrangères,

Hans van Mierlo, s'en est Inquiété dans une lettre au Parlement : « L'implosion du système Ourait des consequences catostrophiques pour l'économie du Surinom. » De SurinaamscheBank, l'une des plus grandes banques commerciales du pays, a annonce mardi la avril la fermeture de l'un des fonds d'investissement à haut risque, estimant qu'il pouvait reposer sur des opérations de blanchiment de capitaux. Des mesures similaires pourraient être prises prochainement par d'autres établissements du petit Etat d'Amérique latine. tandis que le gouvernement, soucieux d'éviter un effondrement « à l'olbanaise », a annoncé le lancement d'une évaluation générale du système bancaire.

Alain Franco



DROITE La décision d'Alain Juppé de maintenir le secret-défense sur l'affaire des écoutes téléphoniques pratiquees par la cellule antiterroriste de l'Elysée au temps de Fran-

cois Mitterrand a été critiquée, dimanche 6 avril, par François Leotard. Pour le président de l'UDF, cette attitude relève de « l'Etat des années 60 ». Il a mis en cause, aussi,

l'existence des Renseignements généraux. • LIONEL JOSPIN, interrogé dimanche soir sur M 6, s'est prononcé lui aussi contre le secret-défense sur le dossier des écoutes. Souhai-

tant davantage de « transparence » dans la démocratie française, il a qualifié de « triste histoire » l'affaire de la cellule antiterroriste.

• LES DEUX MINISTRES centristes.

escondamnati otpas a l'ord Jean Arthuis et Jacques Barrot, dont le nom est cité dans l'affaire de la caisse noire du CDS (devenu Force démocrate), s'affirment totalement étrangers à ce dossier.

François Léotard s'oppose au secret-défense sur les écoutes de l'Elysée

Pour le président de l'UDF, les interceptions pratiquées par la cellule antiterroriste du temps de M. Mitterrand sont « une atteinte grave aux libertés » et le maintien du secret-défense par Alain Juppé sur cette affaire relève d'une « curieuse conception de l'Etat »

TOUT est affaire de démarquage. D'ordinaire peu prolixe sur le sujet, le président délégué de l'UDF, François Bayrou, a pris soln, samedi 5 avril, lors d'un dîner des Adhérents directs de l'UDF, de se démarquet de la phrase de François Léotard, qui avait renvoyé dos à dos, le 15 mars, le Front national et le « Front populoire ». Le député du Var avait appelé les élus de droite à n'avoir « aucune complaisance . ni pour l'un ni pour l'autre, « car nous savons trop où l'un et l'autre nous ont conduits » (Le Monde du 18 mars). Samedi, le ministre de l'éducation nationale a subtilement rectifié:

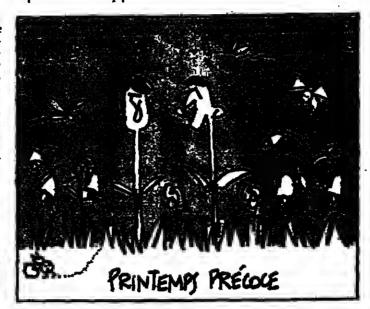
« Ni comploisance ni complicité. » Renonçant, le lendemain matin, devant le même public, au discours qu'il avait préparé pour la circonstance, M. Léotard a choisi, lui, de se démarquer de la façon la plus nette du gouvernement ou, à tout le moins de son chef, Alain Juppé, lequel vient de refuser la levée du secret-défense dans l'affaire des écoutes téléphoniques de l'ancienne cellule antiterroriste de

Lionel Jospin: « Une triste histoire »

Linnel Jospin a demandé, dimanche 6 avril sur M 6, que « le gouvernement et Alain Juppé levent le secret-défense » sur les écoutes de l'Elysée. Pour le premier secrétaire du P5, « il faut en finir avec ce secret monarchique dons matre pays, quel que soit, d'ailleurs, le président concerné ». . Mettons la transparence, enfin, dons notre démocratie ! », a ajouté M. Jospin. Commentant l'attitude de Françols Mitterrand, M. Jospin a déclaré: « Si c'est vrai, c'est une triste histoire. Cela ne correspond pas à l'idée que je me faisais de lui sur ce plan. »

De sun côté, sur Radin J, Daniel Vaillant, numéro 2 dn PS, s'est déclaré « surpris » par la publication des archives de l'Elysée (le Monde du Savril). C'est, a-t-il dit, « une curieuse conception de l'Etat et de sa défense » que d'invoquer le secretdéfense pour protéger des procédes qui visaient, entre autres, un lournaliste et un écrivain. Dans un deuxième exemple, puisé au registre de l'éthique et concernant, cette tois, l'existence du service des Renseignements généraux, M. Léotard s'est interrogé sur l'utilité « d'avoir une police de l'information » (lire ci-dessous).

D'une façon plus générale, le président de l'UDF, qui tente, d'un week-end à l'autre, depuis le début mars, de faire la synthèse des aspirations des composantes de la confédération qu'il préside, a proposé ce vaste objectif : « Devenir la meilleure démocratie du continent [européen], c'est au moins oussi important que d'être le meilleur en économie. . Tout en assurant que "I'UDF jouera l'union dons la différence », M. Leotard s'est interrogé: « L'Etot de l'on 2000 peut-il etre celui des années 60 ? » 11 a ainsi dénoncé certaines dérives de la V République, qui font que «le premier ministre n'est plus responsoble devant le Parlement », « le gouvernement est de plus en plus le cabinet du président » et « le pou-



voir budgétaire du Parlement est quosiment nul ». Il a marqué sa différence, aussi, à propos du conflit des internes, en mettant en cause le recours aux ordonnances pour

la réforme de la Sécurité sociale. Patrun de l'UDF -ou, plutôt, s'efforcant de l'être. - M. Léotard a résumé la contribution que

pourrait apporter le second pilier de la majorité en un appel à un «triple retour »: le «retour du client » dans la vie économique ; le « retour de lo commune » au titre de la politique de proximité; celui du Parlement pour ce qui concerne l'équilibre des institutions. «L'UDF, a-t-il dit, fero tout

pour que la mojorité ne se présente pas morcelée [aux élections législatives]. Devant lo multiplication des chopelles à laquelle, porjois, on as-siste, c'est à l'UDF d'appeler à

Ce dernier trait visalt, sans aucun doute, la réunion, samedi soir, dans un grand hôtel parisien, de plus d'un millier de personnes autour d'Alain Madelin, président du mouvement Idées-Action. La présence à ce « diner des libéraux », programmé « à mille jours de l'an 2000 », de Claude Chirac - la fille du président de la République a, en fait, déjà participé à d'autres réunions organisées à l'initiative de M. Madelin - avait d'autant phis donné le frisson à une bonne partie de l'assistance que le député d'Ille-et-Vilaine a affirmé, en plusieurs occasions, et en souriant, « sentir » la proximité des électinns législatives.

ÉLOGE DU LIBÉRALISME Dans un discours axé davantage sur le libéralisme économique, mais proche sur le fond de celui du président de l'UDF, M. Madelin a simplement souligné que « lo prochoine legisloture (...) occompagnera toute lo deuxième partie du mondat présidentiel de locques Chirac ». Le maire de Redon a encore affirmé: « L'étatisme, celo ne morche plus, » « Notre odversaire, ce n'est pas l'Etat, notre odversaire, c'est l'étatisme », explique, de son

côté, M. Léotard. Avant de rappeler que « lo moiorité o régulièrement gagné les élections sur un discours et un elan libéral > - en 1986, en 1993 et en 1995 - et que lui-mème, ancien ministre de l'économie et des finances remercié par M. Juppé à l'été 1995, a des raisons d'en avoir « quelques souvenirs », M. Madelin a assuré: « S'il est vrai que la France o fait le tour de toutes les politiques étatistes possibles, il est vrai oussi qu'on n'y a jamais pratiqué une politique vroiment libérale. > « Beaucoup d'entre vous ont sürement le sentiment que les élec-

blèmes demeurent, a-t-il ajouté. Au bout du compte, c'est toujours, peu ou prou, lo même politique qui est

Une mesure récente du gouvernement, toutefois, trouve grace à ses yeux, celle qui a trait à l'allègement des charges sociales pour les vedettes du football. . Nous sommes tous des footballeurs! ».

Le témoignage de Michel Charasse

Michel Charasse a déclaré, samedi 5 avril, n'avoir jamais été le témoin d'une « demande expresse » de l'ancien chef de l'Etat concernant des écoutes téléphonimes. Dans une « tribune » publiée par L'Est républicain et dans un entretien sur RMC, le sénateur du Puy-de-Dôme a justifié ces écoutes par des menaces visant le chef de l'Etat et ses enfants. Il a déclaré, en outre : «Si vous apprenez qu'un journoliste fréquente des terroristes, parce gu'il enquête sur le terrorisme. c'est la moindre des choses qu'on essaye de savoir ce qu'il pent avoir comme renseignements. » 11 a ajouté que l'écrivain Jean-Edern Hallier « exigeait de l'argent pour ne pas révêler que le président avait un enfant hors mariage »,

s'est écrié M. Madelin, en pronant l'application de cette même « recette » pour « nos entrepreneurs, nos codres dirigeonis, nos chercheurs ». Au sein de la majorité, les candidats qui vu*u*draient bénéficier du label Idées-Action devront d'abord passer ce contrat de laisser-faire: « Laissez choisir les consommoteurs, loissez ogir les entrepreneurs, loissez vivre les assoclations, loissez foire les collectivités locales, loissez décider les citoyens l' Entre le centro-libéralisme et le chiraquo-libéralisme, la cumpétition est ouverte.

« Une atteinte grave aux libertés individuelles »

EVOQUANT, la nécessité d'une « réforme morale », complémentaire de réformes politiques et économiques, François Léotard a affirmé, dimanche 6 avril, à propos des écoutes téléphoniques de l'ancienne celhile antiterroriste de l'Elysée: « Dans n'importe quelle



outre démocrotie, vous auriez eu des tumultes politiques. » Il a ajquté: « mvoquer, oujourd'hui, le secret-déjense pour un journoliste comme M. Edwy Plenel ou pour un écrivoin comme M. Jean-Edern Hallier, c'est une curieuse conception de l'Etat et de so défense... At-on le droit d'écouter un citoyen qui écrit, simplement porce qu'il écrit ? A-t-on le droit

de l'écouter porce qu'il est journaliste? » « Je crois qu'il foudroit que notre réoction soit à la qui est ainsi commise, a continué le président de l'UDF. Je ne crois pas qu'on puisse protéger l'Etat por des borrières ortificielles. Je crois profondément qu'il y o des questions sur lesquelles ce type de pratique doit être utilisé -trafic d'ormes, menaces terroristes, espionnage, bien entendu, - mals il jaudrait pouvoir confier à une outorité judicioire véritablement indépendante de l'exécutif le soin du partage entre ce qui est la lutte contre le terrorisme, l'espionnage (...), et ce qui est la vie civile de citoyens mojeurs, qui ont le droit de ne pas être espion-

M. Léotard a mis en cause, aussi, les Renseignements généraux (RG), « police spécialisée dons l'information ». « Il ne suffit pas d'affirmer qu'il n'y o pas de police politique en Fronce, il faut traduire celo en termes concrets », a-t-il dit, ajoutant que les RG sont « oussi orchaiques que l'avait été le ministère de l'infor-

Les spéculations continuent sur des élections anticipées

PRENANT conscience que naît-il pas de recevoir la caution toute sa stratégie, hâtie sur la quasi-concordance des élections législatives et du choix des pays susceptibles d'intégrer l'euro, pourrait être mise à mal par une dissolution de l'Assemblée nationale, le président du Mouvement pour la France (MPF), Philippe de Villiers, a fustigė, samedi 4 avril, une telle hypothèse. . Ceux qui veulent dissoudre, faire la monnaie unique sans débat, en douce, refiler la souveraineté nationale en cachette, à l'abri du peuple, (commettraient) un déni de justice. Une dissolution ne peut intervenir que dans de grandes circonstances (...). Dans tous les autres cas, quel que soit le prétexte, la dissolution de l'Assemblée notionale serait lo dissolution de la V^{*} République.

« NILUS SOMMES PRÊTS »

Auparavant, devant les cadres du MPF et du Centre national des indépendants et paysans (CNIP), réunis pour présenter les cent cinquante premiers candidats de la « droite independante », Olivier d'Ormesson, président du CNIP, avait lancé un appel à Charles Pasqua et à Maurice Schumann, partisans l'un et l'autre, au sein du RPR, d'un référendum sur la monnaie unique: « Pourquoi ne pas nous rejoindre? Pourquoi ne pas nous aider ? »

Dimanche matin, à la réunion des Adhérents directs de l'UDF, le propos sibyllin d'Alain Madelin, la veille, selon lequel les élections législatives sont - proches- - inquiétait l'entourage de François Léotard. Le maire de Redon ne ve-

Denis, de trais ministres, Jean-Pierre Raffarin, Philippe Vasseur, et François d'Aubert, et de quel-

ques députés RPR? Faute de certitudes, et après avoir minutieusement pesé les arguments en faveur de la dissolution de l'Assemblée nationale ou d'un remaniement gouveroemental, les conseillers de M. Léotard ajoutaient, sereins, dans un haussement d'épaules : « De toute facon, nous sommes prêts. » C'est ce qu'a affirmé aussi, côté PS, Daniel Vaillant, numéro 2 du parti, intermgé dimanche sur Radio J. Les uns et les autres auront-ils été rassurés par les propos de Jacques Barrot au « Club de la presse d'Europe 1 >? « Dans l'état octuel des choses, cette hypothèse ne me parait pas à l'ardre du jour », a déclaré le ministre des affaires so-

MM. Arthuis et Barrot se disent étrangers au financement du CDS place « entre l'été 88 et le printemps NI L'UN NI L'AUTRE ne sont inde l'Etat. C'est donc ou niveau de o eu à cannaitre la justice des gens 39 ». (Le Monde du 17 août 1996).

quiets. interrogés chacun dans une émission de radin, dimanche 6 avril. les deux ministres centristes Jean Arthuis et Jacques Barrot ont assuré que l'affaire du financement occulte du Centre des démocrates sociaux (CDS) - devenu Force démocrate (FD) - leur est totalement étrangère.

Invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », le ministre de l'économie et des finances, M. Arthuis, s'est étonné des « rumeurs » et des « commentoires » sur sa mise en examen, donnée pour imminente par Le Conard enchoiné. Il s'est dit · parfaitement serein ». « On me prète des camportements qui sont sans fondement », a-t-il affirmé, en aloutant : « Je n'étais pas dirigeant, je n'étais pos trésorier du porti. » « Cette affaire ne me cancerne pas », a martelé le ministre de l'économie mis en cause, ainsi que d'autres dirigeants de l'ex-CDS (Jacques Barrot et Pierre Méhaignerie), par les anciens trésoriers du parti. Selon l'un d'entre eux, Albert Kalaydijan, trésorier adioint, un « comité financier » dirigé par M. Arthuis avait été mis en

noto, juge d'instruction chargé de ce dossier. « ROLE D'ANIMATION POLITIQUE » donnerait sa démission dans l'hypothèse de sa mise en examen.

Interrogé sur le fait de savoir s'il M. Arthuis a répondu: « Un gouvernement est une équipe, et un chef d'équipe sous l'autorité du chef

M. Méhaignerie aurait été informé

de l'existence de fonds secrets gé-

rés par François Froment-Meurice,

trésorier occulte de l'ex-CDS, mis

eo examen en 1995 par Pierre Za-

l'équipe que se règle ce type d'interrogations. Pour l'instant, la question ne se pose pas. (...) je n'oi pas l'mtention de me laisser suspecter de faits qui ne sont pas les miens. »

De la même manière, le ministre du travail et des affaires sociales, M. Barrot, invité du « Club de la presse d'Europe 1 », s'est dégagé de toute responsabilité dans cette affaire de caisse noire. « Au CDS, je m'en suis tenu à mes fonctions de secrétoire général qui était un rôle d'onimation politique », a-t-il affirmé, avant de préciser : « je n'oi pas vu dans les autres contentieux dont

qui exerçaient des fonctions similoires aux miennes mis en examen. » « Je n'ai pas eu à connoitre des probièmes finonciers. Ce n'était pos mon rôle ou sein de ce mouvement », a-t-ll ajouté. « Par conséquent, je ne vois pas pourquoi je me verrais appliquer un sort différent d'outres. » Cette affaire, du reste, n'empêche pas M. Barrot de « dormir ».

Lui aussi interrogé sur une éventuelle démission en cas de mise en examen, le ministre a déclaré : « le ne réponds pas à une question qui ne se pose pas. »

Dans l'attente des décisions du juge

EN 1995, Le Conord enchoiné révélait que les centristes disposaient en Suisse d'une caisse noire qui avait vu passer, selon les ans, des sommes de quatre à huit millions de francs. « C'étoit une réserve strutégique, admettait alors le secrétaire général adjoint du mouvement, François Froment-Meurice. Cela représentait environ un tiers du budget du parti. » Au terme de trois semaines de réflexion, Pierre Méhaignerie, garde des sceaux et ancien président du CDS, demandait au parquet de Paris d'ouvrir une enquête préliminaire sur les activités de son propre parti. Interrogé, le 7 avril 1995, par la

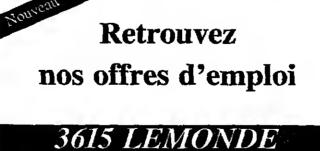
brigade financière de Paris, François Froment-Meurice expliquait qu'à la demande de « l'état-major » il avait mis en place, en 1986, un circult de financement occulte grace à un compte suisse ouvert à Genève au nnm d'une société panaméeune. Officiellement, les entreprises rémunéraient, sous cou-vert de fausses factures, des « études » dont une partie seule-ment étaient réelles. Selon M. Froment-Meurice, le CDS a puisé dans cette caisse lors de ses congrès, de 1986 à 1989, ainsi que lors de la campagne des européennes de

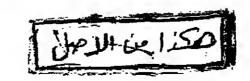
Le 23 juin 1995, François Froment-Meurice a été mis en examen pour infraction à la législation sur le financement des partis politiques, abus de biens sociaux, abus de confiance, recel, faux et usage de faux. « Les dirigeants notionaux du CDS sovoient que ce système existait, qu'il y ovait une structure suisse et française », a-t-il déclaré au juge d'instruction, mais ils « n'en cannoissalent pas les détails ». Mis en examen hui aussi, le banquier genevols Henri-Albert Jacques a cité, devant le juge, les noms de Jean Arthuis, Pierre Méhaignerie, Bernard Bosson nu Rn-

bert Parenty. « Lorsque_ie m'inquiétois de savoir quoi foire s'il lui [François Froment-Meurice] orrivait quelque chose, il me répondoit de m'odresser à l'une ou l'outre de

ces personnes. » Ce circuit a apparerument continué à fonctionner après l'entrée en vigueur de la loi sur le financement des partis pulitiques de 1990. Contrairement à ce qu'nnt longtemps cru les dirigeants du CDS, une partie des faits ne semblent donc pas amnistiés. Les incerti-tudes juridiques sur le régime de prescription du recel d'abus de biens sociaux ont en outre été balayées, au mois de février, par l'arrêt de la Cour de cassation sur le dossler Noir-Button. Si le juge d'instruction estime que les charges sont suffisantes, il peut dunc désormais procéder à de

Anne Chemin





715+

La condamnation du Front national n'est pas à l'ordre du jour au Vatican

Mgr Lustiger estime que la position de l'Eglise est claire

Le cardinal Jean-Marie Lustiger a répondu, samedi 5 avril, à certains intellectuels qui réclamaient du Vati-de l'Eglise sur l'extrême droite est suffisamment daire can une condamnation « en bonne et due forme » du pour ne pas nécessiter d'expression solennelle.

liques face à la montée de l'idéolo-

gie nationaliste, comme il le fera, en

1937, face au communisme. Le Vati-

can condamne des doctrines, non

pas des organisations politiques.

L'Action française, écrira René Ré-

mond dans ses ouvrages sur les

droites en France, est « l'expression

lo plus ochevée de l'osmose entre no-

tionalisme et religion ». Or, le Pront

national, pour le même historien.

n'est qu'« un ramossis de lieux

communs et le défoulement de pul-

sions instinctives », et ce serait « hui

faire beaucoup d'honneur que de lui

Les temps ont changé, aussi, dans le fonctionnement de l'Eglise. Le

système de l'« index » n'existe plus.

Et si une nouvelle condamnation

romaine des doctrines prêchant

l'inégalité des races pourrait se

concevoir, c'est à l'épiscopat fran-

çais qu'il appartiendrait de dissua-

der à nouveau les électeurs de voter

Le Pen, de même que c'est le primat

d'Irlande, et non le pape, qui a ex-

Henri Tincq

communié les terroristes de l'IRA.

dédier un document solennel ».

LE VATICAN n'a pas mis à son ordre du jour la condamnation du Froot national. La question d'une éventuelle intervention du pape avait été posée par Jean-Claude Guillebaud dans Le Nouvel Observateur (daté 27 mars-2 avril), qui rappelait la condamnation par Pie XI, en 1926, de l'Action française de Charles Maurras (1868-1952) et qui, à propos de Jean-Marie Le Pen, ajoutait: « Nous sommes quelques croyants à appeler de nos vœux une excommunication en bonne et due

Présent à Rome, samedi 5 avril, avec les évêques de la région le-de-Prance, Mgr Jean-Marie Lustiger a déclaré que le pape n'a pas besoin de coodamner le Front national: « Il n'o pas attendu les criailleries qui s'élèvent aujourd'hui en Frânce, dit l'archevêque de Paris, pour parler de l'égale dignité de l'homme, du sort des immigrés, de l'Europe, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité ou de lo liberté religieuse. » Le cardinal Lustiger a ajouté: «Il ne faut pas confandre le jeu politicien, médiotique, et les enjeux maraux et spirituels de la vie politique et sociale, que l'Eglise n'a jamais manqué de sou-

Cette mise au point traduit d'abord un mouvement d'humeur.

répandu dans les Eglises, pressées de surenchérir dans la condamnation du Pront national, alors que l'épiscopat français et les milieux protestants ont été depuis longtemps à la pointe du combat contre lui. L'historien René Rémond, dans La Croix du 4 avril, rappelait qu'à l'exception de l'infime minorité des traditionalistes (qui ont rejeté le concile Vatican II), la proportion des catholiques qui votent FN est « notoblement inférieure » à la moyenne nationale de l'électorat de M. Le Pen.

C'est la différence avec la situation de 1926 et la condamnation de l'Action française. Le « nationalisme intégral » de Charles Maurras avait fortement déteint sur le catholicisme français, y compris son épiscopat et ses intellectuels (Jacques Maritain, Georges Bernanos, Henri Massis, Ernest Psichari, etc.). Le catholicisme antimoderniste (* intégral *) tronvait son complément naturel dans le nationalisme intégral de l'agnostique Maurras et, d'abord tenté de le condammer, le pape Pie X en fut dissuadé en 1913.

Pie XI rouvre le dossier et, en 1926, met à l'index les ouvrages de Charles Maurras, intervenant pour éclairer la conscience des catho-

de « rassembler les écologistes » Dominique Voynet a défendu à La Rochelle l'accord avec le PS, un « risque énorme » mais « calculé et assumé » qui permettra, selon elle, de « populariser leurs propositions »

LA ROCHELLE

de notre correspondant L'assemblée fédérale des Verts. qui s'est tenue samedi 5 et dimanche 6 avril à La Rochelle, n'aurait pas été très tonique si Gabriel Cohn-Bendit n'était pas venu y mettre un peu d'animation. Cette réunion a été pour les écologistes l'occasion de revenir sur leur accord avec le Parti socialiste. Dominique Voynet a assuré que les Verts avaient pris « un risque énorme, mois calculé et assumé » et que cet accord permettrait de « populariser leurs propositions et de les mettre en

œuvre quond c'est possible ». M™ Voynet a insisté sur « lo nécessité de rassembler les écologistes ». « L'enjeu n'est pas de grapiller 1 % ou 2 % sur les proches, a affirmé le porte-parole des Verts, mois d'aller rechercher les vagues entières des déçus de lo politique », ceux qui veuleot « plus d'Europe, mais mieux d'Europe ». Pour M™ Voynet, l'enjeu n'est pas la sécurité ou l'immigration, comme le prétendent ceux qui « pasent les mouvaises questians et donnent les

mouvaises réponses », mais plutôt « pourquoi tant de chômeurs dans le quatrieme pays le plus riche du monde, pourquoi tont de nitrates dons l'eau, pourquoi tont de voitures en ville... ». A l'ouverture de l'assemblée générale, en présence de Michel Crépeau, maire de La Rochelle, Mer Voynet a affirmé qu'elle ne croyait pas au « miracle » de la voiture électrique : « le promouvoir, a-t-elle indiqué. c'est encourager le taut nucléaire et le recyclage des batteries n'est, pour l'instant, pas résolu ».

Les Verts mettent en avant leur volonté

LE RETOUR DE « DANY «

Dans le cadre de leur accord avec le PS, les Verts entendent contiouer à peser de tout leur poids sur les choix de la gauche et défendre leurs idées sur les trentedeux heures hebdomadaires, le vote aux municipales pour les résidents étrangers, le refus du cumul

Venu en ami pour représeoter Convergence écologie et solidarité - le mouvement présidé par Noël Mamère, doot la fusion avec les

Verts n'a pu se faire faute de majorité suffisante -, Gabriel Cohn-Bendit n'a pourtant pas quitté son autre casquette, celle de son frère Daniel. Gabriel Cohn-Bendit a proposé aux Verts de coordonner des initiatives « pour le retour polirique de Dany [Daniel Cohn-Bendit] en France comme tête de liste européenne de 1999 ». Plusieurs intervenants ont estimé qu'il fallait s'engager « doucement » dans cette démarche. Alain Rist a indiqué ainsi qu'il fallait savoir ce qu'on peut faire en Europe avant de chercher une tête de liste.

Samedi soir, les Verts ont élu leur nouveau collège exécutif par 80 voix contre 9 et 3 abstentions. Les membres de la tendance de Dominique Voynet ont obtenu 9 postes sur 15, dont 3 de porte-parole (M= Voynet, Marie-Anne Isler Béguin et Alain Lipietz). Le quatrième porte-parole, Philippe Boursier, appartient au courant favorable à l'autonomie politique

Claude Dubillot

La nouvelle aide à l'investissement coûtera moins de un milliard de francs

MINISTRE de l'économie et des finances, Jean Arthuis a révélé, dimanche 6 avril, au « Grand jury RTL-Le Monde », que la nouvelle mesure de soutien à l'investissement envisagée par le gouvernement portera sur une « somme inférieure au milliard de france ». Il a confirmé que deux pistes sont à l'étude. « L'une est de nature fiscale pour les PME (...). Elle porterait sur les amortissements des entreprises qui inves-tissent plus en 1997 qu'en 1996. L'autre serait un aménagement apporté aux cotisations de taxes professionnelles », a-t-il expliqué, précisant que le gouvernement retiendra l'une ou l'autre de ces deux dispositions et que celle qui sera choisie sera « rétroactive, opplicoble au

Pour expliquer la modestie de cette aide, M. Arthuis a souligné que l'action gouvernementale est placée sous très forte contrainte budgétaire. Il s'est toutefois refusé à confirmer que quelque 70 à 80 milliards de francs d'économies devraient être trouvés lors de l'élaboration du projet de loi de Finances pour 1998. Il a reconnu que l'effort portera sur « des sommes assez considérables », mais sans atteindre cette évaluation.

DÉPĒCHES

nancement duch

■ CORSE: l'immenble de la chambre régionale des comptes de Corse, à Bastia, a été gravement endommagé par un attentat à l'explosif, samedi 5 avril, à 23 h 15. La déflagration n'a pas fait de blessés. Cette institution avait déjà été prise pour cible en août 1996. L'attentat avait été revendiqué par le FLNC-Canal historique. Cette organisation clandestine a revendiqué, samedi, un attentat commis la veille contre les locaux de la Direction départementale de l'équipement de Haute-Corse, à Bastia.

■ TAPIE : malgré ses déboires judiciaires, et alors qu'il purge une peine de prison, Bernard Tapie continue de penser qu'il peut jouer un rôle en politique, si l'on en croit son remplaçant au Parlement eu-ropéen, Michel Scarbonchi, anquel il s'est confié récemment, selon Le Parisien du 7 avril. Se considérant comme le meilleur barrage de l'extrême droite, Bernard Tapie propose de donner un « label Tapie » ou « Energie radicale » (nom de la liste qu'il conduisait aux élections européennes de 1994) au candidat qu'il jugera le plus apte à combattre le Front national dans les cinquante circonscriptions où ce parti atteint ses meilleurs scores.

■ FOOTBALLEURS : le numéro deux du PS, Daniel Vaillant, s'est dit « choqué », dimanche 6 avril, sur Radio J, par la décision du gouvernement de créer un régime spécial pour les sportifs professionnels. Il estime que, « ld encore, le gouvernement gouverne vite, mais

La droite perd un canton

dans les Vosges

LA DROITE a perdu, dès le premier tour, dimanche 6 avril, un canton qu'elle détenait depuis un demi-siècle dans les Vosges. Agé de quarante-deux ans, Alain Roussel, candidat sans étiquette soutenn offirante-deux ans, Alain Roussel, candidat sans étiquette soutenn officieusement par le Parti socialiste, a été élu conseiller général de Monthureux-sur-Saône avec 60,7 % des suffrages exprimés. Il remplace Raymond Recouvreur (div. d.), décédé en février. Enseignant, il avait brillanment remporté, en juin 1995, les élections municipales à Clandon, un village de 238 habitants. Henri Didier, cinquante-six ans, paire de Monthureur dessit 1992, de conseiller de fait de 1972 à maire de Monthureux depuis 1983 et conseiller général de 1979 à 1992, année où il avait été battu au second tour par Raymond Recouvreur, n'est pas parveuu à reconquérir son siège. Les deux derniers candidats en lice sont arrivés très loin dernière.

[L, 2 272; V, 1 762; A, 22,44 %; E, 1 726. Alala Roussel, div., m. de Clandon, 1048 (60,71 %)... \$2.11

Henri Didler, UDF-PR, m. de Monthurenz, 617 (35,74%); Michel Grüner, PC, 43

(2,49 %); Françoise Boyé, div., 18 (1,04 %). 22 mars 1992 : L, 2 316 ; V., 1 859 ; A., 19,73 %; E., 1 805 ; Henri Didler, UDA-PR, m., 716 (39.66 %): Raymond Reconvreur, div., 425 (23,54 %); Bernard Pierre, PS, 362 (20,05 %); Gérard Laheurre, Verts, 108 (5,98 %); Monique Thomas, FN, 68 (3,76 %); Jean Sylvesre,

div. d., 60 (3,32 %); Please Joncount, PC, 54 (2,99 %); Françoise Boyé, div. d., 12 (0,66 %). 29 mars 1992: 1, 2314; V., 1887; A., 18,45 %; E., 1814; Raymond Reconvent, 944 (52,03 %); Henri Didier, 870 (47,96 %).}

En contribuant à l'intégration et à la formation des 18000

dans 5000 entreprises nous voulons

donner toutes leurs chances à tous les talents.



L'INTERIM EST UN METIER. TEL. 01 40 06 07 34.

SOCIÉTÉ

JUSTICE Libéré au terme de cinq semaines de détention, l'homme d'affaires André Guelfi a fini, vendredi 4 avril, par parler. Il a révelé au juge Eva Joly, chargée d'instruire

l'affaire Elf, l'identité des bénéficiaires d'une commission de 10 millions de dollars versée par le groupe pétrolier en 1992. Parmi ceux-ci, outre André Tarallo, PDG d'Elf Gabon, et Alfred Sirven, l'ancien bras droft de Loik Le Floch-Prigent, figurerait le président du Gabon, Omar Bongo. ● M™ JOLY a par ailleurs délivré un mandat d'arrêt international à l'encontre de M. Sirven, actuellement résident en Suisse. ● CES DERNIERS DÉVELOPPEMENTS judiciaires ont accru la colère du président gabonais. Au cours d'un entretien téléphonique avec Jacques Chirac, dans la nuit du 29 au 30 mars, Omar Bongo a protesté contre ces « atteintes à la souvera neté de son pays ».

Omar Bongo pourrait être mis en cause dans l'affaire Elf

Le président gabonais est cité par l'homme d'affaires André Guelfi comme étant l'un des bénéficiaires d'une commission versée en 1992 par le groupe pétrolier. Une information non confirmée par André Tarallo, PDG d'Elf Gabon

L'AFFAIRE ELF s'est définitivement changée en affaire d'Etat. Ou plus exactement en affaire d'Etats. La deuxième mise en examen du PDG d'Elf-Gabon, André Tarallo. inamovible « M. Afrique » du groupe pétrolier français, cette fois pour « recel d'obus de biens socioux », n'est en effet que la partie apparente du rebondissement inattendu qui s'est joué, vendredi 4 avril, dans le cabinet du juge d'instruction Eva Joly (Le Monde daté 6-7 avril). Tard dans la nuit, M. Tarallo est ressorti libre du palais de justice - contre le paiement d'une caution de 10 millions de francs. Mais l'événement principal avait eu lieu quelques beures plus tot. En début d'après-midi, sans doute usé par cinq semaines de détention, l'homme d'affaires André Guelfi, agé de soixante- dix-buit ans, avait fini par livrer au juge ce qu'elle attendait : des chiffres, des noms, des documents. Evoquant le versement par Elf d'une commission de 10 millions de dollars (environ 57 millions de francs), il avait cité, parmi les bénéficiaires, André Tarallo et Alfred Sirven, l'ancien bras droit de Loik Le Floch-Prigent. Le procès-verbal de son audition mentionne aussi le nom du président de la République gabonaise, Omar Bongo...

Débloqués par Elf en 1992 pour rémunérer un travail de « lobbying . au Venezuela, où le groupe pétrolier cherchalt à obtenir son premier permis d'exploitation, les millions ont atterri dans une banque de Genève, la CBI-TDB Union bancaire privée, sur le compte d'une société de droit suisse dénommée Blu, et détenue par André Guelfi lul-meme. A qui ont-ils profité ensuite? Evoquant cette opération pour la première fols, dans un courrier adressé, depuis sa cellule, au juge d'instruction, M. Guelti ne l'avait pas préci-

SOCIÉTÉ PANAMÉENNE

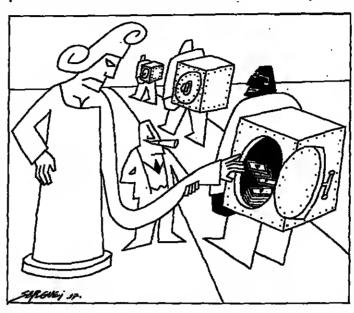
Geneviève Gomez, ancien « directeur à lo présidence » d'Elf - chargée jusqu'il y a quelques mois des participations financières auprès de l'actuel PDG. Philippe Jaffré -, avait confirmé l'existence d'un versement de 20 millions de dollars, en 1992, en exécution d'un contrat passé, vio M. Guelfi, avec une société d'intermédiaire du Panama, dénommée Sulina, elle-même gérée par une société fiduciaire de Lau-

sa d'un pas sur la piste de cette commission, grâce à l'arrivée de deux télécopies, expédiées par le gestionnaire suisse. La première attestait, « à la demande de M. Guelfi », que celui-ci n'avait été qu'un mandataire temporaire de Sulina. le temps de l'opération vénézuélienne, mais qu'il n'était ni déten-teur ni associé de cette société panaméenne. La seconde indiquait, « ovec l'outorisotion du client », l'identité des ayants droit de la société Sulina : un bomme d'affaires canadien résidant à Londres et son associé, aujourd'bui décédé. Le jour-même, M= joly adressait, toujours par télécopie, une convocation à l'intermédiaire canadien. Le lendemain matin, l'homme traversait la Manche pour apporter au juge français les relevés du compte suisse de Sulina : ces documents établissaient que, sur les 20 millions de dollars versés par Elf, seuls 10 millions avaient été encaissés conformément au contrat signé avec le groupe pétrolier français.

COMPTE - COLETTE -Interrogé vendredi après-midi, André Guelfi se trouvait alors contraint d'expliquer où étaient passés les 10 millions de dollars manquants. La somme, a-t-il expbqué, pièces à l'appui, a été divisée en trois: 5 millions de dollars auraient été, selon lui, virés sur un compte numéroté détenu par Alfred Sirven; 2,5 millions de dollars

sur un compte baptisé « Colette » et ouvert par André Tarallo : les 2.5 millions restants auraient été conservés par lui, servant en partie à rémunérer d'autre prestataires. Le compte « Colette » - du nom de l'épouse de M. Tarallo -, assurait toutefois M. Guelfi, aurait en réalité servi à verser de l'argent à Omar Une part importante des

10 autres millions de dollars, versés pour le compte de l'intermédiaire aurait, selon André Guelfi, été répartie entre plusieurs personnalités politiques du Venezuela. Marié à une Vénézuélienne proche du chef d'Etat de ce pays, l'homme d'affaires avait été chargé par Elf de favoriser l'accession du gronpe français aux gisements pétroliers vénézuéliens, jusqu'alors fermés aux compagnies étrangères. Au cours des années précédentes, son action avait permis à Elf d'obtenir deux permis d'exploration. En 1992, son contrat de « lobbying » ne pré-



cisait pas les moyens à employer. Le témoignage de M. Guelfi aura ainsi mis en lumière, au détour de l'enquête du juge Joly, une pratique sur les marchés étrangers qui n'eut,

sans doute, rien d'exceptionnel. Cité à de nombreuses reprises dans le dossier de Mª Joly, décrit comme l'éminence grise de M. Le Flocb-Prigent (lire ci-dessous), considéré comme un témoin essentiel des malversations reprochées à l'ancien PDG du groupe Elf, Alfred Sîrven n'a jamais pu, jusqu'ici, être interrogé par les enquêteurs. Retranché en Suisse, où il dispose d'un statut de résident, M. Sirven n'avait pas déféré à une convocation de la brigade financière, le 6 août 1996, prétextant un déplacement pour « offoires » (Le Monde du 10 août 1996). Il semble s'être abstenu, depuis, de toute visite en France, quoique n'ayant été l'objet d'aucune note de recherche policière. Vendredi 4 avril, après avoir signé un mandat d'amener visant André Tarallo, Mª Joly a délivré un mandat d'arrêt international à son en-

Dans la soirée, enfin, M. Tarallo a reconnu devant le juge l'existence

ment, soutenant qu'il jouait, lui aussi, le rôle de « gestionnoire de comptes » pour autrui. Mais il s'est refusé à préciser à qui la commis-sion était en réalité destinée, même si la personnalité du PDG d'Elf-Gabon, ami de plusieurs chefs d'Etat d'Afrique noire et désormais conseiller personnel du président Bongo, peut laisser penser qu'il s'agisse d'un hant dignitaire africain. Une commission rogatoire doit être transmise à la justice suisse, afin de déterminer dans quelles directions, et au profit de qui, les fonds versés par Elf furent ensuite transférés.

« SANCTIONS ÉCONOMIQUES »

Si la piste ouverte par M. Guelfi est la bonne, la poursuite des investigations de Ma Joly en Suisse devrait encore accroître la colère du président gabonais à l'égard des autorités françaises. Le 18 mars, M. Bongo avait fait remettre, par son ambassadeur à Paris, une lettre à Jacques Chirac, dans laquelle il faisait part à son homologue francais des inquiétudes et des protestations que lul inspiraient les recherches du juge. Le 27 mars, en execution d'une commission rogatoire internationale délivrée le 3 octobre 1996 par M™ Joly, le juge d'instruction genevois Paul Perraudin avait placé sous séquestre le compte d'une société immatriculée dans les îles Vierges britanniques, et abritant des fonds appartenant à M. Bongo. Après la relation de ces

événements dans nos colonnes (Le Monde du 2 avril), la présidence de la République gabonaise a contesté l'existence de la moindre tension avec la France, parlant de « rumeurs malveillontes » (Le Monde du

Ces dénégations officielles n'évoquaient pourtant pas le contenu du long entretien téléphonique qu'ont eu MM. Bongo et Chirac, dans la nuit du samedi 29 au dimanche 30 mars, soit quarante-buit heures après la saisie du compte suisse. Selon nos informations, le chef d'État gabonais aurait vivement protesté contre ce qu'il qualifie d'« atteintes d la souveraineté » de son pays, allant jusqu'à menacer la France de « sanctions économiques ». Le président Bongo a d'ores et déjà annulé un séjour qu'il avait programmé en France, au grand dam des dirigeants de l'hôtel de Crillon, à Paris. qui devait accueillir la suite présidentielle. Et le ton de la lettre qu'il a adressée, la semaine dernière, au PDG d'Elf-Aquitaine, Philippe Jaffré, pour lul reprocher d'avoir contribué à faire dégénérer en scandale l'affaire instruite par Mm Joly, était d'une « rare violence », ont indiqué au Monde des sources

proches du groupe pétrolier. Lundi 7 avril, MM. Jaffré et Tarallo devaient justement s'envoler vers Libreville, où les attend le président Bongo, pour tenter d'empècber l'affaire Elf de déboucher sur une crise diplomatique.

Hervé Gattegno

Elf Gabon, une firme très rentable

COMME à tous les présidents d'Elf Aquitaine, il aura fallu à peine quelques mois à Philippe Jaffré pour être séduit par l'Afrique et comprendre l'intérêt stratégique du continent noir tant pour son groupe pétrolier que pour la France. Ce banquier, ancien haut fonctionnaire du Trésor, à la société panaméenne Sulina abordait cette zone avec réticence. Trois ans après son arrivée à la tête d'Elf, il reconnaît « étre tombé sous le chorme » de cette région où il aime se rendre, tout en maintenant son désir d'y clarifier les relations financières de son groupe. Mais, comme ses prédécesseurs, M. Jaffré doit compter avec le « Monsieur Afrique » du groupe, André Tarallo, qui, bien qu'officielle-

ment à la retraite, reste président d'Elf Gabon, la filiale la plus florissante. Sur une production totale pour Elf de 1,019 million de barils/jour de pétrole brut en 1996, près de la moitié (47 %) provient du continent africain. Le Gabon arrive en tête (123 000 barils/jour, soit 16 % du total, ce qui explique la « sollicitude » d'Elf pour ce pays;

viennent ensuite le Nigeria (12 %), le Congo (9 %) et l'Angola (8 %). Le pétrolier français est le premier producteur au Gabon, devançant l'anglo-néerlandais Sbell. Plus de la moitié des réserves du groupe se trouvent en Afrique.

FLEURON DE LA BOURSE DE PARIS

Créé en 1949, Elf Gabon est la première entreise du pays. Son capital est détenu à hauteur de 58 % par la compagnie pétrolière française. 25 % appartenant à la République du Gabon. Les 17 % du capital restant sont disséminés dans le public. Cette valeur est aujourd'hui l'un des fleurons de la Bourse de Paris.

Après avoir quasiment doublé en un an, l'action Elf Gabon s'est appréciée de 23 % depuis janvier, dans un marché qui a progressé globalement de 8,7 %. Elle est l'une des plus belles valeurs de rendement, c'est-à-dire qui propose un dividende élevé à ses actionnaires. Le titre, qui s'écbangeait à 1 685 francs lundi 7 avril, va verset un dividende de 30 dollars (171 francs),

son tient aux performances de l'entreprise, qui a profité de l'envolée des cours du baril en 1996, maintenant « so production à un niveau élevé » et « poursuivant des actions en matière de réduction des coûts ». Le 3 mars, la société annonçait une hausse de 61,2 % de son bénéfice net à 135,9 millions de dollars (775 millions de francs) pour 1996. Autre bonne nouvelle pour l'actionnaire : la dissolution de la CPIH (Compagnie de participation et d'investissement holding), filiale à 65 % d'Elf Gabon, par où a transité une partie des fonds injectés dans Bidermann à l'époque de Loik Le Floch-Prigent. Le produit de la vente, estimé à 335 millions de dollars (1,9 milliard de francs), sera reversé intégralement aux actionnaires, ce qui représente 75 dollars par action. Au total, un détenteur d'action Elf Gabon obtiendra 105 dollars cette année

contre 16,50 dollars l'année précédente. La rai-

Dominique Gallois

André Tarallo, le « monsieur Afrique » d'Elf-Aquitaine

ret une grande carrière ofricaine », lul avait dit, en 1970, l'ancien président d'Elf, Raymond Lévy. Ce jour-là. André Tarallo.

PORTRAIT_

Cet incontournable du monde du pétrole est l'ami de plusieurs chefs d'Etat africains

ancien fonctionnaire du budget, se vit proposer la direction d'une filiale nouvellement créée, Elf-

La phrase avait tout d'une pro-



« SI vous reussisset-lo, vous ou- phétie. Un quart de siècle plus sienne : celle de la discrétion. tard, André Tarallo est devenu un personnage incontournable sur le continent africain comme dans le monde du pétrole. Ami personnel de plusieurs chefs d'Etat africains, il est souvent à leurs yeux le véntable représentant de la France, avant même les ministres de la coopération et les PDG d'Elf successifs. Il possède sur eux. Il est vrai, un avantage précieux : la permanence.

Homme courtois mais autoritaire, fils d'un percepteur corse, M. Tarallo n'affiche guère sa puissance et déteste les photngraphies. Condisciple de Jacques Chirac à l'ENA, en 1959 - promotion Vauban -, il devint le véritable « monsieur Afrique » du groupe Elf sous la présidence d'un baron du gaullisme industriel, Albin Chalandon.

DISCRÉTION

Directeur international d'Elf en 1978, patron des florissantes filiales du Congo et du Gabon, André Tarallo passe pour être lié aux réseaux secrets du gaullisme. qui dégagent parfois des odeurs de soufre. Mais il semble s'être toujours tenu à distance raisonnable des affaires empoisonnées, imprimant aux tractations d'Elf en Afrique la marque qui est la

L'arrivée de Loik Le Floch-Prigent à la tête du groupe le pousse vers une retraite anticipée à son goût, en octobre 1991. Il ne conserve alors qu'un titre de conseiller à la présidence, ainsi que la direction d'Elf Trading, filiale financière basée à Genève qu'il a abandonnés depuis -, et celle, bien sur, des filiales africaines, qu'il cumule désormais avec un poste de « conseiller personnel » du président Omar Bon-

go pour les affaires économiques. En 1995, il confiait à Jean-Michei Blanquer et Jérôme Cordelier, auteurs d'un livre sur la promotion Vauban (Le séruil, Perrip). cette phrase, qui prend un écho particulier après le dernler rebondissement du dossier Elf : « R faut séparer l'activité d'une société en Afrique et ce que font les Africains de l'argent ensuite. Si je m'en étais mèlé, je n'ourais pas vécu jusqu'à cet âge. Et le secret n'aurait pas été gardé bien longtemps. »

Né le 5 avril 1927 à Venturi, près du Cap Corse, à une heure du matin, c'est dans le bureau du juge Eva Joly que le discret M. Tarallo a fêté, vendredi dernier, son soixante-dixième anniversaire.

Alfred Sirven, l'éminence grise « LE GROUPE vous demonde beoucoup, il vous donnera beaucoup », avait coutume de dire Alfred Sirven, en roulant les « r ».

PORTRAIT. Plus proche conseiller

Sous la présidence de Loîk Le

de l'ancien PDG d'Elf, il était l'homme des missions délicates

Floch-Prigent, ce Toulousain né en 1927 fut le plus proche conseiller du PDG d'Elf, son éminence grise - « son mouvais génie »,affirment les anciens du groupe pétro-

Ancien cadre d'une autre société pétrolière, Mobil, puis directeur du personnel de Moulinex en 1978, Alfred Sirven tirait sa puissance de sa proximité avec M. Le Floch-Prigent, dont il avait été, déjà. le collaborateur cbez Rhône-Poulenc, de 1983 à 1986, en tant que directeur des ressources humaines. Après le limogeage du PDG, au retour de la droite en mars 1986, M. Sirven le suivit dans sa traversée du désert, lorsque les amis se faisaient rares.

Trois ans plus tard - entretemps, François Mitterrand a été réélu -, l'accession du même Loïk Le Flocb-Prigent à la présidence d'Elf Aquitaine sonnait, pour lui, l'beure du retour aux affaires. Promu directeur chargé des « affaires générales », M. Sirven régnait ausi sur Elf International, l'une des filiales belvétiques du groupe, qui lul procura en outre un statut de résident suisse devenu fort pré-

cieux à mesure que progressait

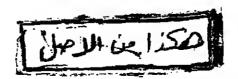
l'enquête du juge Eva Joly. A la tête du groupe pétrolier, situé à la confluence de l'industrie, de la finance, de la polítique et de l'espionnage, M. Sirven soigna son profil d'homme de l'ombre, mettant volontiers en avant son passé de résistant - il fut membre des Forces françaises de l'intérieur (FFI) - et ses manières rugueuses. Menacé par lui, un directeur adjoint du groupe, qui s'était aven-turé à s'opposer aux options du PDG, s'empressa de déposer une lettre cbez son avocat, au cas où il

lui arriverait malheur... Supérieur hiérarchique de Loïk Le Flocb-Prigent au sein de la loge maconnique du Grand Orient, M. Sirven se vit confier, outre une « réserve » de 10 à 15 millions de francs par an, qu'il gérait « à discrétion », les missions les plus délicates: réduire l'influence sur le continent africain d'André Tarallo. réputé l'homme des réseaux afriFatima, l'épouse répudiée du PDG, de la Fondation Elf, en 1991. La première échoua, après qu'Elf se fut fourvoyé en Angola, sur ses conseils, aux côtés des rebelles de Jonas Savimbi. La seconde fut conduite sans ménagement, mais avec succès.

Alfred Sirven fut mandaté par le PDG d'Elf pour négocier avec Fatima les conditions du divorce. A ces tractations devaient également participer deux autres protagonistes de l'afraire Elf. Maurice Bidermann et l'avocat Claude Ri-

M. Sirven que fut passé un « accord informel », qui prévoyait Londres » et dont les termes constituent, aujourd'bui, l'un des éléments à charge contre Loik Le

Cinq ans plus tard, l'évocation des « menaces » et des « prossions » exercées sur Fatima par Alfred Sirven - qui allèrent jusqu'au cambriolage de sa cave - nnt aussi pesé lourd dans la décision de M™ Joly de placer M. Le Floch-Prigent en détention. Mais l'énigmatique M. Sirven, lui, n'a jamais



715 t

#E:1515

Selon ce dernier, c'est avec « une pension olimentoire et l'ocquisition d'un opportement à Floch-Prigent

pu être interrogé..

Un supplément d'information est demandé sur le sextuple meurtre de Louveciennes

La décision ne satisfait que partiellement les défenseurs d'Alexi, auteur présumé de la tuerie

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles a ordonné, vendredi 4 avril, un supplé-ment d'information dans l'affaire du sextuple

teur présumé, Alexi, est en détention provisoire à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy. Les magis-

meurtre de Louveciennes (Yvelines), dont l'autrats ont toutefois écarté la demande de pour suite de l'enquête, qui permettrait de vérifier l'existence d'un mysterieux commanditaire.

VERSAILLES

de notre carrespondant En ordonnant, vendredi 4 avril, un supplément d'information dans e le dossier du sextuple meurtre de Louveciennes (Yvelines). le 26 février 1995, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles a en partie donné satisfaction aux défenseurs d'Alexi. Mais elle a rejeté la demande de poursuite de l'enquête vers le Luxembourg, où se cacherait, selon la défense, le mystérieux commanditaire de cette tuerie peu ordinaire dans laquelle se profilerait, d'après la même source, l'ombre de la mafia

Alexi, élève 🗗 d'un lycée privé n'avait pas supporté que son père lui reprenne la clé du studio, son passeport et sa carte de crédit

Dans sa cellule de la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Yvelines), Alexi, le jeune bomme de dix-neuf ans suspecté d'avoir tué six membres de sa famille, devra donc encore attendre deux mois pour connaître le sort qui lui sera réservé. Le 26 mars, devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles, l'avocat général, Thérèse Ghesquière-Dierickx, avait demandé le renvoi pur et simple devant la cour d'assises des mineurs des Yvelines et le rejet des demandes formulées par les avocats d'Alexi. Pendant plus de trols heures, ce jour-là, Mª Henri Leclerc, William Bourdon et Olivier Combe avaient tour à tour soulevé la nullité de transmission des pièces du magistrat instructeur. Au travers de quatre mémoires, ils nant » et de « trop précipitamment bouclé » et réclamaient, au vu « des eléments nouveaux et importants » intervenus depuis la nouvelle version des faits donnée par leur client, un supplément d'information. Pourtant, dès le début de l'enquête, les policiers avaient la conviction que l'affaire * était ca-

Le 27 février 1995, vers 4 b 30 du matin, Alexi, alors âgé de seize ans et demi, téléphone au commissanat de Marly-le-Roi (Yvelines) et indique au policier de permanence: « Ils ant tué toute ma famille. » 5ur place, quelques minutes plus tard, les enquêteurs découvrent les corps de son père, Eugène, quarante-deux ans, un nche industriel, de sa belle-mère, Ludmilla, quarante ans, et des parents de celle-ci, Fedor, un général en retraite de l'armée rouge de soixante-sept ans, et son épouse, Zinaīda, soixante-cinq ans, ainsi qu'un couple d'amis, Slava, quarante-buit ans, et Olga, quarante-trois ans, tués de seize halles. Seule la demie-sœur d'Alexi, Nathalie, âgée de trois ans, dort paisiblement dans sa chambre do premier étage. Conduit dans les locaux de la police judiciaire de Versailles, le jeune homme avoue, en milieu de matinée, le sextuple meurtre, coupant ainsi court aux rumeurs qui s'étaient répandues comme une traînée de poudre quelques heures plus tôt dans le voisinage de la maison cossue. Le jeune homme explique alors son « geste salitaire » par les « brutalités et humicoolique et autoritaire ».

Maisons-Laffitte, passionné de rugby, n'avait pas supporté que, ce jour-là, son père, qui lui reprochait ses mauvais résultats scolaires, lui reprenne la clé du studio dont îl disposait non loin de l'établissement scolaire, ainsi que son passeport et sa carte de crédit, qui lui permettait d'utiliser les 10 000 francs d'argent de poche qu'il recevait chaque mois. Mais c'est l'interdiction qui lu était faite de ne plus voir sa petite amle qui l'aurait décidé à en finir. Alors, ce soir de février, vers 22 heures, alors qu'Eugène et ses amis ont pas mal bu durant la journée, le jeune homme, avec l'une des armes de son père, se serait, selon les enquêteurs, embusqué dans le jardin et nêtre.

liations constantes » d'un père « al-Alexi, élève d'un lycée privé de

La première balle blesse le père. qui trouve la force de se diriger vers son bureau, où il collectionne les armes, pour en saisir une et tenter de riposter. Alexi serait entré et l'aurait achevé avant d'exé-

CORRESPONDANCE

Une lettre de Philippe Le Gallou

A la suite de la publication d'un article, naus avons reçu de Philippe Le Gallau, auteur du jeu multimédia « Jean-Marie », la lettre suivante :

Dans votre numéro daté du 12 janvier 1996, M. Jean-Claude Pierrette a consacré un long article de quatre colonnes, intitulé « SOS-Racisme demande la saisie d'un jeu multimédia à la glaire de M. Le Pen ». Cet article, paru en pages « Société », comprend, faute de vérifications suffisantes, plusieurs informations factuelles inexactes.

Voici les deux principales: 1. M. Pierrette affirme que « sur fand tricalare apparaissent une douzaine de personnages qui gênent la progression de M. Le Pen et que celui-ci dait détruire ». C'est faux. Contrairement à de nombreux jeux vldéo, ce jeu n'est aucunement violent. L'image de M. Le Pen ne doit pas détruire celle des adversaires qu'il rencontre au cours du jeu, mais au contraire les éviter. L'objectif n'est pas la disparition de l'adversaire (pourtant classique en jeu vidéo), mais son évitement pour accumnler le maximum de fiammes tricolores, ce qui permet de passer à

l'étape suivante. 2. M. Pierrette affirme que « Fodé Sylla, le président de SOS-Racisme, est représenté avec un os dans le nez pour accentuer ses origines africaines ». Cette affirmation est totalement fausse, mais elle m'a porté un double préjudice,

moral et judiciaire. Préjudice moral d'abord en imputant au jeu dont je suls l'auteur ce qui pourrait être considéré comme une diffamation raciale, ce qu'il n'aurait bien évidemment pas été mon intention de commettre ; ceci étant de surcroît susceptible d'être sévèrement réprimé par les

Préjudice judiciaire ensuite, puisque l'ordonnance de référé du tribunal de Nanterre en date du 15 janvier [1996] qui ordonne la saisie du jeu et me condamne à 50 000 francs de dommages et mtérêts et l'équivalent de 50 000 francs en insertions du jugement dans trois journaux (...alors qu'âgé de dix-huit ans je ne dispose que de 350 francs d'argent de poche par mois) retient dans deux attendus essentiels l'histoire de «l'os dans le nez» rapportée dans les colonnes du

Certes, Le Monde a bien démenti dans son numéro du 16 janvier [1996] ce détail mensonger, mais ce correctif a présenté deux insuffisances:

a) par sa taille (9 lignes au lieu de 4 colonnes), il n'a pas répondu aux exigences de la législation sur le droit de réponse;

b) par son delai - 96 heures après avoir été demandé, 72 heures après que l'AFP eut puhlié son propre démenti (dépêche du 12 janvier [1996] à 18 h 31) -, îl n'a pas été publié suffisamment à temps pour corriger l'information erronée prise en compte par la juscuter un à un les cinq autres témolas. Il aurait ensuite pris la voiture de sa belle-mère pour aller prendre un verre à Paris et aurait passé un moment avec une prostituée du quartier de l'Etoile. Puis il serait revenu à Louveciennes pour donner l'alerte. Un scénario qu'il confirmait le 11 avril lors d'une audition de plus de trois heures dans le bureau de Catherine-France Rechter, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Versailles, chargée du dossier, et où le magistrat avait comparé les dires d'Alexi aux premiers résultats des autopsies des corps et des expertises balistiques.

Le 25 novembre 1995, il adoptait toutefois une autre défense, qu'il maintenait le 26 juillet 1996 lors de la reconstitution organisée dans la villa blanche adossée à la forêt de Marly. Il avait agi sous l'emprise d'un homme en noir « venu taut spécialement » lui ordonner ce massacre. De nouveaux aveux, jugés par un enquêteur en « totale contradiction » avec les différentes expertises, analyses et autres autopsies, et qualifiés de « peu cré-

dibles » par le magistrat instructeur. L'ombre de la mafia russe semblait néanmoins refaire surface. Cette hypothèse était renforcée par la découverte, en décembre 1996, du corps de Dimitri, le frère d'Eugène et son héritier, près de sa maison de Vitebesk, en Biélnrussie. Dimitri, quelques semaines auparavant, aurait rencontré au Luxembourg un conseiller juridique, qui lui aurait livré le nom du commanditaire de la tuerie de Louveciennes.

Si la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles n'a pas jugé utile d'explorer cette piste, son président, Michel Arnould, devrait toutefois prendre contact dans les prochains jours avec le parquet général de Russie pour qu'il lui transmette les documents en sa possession concernant cette affaire. Il s'agirait en fait d'un simple échange de télécopies entre les denx administrations, la chambre d'accusation ayant rejeté par avance tout transport jndiciaire à Moscou.

Jean-Claude Pierrette

Les parents du bébé décédé dans une secte ont été incarcérés

LES PARENTS DU PETIT RAPHAEL, dix-neur mois, décédé jeudi 3 avril à Angous (Pyrénées-Atlantiques) dans une communauté de l'Ordre apostolique, ont été mis en examen et écroues, samedi 5 avril à Pau. Tous deux membres de cette secte implantée depuis 1980 dans les Pyrénées-Atlantiques (Le Monde date 6-7 avril), les parents de Raphael ont été mis en examen pour « privation d'aliments et de soins sur un mineur de quinze ans, par ascendant légitime, ayant entraîné la mort, et pour non-assistance à personne

Lors de son audition par le juge d'instruction chargé du dossier, la mère de l'enfant, âgée de trente-quatre ans, de nationalité allemande, a souhaité « une comparation différée en l'absence de l'avocat de la communauté », dont les membres déclarent vivre conformément à la Bible. Elle a été placée en détention provisoire dans l'attente de cette comparution, qui devait avoir lieu lundi après-midi, selon le parquet de Pau. Les deux autres enfants du couple ont été placés chez leur grand-mère paternelle dans la

صكنا من الاجل

■ EXPLOSION : le parquet de Sarreguemines (Moseile) a ouvert, dimanche 6 avril, une information judiciaire pour « homicides et blessures involontaires contre X... » après l'explosion, samedi 5 avril, dans un immeuble de la ville, qui a fait trois morts et treize blessés. La déflagration est probablement due au gaz. Un accident similaire avait tué deux personnes et blessé six autres dans une villa de Sarreguemines, le 1º novembre 1996. ■ MUTINERIE : une centaine de détenus se sont révoltés dans la nuit de samedi 5 à dimanche 6 avril à Neuvic-sur-l'Isle (Dordogne), provoquant des dégâts matériels sur les quatre niveaux du centre de détention pour protester contre leurs conditions de vie. Quatre détenus ont été légèrement blessés lors de la mutinerie, maîtrisée dimanche matin par les

■ IMMIGRATION : une vingtaine de manifestants ont empêché l'expulsion d'un Algérien, samedi 5 avril, sur le port de Marseille. Rachid Tighidet, trente et un ans, titulaire d'une carte de résident, marié à une Française et père de deux enfants français, devait être expulsé après un sejour d'un an en prison pour coups et blessures sur son épouse. Il a été poursuivi pour « refus d'embarquer ».

■ SANS-PAPIERS : une cinquantaine d'étrangers en situation irrégulière se sont rassemblés, dimanche 6 avril, sous la tour Eiffel à Paris, à l'appel du « troisième collectif » composé essentiellement de Chinois. Le collectif, en lutte depuis près de sept mnis et regroupant quelque 1500 personnes, entendait par cette action « ne pas se faire oublier ».



Groupe COGEMA en 1996 : croissance de chiffre d'affaires. **stabilité du rés**ultat net

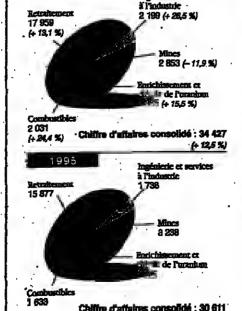


Le Groupe COGEMA, spécialiste du cycle du combustible nucléaire, est largement présent dans le monde, depuis la prospection minière jusqu'au retraitementrecyclage des combustibles usés en passant par l'ensemble des opérations conduisant à

la production de ce combustible. et par l'ingénierie de conception et de réalisation des installations correspondantes. Avec ses filiales et participations, il détient une large part du marché des produits et services liés à l'énergie nucléaire et, en dehors du mucléaire, développe des activités d'ingénierle et de services à l'industrie.

> RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉ (en millions de francs)

> > invénterie et services



Le Consell d'Administration de COGEMA, réuni le 27 mars 1997 sous la présidence de Jean Syrota, a arrêté les comptes de l'exercice 1996.

(en millions de frants)	is, aee t		199
Chiffre d'affaires .	34 427	30 611	26 431
Résultat d'exploitation	1 257	1 621	1 260
Résultat courant avant impôts	1-637	1 760	1 346
Résultat net consolidé	1.252	1 237	1 074
Résultat net part du Groupe	. '977	973	841
Ventes à l'étranger	12 745	11 201	9 454
Mame brute d'autofinancement	9.555	9 240	7 828

Croissance du chilfre d'affaires

Le chiffre d'affaires progresse en 1996 de 12,5 % par rapport à 1995 (+ 10,7 % à périmètre constant). Cette croissance est à attribuer à des ventes particulièrement soutenues aossi bien en France qu'à l'exportation de services d'enrichissement, à l'augmentation des ventes d'éléments combustibles MOX, à l'avancement des contrats de retraftement et aux performances techniques de COGEMA-La Hague qui a dépassé sa capacité nominale, ainsi qu'à la progression des activités d'ingénierie et de services à l'industrie hors Groupe COGEMA liées à l'extension du périmètre de consolidațion et à la poursuite de la diversification des activités de SGN et filiales hors du Groupe. En ce qui concerne les activités minières, le raffermissement des prix de l'uranium observé sur le marché spot ne se reflète pas en 1996 dans la recette moyenne dégagée par l'exécution des contrats phiriammels. Celle-ci est en baisse, de même que les quantités vendues, en retrait sur leur niveau élevé de 1995.

Stabilité du résultat net

Le résultat d'exploitation s'établit en 1996 à 1 257 MF, soit 3.7 % du chiffre d'affaires, contre 1 621 MF ou 5,3 % du chillre d'affaires en 1995. Outre des éléments non récurrents favorables en 1995, les comptes de 1996 earegistrent la première annuité complète des provisions pour fin de cycle relatives à EURODiF et à l'usine MELOX. Ils incluent également des charges relatives tant à l'arrêt de la division minière de l'Bérault et des usines d'enrichissement de Pierrelatte qu'à la montée en puissance de l'usine MELOX. Bénéficiant d'une augmentation du résultat financier

du Groupe, le résultat courant avant impôts s'établit on 1996 à 1 637 MF, soft 4,8 % du chiffre d'affaires. à comparer à 1 760 MF ou 5,7 % du chiffre d'affaires

Après notamment une charge fiscale de 431 MF, le résultat net consolidé reste stable par rapport à 1995 et représente 3.6 % du chiffre d'affaires (4 % en 1995). Le résultat net part du Groupe est également stable, à 977 MF, contre 973 MF en 1995.

Les investiesements

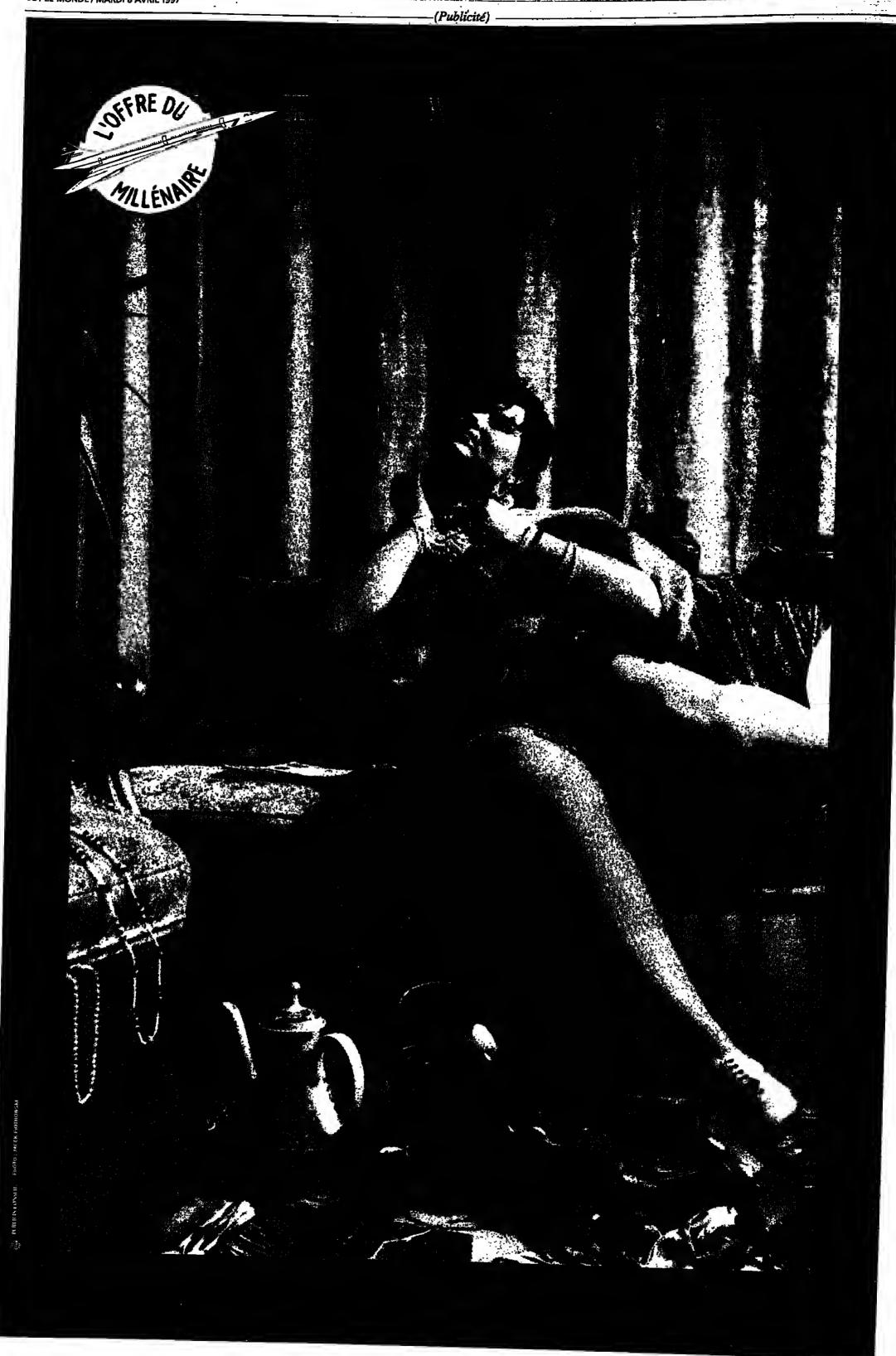
Les investissements industriels se sont élevés en 1996 à près de 3,5 GF, à comparer à 4.3 GF en 1995, 6,3 GF en 1994 et 7,3 GF en 1993. Dans une mesure moindre qu'auparavant, ils marquent une décroissance qui reflète l'achèvement ou l'évolution des grands programmes d'investissement lancés antéricurement, spécialement dans l'aval du cycle. Parallèlement, COGEMA a poursuivi la constitution d'un portefeuille de placements à long terme destiné à contribuer à la couverture des charges de démantèlement et de stockage des déchets que le Groupe aura à assumer dans le futur.

Perspectives pour 1997

L'année 1997 sera la dernière année de production de l'asine de retraltement de COGEMA-Marcoule ; parallèlement, les premiers programmes conconrant à la reprise et au conditionnement de ses déchets doivent être poursuivis sous l'égide du GIE CODEM, formé en 1996 entre EDF, le CEA et COGEMA. Ce sera également l'année de la mise en état d'arrêt définitif et de début des programmes de démantélement des usines d'enrichissement de Pierrelatte, dans un cadre contractuel qui demande encore à être précisé avec le client. L'usine MELOX doit poursuivre en 1997 sa moutée en puissance pour atteindre sa capacité nominale autorisée. Dans le domaine minier, la dernière division minière française de COGEMA doit être agrêtée, et au Ganada, la production devrait commencer sur le gisement de McClean.

OGEMA - Direction de la Communication - 2, que Paul Dautier - 76140 Velizy-Villacoublay - Tel. 81 39 26 35 55 - Fax 01 39 26 27 26 et 3614 COGEMA (0.12 Fipuls 0.37 Fila minute)

10/LE MONDE/MARDI 8 AVRIL 1997



صكذا بن الأحل

338 315

Enterrez le second millénaire dans l'opulence et la volupté.

1000 cadeaux pour l'an 2000.

À 1000 jours de l'an 2000, British Airways vous fait gagner par tirage au sort 1000 cadeaux allant de voyages découvertes en Concorde, à des nuits au Crillon, des bouteilles de champagne avec le Savour Club, des logiciels Microsoft, des locations de voitures chez Avis, des forfaits téléphoniques avec Vodafone et bien d'autres cadeaux encore...

Jusqu'à 75% de miles gratuits sur la destination de vos rêves.

British Airways vous offre 75 % de miles gratuits sur votre billet de rêve long-courrier et 50 % de miles gratuits sur votre billet de rêve court ou moyen-courrier. Vous n'avez plus alors qu'à compléter les 25 % ou 50 % de miles manquants en voyageant sur British Airways entre le 7 avril et le 31 août 1997 afin de vous envoler vers la destination de vos rêves."

Comment participer à "l'Offre du millénaire".

Devenez Membre de l'Executive Club en composant le 36 15 British Airways (2,23 F/min). Le règlement de l'opération ainsi que la liste complète des cadeaux peuvent être obtenus gratuitement sur le 36 15 British Airways (2,23 F/min) ou auprès de Maître TEBOUL, 15, rue des galons, 92 190 Meudon (remboursement du timbre sur simple demande, au tarif lent en vigueur). Nous tenons à remercier l'ensemble de nos partenaires pour les cadeaux qu'ils nous ont gracieusement offerts.



HOTEL DE CRILLO

AVIS

Le Savour Clul

VOBAFONE.

Microsoft









BRITISH AIRWAYS

La compagnie que le monde préfère

*Jeu sans obligation d'achai

DISPARITIONS

Pierre-Henri Teitgen

Résistant et antigaulliste, juriste et épurateur

PIERRE-HENRI TEITGEN, décédé dimanche 6 avril à son domicile parisieo à l'âge de quatrevingt-huit ans, était un homme de conviction qui a toujours fait passer ses principes avant toute autre considération. Bretoo et catholique, fortement marqué par l'influence de soo père, Henri Teftgen, un avocat qui siègea lui aussi au Palais-Bourboo au lendemain de la seconde guerre mondiale, il o'accepta jamals la moiodre compromissioo, à l'image de soo frère, Paul, qui fut un des rares fonctionnaires métropolitains eo poste à Alger à refuser la torture.

La carrière politique de Pierre -Henri Teitgeo, commencée sous la botte nazie, prit fin lors du retour du géoéral de Gaulle ao pouvoir eo 1958. Né le 29 mai 1908 à Rennes, il est agrégé de droit public en 1934. Enseignant à Nancy, il fonde, dans la ligne du catholicisme social, la revue Droit social. Fait prisocoier eo juin 1940, il s'évade et reprend soo enseignement à Montpellier. Son attitude déplaît aux autorités de Vichy qui le privent de sa chaire en 1942. Il se consacre alors entièrement au

réseau Liberté, qu'il avait fondé avec Georges Bidault et François de Menthon - comme lui démocrates-chrétiens - et qui deviendra Combat. Sous le nom de Tristan, il participe à l'état-major de la Résistance de la zone sud. Il anime un comité d'experts chargés de préparer les mesures d'urgence à prendre lors de la Libération. En avril 1943, il s'installe à Paris, où il est nommé par le général de Gaulle secrétaire général à l'information.

Arrêté par la Gestapo le 4 juin 1944, il réussit à s'évader du train qui le conduit en Allemagne. De retour à Paris, il est nommé, le 9 septembre, ministre de l'Information. Il met alors eo œuvre ce qui avait été préparé sous l'occupatioo et notamment les grandes ordonnances du 26 août et do 30 septembre 1944 qui ont régi la presse française jusqu'en 1984. Il est de ceux qui gérent la fermeture des journaux avant continué à paraître sous le contrôle allemaod et le transfert de leurs moyens de productioo à ceux qui étaient nés dans la clandestinité. Il participe ainsi à la naissance de

Ouest-France à Rennes, mais aussi du Monde.

Le Temps d'avant-guerre ayant été interdit, le gouvernement s'emploie à lui « substituer un grand journol [ayant], autant que possible, ses quolités en dépouillant ses défauts », seloo l'expressioo du fondateur du quotidien de la rue des Italiens. C'est Pierre-Henri Teitgeo, par l'intermédiaire de Paul Reuter, alors directeur-adjoint de soo cabinet, qui cholsit Hubert Beuve-Méry pour prendre la directioo du oouveau quotidien du soir, dont l'autorisation de paraître est accordée le 30 oovembre, quelques jours à peine avant la constitution de la SARL Le Moode (le 11 décembre)et la parution du premier ouméro (daté 19 décembre 1944). Enfin. outre la nominatioo des trois membres du comité de directioo (Hubert Beuve-Méry, directeur de la pu-blication et gérant de la SARL, Rémy Courtin et Christian Funck-Brentano), Pierre-Henri Teitgeo contribue également au choix des six autres actionnaires initiaux de la société éditrice.

Homme des missions délicates,

Pierre-Henri Teltgen devicot, en mai 1945, ministre de la justice. Il le restera, après le départ du général de Gaulle, dans les gouvernements présidés par Félix Gouin (socaliste) puis par Georges Bi-dault (MRP). C'est à lui de veiller au bon déroulement de tous les procès de l'épuratioo. Cela lui vandra la baine de tous ceux qui, d'abord discrètement puis de plus en plus ouvertement, ont défendu les hommes de Vichy. Mais cela lui vaudra aussi d'être critiqué par une partie des résistants qui lui reprochèrent de ne pas se mootrer assez sévère. Il se défend, en déclarant, le 6 août 1946, devant l'Assemblée oatiooale : « Vaus pensez, sans doute, que par rapport à Robespierre, Danton et d'autres le garde des sceaux qui est devant vous est un enfant. Eh bien ce sont eux qui sont les enfants si l'on en juge par les chiffres ». Il est vrai qu'il s'était refusé à user de l'épuratioo écocomique pour s'eo prendre au capitalisme.

Ce chrétien, pourtant, a longtemps révé d'une troisième voie. Il fut un des fondateurs du MRP, le mouvement démocrate-chré-

tieo. Député d'ille-et-Vilaine, il joua un rôle important tout au long de la IV République en étant membre de combreux gouvernements. Mais il était de ces MRP qui ne furent jamais tentés par un ralliement au gaullisme politique. Ce Compagnon de la Libération fut battu aux législatives de novembre 1958. Il reprit alors son métier d'enseignant et se rangea dans une opposition déterminée. Ainsi, eo mars 1960, il dénonça l'évolution de la Ve République vers un régime « d'obsolutisme, éclairée et généreux sans doute, mais plein de péril pour l'avenir ». En 1965, il fut de ceux qui soutinrent activement la tentative de Gaston Defferre de réunir les socialistes et les démocrates-chrétiens afin de préparer une candidature d'oppositioo pour l'électioo présidentielle de 1965. Eo septembre 1976, il a été élu juge à la Cour européenne des droits de l'homme pour remplacer René Cassin. Ce fut la reconnaissance de l'actioo de ce grand défenseur des libertés.

Thierry Bréhier

borateurs pendant plus de trente ans. Ce pionnier de la physique des plasmas sut, dès 1951, convaincre 'Atomic Energy Commission de lancer un programme de recherche - le projet Matterhorn - pour tenter de domestiquer les réactions de fusion, celles-là mêmes qui permettent au Soleil de brûler son hydrogène. De cet effort sont nés les Tokamak américains TFX et TFTR, des machines aux champs magnétiques extrêmement puissants et seuls capables d'emprisonner les formidables plasmas chauds qu'ils engendraient. Oo doit aussi à ce familier du comportement des étoiles d'avoir concu dès 1946 des projets d'observatoires astronomiques en orbite capables de dormer des images du ciel dans des longueurs d'onde inaccessibles sur Terre. A ce titre, il a inspiré la conception du satellite d'observation dans l'ultraviolet Copernicus et a été à l'origine de la construction du grand telescope spatial Hubble.

LYMAN SPITZER, physicien américain, est mort le 31 mars à

l'âge de quatre-vingt-deux ans, quelques heures après avoir travaillé au département d'astrophysique de l'universite de Princeton dont il fut l'un des principaux colle-

■ ALLEN GINSBERG, poète américain qui fut l'une des grandes figures de la heot generation, est mort, samedi 5 avril, à son domicile new-vorkais (lire page 27).

AU CARNET DU « MONDE »

- Luc et Françoise ROSENZWRIG

Adèle.

le 2 avril 1997, chez Sigrun LENG et Yacine LE FORESTIER,

12, rue de Constantine 69001 Lyon.

Nos abonnés et nos action-naires, bénéficiant d'une réduction sur les insertio da « Carnet da Monde » sont priès de bien vonloir ouméro de référence.

le Monde

« The American way of life ».

Washington, capitale economique.

Le pouvoir de la presse.

No. 11 2 1

<u>Décès</u>

« La découverte

d'une nouvelle Amérique »

WASHINGTON

du vendredi 16 mai au mardi 20 mai 1997

(Week-end de Peotecôte)

La communauté noire.

et diplomatique.

Les visites incontournables.

Washington, capitale politique

Pour four renseignement, téléphonez

Binatia Geojen

20 51-25-75-44-33

Funt with the first own in the second of the

ALMAN AND WATER SE

- M. et M= Raphaël Cohen. M. et M= Daniel Cohen, M. et M= Renée Azogui, M. et M= Yvette Manantho

Le docteur et M= Marc Cohen, M. et M= Samuel Cohen, Ses petits-enfants, Ses neveux et nièces.

ont la tristesse de faire part du décès de

M= Esther COHEN. née TOLÉDANO,

survenu en son domicile, le 3 avril 1997. 3 l'age de quatre-vingt-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu au cimetièn

Pour mieux comprendre les aspects politiques,

Jour 3:

économiques et culturels des Etats-Unis

Marylene DAGOUAT

lène repose désormais auprès des siens à Cosne-sur-Loire. La cérémonie a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Ses amis sont conviés à se rassembler et à se recoeillir le jeudi 10 avril à 11 heures, en l'église Saint-Séverin. I, rue des Prêtres-Saint-Séverin, 75005 Paris.

CARNET DU MONDE Télécopieur : 01-42-17-21-36

M= Marrel Coudour,

François Xavier Cance, Olivier Cance,

Isabelle et Marc Bensimhor avocats à la cour, Emmanuel Cance, ses enfants.

Julien, Cécile et Camille Bensimbon ses petits-enfants, Nicole Tourenq et Michel Coudour, sa sœur et son frên ont la douleur de faire part du rappel à

M™ François Xavier CANCE, née Françoise COUDOUR,

le 4 avril 1997, à Paris, à l'âge de

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 8 avril à 9 beures, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, place Sainte-Geneviève, Paris 5°, suivie de l'inhumation dans la sépulture familiale au cimetière du Père-Lachaise.

4, place Monge, 75005 Paris.

François Dattée,

son époux. Anne et Stéphane, Bénédicte, Marie, ses enfants et sa petite-tille, Les familles Danée, Loiseau, Druard,

Nicole DATTÉE.

survenu le vendredi 4 avril 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 8 avril à 15 h 30, en la chapelle Saiote-Croix du Méc-sur-Seine (Seine-et-

8, allée des Hétres, La Queue d'oiseau, 91940 Les Ulis.

M= Jacqueline Lautier,

sa ferume,
Dominique, Claudine, Bruno, Claire,
Patrick, Jean-Yves et Anne, et leurs conjoints, Ses quinze petits-enfants ont la douleur de faire part de la mort bru-

docteur Jean LAUTIER, chevalier de la Légion d'houneur,

survenue à Sospel, le 2 avril 1997, à l'âge de quatre-vingts ans.

Les obsèques ont eu lieu à Sospel (Alpes-Maritimes) le 5 avril, dans l'inómité familiale.

- La communauté hospitalière de l'bôpital Laennec a la tristesse de faire part du décès du professeur Jean MARCHE, médecin des Hôpitaux de Paris.

survenu le 2 avril 1997, à l'hôpital Laennec, où il avait exercé de 1938 à 1983. La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 8 avril. à 10 b 30, en la chapelle de l'hôpital, 42, rue de Sèvres, Paris 7.

- Les membres de la Société française de pharmacologie clinique et thérapeuont la tristesse de faire part du décès de leur ancien président

le professeur Jean MARCHE, survenu le 2 avril 1997, à l'hôpital

 Le président Le conseil d'administration Et tous les collaborateurs de la Fédéra tion nationale du bâtiment, ont la tristesse d'nononcer le décès

Dominique HARDY, directeur de l'information de la FNB,

survenu à l'âge de quarante-neuf ans

Il était marié et avait deux enfants.

- Ana Maria Galano, Alice de Andrade, Olivier Horn,

font part du décès de

Graciema MELLO FRANCO de ANDRADE,

rvenu le 8 mars 1997, à Barcelone, à

Une messe-sera célébrée le jeudi 10 ovril, à 18 h 30, en l'église Saint-Aniolne-de-Padoue, 52, boulevard Lefebyre, Paris-15.

- Ce matio d'avril s'en est allé le poète

Jacques MER,

laissant à ceux qui l'ont aimé

Bernard PRIM,

nous a quittés le 3 avril.

Accompagnons-le au columbarium du Père-Lachaise, le mercredi 9 avril, à 14 beures.

Daniel Prim on fils.

– La famille Et les amis de

Nathan SZEJNMAN

font part de son décès survenu en son do micile, le 2 avril 1997.

- Andrée Vattéone.

ia sæur. Olivier Bernard et Marie-Anne. Tous ses proches, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre VATTÉONE.

survenu le 5 avril 1997, à Paris. L'incicération aura lieu dans l'intimité

Les amis seroat coaviés proc à une réunion du souvenir.

79, boulevard du Montpa: Paris 6.

CARNET DU MONDE

01-42-17-29-94 Télécopieul 01-42-17-21-36

Tarif: la ligne H.T.

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la basa de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

- M. et M= Pierre Vallée,

ses parents.

M, et M= Philippe Vallee, son frère et sa belle-sæur. M. Thierry Vallee.

M, et M= Philippe Jego.

sa nièce et son neveu,

sa lante, Michel, Jacques et Clarisse Vallée, Le docteur Danielle Salson, Raphaël et Olivier.

ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude VALLÉE, ancien président-directeur général de la société Carat Comecon Affichage,

survenu à Paris, le 2 avril 1997, à l'âge de La cérémonie religieuse sera célébrée, le mardi 8 avril, à 11 heures, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, 2 place du

Louvre, à Paris-le. 46, rue Desbordes-Valmore

75116 Paris. 89, rue Saint-Honoré,

- Le groupe Carat France a la grande tristesse de faire part du décès

survenu le mercredi 2 avril 1997.

Successivement président fondateur de Comecon et président-directeur général de Carat Comecon Affichage, son professionnalisme, sa générosité et ses grandes qualités humaines resteront dans le euxur de tous les dirigeants et collaborateurs de Curat.

Anniversaires de décès - Le 8 avril 1976.

Joseph Jean MORER, commandeur de la Légion d'honneur à titre militaire.

Pour cet anniversaire, que ceux qui

De la part de : Paule Morer son épouse. Messes Anniversaires

- Pour le premier anniversaire du décès

M- Jean CAYEUX, née Marie-Louise BERNOT,

une messe sera célébrée, à la demande de the messe sea celetyee, a la demande de sa famille. le jeudi 10 avril 1997, à 19 heures, en l'église Saint-Lambert de Vaugirard, sa paroisse, place Gerbert, Paris (15°).

Petite semaine culturelle française à Pékio du 10 avril au 20 avril, opéra, pein-ture, sculpture, poésie, musique, opéra, Invitée d'bonneur: M=Wu Hong Méi,

- Maison de l'hébreu. Stages-Express Imoderne-rabbioique) du professeur

312+

Ceux qui l'ont connue et aimée sont invités à s'y associer.

Communications diverses

invitee d'nonneur: M= wu Hong Met. Sculpture: M= Story Heidi. Poésie: sortie et exposition des « Dits de la folie des pivoines » de Maximine. Musiciens inviés: F. Angelis (prìx du Président de la République) et M= L. Dubreuil. Organisateur: Jean-S Toulet.

01-47-97-30-22 - 06-60-43-45-78.

مكنا من الاجل

LE MONDE / MARDI 8 AVRIL 1997 / 13

(Publicité) ce iond comp un disposition remo Après la passion

RÉGIONS

FISCALITÉ Après avoir analysé les principales tendances des budgets des collectivités locales pour 1997 (Le Monde des 11 décembre 1996 et du 13 février), observe le poids des de-

penses sociales pour les départements (Le Monde du 29 mars), nous

de l'Association des maires des grandes villes de France (AMGVF) montre que les dix plus grandes cités ont contenu la hausse de la pression présentons les budgets 1997 des dix montre que les dix plus grandes cités villes françaises de plus de 200 000 habitants (hors Paris).

UNE ÉTUDE montre que les dix plus grandes cités ont contenu la hausse de la pression fiscale.

de 200 000 habitants montre l'importance de la coopération intercommunale, mais aussi la multiplicité des formules juridiques possibles. La simplification de l'intercommunalité, qui passera par la loi, est l'un des sujets au menu du comité interministeriei d'aménagement et de développement du territoire (Ciadt) réuni à Auch jeudi 10 avril.

Les villes de plus de 200 000 habitants modèrent leur pression fiscale en 1997

Une étude, encore inédite, de l'Association des maires des grandes villes de France (AMGVF) montre que la hausse du taux des impôts locaux sera, en moyenne, inférieure à 2 % dans les plus grandes cités françaises. Rennes tente de concilier la construction du VAL et les autres équipements

de notre carrespondante régionale Lundi 7 avril, Edmond Hervé (PS), maire de Rennes, devait détailler devant son conseil municipal ses projets pour la ville. Il s'agit d'une étape logique - et importante - après le vote du budget, intervenu le 15 février, sans difficulté particulière : en huit beures de débats, tout était dit. A croire que les passions s'émoussent : en 1983 l'équipe municipale avait bataillé plus de... seize heures avant de faire adopter son programme financier. C'était encore le premier mandat de la gauche rennaise. En mars, M. Hervé a célébré sa vingtième année à l'hôtel de ville.

« En 1977, l'on nous disait la ville terminée », se souvient le maire. « Sauf à ce qu'elle devienne ville morte, Rennes ne sera jamais finie ». soutient-il. Malgré un contexte morose pour Rennes comme pour tout le monde, la municipalité, au nom de la priorité à l'« emploi et à la solidarité », a refusé de revoir ses ambitions à la baisse.

D'après les comptes de 1995, la capitale hretonne est la deuxième grande ville pour l'investissement par babitant, derrière Lille, sans compter les trois plus grosses agglomérations françaises (Paris, Lyon, Marseille). Elle était ces dernières années en position moyenne pour son endettement et le niveau de sa fiscalité. « Je crois à l'investissement public lorsqu'il s'agit de projets durables, structurants », répète à l'envi M. Hervé, qui se dit prêt à en

ral. L'ohjectif est aussi de convaincre que le futur métro léger, dont le chantier a démarré en janvier, ne monopolisera pas les ressources de Rennes (203 500 habitants), d'autant que la réalisation du VAL incombe au district (335 000 habitants), responsable des transports en commun. Entre

Structures complexes

A l'exception de Nice, toutes les de la décentralisation.

district (non compris les dépenses d'ordre divers des trente-deux autres communes de cette structure) et l'office municipal HLM, devralent passer 7 milliards de commandes publiques, dont tout de même, plus de 3 milliards pour

Pour 1997, le budget s'élève à

1997 et 2001, la ville-centre, avec le 2,1 milliards de francs, dont 723 millions d'investissements, 1 377 millions de fonctionnement. La ville entend continuer un programme de 3 000 logements supplémentaires par an, en maintenant le cap d'un quart du parc dédié au secteur social. Elle prépare, au demeurant, une vaste révision de son plan d'occupation des sols. Lundi,

ONCTIONNEMENT :

Les masses bugétaires

-3,82

-1,85

5,31 7,40

1,27 --- 3,30

-0,61 2,99

0,43 :__ 3,89

0.38

le conseil municipal devait se pencher sur la reconstruction du stade remais, la restructuration de l'opéra et le lancement d'un axe estouest qui va bousculer la circulation automobile : l'une des rives de la rivière lui sera bientôt interdite. Plus tard, les étudieront la modemisation du Théâtre national de Bretagne et la construction d'un

TAXE D'HABITATION,

FONCIER BATI, FONCIER .. NON BATI, TAXE

PROFESSIONNELLE

nouvel espace culturel. Reste à montrer aux administrés le bienfondé de l'augmentation de leurs impôts locaux: 3,9 % cette année en volume (avec une croissance des taux de 2,9 %), alors que la redevance assainissement fait, elle, un bond de 15 %. Un petit fascicule leur a été largement distribué. Il récapitule l'engagement de la collectivité au bénéfice de leur quotidien. Ainsi lorque la ville débourse Augmentation continue des dépenses sociales, stagnation des recettes 223 francs par enfant pour une journée de crèche, les parents en % por rapport à 1996)

paient, en moyenne, 69 francs. Elle dépense encore 5 francs par trajet de transports en commun, 12 450 francs par écolier chaque année, 68 pour un mercredi en centre de loisirs, 13 pour un repas à la cantine, 26 pour une séance à la piscine, 604 par entrée à l'opéra (contre 113 francs, en moyenne, à la charge du spectateur), etc. Comme chaque année, le maire

est allé lui-même présenter son budget dans une dizaine de quartiers. A la MJC de Cleunay par exemple, l'auditoire a ouvert des yeux ronds, en apprenant que 12 000 Rennais, exonérés à des titres divers, prennent le bus « à l'œil », comme s'est exclamé un participant. Le maire a cootinué, citant par exemple les 30 millions de francs de subventions accordés aux offices HLM, qui freinent l'augmentation du prix des loyers. Cette fois, dans ce quartier de grands ensembles, la salle o'a pas commenté.

Martine Valo

trois (Bordeaux, Lyon, Strasbourg)

villes de plus de 200 000 habitants font partie d'une structure intermale à fiscalité spécifique. Selon les pointages de l'Amgvf, sont membres d'une communauté urbaine ; trois appartiennent à un district (Montpellier, Nantes, Toulouse). Saint-Etienne est membre d'une communauté de communes. Deux enfin sont membres d'un groupement qui s'est substitué à la ville centre et aux communes de sa ériphérie pour prélever une partie des impôts locaux : Marseille appartient à une communauté de communes, Rennes à un district qui, tous deux, prélèvent sur les entreprises une taxe professionnelle unique d'agglomération. Cette formule devrait être encouragée par le projet de loi, destiné à rationaliser Pintercommunalité, que s'appréte à déposer Dominique Perben, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et

1997 des dix villes françaises de plus de 200 000 habitants (hors Paris) confirment que le temps n'est plus aux fortes hausses de la fiscalité locale du début des années 90. D'après l'enquête, encore inédite, réalisée par l'Association des maires des grandes villes de France do les villes de plus de 100 000 habltants), le pourcentage moyen d'augmentation des taux sera, en 1997, de 1,68 % pour les trois taxes (habitatioo, foncier bâti, foncier non bàti) touchant les ménages et

LES CHIFFRES des budgets de 1,56 % pour la taxe professionnelle (TP), prélevée sur les entreprises. Au total, avec la croissance des bases - qui ne relève pas, elle, de la volonté politique des élus - le produit de la fiscalité directe prévu en 1997 pour les dix plus grandes villes augmente en moyenne de

« EXTRÊME PRUDENCE FISCALE »

La plus forte augmentation concerne Strasbourg (7,40 %), avec un relèvement des taux de 4 %. A Nice, le produit attendu est en très légère baisse (0,16 %) à cause de la

stabilité des taux pour les taxes prélevées sur les ménages et de la baisse du taux de la TP. Il faut ajouter les impôts prélevés par les groupements de communes (lire par oilleurs) dont sont membres ces grandes villes, sauf Nice, même si l'Amgyf note que la plupart de ces groupements n'ont pas, ou

B. AMGVE

La modération fiscale ne signifie pas que la conjoncture soit plus facile : les élus des grandes cités souffrent, comme les autres, d'un effet de ciseaux entre des charges toujours à la hausse et des recettes

stagnantes : les dépenses de fonctionnement augmenteraient en 1997 de 2,56 % tandis que les recettes correspondantes enregistreraient une quasi-stagnation (+0,5%). C'est donc d'une façon délibérée, et en dépit d'un contexte difficile, que les élus ont, la plupart du temps, opté pour une « exformule de Jean-Marc Ayrault, maire (PS) de Nantes, président de l'Amgyf. Depuis quelques années, il constate chez les familles frappées par la crise, un changement d'attitude face à l'impôt local: autrefois, il était assez bien accepté, car facilement identifié comme la contrepartie des services munici-

\$SAINT-ETIENNE ... - 0,08 __ 6,39

Dans l'étude réalisée par l'Association des maires des grundes villes de France (AMGVF), il apparaît que

plusients des dix villes de plus de 200 000 hubitunts (hors Paris) ont voté pour 1997 un budget comprenant une légère bousse des dépenses de fonctionnement

UN « BON ÉQUILIBRE À TROUVER » Aujourd'bui, selon M. Ayrault, il y a un « bon équilibre à trouver » entre taux des impôts et services: « que les impôts locaux augmentent comme l'inflation, rien à dire. Mais

s'ils ougmentent de 3 %, alars la po-

maires doivent donc trouver « comment foire davantoge ovec moins ». L'Amgvf indique que, malgré la stagnation des recettes de fonctionnement « les dépenses d'investissement devraient, en 1997, connoître une amélioration sensible par rapport à 1996 » dans les villes * Nos villes, rappelle encore le

maire de Nantes, concentrent lo richesse et le dynamisme, mais aussi lo pauvreté et le chômage ». Les petites communes ou les élus départementaux peuvent jalouser leur potentiel fiscal, leurs équipements, tandis que leurs édiles mettent, au contraire, l'accent sur leurs charges spécifiques : la « centralité », une demande sociale en augmentation constante, la fuite des emplois vers la périphérie (Le

Monde du 5 mars). Quant à la participation (obligatoire) des grandes villes aux dépenses d'aide sociale des départements, elle augmente, selon

pulation ne comprend pas ». Les l'Amgvf, de 4,99 % en moyenne dans les budgets 1997 des dix plus

Le président de l'Amgyf récuse l'idée que les grandes cités pulssent «écraser » de leur poids les communes plus modestes qui les entourent. « N'oublions pas le rôle dynamique de nos grandes villes et progresse, on sent le tonus qui vient tout autour. » De même, dans le débat an sein du gouvernement et parmi les élus locaux sur l'intercommunalité et le rôle des pôles urbains dans l'aménagement du territoire, le président de l'Amgvé juge que l'agglomération est désormais « l'échelan pertinent » pour développer l'investissement des grandes villes. Au bout du compte, Jean-Marc Ayrault soubaite une « nouvelle grande lai Defferre » qui donne « une puissance et une dynomique nouvelle » aux grandes villes.

Jean-Louis Andreani

SE FORMER TOUT AU LONG DE LA VIE

E Honde [™] SE FORMER TOUT ≃ AU LONG DE LA VIE O

Entretiens Condorcet

VI rencontres de la formation professionnelle

Vingt-cinq ans déjà! Le bilan de la loi de 1971 sur la formation professionnelle devait être fait. Mais les temps changent. Une approche différente de la formation est aujourd'hui nécessaire.

- Les barrières de temps et d'ages entre formations initiale et continue s'estampent.
- Les compétences sont trop souvent dissociées des diplômes.
- Parcours personnels et parcours professionnels ne sont plus obligatoirement parallèles.
- Ce livre, coédité por le ministère du trovail et des offoires socioles et Le Monde-Editions, réunit les analyses et les propositions des meilleurs spécialistes françois et européens, réunis à Poris les 30 septembre et 1" octobre 1996.

218 pages, 80 F. En vente chez votre libraire ou à défaut au Monde-Editions 21 bis, rue Claude-Bernard, 75005 Paris



Ministère du travail et des affaires sociales

« Le Monde » à la rencontre de ses lecteurs à Lyon

de notre envoyé spécial Après avoir consacré un supplément de dix pages à leur ville, le Monde est allé à la rencontre des Lyonnais. vendredi 4 avril, pour un dialogue journalistes-lecteurs qui préfigure d'autres rendez-vous dans plusieurs grandes villes de l'Hexagone.

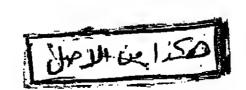
Un déjeuner à l'hôtel de ville, organisé avec EDF qui participait à l'ensemble de la journée, réunit d'abord plus de 150 personnes autour de Jean-Marie Colombani, Dominique Alduy et le président d'EDF, Edmond Alphandéry. L'économiste Jean-Paul Fitoussi était l'invité d'honneur et fit part de ses réflexions. Autant dire que l'époque fut conviée et que les questions ne man-

quèrent pas. Les lecteurs du journal s'étaient déplacés en nombre dans les salles de la Bourse l'après-midi. Ils firent preuve d'une insatiable curiosité et se livrèrent à de saines interpellations. Tandis qu'Alain Frachon, pour l'actualité internationale, Eric Le Boucher, pour l'économie, Olivier Schmitt, pour la culture, ou Jean-Paul Besset, pour l'information régionale, planchaient sur la gestion de l'urgence et la plus-value de la réflexion, le devoir d'anticipation et ses risques, Thomas Ferenczi dressait un premier bilan de son rôle de médiateur, généralement hien perçu par les lecteurs. Livrant à une assistance gourmande ses petits secrets de fabrication, Jean Plantu, feutre en main et grâce à un rétro-projecteur, joignait le geste à la parole pour évoquer son métier d'éditorialiste du trait qui - l'heureux homme ! --« ne sait jamais ce qu'il va faire le lendemain ».

De son côté, deux heures durant, du traitement des affaires qui dérangent tous azimuts aux pièges évitables des fréquentations obligées, Edwy Plenel soutint un amical échange avec un lectorat passionné par les cri-tères des choix éditoriaux, le prix de l'indépendance, la déontologie, bref, les grandeurs et les servitudes d'une presse écrite citoyenne. « Nous pointons les problèmes, mais nous ne sommes pas un quatrième pouvoir », sou-

lignait le directeur de la rédaction. La deuxième partie de l'escapade lyonnaise fut mise en scène au Théâtre des Célestins pour un débat public avec dix grands témoins sur l'agglomération de Lyon. Après que Jean-Marie Colombani eut indiqué comment Le Monde, consolidé et conforté sur ses bases, s'efforçait désormais de couvrir « tout le champ de la vie ». Charles Millon, président de la région Rhône-Alpes, fit l'éloge de la capitale régionale « ville nationale et métro-pole européenne, sans laquelle il n'y a pas de région qui vaille ». Le débat, pluridisciplinaire, fut vif et parfois mordant. Interpellé bruyamment par des intermitteots du spectacle, Raymond Barre répliqua fermement qu'il n'était pas question pour lui de « gaspiller l'argent des contribuables pour des petits cénacles qui se font plaisir à eux-mémes... ». Dans sa conclusion de synthèse, le maire de Lyon exprima sa « sérénité » et sa « détermination » pour vanter la « qualité de vie intellectuelle et culturelle » de cette ville dont le « développement doit s'inscrire dans un nécessaire rééquilibrage vers l'Europe

Robert Belleret



part the sitting

Depuis 30 ans, nous perfectionnons la gestion de la retraite collective.

1. O. 1

Après une phase de débats denses et de discussions approfondies indispensables sur un sujet aussi majeur, la loi vient de donner officiellement naissance aux " fonds de pension à la française". Dans ce nouveau contexte législatif, Anticipa Groupe Caisse des dépôts, la structure créée par le Groupe Caisse des dépôts, bénéficie de la légitimité que lui confère son expérience.

Une double expérience La Caisse des dépôts et consignations gère les pensions d'un retraité sur sept. C'est dire son attachement aux régimes par répartition qui fondent la spécificité du système français. Elle a su également développer des régimes d'épargne retraite qui complètent les régimes de base et complémentaires. Depuis près

de 30 ans, le Groupe
Caisse des dépôts, par
l'intermédiaire de sa
filiale CNP, gère l'un
des principaux fonds
de retraite. PréfonRetraite. destiné aux
fonctionnaires. Il assure
en outre la gestion de
Fonpel créé pour les
élus locaux. Cette
longue et double expérience n'a pas d'équivalent dans notre pays.

þ

ø

Associée à des préoccupations de sécurité et de transparence, elle nous a permis d'anticiper l'arrivée des fonds de retraite d'aujourd'hui. Ainsi, Anticipa Groupe Caisse des dépôts s'impose comme un interlocuteur privilégié des entreprises dans le domaine des fonds de retraite.

Une structure unique fédérant les meilleures expertises Troisième pilier du système français de retraite, les fonds de retraite constituent pour vous, responsable d'entreprise, un enjeu économique et social. Le dialogue va s'ouvrir dans votre entreprise. Il engagera l'avenir.

Comment ne pas y associer ceux

qui maîtrisent les fonds de retraite. l'assurance de personnes, la gestion pour compte de tiers ? Cet ensemble de compétences, nous l'avons rassemblé au plus haut niveau. En créant Anticipa Groupe Caisse des dépôts qui fèdère les meilleures expertises nécessaires à l'organisation de vos fonds de retraite : la CNP, premier assureur de personnes, est l'un des principaux intervenants sur le marché de la retraite collective en France : La Branche Retraites de la Caisse des dépôts gère sous mandat d'importantes caisses de retraites : CDC Gestion est l'un des tout premiers gérants de taux en Europe et un important gestionnaire des premiers fonds de retraite crèés en France: La Caisse des dépôts enfin, est le premier dépositaire français. Une approche long terme Les fonds de retraite signifient pour votre entreprise et ses salariés un engagement à très long tenne. Ils requièrent un établissement gestionnaire capable de garantir la

continuité du service et la stabilité du processus de gestion financière. Fort d'un savoir-faire des plus confirmés dans le pilotage et la gestion technique des fonds de retraite, le Groupe Caisse des dépôts répond à cette exigence et intègre les contraintes de la gestion actif/passif. Certifié par la meilleure

notation financière référencée AAA/aaa, il s'impose des normes rigoureuses de déontologie : transparence, sécunté, qualité, rentabilité.

Une offre modulaire Anticipa Groupe Caisse des dépôts met en oeuvre son ingénierie financière, juridique et fiscale pour imaginer à votre écoute des solutions innovantes et réaliser des montages sur mesure. Votre entreprise choisira la solution la plus appropriée pour le montage et la gestion de son fonds de retraite ; celle qui en préservera la souplesse et la capacité d'évolution. Appelez Anticipa Groupe Caisse des dépôts au 01 41 98 56 56





A qui d'autre parler fonds de retraite ?

ITCHI & SAATUHI BUSINESS CIMBILIRINGATICHES

HORIZONS

Avec le succès de la manifestation contre le Front national, le 29 mars, le maire de Strasbourg va s'imposer sur la scène nationale. Une compétition virtuelle se dessine avec Martine Aubry pour fédérer les rénovateurs du PS

E verbe est toujours posé, le regard bleu clair, la mise un peu bourgeoise. Pour-Catherine Trautmann effectue une mue politique. Celle qui allait répétant : « Mo *stratégie.* c'est Strasboure », se projette sur la scène nationale. Au lendemain de son pari réussi de la manifestation « citoyenne » du 29 mars contre le Front national - « J'oi pris un risque politique majeur, dit-elle, plus important que pour n'importe quelle election .-. la seule femme maire d'une ville de plus de 100 000 habitants s'apprète à jouer en équipe oationale. Pour celle qu'oo appelait déjà « reine », la marche des 50 000 anti-lepénistes a pris l'allure d'un sacre citoyen.

Il lui reste à savoir ce qu'elle fera de sa couronne « citoyenne ». « Je ne me défilerai pas », répète-t-elle. Dans un petit bureau de la Maison de l'Alsace, qu'elle squatte parfois quand elle vient à Paris, un mercredi sur deux, rejoindre ses amis rocardiens, Catherine Trautmann a même appris à ne plus enchaîner ses Gitanes filtres les unes derrière les autres. Elle prend son temps. Elle se maîtrise. Elle se prépare.

Vingt ans après être entrée au Parti socialiste, de préférence au MLF, l'éphémère secrétaire d'Etat de Michel Rocard en mal-juin 1988. chargée des personnes âgées et des bandicapés, savoure sa victoire. On se bouscule au PS pour lul tresser des lauriets. « Elle contribue à renouveler fortement l'image du PS », assure son ami rocardien Jean-Plerre Sueur, maire d'Orleans. Le fabiusien Claude Bartolone salue son côté « très bulldozer », tout en soulignant son « tropisme alsacien ». « Elle a réussi son coup aut n'est pas local, mais national », corrige le jospiniste Dominique Strauss-Kahn. « Elle a fait ce qu'il fallait faire », conclut Henri Weber, fabiusien équanime. Même la Gauche socialiste, oubliant leurs différends locaux, lui rend hommage. Harlem Désir fait part de nemann ne cache pas qu'elle « l'aime blen »: « C'est une fille courageuse, même si elle n'est pas

assez politique. » Lionel Jospin, qui lui avait proposé en vain d'entrer au secrétariat national du PS, en octobre 1995, la căline. Elle fait partie, avec Jean-Marc Ayrault (Nantes), Bernard Poignant (Quimper), Michel Vauzelle (Arles), Michel Destot (Grenoble). Dominique Strauss-Kahn (Sarcelles), Régis Passerieux (Agde), Pierre Maille (Brest), Michel Delebarre (Dunkerque), Jean-Paul Huchon (Conflans-Sainte-Hononine), des dix maires qui, selon un proche du premier secrétaire, « seront les "subras" de lo jospinie s'il gagne les élections législotives ». Prudent, Daniel Vaillant juge prématurée l'entrée du maire de Strasbourg au secrétariat national du PS lors du congrès de Brest, en novembre. « Elle aurait toute sa place, mais il y en a d'autres comme elle », dit-il. L'intéressée, qui, à la différence de Martine Aubry, de cinq mois son ainée, ne siège pas au bureau national, se dit disponible: « le participerai à la campagne et le serai prète à entrer dans les instances nationales. »

Le temps n'est plus où, partant à la conquete de la maine de Strasbourg, elle voulait faire oublier ses précédents déboires électoraux. - l'étais une femme d'échee dans une ville d'echec, mais j'ai refusé l'échec et pour moi, et pour ma ville «, expliquait-elle en 1989, « Les gens ne vous reprochent pas un echec, assure-t-elle aujourd'hui. Ils vous reprochent de ne pos vous battre. . Depuis vingt ans, avec un savant melange de douceur et de fermeté, d'ambition et de modestie, elle se bat pour une autre pra-

tique de la politique. Nee le 15 janvier 1951 à Strasbourg, d'un père lyonnais, lieutenant-colonel, et d'une mère appartenant à la vieille bourgeoisie strasbourgeoise. Catherine Ar-

fille de pasteur entreprend des études de théologie à la faculté protestante de Strasbourg. Après sa maîtrise, elle étudie la gnose copte des chrétiens d'Egypte et commence une thèse sur Salomé, une sage-femme qui, selon une légende du II siècle, avait été chargée de vérifier la virginité de Ma-rie. Son professeur, Etienne Trocmé, ancien président de l'université des sciences humaines de Strasbourg, se souvient d'une « étudionte sérieuse, travailleuse, brillonte, mois qui ne semblait pas s'intéresser particulièrement aux affaires publiques ». Pourtant, précise-t-il, « dès qu'elle s'est loncée, il est opparu cloirement qu'elle avait des dons exceptionnels ». A dix-neuf ans, elle épouse Jacques Trautmann oui sera, entre autres, militant à la CFDT et dont elle aura deux filles. Elle s'engage avec lui an PS, en 1977, « car lo gauche est plus

de la politique. Elle met la main à la pâte pour élaborer une charte des droits des femmes, devient secrétaire de section dès 1978, rocardienne dès 1979, et participe à un « stage Roudy », du nom de la dirifemmes aspirant aux fonctions municipales. Le baptême du feu survient en 1983 : elle est élue au conseil municipal de Strasbourg, dans l'opposition. En mars 1986 lors de législatives à la proportionnelle, deuxième de liste dans le Bas-Rhin, elle déjoue les pronostics défaitistes et les conflits locaux avec son ennemi intime, Jean Œhler, pour être la première femme du département à entrer à l'As-

1938, dans la deuxième circonscription du Bas-Rhin, où elle est distancée de 120 voix par un candidat UDF, lui ferme l'accès au second gouvernement Rocard. Qu'importe I II la nomme à la présidence de la Mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie, où elle se gardera bien de se

En mars 1989, à la faveur d'une « quadrangulaire », elle enlève la mairie de Strasbourg à Marcel Rudioff (UDF), qui l'avait jugée un peu vite « plus dauée pour faire des tartes que pour la politique ». Malgré quelques déconvenues dans le choix de ses adjoints, le premier maire socialiste de la capitale alsacienne depuis 1919 s'impose peu à peu, transformant en atouts ses « handicaps » de départ : jeune, femme, protestante et., socialiste. En juin 1995, la ville, qui a donné 54 % de ses suffrages à Jacques Chirac, la réélit au premier tour. Elle récolte les dividendes de son choix pour le tramway. Très présente sur le terrain, elle mène un travail d'équipe, bien secondée par Jean-Claude Petitdemange, adjoint aux finances, premier secrétaire de la fédératioo socialiste depuis 1993 et ancien chef de cabinet de Michel Rocard, non sans que son goût pour l'autorité - soo surnom à Marignon était « le Prussien » - perce derrière un visage souriant et des manières affables.

gence baigne toute sa jeunesse des emplois : elle finit par écouter

dans le protestantisme. La petite-

généreuse ». Très vite, elle est saisie du virus geante féministe du PS, pour les semblée nationale. Sa défaite aux législatives de juin

des drogues douces.

Aujourd'hui, oubliant les cri-

RÉSIDENTE de la communauté urbaine de Strasbourg, elle se donne des objectifs précis et « met le paquet ». Pour la reprise et la gestion du Racing-Club de Strasbourg, l'équipe de football professionoel, elle choisit la société américaine McCormack contre des entreprises alsaciennes. Pour la construction d'un nouvel hémicycle du Parlement européen, qui ne coûte n'en aux finances municipales, elle fournit de gros marchés aux firmes tocales. Elle renouce à accueillir des matches de la Coupe du monde de football 1998, qui auraient nécessité 200 millions de francs d'investissements pour aménager le stade de la Meinau. Elle bésite, cependant, sur l'implantation de DHL, transporteur aérien de fret express, qui promet



Le sacre citoyen

les riverains de l'aéroport d'Entzheim et joue l'union sacrée contre le projet avec Daniel Hoeffel, président du conseil général, et Adrien Zeller, président du conseil régional, tous deux centristes. Sa ténacité évite à Strasbourg la défaite dans la bataille du siège du Parle-ment européen. En 1989 et en 1994, Laurent Fabius puis Michel Rocard la placent au deuxième rang sur la liste PS aux élections européennes.

écoutent s'ils ont en face d'eux des elus et des responsables politiques forts. L'ère des notables est terminée. Il y a une exigence de proximité des élus. » Cette exigence, elle va désormais l'exprimer au niveau national. « Elle a une obligation quasi physique d'avoir une ambitian plus nationale », note Jean-Claude Petitdemange.

« J'oi souhaité agir sur le terrain avant d'ouvrir mo bouche au plan

« Je me situe clairement à gauche, mais la gauche n'est pas exclusive. Le parti doit être ouvert à de nouvelles forces sociales »

tiques feutrées et les arrière-pensées de ses amis socialistes ou de ceux qui, localement, pariaient sur « l'incident », Catherine Trautmann estime qu'elle a (bien) amor-cé le travail de longue haleine qu'elle s'était assigné, celui de « débanaliser le vote Le Pen ». Elle sait que cette tâche est à mener au sein même de la gauche et du PS, ayant encore en mémoire les mots qu'um militant avait écorchés sur un papier, à son intention, lors d'uo débat dans le Gard: «Ne crois-tu pas qu'il y o trop d'immigrés?»

« Cette riposte citoyenne o eu un effet catalyseur », explique calmement cette femme à poigne, résolue à garder le lien avec les associations. Elle ne nie pas la contestation dont sont l'objet les respoosables et les partis polltiques, sans oubber le sien, mais elle découvre aussi « un formidable désir de politique ». « Les politiques sont au pied du mur, assène-t-elle.

national », explique la « reine » de Strasbourg qui, le 29 juin 1996, à la convention du PS sur la démocratie, avait déjà fait entendre « son » message: « Etre à gauche, ce n'est pas seulement canstoter les contraintes, c'est aussi les surmonter », avait-elle dit. Elle va donc «l'ouvrir ». Déjà, le 1ª février 1996, sollicitée par Alain Bergounioux, elle avait participé à la création de l'Action pour le recouveau socialiste (ARS), nouveau « courant » rocardien sans Michel Rocard. Souteoant Lionel Jospin, l'ARS s'est fixé pour but de « contribuer à forger le projet cohérent, réaliste et volontaire dont les sociolistes et lo

France ont besoin ». Au sein de l'ARS, nui rocardien ne la conteste. « Elle o des quolités qui peuvent en faire une tête de proue, diagnostique Micbel Sapin, mais elle fait corps avec son équipe. Elle fait davantage portie du navire qu'elle n'en tient le gouvernail. » Avec le même vocabulaire marin,

Les gens ne sont pas maroses. Ils Claude Evin la présente comme « un phare ». Pour elle-même, elle ne récuse pas le terme de « portedrapeau », mais, ennemie des « stratégies d'apporeil », elle ne veut pas que l'ARS se comporte en courant, encore moins qu'elle devienne «lo droite du parti». «Je me situe cloirement ò gauche, ajoute-t-elle, mais lo gauche n'est pas exclusive. Le parti doit être ouvert à de nauvelles forces sociales. »

En filigrane se profile déjà une compétition virtuelle avec Martine Aubry. « Elle peut peser lourdement ou PS et être un symbole de lo *dewième gauche" », relève le rocardo-jospiniste Manuel Valis. « Je ne suis pas sûr que le regroupement de lo deuxième gauche viendro d'elle », propostique au contraire l'ex-deloriste François Hollande.

T EPENDANT, d'aucuns rêvent d'un rassemblement des rénovateurs, « en soutien » à Lionel Jospin, sous la double houlette du maire de Strasbourg et du premier adjoint au maire de Lille. « Dans l'immédiat. elle est plutôt en complicité avec Aubry, observe Alain Bergounioux. Pour l'avenir, on verra. » « Catherine peut fédérer les rénavateurs avec plus de continuité et de cœur que Mortine Aubry », note acidement Michel Sapin. « Elle travaille en fratrie, ajoute-t-il, pas en chef de bande. »

Prudente, Catherine Trautmann, pour qui « la démocratie o quelque chose de laborieux et n'est pas festive tous les jours », o'abat pas ses cartes. Prête à apporter sa pierre à la rénovation d'un PS qui doit, à ses yeux, « être capable de restructurer la gauche », elle prévient : « Je ne brûle pas les étapes. » Dans l'immédiat, Martine Aubry garde

l'avantage, décidée à aider Lionel Jospin dans la campagne législative, toujours réticente à entrer au secrétariat national. Hors de l'ARS, la présidente du mouvement Agir, qui ratisse au-delà du PS dans la gauche rénovatrice, compte, à la base, sur l'appui de nombreux rocardiens. Son charisme, sa bonne tenue dans les sondages, sa popularité auprès des militants lui donnent quelques longoeurs d'avance, alors qu'Agir, sans afficher son label, disposerait de pas moins de quatre-vingt-dix candidats aux législatives et de trente-

sept premiers fédéraux. Loin des bruits du microcosme parisien, Catherine Trautmann qui. il v a un an, affichait sa foi fédéraliste en réclamant « un gouvernement européen » et « un véritable modèle sacial européen », jouera une fois de plus la carte alsacienne pour imposer sa stature nationale. Fin avril ou début mai, elle choisira entre une candidature aux législatives, dans la première circonscription du Bas-Rhin - celle, plutôt bourgeoise, du député sortant Harry Lapp (UDF) - et la tête de liste du département pour les régionales. Dans un cas comme dans l'autre, cette adversaire du cumui devra abandonner son mandat européen. Les augures socialistes locaux espèrent conquérir trois circonscriptions, sur neuf, dans le Bas-Rhin. Ce résultat ajouterait à la « couronne citoyenne » de la « reine Catherine » un « sceptre populaire ». Seule certifude : la fin de sa thèse sur Salomé attendra...

> Michel Noblecourt avec Marcel Scotto à Strasbourg Dessin : Marc Taraskoff

Les sportifs, le dopage et l'ordre moral

POURQUOI UN JOUEUR de football peut-il être menacé de suspension pour avoir fumé du cannabis ou l'un de ses dérivés ? Répondre à la question en brandissant la loi réprimant le dopage déchaîne immédiatement les ricanements. En effet, comment avoir classé l'« herbe » dans les substances qui peuvent améliorer la performance au moment où le seul débat qui vaille est celui de la dépénalisation de son commerce? Posé en ces termes, le problème soulevé par le cas de Bernard Lama, gardien de but du PSG et de l'équipe de France, ne peut qu'aboutir à soupçonner le législateur sportif de vouloir faire régner l'ordre moral sur les stades. Et pour souligner le ridicule de la situation, il suffit de citer I ancien champion de tennis devenu capitaine de l'équipe de Coupe Davis, Yannick Noah: « Je n'ai jamais fume pour mieux voir la balle, de meme que les footballeurs n'ont jamais fumé pour

arrêter plus de ballons, merde, c'est simple à Reste à savoir si la situation est bien aussi simple qu'elle en a l'air. S'il existait dans le monde de l'art et des lettres une législation antidopage analogue à celle qui concerne la pratique sportive, il est vraisemblable que la majorité des ceuvres n'auraient pas le droit d'être exposées, diffusées ou publiées. Seuls les sportifs acceptent que leur création, performance ou contre-performance, soit déclarée recevable ou non en fonction des résultats d'une analyse d'urine ou de sang. Le consensus sur la répresnétrie du phénomène, variable selon les contex-

SIMPLE DECOCTION

tes, est difficile à cemer.

Une femme peut soulager des jambes lourdes en prenant des bains de plante. Si cette femme s'appelle Jeannie Longo, qu'elle est championne de cyclisme et que la plante en question recèle de l'éphédrine, elle sera irrémédiablement déclarée dopée et suspendue. Que tout un chacun puisse se procurer des préparations à base de cet alcaloïde dans les magasins de régime ou chez les herboristes n'y changera rien. Deux mille ans avant Jésus-Christ, les Chinois en connaissaient déjà les propriétés bénéfiques pour la circulation du sang et l'alimentation en oxygène des poumons. La décoction d'un arbrisseau qui pousse) le long des chemins peut ainsi avoir des effets qui, tantôt, seront jugés simplement bénéfiques pour le commun des mortels et, tantôt, seront constitutifs d'une tricherie pour le champion.

Ainsi, un patron se louera du travail d'un cadre, même s'il boit vingt tasses de café par jour, et la Fédération internationale d'escrime menacera de reprendre le titre mondial à un escrimeur qui métabolise mal la caféine. En quoi le statut de sportif justifie-t-il une telle différence de traitement? Le sport s'est développé en même temps que l'industrialisation, dans le dernier tiers du XIX siècle. Dès l'origine, il a été pratiqué à baut niveau dans des conditions extrêmes qui ont impliqué l'usage de « remontants » par les champions. On s'en est accommodé pendant près d'un siècle. Albert Londres a raconté, en 1924, dans les colonnes du Petit Parisien, comment les frères Pélissier, véribles forcats de la monte, « marchaient » à la cocame, à la strychuine et au chloroforme. L'enthousiasme du public pour le Tour de Prance n'en a pas été entamé.

Les progrès de la biologie out bouleversé la donne en rendant possible une hypertrophie de la musculature. Avec ces nouvelles molécules, les sportifs sont passer de la boutique de l'apo-thicaire à l'industrie chimique lourde. Dès lors, la Et un gentil téteur de joint - il semblerait qu'il y en ait, au moins occasionnellement, six millions en France - aura du mal à s'assimiler à un énorme « body-buildeur » à la musculature anabolique.

La « furnette » est-elle pour autant hors du champ du dopage? Elle ne l'est ni plus ni moins que le bain à l'éphédrine ou la surconsommation de café. Et la dépénalisation éventuelle de la marijuana ne changera rien à l'affaire. En souli-gnant l'intérêt thérapeutique du cannabis pour des malades atteints de cancer à l'appui des demandes de légalisation, on met en valeur son caractère analgésique. Or, la plupart des substances antidouleurs sont précisément interdites aux sportifs. A ce stade, la controverse passe cependant de l'appréciation médicale à l'argutie juridique. Le « hasch » ne figure pas sur la liste des produits interdits par le Comité international olympique (CIO), liste qui est la référence antidopage de base. La détection de consommaciation des autorités sportives. Le législateur français devait-il se montrer plus sévère que le

En raison du niveau de leurs revenus, les vedettes des sports professionnels sont des cibles de choix pour les dealers. Doivent-ils pour autant être passibles d'un traitement particulier? Ce qui appartient à la sphère privé du citoyen ordinaire est-il dans la sphère publique pour le sportif? Faut-il ou non poursuivre la lutte contre le dopage? On se trouve actuellement au cœur d'un nœud de contradictions. Selon qu'on priviligiera la fiberté individuelle ou la protection de l'individu, on aboutira à des solutions diamétralement opposées, mais susceptibles d'amendements personnalisés. Globalement, la commu-nauté sportive dénonce donc le dopage comme un fléau, mais, individuellement, aucum sportif n'est prêt à admettre qu'il s'est fait prendre.



La fin du tout nucléaire

Suite de la première page

Les oouveaux chiffres, attendus dans les prochaines semaines, vont inscrire noir sur blanc ce que tous les spécialistes ont décelé depuis plusieurs mois: l'avantage compétitif du gaz. Son tarif serait en réalité sensiblement le même que le nu-

Sur le fond, le gouvernement n'entend pas renoncer aux choix faits en 1974. A l'époque, la politique énergétique a été bâtie sur trois principes: assurer l'indépendance grâce au nucléaire, diversifier les sources d'approvisionnement et assurer la maîtrise des dépenses. Le premier objectif, le plus spectaculaire, a été atteint plus rapidement que les deux autres avec plus de 1 000 milliards d'investissements réalisés par EDF et cinquante-six réacteurs nucléaires en fonction. L'avantage compétitif du gaz modifie la donne et va sans doute permettre de mieux satisfaire les deux aurres objectifs. Trois raisons conduisent à ce changement: la nécessaire internationalisation des groupes énergétiques. l'ouverture à la concurrence et la préoccupation environnemen-

La France est, avec le Japon, l'un des seuls pays à avoir fait le choix du tout nucléaire. Les 430 réacteurs nucléaires installés dans le monde représentent 7,5 % du bilan énergé tique de la planète contre 40,5 % pour le pétrole, 26,5 % pour le charbon et 22 % pour le gaz naturel. Les experts ne prévoient pas de dévelop-

pement majeur pour cette énergie dans les années futures, à l'exception de quelques marchés en Asie, principalement en Chine. Aux Etats-Unis et dans de nombreux pays d'Europe dont l'Allemagne, le recours an nucléaire se heurte à un sentiment défavorable qui n'a pas diminué onze ans après la catastrophe en Ukraine de Tchemobyl.

La croissance repose plus sur les hydrocarbures et le charbon. Les électriciens et les groupes énergétiques mondiaux sont donc conduits à proposer des installations utilisant ces combustibles fossiles. En France, les conséquences sont déjà visibles sur l'industrie nucléaire. Le gouvernement, actionnaire majoritaire de Framatome, cherche à intégrer le fabricant de chandières nucléaires dans un groupe aux activités énergétiques plus vastes, à côté de GEC-Alsthom, estimant que cette finne ne peut survivre avec un carnet de commandes quasiment vide pour les dix années à venir.

De son côté, EDF, qui a fait de l'internationalisation l'un de ses axes de développement, veut proposer l'exploitation de toutes sortes d'énergie et pas exclusivement nucléaire. L'entreprise publique se doit, pour être crédible, d'avoir des installations performantes. Elle dispose de vitrines tant dans Phydraulique que dans le thermique classique. En revanche, EDF n'a pas de centrale à gaz dans l'Hexagone et s'est refusée jusqu'à présent à investir dans les projets de cogénération permettant de produire à la fois de la chaleur et

Sur son marché national, la finne est aussi contrainte d'anticiper la disparition de son monopole de production avec la directive européenne de l'électricité qui prévoit l'ouverture

progressive à la concurrence dans deux ans. Elle devrait être suivie par la libéralisation du gaz. Gaz de Prance se découvre ainsi des appétits, la Générale des eaux et la Lyonnaise également, mais aussi les pétroliers Elf et Total, sans parler des groupes étrangers. Tous, ils ont commencé à démarcher les grands industriels pour leur proposer de l'énergie à bas prix.

«Le jeu est ouvert », reconnaissent désonnais les acteurs de l'industrie nucléaire. La décision de renouveler en totalité ou en partie le parc ne sera pas prise avant quatre ans. D'ici là, le prix des énergies peut varier, et le gaz, en raison de la concentration des gisements dans quelques pays, peut comzitte une crise comme le pétrole il y a près d'un quart de siècle. L'effort se poursuit donc pour la réalisation du nouveau réacteur mudéaire, l'EPR (European pressurized reactor), un réacteur plus performant et plus sûr, appelé à remplacer ceux actuellement en service.

LE TRAITEMENT DES DÉCHETS La streté est, enfin, le critère sans doute décisif. Tout gouvernement devra prendre en compte le sentiment général de la population. Actnellement, les sondages prouvent que les Français acceptent bien le mucléaire, mais qu'ils sont plus dubitatifs dès l'évocation du traitement des déchets. SI, grâce aux progrès technologiques, leur volume a été divisé par trois en dix ans dans les centrales françaises, leur durée de vie pouvant aller asqu'à plusieurs dizaines de milliers d'années pose d'immenses problèmes. Cette préoccupation l'emporte sur l'avantage du nucléaire, présenté souvent comme une énergie propre, les réacteurs ne dégageant pas de gaz pollmant ou de

gaz carbonique susceptibles d'aggraver l'effet de serre. En France, ces craintes se polarisent sur Superphénix, le réacteur à neutron rapide de Creys-Malville, dans l'Isère, et sur l'usine de retraitement des déchets de la Cogéma à la Hague (Manche). Le choix de sites pour enfouir les déchets rencontrent l'hostilité des élus. comme l'a prouvé, le 28 mars, le conseil régional du Languedoc-Roussillon. Il a rejeté massivement le projet de construction à Chuslan (Gard) d'un laboratoire d'études sur Penfouissement des déchets nncléaires hautement radioactifs.

Nucléaire ou pas nucléaire ? L'em-

barras que suscite cette question est apparu clairement ces demières semaines sur le site du Carnet, à une trentaine de kilomètres de Nantes (Loire-Atlantique) reterm en principe pour installer le premier réacteur EPR. Comme le choix entre le micléaire et le theomique n'a pas encore été arrêté et ne devrait pas Pêtre avant quatre ans, EDF est restée évasive sur le type de centrale à construire sur ce site. Ce flou, interprété par les habitants comme une volonté de cacher la vérité, a provoqué des réactions violentes. Par sa maladresse, l'entreprise publique a réactivé toute seule un foyer de contestation. Désormais, Le Carnet rejoint les lieux symboliques du mouvement antimicléaire, au même titre que Piogoff (Finistère) dans les amées 80

Sons ces différentes pressions, le dogme de la pensée unique dans le nucléaire s'est fissuré en quelques mois, plus fortement qu'en un quart de siècle. La fin du consensus provoquers inévitablement des réactions en chaîne, même à retardement.

Dominique Gallois

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05 Tél.: 01-42-17-20-20. Télécopieur: 01-42-17-21-21. Telex: 206 806 F Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

La prudence européenne de Tony Blair

à mesure qu'avance la campagne électorale britannique, ie Parti travailliste modifie sa position sur l'Europe - pour reculer. Pendant longtemps, Tony Blair a mis en avant ses sentiments pro-européens pour séduire la City et se différencier de l'euroscepticisme dn gouvernement conservateur. Ii jone aulourd'hui la prudence. Et prend peu à peu ses distances avec les partenaires avec lesquels il dialoguera dès le mois prochain si. comme le laissent penser tous ies sondages, il remporte les législatives do 1ª mai.

Le manifeste électoral du parti est en effet rien moins qu'euroentbonslaste, il fait état des « formidables obstncles » qul existent à toute participation du Royaume-Uni à la monnaie unique. Dimanche, le secrétaire fantôme an Foreign Office, Robin Cook, le plus eurosceptique de l'équipe Blair, a été plus loin encore. Il a pratiquement écarté cette adhésion an cours des cinq prochaines années, reprenant à son compte la position de premier ministre, John Major. «Si nous ne rejoignons pas la mon-naie unique en 1999, a-t-ll fait observer, il sera très difficile à un eouvernement avant décide que la Grande-Bretagne n'était pas prête en 1999 de dire qu'elle pourrait l'être l'année suivante ou celle d'après. » Comme les travaillistes se sont engagés à soumettre pareille décision aux et son programme aussi.

et que M. Cook + doute qu'un gouvernement en organisc un juste avant les élections » de 2002, « il est probable que nous regar-dons vers le Parlement suivant »...

Les plus européens parmi les travaillistes, comme ie chancelier de l'Echiquier du cabinet fantôme, Gordon Brown, n'ont pas apprécié. Mais il semble que c'est de M. Blair lui-même que viennent les réticences européennes du Labour, ou de la petite équipe de conseillers qui l'entoure. Simple tactique électorale - destinée à sédulre un électorat peu euthouslasse à l'égard de Bruxeiles - ou réserves toutes britanniques? Les conseillers en image du Parti travailliste paraissent en tout cas décidés à ne pas contrer ia ligne eurosceptique que véhi-culent les médias et une bonne partie de l'establishment.

Le seul engagement européen pris par M. Blair est, pour Pinstant, de signer la « charte sociale » de l'Union européenne, un texte bien peu contraignant. Sauf changement de cap dn chef travailliste. les quatorze autres membres de l'Union auraient tort de penser que le remplacement des tories par le Labour mettra fin à la guerre de position qui les oppose à Londres. M. Blair n'est sans donte pas ldéologiquement rétif à l'idée européenne, mais il reste fondamentalement opposé à une intégration de type fédéral. [] le dit,

Selllande est effet par la SA LE MONDE Président du directoire, directeur de la publication ; Jean-Marle Colon Directoire ; Jean-Marie Colombarie ; Dombulque Aldus, directeur gén Noci-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la réduction : Estory Mentel es activeints de la réduction : Jesse-Yves Lhomeau, Robert Solé es activeir Jesse-Rual Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, rélisamet, Esik lara-dewicz, Michel Kajenau, Bertrand Le Gendre Directeur artistique : Dominique Royactie Réducteur en chef tectorique : Esic Azun t général de la rédaction : Alain F

Directeur exécutif : Eric Piallour ; directeur délégué : Aans Chapssebour Ber de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Da

Conseil de serveillance : Alain Mine, président : Gerard Courtois, vice-présiden nciens directeurs : Hobert Beuve-Méry (1944-1940), Jacques Fauvet (1969-1982), ré Laurens (1962-1965), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourue (1991-199

Le Monde est édité par la SA Le Monde Durfe de la sociáté : cent am à compter du 10 décembre 1994, social : 435 000 f. Actionnaines : Société civile « Les rédacteurs du Mond sociation Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investiscerus, Le Monde Presse, Jena Presse, Le Monde Prévoyance

IL Y A 50 ANS, DANS Se Mande

L'exemple magnifique de la SNCF

LES LUTTES politiques dans l'état actuel de l'organisation prennent sous la IV République de ces entreprises, apporter de reune extension qu'elles ne connaissaient guère sous la III. Hier limitées aux périodes électorales et au domaine parlementaire, elles s'étendent aujourd'bui au contrôle des leviers de commande de l'économie ou des organismes destinés, dans leur principe, à assurer le progrès social. SI les appels des partis aux électeurs pour les scrutins de la Sécurité sociale ont rendu cette extension apparente, une lutte plus secrète se déroule actuellement autour du futur statut des entreprises nationalisées et a, jusqu'à présent, empêché le gouvernement, divisé sur ce point comme sur tant d'autres, d'arrêter un projet. Il serait cependant urgent de sortir de l'ère des déficits multiples, que les commissions d'enquête parlementaire ou administrative ne font qu'entériner sans pouvoir,

de ces entreprises, apporter de remède efficace. Un cadre légal précis doit être assigné aux dirigeants de ces sociétés, dont le financement figure, en 1947, pour 80 milllards aux prévisions budgétaires de l'Etat.

L'exemple magnifique donné par la SNCF dans son effort de guerre et de reconstruction incite à penser qu'une organisation analogue pourrait être envisagée pour les entreprises nationalisées. Mais la valeur du « corps » des cheminots repose sur un siècle de traditions de dévouement et de sacrifice. Il serait peut-être inopportun de demander une cohésion semblable à des entreprises qui doivent, après une transformation soudaine, trouver un nouvel équilibre.

> Bernard Nicole (8 avril 1947.)

Ce. Then de SUR TOUS LES SUPPORTS Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel: 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30 index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

and the late.

de es o

Car 10 1

ب آروزینی،

Pourquoi la grève des internes?

par Olivier Charrois, Thomas Lieutaud et Jean-Marie Schmitt

UE I'nn ne se trompe pas : notre statut, notre fiche de paie, notre avenir font partle des éléments les moins sombres d'un pays où des gens meurent de froid chaque année. Nous faisons un métier qui nous passionne, malgré ses contraintes d'horaires et de durée de formation. Nous avons abandonné nos hôpitaux pour défendre une médecine de qualité. Y a-t-il un problème de santé, d'argent ou de qualité? Voilà trois semaines que nous, in-ternes, chefs de clinique, externes, sommes dans la rue. Trois semaines que la presse enquête sur ces grévistes en blanc, «joyeux et igno-rants ». Trois semaines que le gouméprise vernement revendications.

Que le système de financement de la santé soit moribond, nous ne le contestons pas. Qu'il soit nécessaire de contrôler les dépenses des acteurs du système de santé, médecins entre autres, nous ne le contestons pas non plus. Ce que nous contestons, c'est une convention dont les finalités sont essentiellement financières et qui pénalisera la qualité des soins, publics et pri-

La convention porte sur des objectifs financiers et de santé publique. L'enjeu est considérable puisque la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) brasse par an 700 milliards de francs de dépenses de santé (600 remboursables), dont 200 milliards environ affectés à la médecine de ville (avec un déficit de 10 milliards). Le gouvemement veut maintenant surveiller ce colossal budget. La convention lie la CNAM à des syndicats de médecins, qui sont déclarés représentatifs après une enquête de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS). Mais pourquoi un syndicat de spécialistes revendiquant quelques centaines de membres a-t-il pu signer cette convention alors que d'autres, qui représentent plusieurs milliers d'adhérents, unt été exclus des protocoles d'accords? Pourquni l'enquête de l'IGAS reste-t-elle secrète nalgré nos demandes itératives?

Telle est la pernicieuse nouveauté de la convention : le paiement par un corps professionnel particulier d'un déficit induit par l'ensemble de la société

La convention repose sur deux

principes:
- Les références médicales oppo-sables (RMO). Celles-ci sont destinées à encadrer la diversité de la pratique médicale par quelques recommandations. La convention propose de sanctionner chaque médecin individuellement en cas de non-respect de ces règles (en tenant compte de la fréquence, de la gravité et du coût des non-res-

- Le reversement collectif. En cas de dépassement de l'abjectif national de dépenses de santé, les médecins des régions et des spécialités ayant dépassé leur budget se verront imposer l'application d'une taxe sans aucun lien avec la qualité de leur travail. Il y a, d'un côté, une pénalité individuelle sanctionnant une faute ou une erreur médicale. de l'autre, une taxe collective sans rapport avec une évaluation de la qualité de la médecine pratiquée.

Telle est la pernicieuse nouveauté de la convention : le paiement par un corps professionnel particulier d'un déficit induit par l'ensemble de la société et dont la responsabilité incombe, entre autres, à queiques incompétents. Le fait d'appartenit à un groupe social entraîne-t-il automatiquement une solidarité sans

faille entre ses membres? Past-on sanctionner collectivement tous les députés et taus les maires de France pour les quelques • pourris » du milieu ? Ou l'ensemble des sociétés de travaux publics poor les malversations de quelques-unes? Ou tous les trésoriers ou dirigeants d'associations ou partis politiques pour quelques financiers opaques rattrapés par la justice? Ou encote les membres de la technocratie à : l'origine de la dérive financière du

Crédit lyonnais? Mais, surtout, cette convention ne peut renforcer les exigences d'une médecine performante et efficace, parce qu'elle véhicule dans ses fondements au moins trois effets pervers :

- l'instauration du reversement collectif, sitôt qu'il aura satisfait aux objectifs financiers des comptables de la santé, masquera le premier principe de cette convention : les . RMO. Quel intérêt y aura-t-il encore à promouvoir le développement des RMO, une fois atteint. l'équilibre financier? Le reversement collectif est antagoniste de l'institution rapide des RMO.

le reversement collectif obligera les médecins libéraux à transférer les prescriptions les plus onéreuses de la médecine de ville vers l'hôpital (traitement de maladies coûteuses, malades nécessitant un suivi rapproché). Sinon, sans faute particulière, ils risqueront de se voir appliquer cette taxe collective. Compte temu de la compression des budgets hospitaliers, le système sera rapidement dans l'impasse. A moins que les malades paient sans être remboursés? On voit réappa-

- la taxe collective ne cherche pas à responsabiliser davantage les médecins. Elle transforme les inégalités de qualité de prescription en une égalité de reversement. Elle pénalisera davantage les médecins qui premient leur temps avec tous les

Alors, que voulons-nous? Nous refusons catégoriquement le reversement collectif actuellement proposé qui conduit à une autorestriction des soins de ville aux dépens de leur qualité. Nous demandons l'extension des RMO aux différents champs de l'activité médicale (extension aux arrêts de travail, à la matemité, aux accidents de travail, mais aussi aux cures thermales), leur application à tout médecin, y compris ceux qui s'installent.

Le moratoire sur le délai d'application de cette convention aux jeunes médecins, repoussé de trois à sept ans, est un habiliage pour nbtenir notre accord. Si les RMO ne sont pas respectées, des sanctinns individuelles doivent être prises. Mais la valeur juridique des RMO, en cas de plainte d'un patient, doit être précisée. Il est nécessaire que les médecins puissent avoir un droit, de recours face à la CNAM, qui puisse s'exprimer vis-à-vis d'un collège de médecins référents. Il faut définir le caractère dangereux, coûteux et inutile des actes médicaux

Une nouvelle fois, on veut sauver une médecine à la française avec des méthodes à la française, c'est-àdire sans concertation, sans négociation, sans divulgation, dans le secret des cabinets ministériels, en opposition avec la convention européenne des droits de l'homme et le code de déontologie.

Maintenant, il faut construire un outil performant et adapté aux pro-blèmes de la santé et de la société française. Comme dans toute société, il faut instituer des garde-fous, qui doivent être individualisés, motivés et justes. C'est parce que notre cumbat est éthique que nous sommes dans la rue. Le prix d'une médecine de qualité pour demain n'est pas dans des sanctions aveugles à la compétence humaine, scientifique, médicale. Nous sommes les médecins de demain. Vos médecins. Pas des comptables.

Olivier Charrois est pré-sident du comité de grève des inter-Thomas Lieutaud et Jean-Marie Schmitt som internes à l'hôpital Henri-Mondor.

Innover ou périr pur cuy vallancien

Ils se révoltent, mais c'est une véritable révolution de nos pratiques qui se prépare. Ils se révoltent parce qu'ils ne comprennent pas, yant choisi d'exercer un métier fait de générosité; de certitude d'être utile individuellement et de . plein emploi, que l'organisation de notre système sanitaire a rapidement et considérablement changé alors qu'ils ont parfaitement intégré les évolutions tout aussi rapides et profundes de la science et de la technologie médicale.".

Ils sont désabusés parce qu'ils n'ont pas saisi - leurs ainés ne les ont guère aidés - que le poids des Impératifs économiques ferait partie de leur univers de médecins. jusque-là dégagé de toute responsabilité financière collective. Est-ce un bien, est-ce un mai? C'est en tout cas un fait concret, devenu permanent, qui mudifiera nos comportements sans forcément remettre en cause les piliers de la déontologie médicale.

Qui snnt les responsables de cette inadaptation de la médecine au monde moderne, non pas dans ses techniques mais dans son organisation? Tout simplement les Français en général. En jouant à cache-cache, tout en restant derrière nos arbres sans meneur dejeu réel, nous avons tué le principemême du jeu. Aujourd'hui, l'addition est lourde. Trop lourde pour

E désarroi des internes nous demander si le service ne procède que de l'angoisse naturelle qu'engons en la comprison s'il fant en p

desarroi des internes de l'angons en aturelle qu'engons en aturelle qu'engendre toute mutation.
gouvernement se décide à agus consciente à la création d'une elle pas et ne propose de le pas
dans la durée; et il le fait avec consciente, qu'ils seconent des modes de rémunération noucontion de nos pratiques
répare. Ils se révultent
larité à s'attaquer à ce genre de s'idlim corporatisme innevant, de clea d'Airbus andastrie nu
lis ne comprennent pas. pas parfaite, mais elle a été au en servant la collectivité moins rédigée, discutée et, depuist ... La médecine est-elle, un artisa-

dix-huit mois, revue et corrigée at, un commerce ou une indus-Paut-il aujourd'hui la déchirer tie? Les trois à la fois, n'en déparce qu'il reste des fautes d'un et plaise à ceux qui s'offusquent de dirais même sans pudeur - est de thographe nu quelques para- l'amalgame de ces mots souvent savoir, à qualification donnée, ce graphes imprécis? Je dis non. Peu appréciés par les médecins, que vant un médecin que chirur-L'ogre technocratique est-il ads. Une industrie, ca se gère. A partir gien si dangereux qu'on nous le fait du moment en les ressources fi- La menace la plus redoutée est croire? Si, dans une démocratie la mancières ne souit pas inexten- celle des sanctions en cas de dé-

dans ce jeu. Ils perdront à coup moyen de reconnaissance du ser- Guy Vallancien est professûr. A' leur âge, je militerais de : vice rendu? Le mot « salaire » fait seur d'urologie et chirurgien.

soixante syndicats médicaux, qui . Sécurité sociale existe depuis cinter, il importe de mettre en place
défendent souvent des intérets quante ans? Nous exerçons de ... les outils qui permettront, notamdéfendent souvent des intérêts quante ans? Nous exerçons de les outils qui permettront, notamdiamétralement opposés, selont apuis l'après-guerre dans une ment par l'informatisation, de
leur mode d'exercice et leur spéci- préconomie médicale administrée. mieux commatrece que fait chacum
icité! Cela a été un jeu pour less parlons de médecine privée par d'entre nous l'évaluation régupolitiques d'attirer les uns à lais opposition à la médecine pulière de nos commatsances et de
table de discussion pendant que bilque, mais cessons de revendiles autres falsaient grise mine, et quer pour la médècine libérale. Le le meilleur garant de la confiance
vice versa. Nous le payons cher débat en sera immédiatement que nous accordent les malades.

aujourd'hui.

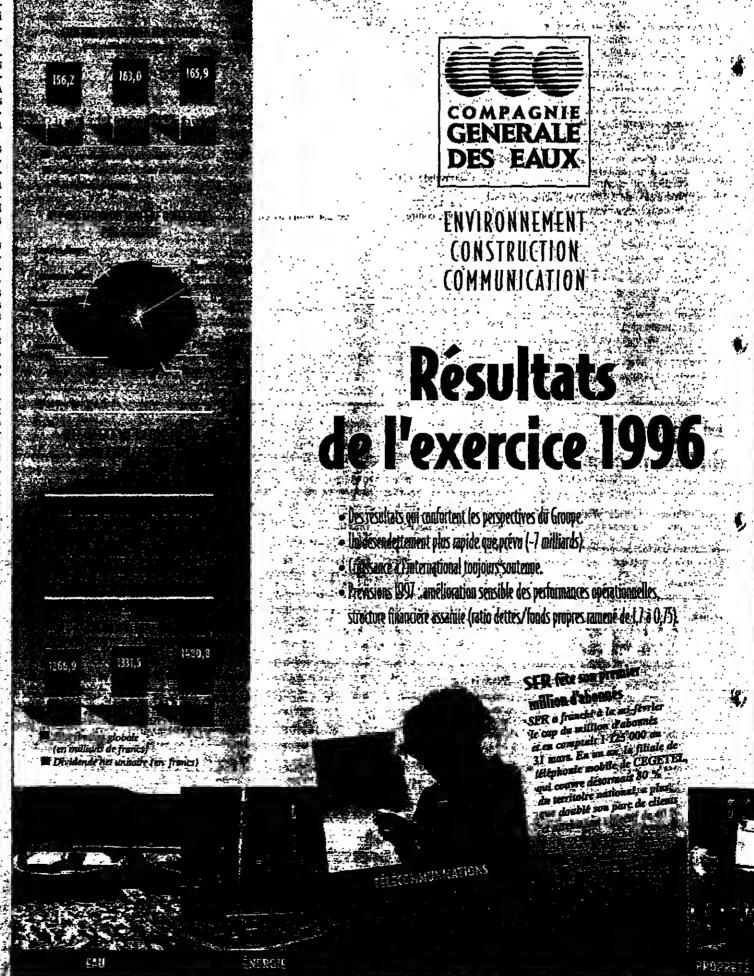
Que les internes ne reutrent pas

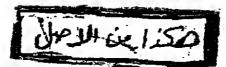
Le paiement à l'acte est-il le seni
dans ce jeu. Ils neutront à coup moven de reconnaissance du serGant Vallancient est moses-

débat à engager franchement - je savoir, a qualification donnée, ce

croire? Si, dans une démocratie la mancières ne sont pas inextennégociation est la clérdes rapports sibles il n'y a pas d'autre choir que passement de l'enveloppe budgésociaux, il faut reconnaître les différences. Cessons de taire qui sera accurdée dans
ficultés qu'nnt eues les pouvoirs parler de ratinumement avant chaque région. Est-ce-une mésuccessifs à trouver des interio- mene d'avoir expérimenté les protinde utarchemible qui nous est
cuteurs syndicaux médicaux invenpositions qui nous sont-faites. proposée? Si l'on regarde de près,
tifs et unis, capables de dépasser Nest-Il pas vira que nous dépenle ponction collective qui sera faite
leur simple aphère d'influence sons parfois mail même en le faicuteur syndicaux médicaux invenleur simple aphère d'influence sons parfois mail même en le faichez les généralistes ou les spécials sant le plus souvent honnêtechez les généralistes ou les spécials sant le plus souvent honnêtement ?

de nos prescriptions Bien sûr, un
prendre des négociations dignes de médecine libéraie alors que la
solution qui lexiste plus de de médecine libéraie alors que la
controlle individuel scraft préfére
ten. Il importe de mettre en place ter, il importe de mettre en place





Laurent-Désiré Kabila tel que le voyait le « Che »

par Jorge Castañeda

PRÈS plus de trente ans de permaneoce sanglante et véoale au pouvoir. Mobatu Sese Seko, ou Juseph Mobutu comme il s'appelait auparavant, se trouve à la veille de sa chute. Entre l'age, le cancer et la puissante rébellion surgie dans le Zaire oriental, l'homme qui est arrivé à la présidence en novembre 1965 avec la bénédictinn de l'Union minière du Haut-Katanga et du chef de poste de la CIA, Lawrence Devlin, est sur le point d'être délogé de son trône à Kinshasa. L'instrument de sa débâcle: Laurent-Désiré Kabila, qui a derrière lui plus de trente ans de combat contre la dictature pronccidentale et currompue de l'homme à la toque en peao de léopard. Interminable saga où figurent certains des personnages les plus légeodaires de ce demi-

Ce qui était à l'époque le Congo belge a accédé pacifiquement à l'indépendance au début des années 60 sous le drapeau d'un jeune dirigeant charismatique et radical du nom de Patrice Lumumba. Ce faisant, le pays a déchaîné aussitôt les mêmes convoitises « civilisées » qu'au cours du XIX siècle.

Très vite, à l'instigation de l'expuissance coloniale et de la nouvelle puissance impériale, la province la plus riche de la nouvelle

nation, le Katanga, s'est déclarée caines de l'épopée cubaine, explo- le lac pour s'installer sur sa rive ocen sécession ouverte. Dans le tumulte qui a suivi, Lumumba et Dag Hammarskjöld, le secrétaire général des Nations unies chargé simultanément de maintenir l'intégrité du territoire de la nouvelle République et de veiller sur les intérêts occidentaux, ont perdu la vie dans des circonstances obscures généralement attribuées à la

La tempête était apaisée, lorsqu'au cours de l'été 1964 une nouvelle révolte dirigée par les héritiers de Lumumba, Pierre Mulélé à l'onest du pays, Laurent-Désiré Kabila dans la zone orientale dine des Grands Lacs, a mis en danger le régime de Moise Tshombé et du président Kasavubu. Les rebelles ont rapidement pris Stanleyville, la principale ville de l'est du pays - aujourd'hui Kisangani -, celle-là même qui a été conquise voilà quelques semaines par les forces insurgées de Kabila, mais ils en ont été rapidement chassés par des parachutistes belges et des mercenaires sud-africains amenés par avion avec l'aide des Etats-Unis. A la fin de 1964, la première insurrection postcoloniale de l'Afrique noire s'était éteinte.

Pendant ce temps, Emesto Che Guevara, l'héroique commandant et compagnon de Pidel Castro depuis les premières heures mexirait différentes voies susceptibles de lui permettre de poursuivre son chemin révolutionnaire en dehors de Cuba. Au début de 1965, il visite une dnuzaine de capitales africaines, périple qui lui permet de rencontrer an Ghana et an Caire les principaux dirigeants de la rébellioo congolaise. Il sympathise avec Kabila, et celui-ci lui inspire une telle confiance qu'il décide de

mois désespérants, épuisé par la dysenterie et l'asthme, par le mécontentement de ses hommes, par les rivalités dérnutantes de l'Afrique profonde. Mais c'est une autre raison, probablement décisive, qui cause la « défaite » du « Che » au Congo (c'est lui-même qui emploie ce mnt). Elle réside dans les manœuvres dilatoires et

« Il est jeune et il peut changer, mais je tiens à laisser, dans un écrit qui verra la lumière dans bien des années, le témoignage de mes doutes très forts sur sa capacité de surmonter ses défauts » Ernesto Che Guevara, en 1965

prendre lui-même la tête d'une expéditino d'une ceotaine de combattants cubains envoyés au cœur des ténèbres pour appuyer les rebelles congolais.

A la mi-avril 1965, le « Che » disparaît de Cuba et, dans le secret le phus total, se rend à Dar es-Salaam, en Tanzanie. De là, il part pour le bourg de Kigoma, au bord du lac Tanganyika. Puis il traverse

l'incurie de son principal interiocuteur et « partenaire » congolais : Laurent-Désiré Kabila.

Dès les premières pages de son journal du Congo - encore inédit en tant que tel -, Che Guevara se plaint des défants caractériels et politiques du dirigeant de l'insurrection. Deux critiques obsèdent particulièrement le Cubano-Argentin. La première concerne l'ab-

sence constante de Kabila sur le cidentale, où il reste plus de six front; il n'apparaîtra qu'une fois dans la base rebelle au cnurs de ces mois interminables, et cela pour cing jours seulement.

Le « Che » déplore de façan répétée la désastreuse bahitude qu'nnt tous les leaders cnngnlais de passer plus de temps au Caire, à Paris et à Dar es-Salaam, d'ou ils rédigent leurs communiqués de guerre, que sur le terrain des npératinns. Il leur reprinche amèrement leurs continuels déplacements dans les hôtels de luxe de ces capitales, où ces grands buveurs de whiskies burs d'age sont entourés de call-girls.

Mais Guevara ne réprouve pas seulement le manque de courage personnel de Kabila. Il réprnuve aussi son indécision politique. Kabila ne permettra jamais au « Che » de se rendre sur le front ce qu'il finira pourtant par faire sans autorisation - ni de mettre au courant les autorités tanzaniennes de sa présence dans la réginn.

En d'autres termes, noo seulement Kabila n'assume pas le commandement, mais il ne tolère pas que Guevara le prenne. Pour ce dernier. la raison en est simple : s'il entrait dans le combat, il mettrait en évidence que les leaders locaux refusent de le faire. Si sa présence était connue, elle pourrait provoquer une internationalisation du conflit : exactement la simation qu'il souhaite, mais qui ne séduit pas du tout Kabila.

Pour qui veut connaître un peu mieux Laurent-Désiré Rabila, les lignes suivantes de Pasajes de lo guerra revolucianaria (el Congo) « Passages de la guerre révolutionnaire (le Congo) »] - le texte du « Che » sur son séjour dans ce pays, conservé dans les archives cubaines et qui demeure inexplicablement secret - peuvent être révélatrices : « Tous les jours lo même chanson matinole: Kabila n'est pas orrivé aujaurd'hui, mois demoin sans faute, au après-demoin (...). Kabilo n'avait pas mis les pieds depuis la nuit des temps sur les différents fronts. Kabila est venu, il est resté cinq jours et il est reparti, ne faisont qu'accroître les rumeurs sur sa personne. Mo présence ne lui pioît pas, mais il semble l'avoir occeptée pour le moment (...). Jusqu'à maintenant, rien ne permet de penser ou'il est l'homme de lo situation. Il loisse passer les jours sons se préoccuper d'autre chose que des rivalités politiques et il aime trop les femmes et l'olcool (...). A supposer que l'on me demonde s'il existe ou Congo une quelconque figure que je considère capable d'être un diride cote Mulelé que je ne cannois pas. Le seul homme qui oit d'authentiques qualités d'un dirigeant de masses me semble etre kobila. Pour moi, un révolutionnaire véritable, s'il n'o pas certoines qualités de chej, ne peut diriger une révolution, mais un homme qui a des quolités de dirigeont ne peut, par ce seul mérite, mener une révolution à bien. Il faut encore qu'il ait le serieux revolutionnaire, une idéologie qui guide son action, un esprit de sacrifice qui accampagne ses abjectifs. Jusqu'à maintenant, Kabila n'o pas fait la preuve qu'il possède quai que ce soit de ce genre. Il est jeune et il peut changer, mais je tiens à laisser, dans un écrit qui verra la lumière dans bien des années, le témaignage de mes dautes très farts sur sa capacité de surmanter ses défauts. »

Après la prise du pouvoir par Mobutu au mois de novembre de cette année fatidique, l'appui donné à l'interveotinn cubaine eo Afrique décline. Les membres de l'Organisation de l'unité africaine, aiosi que Kabila lui-même, demandent le retrait du « Che » et de soo contingent cubain: l'ex-ministre de l'industrie y obéit à contre-cœur. Il parvient à briset l'encerclement de la région du lac Tanganyika par la CIA, les Belges, les hommes de Mike Hoare (dit « le Fou ») et l'armée de Mobirtu.

A la grande déception de Lawrence Devlin et des mercenaires sud-africains (qui avaient repéré la présence du « Che » au Congo). il déinue la vigilance de leurs vedettes sur le lac et sort de la souricière qu'était devenue sa base. Le « Che » mourra à peine deux ans plus tard en Bolivie, pour être de oouveau venu en renfort d'une lutte révolutionnaire contraire aux souhaits de ses supposés alliés locaux. Mais il ne s'est pas trompé complètement dans son choix du Coogo comme tête de pont en Afrique, ni de Kabila comme partenaire. Seuls le séparaient de la victoire trente ans d'histoire et un monde entier de confusions et de mystères africams.

Jorge Castañeda est professeur de relations internationales à l'Université nationale autonome de Mexico. Il est l'outeur d'une biogrophie de Che Guevara, La Vida en rojo (« La Vie en rouge »), dont la publication en Argentine et au Brésil est imminente et qui doit paroître en Espagne ou mois de septembre.

(Traduit de l'espagnol par François Maspero.) geant national, je ne pourrais pas

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 3 avril sous la présidence de Monsieur Jean-Marie Messier pour arrêter les comptes sociaux et consolidés de la Compagnie pour l'exercice 1996.

CHITRE D'ATTAIRES

L'activité du Groupe traduit sa capacité d'adaptation dans un environnement économique en mutation. Le chiffre d'affaires du Groupe a atteint 165,9 milliards en progression de 3.4 % à périmètre et change constants. Ceci recouvre une croissance de 7,6 % dans les services liés à l'environnement et de 64,5 % dans le domaine de la communication en France (progression du chiffre d'affaires de SFR, dont le nombre d'abonnés est passé de 448 000 à 942 000). En sens inverse, dans le secteur des travaux et de l'immobilier, le chiffre d'affaires du Groupe s'est réduit de 6.2 %, traduisant la contraction du marché et l'effort de sélectivité du Groupe dans le choix de ses affaires. A l'étranger, le Groupe a réalisé 51.1 milliards de chiffre d'affaires, en hausse de 8 %, principalement dans les métiers de services dont la croissance a été de 19.4 % à périmètre et changes constants. L'effectif du Groupe a été de 217 300 personnes dont 144 900 en France et 72 400 à l'étranger. 131 200 personnes sont employées dans les services, soit 3 000 de plus en un an.

RÉSULTATS

Le résultat d'exploitation du Groupe a été à 3.8 milliards, multiplié par 2,6 à périmètre constant par rapport à 1995 et légèrement supérieur à celui de 1994. Dans les services liés à l'environnement, il a atteint près de 6 milliards, en progression de 5,3% à structure comparable. Le résultat des entreprises de travaux du Groupe, légèrement négatif à - 22 millions, a été marqué par le recul de l'activité routière en France et encore affecté par la prise en compte des pertes probables à l'achèvement de quelques chantiers à l'étranger. L'exploitation du pôle télécommunications a, comme prévu, été déficitaire (1.1 milliard) sous le poids des investissements techniques et commerciaux mis eo oeuvre à un rythme toojours soutenu en liaison avec la croissance potentielle de soo marché : par rapport à l'année précédeote, la perte d'exploitation, hors

Le résultat financier a été négatif de 2,2 milliards, en très oette amélioration sur l'exercice précédent (3,4 milliards). Le coût net du financement a été ramené à 3,2 milliards, contre 3,7 milliards, par la réduction du niveau de l'endettement financier net moyen de l'exercice et l'effet de la baisse des taux. Les plus-values de cession des titres du portefeuille ont représenté 591 millions et les dividendes reçus des sociétés non consolidées 363 millions.

Le résultat exceptionnel est voisin de l'équilibre, contre une perte de 2,4 milliards en 1995. Il comprend:

les plus-values et profits de dilution pour 3.9 milliards parmi lesquels 2.5 milliards à 100% pour les capitaux apportés par

lions correspondant pour l'essentiel à des charges de restructuration dont 435 millions pour la SGE

des provisions pour 2,2 milliards dont 5,1 milliards de dotations (principalement dans l'immobilier et la communication) et en sens inverse 2,9 milliards de reprise sur la provision pour renouvellement dans le domaine de l'eau consécutive au changement de méthode comptable (centralisation à la Compagnie des obligations liées ao renouvellement des réseaux; harmonisation du mode de calcul de la provision sur la base de la valeur actualisée des décenses prévisionnelles sur les 9 prochaines années),

· l'amortissement des écarts d'acquisition a été de 963 millions dont 238 millions de dépréciations exceptionnelles complémentaires, (dans l'immobilier 98 millions, dans le pôle image 52 millions et diverses autres dépréciations de faible valeur unitaire).

· Le résultat des sociétés mises en équivalence (Electrafina, Canal Plus, Eiffage, Cofiroute, I.C. Decaux, Sofitam...) a été de 1.387.2 millions de francs, avec 685 millions de plus-value exceptionnelle relative à la cession par Electrafina de sa participation dans Tractebel et en sens inverse, de la quote-part de pertes du Groupe Efffage de 293 millions de francs.

 Après impôt de 1.190 millions, participation des salariés de 260 millions et avec une contribution positive des minoritaires

du Groupe a été positif de 1 952,7 millions de francs, légèrement supérieur aux prévisions annoncées.

EXOCUTION DE L'EMBETTEMENT

La marge brute d'autofinancement est passée de 6,8 milliards à 11,5 milliards et la capacité d'autofinancement de 4,9 milliards à 7,5 milliards. Dans un contexte où le Groupe a su maîtriser le volume de ses investissements (en légère réduction à 16,2 milliards), ceci a permis, en avance sur les objectifs fixés, une réduction de l'endettement de 51,7 à 45,1 milliards.

PERSPECTIVES 1997

En l'état actuel de nos informations, l'exercice 1997 verra une confirmation de ces tendances positives, avec notamment:

 un résultat d'exploitation poursuivant son amélioration : de l'ordre de + 10 % et même +20 % à périmètre constant :

* compte tenu, d'une part, de cette amélioration des performances d'exploitation, et d'autre part, de l'impact des opérations de constitution de CEGETEL, d'apports à HAVAS et de cessions, le résultat net part du groupe devrait être ao moins égal à 5 milliards de francs : le retour du Groupe à une situation finan-

cière assainie, avec, en cas d'échange de la totalité des obligations convertibles actuellement remboursées par anticipation, une diminution de l'endettement de 45 à 32 milhards, et une progression des fonds propres à fin 1997 aux alentours de 43 milliards. Le ratio dettes/fonds propres s'établira ainsi autour de 0,75, contre 1,7 à fin 1995.

Le Conseil d'Administration, confiant dans les perspectives d'amélioration du résultat opérationnel des activités du Groupe et dans le redressement de sa structure financière, a décidé de proposer à l'assemblée générale du 11 juin de porter le dividende de 11,25 F à 12 F par action (hors avoir fiscal) en hausse de 6,7%. La distribution globale s'élèverait ainsi à 1 480.8 millions de francs.

INFORMATIONS ACTIONNAIRES Noméro Vert 0800 05 55 66

AU COURRIER DU « MONDE »

Hypocrisies Qu'un journaliste puisse écrire

(dans Le Monde du 27 mars) que les internes ne se préoccupent pas d'une « forme insidieuse de rationnement > quand leurs fonctions les amènent à soigner les plus déshérités de tous est injuste. Qu'il estime que les reversements d'honoraires « n'ont pourtant rien de léonin » alors qu'ils ont été décrétés unilatéralement laisse perplexe sur le sens qu'il faudrait donner à cet adjectif. Et qu'un éditurial (dans Le Monde du 29 mars) « opprouve dans son principe > une politique de sanctions collectives qui nous révulse est grave.

Nous snmmes les premiers conscients de la gabegie actuelle, qui n'est d'ailleurs pas de nntre seul fait. Ceux oui donnent une image désastreuse des abus du paiement à l'acte pour un prix osciliant entre 50 et 100 milliards de francs par an soot identifiables (nombre d'actes par patient et par

L'individualisation des sanctions est possible ; elle aurait évité ce lamentable affrontement, et peut encore y mettre fin. Les sanctions collectives, en revanche, nous salissent tous, punisseurs et punis. Elles sont odieuses, incompréhensibles, médicalement, moralement et politiquement.

Il y aurait d'autres hypocrisies à dénoncer. Les «filières de soins» avec passage obligé par le généraliste, dans un pays où il y a presque autant de spécialistes que de généralistes (53 000 et 60 000), ne ferzient qu'aggraver les dépenses. Pourquoi le cacher? (...) La voie du réalisme reste dans le long

terme : rééquilibrage qualitatif et quantitatif des effectifs matériels et humains, en insistant sur les références médicales opposables, la formation adéquate du médecin... et des sanctions ciblées.

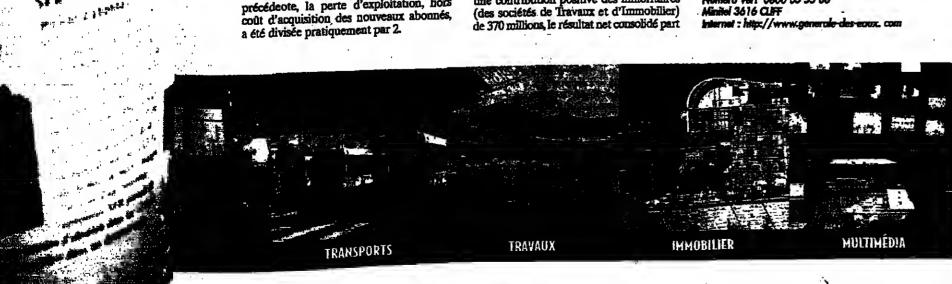
Docteur Guy Abitbol.

BÉTISES POLITIQUES

Bête qui ignore, et méchant qui veut ignorer. l'erreur commise et le mal fait, en paroles, en actes, en les deux. Ainsi sera dit bête, et même carrément méchant, tel chef politique qui se dit chrétien et s'arroge le symbole archangélique de Jeanne d'Arc, mais fait du rejet de l'autre et de la haine de l'étranger l'axe de son «programme». Car c'est manifestement là le plus inepte des péchés contre l'esprit que l'on puisse commettre.

Mais bêtes aussi, sinnn méchants, seraient les autres chefs de parti si, tnut oboobilés par l'énorme bêtise du premier, ils ne prenaient d'autre initiative que de le suivre sur le terrain de la violeoce et de l'affrontement où il cherche à les entraîner.

Et bête, enfin, serait le chef de l'Etat si, en de telles circonstances pleines de menaces pour la République, il ne mettait dare-dare le holà à une telle « chienlit ». Tout simplement en faisant ce qu'il a dit qu'il ferait : retisser le lien social (« révolution culturelle » et donc médiatique) ; moderniser l'Etat et les pratiques politiques (par des « réformes justes et concertées »); humaniser l'économie, la faire correspondre aux besoins comme aux droits et devoirs fondamentaux de l'homme et do citoyen. Fernand T. Isolda





ultats

Prode

rcice 1996

11 16 10

والمستوار والإنجاز

4-4-4 /\$ ~ ~ ~

din e

市集社 一

pr magazini

200

Etig.

3

1964 y . 9 . 1 .

richte de la

120 7-

€130 mil mil .

March Street

44. ---

الراداري معاملتك

₩ ⁷ 2

7 to 120.

हिंड≅ र . .

in the second of the second

88-00 - .

the training

VM 12

(* 14 ÷ 1

Visite years

erpang, 4≟ til gu

7 125

ENTREPRISES

TRANSPORTS Faute de nouvelles subventions fédérales, la compagnie américaine publique de chemins de fer, Amtrak, pourrait faire faillite dans les trois mois. Amtrak a

besoin de 1,1 millard de dollars de subventions pour l'année 1997, alors que l'administration fédérale avait prèvu de lui accorder 767 millions de dollars. • LA COMPAGNIE serait

contrainte de se concentrer sur le corridor Nord-Est (Boston - New York - Washington). ● LA SURVIE passe par une importante réforme lé-

trak reçoivent une indemnité équiva-lente à six années de salaires en cas de licenciement ou de mutation. • LE TRANSPORT ferroviaire de passagers gislative. Les 23 000 cheminots d'Am- ne représente plus que 0,3 % du tra-

fic total aux Etats-Unis et ne transporte que 22 millions de passagers par an. • LE FRET, à l'inverse, vit un second age d'or avec la constitution de deux oligopoles à l'Est et à l'Ouest.

Les chemins de fer américains sont menacés de faillite

La compagnie publique, Amtrak, va devoir fermer les lignes de voyageurs historiques du grand Ouest. Faute de nouvelles subventions fédérales, elle ne pourra payer ses 23 000 cheminots. Le transport de marchandises connaît en revanche une situation florissante

WASHINGTON

de notre envoyé spécial Le 10 mai, la compagnie ferroviaire américaine Amtrak va devoir fermer plusieurs centaines de kilomètres de son réseau. La « liene du désert ». Los Angeles - Salt Lake Citv. et la « liene des pionniers ». Denver - Seattle, qui a convoyé des générations de chercheurs d'or, sont sur la liste de cette nouvelle amputation du réseau de 23 000 miles (37 000 kilomètres). Lundi 31 mars, dejà, Amtrak avait dû se résoudre à fermer son service entre La Nouvelle-Orléans et Mobile après la suppression des aides de l'Etat de Louisiane. Les nouvelles fermetures ne suffiront pourtant pas. « Faute de nouvelles subventions fédérales. Amtrak recurrait faire faillite dans les trais mos », affirme leff Nelligan, porteparole de la commission des transports de la Chambre des représentants. «La société va devoir emprun-ter paur payer ses salariés», déplore-t-il.

Tom Downs, le président de la compagnie publique de chemins de fer - la dernière aux Etats-Unis vient de réclamer 167 millions de dollars (950 millions de francs) supplémentaires au Congrès. Au total, Amtrak a besoin de 1,1 milliard de dollars de subventions pour l'année 1997, alors que l'administration fédérale avait prévu de lui accorder 767 millions de dollars. Même avec cette subvention initiale, les pertes d'Amtrak cette année sont estimées à 786 millious de dollars. Pour l'instant, le Congrès n'a accepté ou une rallonge de 84 millions de dollars en octobre 1996 pour démanrer les études sur la ligne à grande vitesse (technologie pendulaire) prévue entre Washington. New York et Boston. I'un des demiers comidors

ferroviaires susceptibles de séduire le public américain. «Pour le reste, c'est une catastrophe. Le transport ferroviaire de passagers ne représente plus que 0,3 % du trafic total aux Etats-Unis et ne transparte que 22 millions de passagers par an », explique Jeff Nelligan.

LICENCIEMENTS TRÈS COÛTEUX

Pour la commission des transports du Congrès, la survie d'Amtrak passe par une importante rélégislative. 23 000 cheminots d'Amtrak recoivent une indemnité équivalente à six années de salaires en cas de licenciement ou de mutation à plus de 50 kilomètres de leur lieu d'affectation original. « Pour fermer Amtrak, il en cauterait entre 2.5 et 4.5 milliards de dollars d'indemnités », en déduit leff Nelligan, Autre handicap, la société nationale ne

peut sous-traiter aucune activité. « Aucune entreprise privée ne pourrait fonctianner sous ces contraintes », estime Jeff Nelligan.

La direction partage ce point de vue. « Nous avons rempli notre part du contrat, au Congrès d'adapter notre environnement réglementaire », estime Steven Taub, porte-parole de la compagnie ferroviaire. Comme, de toute façon la fin des aides est programmée pour 2002, la direction vient d'adopter un plan de restruc-turation en six ans. Elle estime avoir déià économisé 300 millions de dollars sur une base annuelle en 1995 et

Amtrak dispose de certains alliés au Congrès. Le sénateur William Roth (Républicain) propose d'introduire une taxe additionnelle sur l'es-

A l'inverse des autoroutes

inter-Etats, le réseau ferré

reste le premier au monde.

Amtrak : demière société

américain n'a cessé de se réduire

depuis l'âge d'or de la conquête de

l'Ouest. Avec 270 000 kilomètres, il

ferroviaire publique, la compagnie

de transport de voyageurs exploite un résean de 37 000 kilomètres. La

plupart des voies appartiennent

aux sociétés de fret auxquelles elle

verse des péages. Avec 22 millions

Le premier réseau du monde

sence d'un demi-cent pour financer l'achat de nouveaux équipements et la modernisation du réseau d'Amtrak, à l'instar de la taxe de 18,3 cents consacrée au financement des autoroutes fédérales (le Monde du 3 avril). Cette initiative a pourtant peu de chance d'aboutir, étant donnée l'hostilité des électeurs à toute hausse des prélèvements fédéraux.

L'exécutif américain a fait un eeste en incluant pour la première fois les dotations au secteur ferroviaire dans le plan fédéral de financement des infrastructures (Nextea). Environ 800 millions de dollars par an sont prévus pour Amtrak, un montant proche des subventions des années passées, avec, comme prévu, une disparition progressive des subventions d'exploitation.

de voyageurs par an, elle n'assure

que 0,3 % du trafic voyageurs aux

500 compagnies ferroviaires aux

emploient plus de 200 000 salariés

et réalisent environ 165 milliards de

francs de chiffre d'affaires. Les dix

premières compagnies concentrent

les trois quarts de lignes, 90 % des

cheminots et du chiffre d'affaires.

• Fret: On compte plus de

450 compagnies locales, qui

Etats-Unis, dont plus de

Etats-Unis.

Dans le domaine de la grande vitesse, le Congrès semble prêt à faire un effort. Alors que le Nextea ne prévoit pas d'aides spécifiques à la grande vitesse, la commission des transports du Sénat promet de remettre en cause, lors des débats, « le diktat d'un obscur technocrate du ministère des finances ». Mais cette enveloppe supplémentaire ne serait pas réservée à Amtrak. Le projet de TGV en Floride, proposé par le consortium américano-européen FOX (composé de l'américain Fluor Daniel, du brésilien Odebrecht, du canadien Bombardier et du francobritannique GEC-Alsthom) a toutes les chances d'en être le principal bénéficiaire.

« Il faudra peut-être se résigner à abandonner le réseau nationol ». n'hésite plus à déclarer Steven Taub. Amtrak pourrait ainsi se concentrer sur le corridor Nord-Est (Boston - New York - Washington). La compagnie a d'ores et déjà prévu d'y concentrer une part importante de ses investissements pour y introduire la grande vitesse grâce à la technologie pendulaire de Bombardier et de GEC-Alsthom. Dans le reste du pays, comme en Floride, d'autres compagnies ferrovaires pourraient alors prendre le relais. Amtrak vit peut-être ses dernières heures.

Christophe Jakubyszyn

Le fret renoue avec l'âge d'or de la conquête de l'Ouest

WASHINGTON

de notre envoyé spécial Signe des temps, l'avenir du transport ferroviaire de marchandises aux Etats-Unis se ique à Wall Street. A coup d'ofire, publiques d'achat géantes. les se ciétés de fret ont réussi à se regrouper, à abandonner les lignes locales à des centaines de petites compagnies indépendantes et à restaurer leur compétitivité face au transport routier. Près de 41 % du transport de marchandises est aujourd'hui assuré par le fer, contre 35 % Il y a vingt ans. Alors que la société publique de transport de voyageurs survit grace aux aides fédérales, les sociétés de fret américaines affichent des profits record, malgré une division par deux des tarifs en guinze ans.

Le 3 mars, CSX et Norfolk Southem se sont mises d'accord sur le dépecage de Conrail, qu'elles vont racheter pour 10.5 milliards de dollars (près de 60 milliards de francs) deux compagnies régneront en maîtres dans l'Est. Dans l'Ouest, le réseau est déjà réparti entre BNSF (Burlington Northern et Santa Fe) et Union Pacific, depuis la mégafusion entre Union Pacific et Sou-

them Pacific, le 3 août 1996, pour 5,4 milliards de dollars. Les analystes s'interrogent maintenant sur la constitution d'alliances transcontinentales entre ces quatre majors qui totalisent 2 000 milliards de tonnes-kilomètriques, renouant avec le rêve américain d'un service ferrovaire continu entre l'Altlan-

tique et le Pacifique. Les compagnies ferrovaires s'échangent actuellement leurs marchandises dans les énormes plates-formes ferrovalres de Chicago, Memphis ou de La Nouvelle Orléans, sans accord préférentiel particulier. Les alliances transatlantiques pourraient remettre en cause ce libre-échangisme ferrovaire, au détriment de la compétitivité de l'industrie.

Certains analystes font justement remarquer le bégaiement de l'histoire. Il y a un siècle, au moment de l'âge d'or de la conquête de l'Ouest américain, les autorités fédérales avaient décidé de réglehénéficiait d'un quasi-monopole sur le transport des récoltes et des exploitations minières et faisaient prospérer leur patrimoine foncier. Puis, en 1980, le Staggers Act donnait le signal du départ de la dé-

réglementation ferroviaire en instituant la liberté des contrats, des tarifs et de la définition du réseau. Aujourd'hui, face à la constitution d'oligopoles puissants, les autorités antitrust donnent de nouveau de la voix.

En pleine OPA amicale de CSX sur Conraîl, Linda Morgan, présidente de la commission des transports de surface (agence antitrust), suggérait dans le Washington Post que la commission pourrait imposer un partage du réseau mis en vente. Quelques jours plus tard, CSX devançait ses désirs en annoncant un accord à l'amiable avec son rival Norfolk Southern. Quelques mois plus tôt, Linda Morgan avait déjà contraint Union Pacific à louer 5 500 kilomètres de voies de l'ancienne Southern Pacific à son rival BNSF. Certains experts sug-gèrent de généraliser l'expérience en forcant les réseaux propriétaires à permettre à leurs concurrents d'y circuler moyennant le geurs, qui dénoncent l'augmentation des tarifs sur certains troncons en situation de monopole, y sont bien entendu favorables.

C.J.

Les syndicats belges de Renault appellent à la reprise du travail

L'ANNONCE de la fermeture de Vilvorde? Quelle annonce? Les justices belges et françaises ayant annulé chacune de leur côté la procédure entamée par Renault pour fermer son usine située dans la banlieue de Bruxelles, les syndicats en ont tiré la conséquence logique. Lors de l'assemblée générale du personnel qui s'est tenue lundi 7 avril, aux premières heures de la matinée, les syndicats ont décidé d'appeler à la reprise du travail. « Tout a été annulé : juridiquement, nous ne sommes au courant d'oucun projet de lo direction concernant l'avenir de l'usine », explique Karel Gacoms, porte-parole de la FGTB, le syndicat socialiste. Le personnel de Vilvorde sera appelé à donner son avis 10 avril. Il n'y a pas d'urgence : la direction comme les syndicats reconnaissent qu'il faudra plusieurs jours pour réapprovisionner l'usine et la remettre en état de fonctionner. Le travail pourrait donc reprendre hindi

NOTIFIER LA FERMETURE

Seion les syndicats, la direction belge de Renault a accepté sans difficulté de verser les salaires du lundi 7 au vendredi 11 avril. Contrairement à ce qui s'était produit en mars, ces salaires scront payés sans passer par le truchement de « jours de récupération ». Un juriste de l'université de Louvain ayant même expliqué à la télévision que les onze jours de grève effectués en mars devaient être remboursés par la direction, les syndicats envisagent d'en faire la demande devant la justice. Si ceux-ci se réjoulssent des points qu'ils viennent de marquer, ils ne se font guère d'illusion. Renault veut fermer l'usine de Vilvorde. C'est pourquoi la reprise du travail ne devrait pas empêcher les syndicats de continuer l'occupation du site ni d'effectuer des actions à l'extérieur. La bataille procédurale devrait être longue et complexe tant en Belgique qu'en France. Selon la FGTB, c'est la première fois en Belgique qu'un salarié, appuyé par les syndicats, porte

plainte contre la fermeture de son entreprise. Le juge n'a pourtant pas décidé de se déclarer incompétent comme certains le prévoyaient. Il a estimé que Renault aurait dû d'abord informer et consulter le conseil d'entreprise, puis, dans un second temps seulement, notifier la fermeture (et non l'inverse, comme elle l'a fait). Les syndicats belges reconnaissent que ce jugement n'est pas forcément compatible avec celui rendu le lendemain par le tribunal de Nanterre qui ordonne à Renault d'informer et de consulter le comité de groupe européen avant d'annoncer la fermeture de Vilvorde.

Si la direction de Renault a indiqué qu'elle allait reprocédure belge telle qu Bruxelles l'a définie sans attendre le résultat de la décision d'appel, elle n'a pas fait part de son intention concernant la consultation du comité de groupe européen. Pourtant, l'appel de cette décision qu'elle devrait notifier en début de semaine n'est pas suspensive. L'embarras de Renault se comprend. En indiquant qu'une instance européenne ne pouvait pas avoir moins de droits qu'une instance française, le juge de Nanterre laisse entendre que le comité de groupe européen de Renault peut, tout comme un comité d'entreprise français, recourir à un expert et faire durer plusieurs semaines le temps de la consultation.

Tant en France qu'en Belgique, les organisations syndicales étudient avec leurs avocats les différentes possibilités qui s'offrent à elles sur le plan juridique. Certains pensent que Renault pourrait arrêter la production de l'usine de Vilvorde le 31 juillet comme prévu, quitte à laisser courir les contrats de travail jusqu'à la fin de la procédure. Une chose est sûre : jusqu'ici, les patrons européens affirmaient souvent que fermer une usine en Belgique coûtait cher mais était rapide. Ce jugement semble aujourd'huf dépassé l

Frédéric Lemaître

LE NUMERO 1 EN FRANCE DES PARCS D'AFFAIRES LOCATIFS

e conseil d'administration s'est réuni le 2 avril unitaire de 37,34 francs, identique à celui 1997, sous la présidence de M. Gilles Laporte. versé au titre de l'exercice précédent, assorti Il a approuvé les comptes de l'exercice 1996. d'un avoir fiscal de 18,67 francs soit un revenu Les résultats consolidés reflétent la nouvelle global de 56,01 francs sur un nombre d'actions dimension acquise par SILIC à la suite des augmenté de 23 %. operations d'apport de fin 1995 et marquent le retour à une croissance de l'activité (+ 8.1 %) et du résultat net (+ \$.7 %), exprimés par action.

Périmètres non comparables)	1996	1995
En millions de Francs :		
Loyers et honoraires	450,3	337.1
Résultat courant avant impôt	251,4	208.9
Resultat exceptionnel	16,5	_
Resultat net part du Graupe	169.2	1 29 ,7
Cash flow aprês impôt	251,4	206,9
En Francs par action :		
Loyers et honaraires	104,1	96,3
Résultat net part du Graupe	39.1	37,0

investissements

SILIC a consacró plus de 100 millions de francs à la rénovation et à la modernisation de son patimoine. En fin d'exercice, les projets de restructuration de bâtiments existants ou de constructions de bâtiments neuts portaient sur près de 40 000 m².

Dividende

Le bénéfice net social tessort à 172,6 millions de francs. Il sera proposé à l'Assemblée Générale qui se tiendra le 25 juin à 11 heures au siège social, de distribuer un dividende

Perspectives

En 1997, SILIC poursuivra le développement selectif de son parc immobilier et procedera. le cas échéant, à des arbitrages d'actifs non strategiques, à l'exemple de la cession d'un rerrain à Rungis réalisée en 1996.

Après plusieurs années difficiles, le secteur des locaux d'activités mixtes devrait, au vu des informanions disponibles, renouer avec des conditions de marché plus satisfaisantes.

L'activité et les résultats de l'exercice 1997 devraient donc s'inscrire en continuité sur ceux de l'exercice écoulé.

CARTE D'IDENTITE

Patrimoine locatif: 970 000 m2. Capitaux propres: F 2.7 milliords ions nettes: F 2,8 milliards. ment net à long et moyen terme : 0.

Action cotée au Réglement Mensuel Capitalisation au 27/03/97 : F 3,9 milliards. Transactions quotidiennes [capitaux moyens 96] :
 F 1,2 million,

> Les communiqués sont publiés suт le 3615 COВ. Communication financière Claude Revesz : tél. 01 53 89 79 79

Code Sicovam : 50 91.

Les sidérurgistes de Clabecq marchent « contre les menteurs »

BRUXELLES de notre correspondant

Organisée par les travailleurs licenciés des Forges de Clabecq, la « marche contre les menteurs » de Namur, samedi 5 avril, n'a pas eu l'ampleur de la manifestation du 2 février, qui avait réuni 70 000 personnes à Tubize, sur le site des Forges mises en faillite. Huit mille participants, selon la police, et vingt-cinq mille selon les organisateurs, s'étaient rendus dans la capitale de la Wallonie pour stigmatiser le gouvernement de la région. Ce dernier, principal actionnaire des Forges de Clabecq, avait mis fin en décembre 1996 aux subventions accordées à cette entreprise, suivant ainsi les injonctions de la Commission euro-

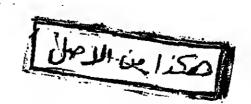
« Nollet, tu dors, D'Orazio va trop vite! » était le slogan favori des marcheurs, scandé sur l'air du

« Meunier ». Il était significatif du fossé qui s'est creusé entre les dirigeants syndicaux officiels, comme Michel Nollet, président de la FGTB, et les partisans du leader syndical des Forges, Roberto D'Orazio, surnommé le « pape rouge de Clabeca ». Ce dernier a appelé à une grève générale de vingt-quatre heures pour bloquer l'économie : « Si pendant des années, les travailleurs ant produit des richesses, il y a un moment où ils doivent déposer les outils pour se battre pour le développement de leur pays (...) Ne vous laissez pas faire par les politiciens », a-t-il dé-

claré à l'issue de la marche. Les dirigeants syndicaux nationaux n'avaient pas appelé à cette marche, qui apparaît ainsi comme une initiative de la base en révolte contre les appareils. Josly Piette, président de la centrale chrétienne CSC a justifié son absence en dé-

clarant: « La manifestation de Namur s'inscrit clairement dans un cadre politique, vu l'appartenance de Roberto D'Orazia au PTB [Parti des travailleurs belges, maoiste] ». Le ministre-président du gouvernement régional wallon, le socialiste Robert Collignon a également critiqué l'attitude des organisateurs de la marche de Namur, notamment la délégation syndicale de Clabecq: « Si elle ne s'était pas mantrée aussi intransigeante, il aurait été possible de trouver un repreneur pour une partie des octivi-tés de Clabecq », a-t-il affirmé. Le quotidien Le Soir, tout en se félicitant du calme dans lequel s'est déroulée cette marche, note que « les manifestants ne sont pas venus en masse et leur calme ressemblait furieusement à la dignité du baroud d'honneur, voire à la résignation. »

Luc Rosenzweig



* the supercherie

Des milliers d'actionnaires de la compagnie Bre-X Minerals et des caisses de retraite ont été abusés

Les investisseurs canadiens se demandent s'ils en Asie du Sud-Est par 8re-X n'existe pas uni-

n'ont pas fait les frais d'une gigantesque super-cherie et si le gisement d'or mirifique découvert groupe, David Walsh. Les autorités de surveil-de Bre-X, et des poursuites ont été engagées. lance de la Bourse de Toronto enquêtent au-

OUÉBEC correspondonce

Depuis plusieurs jours, les marchés financiers canadiens vivent dans une tourmente sans précédent qui a pour nom Bre-X Minerals. Fraude, mystification, gigantesque erreur: les analystes financiers s'interrogent encore sur les motifs secrets qui expliquent effondrement d'un titre pourtant jusque-là très prometteur. En une heure, le 27 mars, l'action de cette compagnie minière d'exploration a perdu 80 % de sa valeur après que des analyses d'échantillons aient revélé que le gisement aurifère que 8re-X s'apprêtait à exploiter en îndonésie ne contenait que d'insignifiantes traces d'or. La valeur boursière de l'entreprise est passée ainsi de 3 milliards de dollars canadiens (12,3 milliards de francs) à 600 mil-

و با خوندگاه

The Court of

1 ---

A 1985

F- 124

4 3 4 . Y .

م جبات

Selon les dirigeants de la compagnie minière installée à Calgary, dans l'Ouest canadien, le site de Busang, sur l'île de Bornéo, constitue pourtant le plus important gisement aurifère au monde, avec un potentiel de 70 millions d'onces d'or, voire 200 millions d'onces. Jusqu'à tout récemment, Bre-X s'entourait du plus grand secret dans ses activités d'exploration, confiant même l'analyse de ses échantillons de roches à un laboratoire indonésien local, et non à des analystes canadiens ou américains comme c'est le cas habituellement. Ce sont justement ces résultats très

positifs que conteste le nouvel associé américain de Bre-X, la société Freeport McMoran Copper and Gold Inc. hasée à La Nouvelle Orléans. Les carottes prélevées dans sept forages différents ne contiendraient que très peu d'or, contrairement à celles qu'aurait analysé

UN SUICIDE TROUBLANT

Dès lors, les investisseurs se demandent s'ils n'ont pas fait les frais d'une gigantesque supercherie et si ce gisement mirifique n'existe pas uniquement dans l'imagination du fondateur de Bre-X, David Walsh. Une thèse renforcée par le mystérieux suicide d'un des deux géologues qui auraient découvert la présence d'une veine aurifère à Busang. Michael de Guzman, un Philippin de quarante et un ans, qui avait consacré la moitié de sa vie à chercher de l'or en Asie du Sud-Est, a sauté d'un hélicoptère alors qu'il survolait la jungle de Bornéo, fin mars. Bre-X soutient que le géologue a décidé délibérément d'en finir avec la vie après avoir appris qu'il était atteint d'une hépatite B. Mais la coıncidence entre le moment de ce suicide et les révélations sur l'absence d'or dans les échantillons prélevés sur le gisement de Busang laisse perplexe.

David Walsh, qui a créé de toutes pièces Bre-X et qui vit confortablement aux Bahamas, réfute totalement les accusations de fraude. Même s'il a vendu pour 11 millions

de dollars canadiens de ses actions personnelles l'an dernier, cet homme d'affaires de cinquante et un ans invite les investisseurs à conserver leurs titres et maintient que le gisement existe réellement. il laisse, par ailleurs, entendre que sa compagnie minière pourrait être victime d'une campagne de dénigrement d'un concurrent qui tenterait ainsi de racheter les actions à bas prix. Les sutorités qui surveillent la Bourse de Toronto enquêtent toutefois sur la chute spectaculaire des actions de Bre-X et des poursuites sont en cours au Texas, en Californie et à New York contre la compagnie de Calgary pour surévaluation du gisement. Des actionnaires se regroupent actuellement au Canada et un premier recours collectif a été déposé en Ontario, réclamant un dédornmagement de 3 milliards de dollars

DÉFAILLANCE INFORMATIQUE

canadiens à Bre-X.

Cet imbroglio amène les agents de change à se poser de nombreuses questions sur la manière dont ils ont exercé leur profession. Depuis dix-huit mois en effet, les maisons de change les plus prestigieuses n'avaient de cesse de recommander l'achat de titres de Bre-X à leurs clients. Jamais, pourtant, les agents de change n'auralent vérifié les rapports d'analyse de la compagnie minière qui attestaient la présence d'or en quantités prodigieuses à Busang. La Bourse

de Calgary a ainsi accepté d'accueillir sur son plancher Bre-X, inconnu encore en 1994, sans procéder à la moindre vérification sur la solidité de l'entreprise.

Les conséquences de cette dégringolade financière se font sentir au Canada. Des banques proposaient le titre de Bre-X dans leurs portefeuilles d'investissements, des caisses de retraite ont acheté des dizaines de milliers d'actions, sans compter les particuliers. Certains. attirés par le mirage d'un profit très rapide, out même contracté des dettes auprès de leurs maisons de

Le nombre record de transactions autour du titre Bre-X ces derniers jours a remis en cause également la fiabilité du système informatique Cats de la Bourse de Toronto, un système pourtant récemment exporté à Paris. A plusieurs reprises, la plus importante place financière du pays a dū passer le relais à Montréal et Calgary car le système de traitement des données ne parvenait pas à suivre le nombre phénoménal d'actions de la compagnie minière qui changeaient de mains. Les autres entreprises minières cotées en Bourse craignent de suhir le contrecoup de cette tempête financière. Les investisseurs pourraient perdre confiance dans un secteur économique que les épargnants canadiens jugent déjà très risqué.

GEC refuse les conditions de la fusion **GEC-Alsthom - Framatome**

Les exigences françaises sont jugées trop élevées

SEPT MOIS après l'annonce du projet de fusion entre Framatome et GEC-Alsthom, le dossier s'est enlisé. Le conseil d'administration de Framatome, réuni le 4 avril, a constaté que « l'aboutissement du projet selon les modulités envisagées à l'origine étaient improbable et au'ils continuaient à explorer les conditions dons lesquelles les synergles recherchées pourraient être mises en œuvre dans des conditions occeptables par tous ».

صكنا من الاجل

Annoncé à la fin août 1996 sur une idée d'Alcatel, ce rapprochement entre le fabricant de chaudières nucléaires et le spécialiste des équipements conventionnels d'énergie devait permettre de constituer le deuxième groupe de construction électrique mondial, derrière l'helvético-suédois ABB. Les négociations, qui ont officiellement débuté en novembre 1996, se déroulent entre trois partenaires: l'initiateur de l'opération Alcatel-Alsthom, présent tant chez GEC-Alsthom que chez Framatome (avec 44 %), le britannique GEC et les pouvoirs publics, via CEA Industrie, chef de file des actionnaires publics de Framatome.

Dès l'automne, le ministre de l'industrie, Franck Borotra, imposait cinq conditions : « Le contrôle par les pouvoirs publics des décisions stratégiques » toucbant au nucléaire, « lo poursuite de lo coopération fronco-allemonde » avec Siemens pour le réacteur du futur Pascale Guéricolas EPR, la « préservation de l'identité

des activités nucléaires de Framatome », la « prédominance des intérets français » dans le capital et « l'identificotion claire des provisions associées au risque nucléaire . Les députés en ajoutaient quatre autres, dont le contrôle de la filière nucléaire par le Parlement et un droit de veto pour l'actionnaire public.

Les deux négociateurs français Alcatel-Alsthom et CEA Industrie acceptaient ces clauses. Mais GEC faisait alors connaître ses réticences, s'opposant à toute idée de pacte d'actionnaires.

De plus, GEC refuse d'être un partenaire d'appoint et l'a fait savoir en demandant que sa partici-pation au capital soit au même niveau que celle d'Alcatel-Alsthom, soit 50 %. Or mathématiquement, en fusionnant les deux entités, Alcatel Alsthom serait le premier actionnaire avec 48 % du capital suivi par GEC, à 37 %.

La situation de minoritaire avait été admise par l'ancien président lord Weinstock, avec qui Serge Tchuruk, le président d'Alcatel avait négocié la fusion. Son successeur à la tête de GEC, George Suppson, est revenu sur cette condition. Il l'expliqué à Franck Borotra, mercredi 26 mars, à Paris. Le schéma initial est donc rejeté. Il faut chercher une autre solution, mais probablement avec d'autres

Dominique Gallois

Le dollar remonte

notamment face au yen

hausse, lundi matin 7 avril, face à la monnaie japonaise. Il cotait 124,96 yens, son cours le plus élevé depuis le 2 février 1993. Ce mouvement lui permettait de progresser vis-à-vis des devises européennes. ll s'échangeait à 1,6935 mark et 5,7005 francs, contre 1.67 mark et 5,63 francs francs veridredi soir.

Le rebond de la monnaie américaine est survenu malgré l'annonce d'une croissance plus forte que prévu de l'excédent de la balance courante nippone en février. Celle-ci a enregistré un solde positif de 865 milliards de yens (40 milliards de francs). La halance japonaise des capitaux, qui mesure les flux financiers, a, en revanche, enregistré un déficit de 559,6 milliards de yens (25,5 milliards de francs) an mois de février, résultant notamment des ventes de valeurs japonaises par les investisseurs non résidents et d'achats de titres étrangers par les opérateurs

nippons. Ce mouvement s'explique par le très bas niveau, tant en termes absolus que relatifs, des rendements dans l'archipel : ils s'établissent à 0,40 % à trois mois et à 2,30 % à dix ans à Tokyo, contre respectivement 5,75 % et 6,90 % à New York. La faiblesse de la Bourse japonaise représente aussi un facteur d'affaiblissement du yen. L'indice Nikkel des valeurs vedettes affiche une perte de 8,50 % depuis le déhut de l'année.

Le marché boursier japonais ne parvient pas à tirer profit de l'amélioration de l'état de santé des entreprises nippones. Celui-ci, visible dans la forte croissance des bénéfices, a aussi été révélé par la dernière enquête de conjoncture (Tankan) réalisée par Banque du japon, publiée mercredi 2 avril. Pour la première fois depuis cinq ans, l'indice de confiance dans la grande industrie a été positif (+2 points). Mais à côté d'un secteur industriel en redressement, le système bancaire demeure sinistré, comme en témoigne la récente déconfiture de la prestigieuse Nippon Credit Bank.

Pierre-Antoine Delhommais

L'Anglo American convoite le cuivre zambien privatisé

LUSAKA

de notre envoyé spécial Le cuivre zambien est à vendre. Les compagnies minières internationales, depuis longtemps dans l'attente, peuvent maintenant se LE DOLLAR s'inscrivait en forte disputer le rachat d'un des derniers grands producteurs mondiaux de cuivre appartenant encore à un Etat. Ruinée par vingt-sept ans d'une dictature d'inspiration marxiste, la Zambie, qui comptait autrefois parmi les pays les plus riches du continent. est aujourd'hui un des plus pauvres. Depuis l'avènement de la démocratie, en 1991, l'ancienne Rhodésie du Nord cherche son salut dans un programme de réformes libérales et de privatisations mené sous l'égide du FMI et

de la hanque mondiale. Criblée de dettes à bauteur de 800 millions de dollars (4,5 milliards de francs), la ZCCM (Zambia Consolidated Copper Mines), parmi les cinq premiers producteurs mondiaux au début des années 70, a vu sa production chuter de moitié en vingt ans. Elle a atteint son plus has niveau l'année dernière avec 307 000 tonnes. Considérée par l'Etat comme une rente, l'industrie du cuivre n'a jamais fait l'objet d'aucun investissement sérieux et représente aujourd'hui un outil de production obsolète. l'Anglo American, le géant sud-

Exploitant déjà le cuivre zamhien au moment de la colonisation britannique, l'Anglo American a toujours gardé un œil sur cette iudustrie minière, grâce aux 38 % de la ZCCM qu'il a continué à détenir à travers sa filiale ZCL Il connaît mieux que quiconque l'étendue des reserves et la q que recèle encore le sous-sol de la Zamhie. Malgré les investissements énormes nécessaires (estimés à 2 milliards de dollars en tout), l'Anglo American sait que la privatisation de la ZCCM constitue, à long terme, une bonne af-

Alors que le reste des actifs de la société nationale devrait être attribué à partir de juin, le conglomérat sud-africain s'est d'ores et déjà arrogé le plus beau ficuron du cuivre zambien, la mine en profondeur de Konkola, aujourd'hui inexploitée, associé à Gencor. le deuxième groupe minier sud-africain, et au canadien Falconbridge. Un total de 800 millions de dollars d'investissements sont prévus pour générer un revenu d'environ 30 milliards de dollars sur une période d'exploitation estimée à trois décennies, à raison de 180 000 tonnes par an. A long terme, si la privatisation et le redressement de l'industrie du cuivre constituent une bonne affaire pour les grands groupes miniers étrangers, ils représentent aussi, pour l'économie zambienne, le seul espoir de sortir

Frédéric Chambon

Pourtant, l'appel d'offres de privatisation a suscité de nombreuses candidatures parmi les grands groupes miniers, à commencer par

France Télécom prêt à baisser

ses tarifs jusqu'à l'an 2000 LES TARIFS du téléphone baisseront de 9 % par an en 1997 et en 1998 et d'au moins 4,5 % par an en 1999 et en 2000, a indiqué vendredi 4 avril à l'AFP le président de France Télécom, Michel Bon. L'opérateur a déjà programmé une baisse de près de 40 % dn prix des communications nationales et internationales cette année. Une première baisse a eu lieu début mars. Une autre interviendra en octobre. Parallèlement, début mars, le prix de l'abonnement de base a été relevé de 29 %. Mais il ne devrait pas bouger en 1998.

A deux mois de la mise en Bourse d'une partie de son capital, l'annonce de cette politique tarifaire constitue un élément important d'appréciation de la valeur de l'entreprise pour les investisseurs. Ces dermers attendent à présent le catalogue de tarifs d'interconnexion les prix qu'acquitteront les concurrents pour emprunter le réseau de France Telécom, - qui doit être publié « dans les prochains jours » se-

Eridania Béghin-Say

Sensible progression du résultat net en dépit d'un environnement opérationnel contrasté

Le Conseil d'Administration d'Eridania Béghin-Say, réuni le 3 avril 1997 sons la présidence de Stefano Meloni, a arrêté les comptes consolidés du gronpe pour l'exercice 1996.

Les principales données consolidées se résument ainsi :

en millions de francs	1994	1995	1996	Δ 96/95 %
Chiffre d'affaires	50.786	50.806	54.978	+8,2
Résultat d'exploitation	3.972	4.001	3.752	-6,2
Résultat courant avant impôt	2.896	2.973	2.757	- 7,3
Résultat net - part du gronpe	1.208	1.526	1.660	+ 8,8
Capitaux propres de l'ensemble	18.940	19.024	20.019	-
Endettement financier - net	10.745	13.010	14.087	

Le périmètre de consolidation a été affecté par l'inclusion (sur 12 mois) de Cerestar USA, de la Compagnie Française de Sucrerie (sur 9 mois) ainsi que par einq sociétés acquises dans le secteur Nutrition Animale.

La progression du chiffre d'affaires est dne ponr l'essentiel à la modification du périmètre de consolidation ; hors variations de change (non significatives) et de périmètre, la eroissance du chiffre d'affaires aurait été de 0,7 %.

Le résultat d'exploitation du groupe a été de 3.752 millions de francs, en retrait de 6,2 % par rapport à celui de 1995 et cela malgré la contribution des activités de la Compagnie Française de Sucrerie. En effet, hien que le aecond semestre sit été plus favorable que le premier, certains aecteurs d'activité ont subi, à des degrés divers, l'impact de mauvaises campagnes agricoles, souvent accompagnées d'augmentations des prix des matières premières.

Cet impact a été atténné par la diversification géographique, la gamme des activités du groupe et par sa bonne capacité d'adaptation.

Le résultat net, part du groupe, progresse de 8,8 % à 1.660 millions de francs grâce à une haisse des frais financiers, à la stabilité de la fiscalité et à la réduction des charges exceptionnelles.

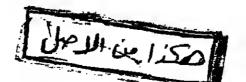
D'importants efforts de contrôle du besoin en fonds de roulement ainsi que la cession de participations non stratégiques ont permis de limiter la eroissance de l'endettement induit par l'acquisition des activités de la Compagnie Française de Sucrerie : le ratio endettement net/fonds propres s'élève à 0,70 an 31 décembre 1996 contre 0,68 un an plus tôt.

Le conseil a également arrêté les comptes sociaux d'Eridania Béghin-Say, société-mère du groupe. Ces comptes se traduisent par un bénéfice net de 998,9 millions de francs.

Il sera proposé à l'Assemblée de distribuer 857,5 millions de francs comme l'an passé. Le dividende, par action et certificat d'investissement, s'élèverait à 33 francs, hors avoir fiscal, identique è celui de l'année dernière.

FINANCES ET MARCHÉS

RÉGLEMENT Control Service Control Service
COMPTANT
SECOND
SICAV et FCP



Laprochair

312 -

 APRÈS L'ÉPISODE PAJOT de 1995, pas moins de trois défis prétendent défendre les couleurs françaises. Le Coupe de l'America, qui aura lieu dans de l'an 2000. Le mann, organisateur time que les Français doivent maintements de la prochaine compétition, assure, le port néo-zélandais. CONQUISE en de la prochaine compétition, assure, le port néo-zélandais.

La prochaine édition de la Coupe de l'America se prépare à Auckland

Une compétition, la Mini Cup, entre cinq équipages prétendant à la conquête en l'an 2000 de la célèbre aiguière d'argent, a permis aux Néo-Zélandais d'afficher leur supériorité. A cette occasion, l'un des défis français a reçu le parrainage de Peter Blake, vainqueur du trophée en 1995

AUCKLAND

de notre correspondante Première compétition organisée en vue de préparer la prochaine Coupe de l'America, qui aura lieu en l'an 2000 dans le port néo-zélandais d'Auckland, la Mini-Coupe a

permis à différents postulants de se ren-VOILE contrer. Grâce à la finale de cette compétition, qui a eu heu dimanche 6 avril, entre le club anglais de Dorset et le défenseur Team New Zealand, il est dé-

sormais plus facile d'imaginer à

quoi ressembleront les épreuves de a prochame Coupe de l'America. Elles seront certainement tactiques, ventées, mais aussi très serrées dans les résultats.

Seuls quatre des futurs challengers de la Coupe de l'America avaient été invités à participer à ce galop d'essai : le défi Young America (club de New York), America True (chib de San Francisco), British Challenge (club de Dorset) et le défi France-Pacifique (Port-Camargue). Seule différence avec les épreuves de la Coupe, les équipages disposaient d'un bateau rigoureusement identique, les Class America néo-zélandais de 1992.

Venus pour gagner, les défis an-

gio-saxons amenèrent leurs meilleurs hommes (Ed Baird, Rod Davis, Chris Law...). Certains n'hésitèrent même pas à s'acheter en outre les connaissances locales, prenant à leur bord de célèbres marins « kiwis » (néo-zélandais), tels Murray Jones, Leslie Egnot. Côté français, en revanche, les promoteurs du défi avait décidé de jouer profil bas et *« formation »*, en amenant des néophytes, cinq équipiers sur seize ayant déjà participé à un ou plusieurs défis français. Un contraste qui s'est traduit par six défaites sur

six manches, même si cinq de ces régates se firent « au contact ». Lors d'une manche contre le club de New York, vendredi 4 avril, les

Français, après avoir été encouragés à cor et à cri par la quasi-unanimité des passagers du bateau accompagnateur, finirent une seconde dernière les Américains, et ce en dépit d'une pénalité, un 360 degrés accompli sur la ligne d'arrivée.

Ainsi, malgré quelques fautes, de manœuvre et de tactique, le défi Prance-Pacifique fit une excellente impression tant pour l'esprit dans lequel il est venu que pour son indéniable potentiel. « Je n'étais pas fier du tout pendant le match contre les Français. Ils ont joué tactique et moi J'ai été obligé de prendre l'option la plus sure possible », déclare l'Anglais

« On o beaucoup oppris. On s'est

rendu compte du niveau impressionnant de nos concurrents. On sait deià qu'on va devoir faire oppel à des gens très expérimentes - et on en o en France - en particulier des tacticiens », analyse celui qui se désigne comme le « chef du proiet sportif », Bernard Mallaret.

En ce qui concerne la conception du bateau, élément essentiel de succès, le défi France-Pacifique a choisi de proposer à trois architectes navals, Daniel Andrieu, Jean-Marie Finot et Bernard Nivelt, de travailler ensemble sur un projet commun. Le trio est donc venu à Auckland étudier cette proposition, à titre bénévole comme tous les équipiers du défi. Nul doute que ce type de démarche a plu aux Néo-Zélandais. Les organisateurs de la prochaine coupe ont d'ailleurs accepte de soutenir le défi France-Pacifique pour que la France soit présente en l'an 2000.

Sir Peter Blake a rédigé un document appuyant le projet de lean-Marie Vidal, afin d'aider le défi à trouver des sponsors, en précisant aussi à quel point il lui semblait important qu'un pays s'unisse dernère un défi unique. Sir Peter Blake a également donné son accord de principe pour que l'équipage du défi France-Pacifique vienne s'entrainer sur les Class America neo-zélandais

Trois projets pour le prochain défi tricolore

LES HOMMES du défi France-Pacifique ont pu participer aux courses à Auckland. Ce privilège ne préjuge malheureusement pas des chances du seul défi français, déposé depuis le 14 mai 1996, à figurer dans le carré des challengers au terme des éliminatoires qui débuteront le 13 novembre 1999 pour la prochaine Coupe de l'America.

D'autant que le projet déposé par la Société nautique du Graudu-Roi a bien du mal à avancer. Le déplacement d'une vingtaine de personnes (équipage, techniciens, architectes) aux antipodes n'a été rendu possible que grâce à beaucoup de bonne volonté. Les équipiers n'ont pas été plus payés pour cette épreuve que pour les trois semaines d'entraînement de l'hiver. Résultat : l'équipage présent à Auckland manquait d'expérience et ne comptait pas les grands noms du match-racing français.

Probable conséquence du bilan laissé par la campagne manquée des France 2 et France 3 à San Diepanne dans sa recherche de partenaires. Fixé à un niveau plus modeste que les sommes englouties par un Marc Pajot - parti, depuis, offrir ses services au défi suisse -, le budget nécessaire pour engager les premières grosses dépenses de France-Pacifique est de 60 millions de francs. Mais plus du double seront nécessaires pour financer l'équipe de cent cinquante personnes et la construction des deux France à la voile, champion du

bateaux qui iront à Auckland dans monde en First Class 8, peut espédeux ans et demi.

Jean-Marie Vidal, président du défi Prance-Pacifique, est donc réduit, depuis quelque temps, à naviguer à contre-courant pour rendre crédible son projet. «Il nous faut boucler notre tour de table ovant lo fin de l'été, si nous voulons lancer la conception de nos bateaux un on avant de les mettre en chantier », assure-t-il depuis son poste stratégique de directeur de Port-Camargue (Hérault), la plus grande marina d'Europe avec ses quatre mille trois cents anneaux.

LES JEUNES DE « YAKA »

Alors, le vainqueur de la Solitaire du Figaro en 1987, parti se resourcer à cinquante-trois ans dans la Mini-Transat avant de se lancer dans cette aventure, déploie ses arguments pour convaincre: «Je veux défendre la valeur éducative de la voile. Ce défi doit revaloriser l'esprit d'équipe. Il faut effacer l'image d'arrogance attachée à ce sport, et nter d'en foire, au contr démarche populaire, tout en montrant les enjeux économiques d'un engagement de la France dans le Pa-

Le défi France-Pacifique dispose d'un solide schéma d'organisation, de l'accord d'architectes comme Jean-Marie Finot, Daniel Andrieu et Bernard Nivelt. Le projet sportif mis en place par Bernard Mallaret, double vainqueur du Tour de

rer réunir deux des meilleurs barreurs du monde que sont Thierry

Peponnet et Bertrand Pacé. Faute d'avoir pu se faire entendre des indispensables partenaires nécessaires pour financer son projet, Jean-Marie Vidal pourrait se rapprocher de Bernard Decré, l'initiateur d'une autre Ebauche de défi. Il s'agit de West, qui n'aura pourtant jamais été jusqu'ici qu'une association de personnalités aux motivations très diverses, réunies par le fondateur dn Tour de Prance à la voile. Cette approche marketing vers les entreprises et les collectivités locales du Grand Ouest aura connu, ainsi, bien des vicissitudes avant d'essayer de se fondre dans une démarche moins... intéressée.

C'est an même moment qu'un nouveau projet est venu déstabiliser un peu plus les marins méditerranéens. En lançant le 14 mars l'idée d'un « défi jeune » sous la très «fun» appellation de « Yaseau. Pierre Mas et Xavier de Lesquen ont atteint un premier objectif: celui de donner un véritable « coup de vieux » aux initiateurs de France-Pacifique. Car l'ancien capitaine de l'équipe de France victorieuse de l'Admiral's Cup en 1991, le second de la dernière Whitbread et leur associé juriste ont peut-être réussi avec leur projet aux relents « jeunistes » à faire tomber une grande partie des réticences des milieux écono-

l'America. En limitant leur ambitioo à un tour d'entraînement en l'an 2000 à Auckland, pour mieux être compétitif dans la 31º édition de l'épreuve, Yaka met le ticket d'entrée à un tarif moins élevé que France-Paci-

UN BUDGET RAISONNABLE

Pour 40 millions de francs, les promoteurs de ce projet sont prêts à n'envoyer qu'un seul bateau à Auckland. Ils s'engagent à ce que les trois quarts des membres de l'équipage et de la logistique n'aient pas plus de vingt-cinq ans an 14 mai. C'est la date limite des inscriptions pour la Coupe, avec un droit d'entrée majoré à 200 000 dollars (plus de 1,1 million de francs). Déjà une souscription à 100 francs le droit d'entrée a été lancée avec un certain succès. Et les bons-cadeaux offerts en échange

n'expôquent pas tout. La démarche un pen iconoclaste cessité d'un budget raisonnable. des promoteurs de Yaka plaît. Surtout dans les universités et dans les grandes écoles, mais aussi à la Fédération française de voile (FFV) et dans l'administration, où on n'attendait pas un tel écho. Du côté de la FFV, qui a pourtant mis deux cadres techniques à disposition de Jean-Marie Vidal, on est manifestement séduit par l'initiative de Mas et Gélusseau. « On connoît leur polmarès et on sait qu'ils n'étaient pas loin de réussir à oligner un bateau

miques vis-à-vis de la Coupe de françois dons lo prochoine Whitbread, indique Jean-Pierre Champion, le président de la FFV. Leur projet a l'immense mérite de pouvoir fédèrer les jeunes talents de la voile en France. Il correspond tout ò fait ò notre politique sportive, en porticulier pour développer le match-racing. Et ce défi devrait réconcilier les Français avec la voile, et avec la Coupe de l'America plus particulierement. » Jean-Pierre Champion s'apprête à développer ses arguments devant le ministre de la jeunesse et des sports, qui souhaite pourtant des représentants de la France « avides de victoire ». Mais La démarche des gens de Yaka semble plaire du côté du ministère, et l'on se souvient que Xavier de Lesquen faisait partie de la Mission parlementaire réunie par Jean-François Deniau sur « les conditions de la réussite d'une participation française à la Coupe del'Americo ». Le rapport remis au gouvernement il y a juste un an insistait sur la né-

> Admettant qu'il sera impossible d'être présent à Auckland en l'an 2000 avec plus d'un défi, le pouvoir sportif semble avoir choisi celui qui devra défendre dans le Pacifique les intérêts de la quatrième puissance mondiale. Surtout s'il s'agit de mieux préparer le retour - compétittf cette fois - dans la Coupe de l'America de la grande nation de la voile que veut rester la France.

participer à cette mini-Conpe

avec nn éqnipage néophyte

alors que les Américains et les

Anglais ont, au contraire, amené

- Ces équipages [onglo-saxons]

n'ont quasiment rien à voir avec ce

leurs champions?

Christophe de Chenay

Marc Pajot skipper suisse

En dépit de moyens financiers importants, la participation de Marc Pajot à la Coupe Louis-Vultton, régates éliminatoires des challengers de la Conpe de l'America 1995, s'est soldée par un naufrage symbolique : ses bateaux ont chaviré puis démâté sur le plan d'eau de San Diego avant de révéler une gestion hasardeuse à base de défiscalisation. Discrédité en France, où il avait bénéficié des sontiens successifs du président de la République Françols Mitterrand en 1987, du maire de Paris Jacques Chirac en 1992 et du premier ministre Edouard Balladur en 1995. Pancien médaillé olympique a su convaincre le Club nautique de Morgues, installé sur le bords du lac Léman, de relever le défi de Pan 2000.

Déposé le 29 octobre 1996, le défi a été confirmé le 17 février. Sous la dénomination de Fast 2000, il bénéficie du concours technologique de l'Institut polytechnique de Lausanne. Se sont embarqués dans l'aventure le Tabarly suisse Pierre Fehlmann, le champion olympique allemand Jochem Schnmann (barreur), et le champion du monde italien Enrico Chieffi (tacticien). Pour organiser sur mer la défense de la Conpe, en cas (hypothétique) de victoire, le ctub de Morgues a concin un accord avec le club de Hyères.

Sir Peter Blake, organisateur du trophée de l'an 2000

« A présent, la France doit s'y mettre, à plein temps » tégie de la France d'être venne

AUCKLAND

de notre correspondante A trois ans des épreuves de la Coupe de l'America, prévues à Auckland en février-mars 2000, Sir Peter Blake, vainqueur de la Coupe en 1995 fait le point pour Le Monde sur l'organisation de la défense du tro-

- «Comblen de syndicats vont-ils participer à la course

des Challengers? - Aujourd hui onze syndicats ont payé les premiers droits d'inscription. Ils viencent de France, d'Espagne, d'Angleterre, de Russie, de Suisse, trois viennent des Etats-Unis et un des les Vierges américaines, un du Japon et un de Hongkong. On en attend aussi deux d'Australie, un du Canada, un ou deux autres des Etats-Unis, de Hawai, un d'Italie, peut-être un autre de Prance. Au total entre dix-sept et vingt syndicats devraient s'inscrire d'ici à la deuxième et dernière date butoir. Je pense que d'ici la Coupe, il en restera au moins quatorze. Ce sera le plus grand Défi jamais organisé. Mais on veut surtout que ce soit le meilleur.

- Quel esprit souhaitez-vous donner à «votre» Conpe de

- Nons voulons faire la meilleure Coupe de l'America qui n'ait jamais été organisée, en fait le meilleur événement de voile jamais organisé. Pour cela, nous allons être les

plus honnêtes possibles. Nous espérons que les petits changements faits dans les règles les rendrons beaucoup plus claires. Dans le passé, les règles étaient délibérément confuses, grises. Certains les poussaient au point que nous les considérions comme de la tricherie. On découvrait des changements à la dernière minute. On ne veut pas de cela ici. Aujourd'hui, c'est noir ou blanc. C'est permis ou interdit. Pas de surprises. C'est plus juste pour tout le monde. Par exemple on ne pourra avoir plus de deux bateaux.

Conpe, que vous parliez de la garder. Pourquoi dès lors aider les concurrents en organisant une mini-Coupe, en construisant un village de l'America's cup?

- On veut garder la Coupe, mais on veut avoir à se battre pour la garder. Il faut que ce soit une belle course. Il nous a semblé important de permettre à certains des futurs syndicats de venir se familiariser avec Auckland, notre plan d'eau, notre pays, pour les aider à se préparer, et nous aussi. Quant à la

- A peine aviez-vous gagné la construction du village, il n'y avait onpe, que vous parliez de la pas le choix. Auckland est un estuaire. Il n'y a pas d'autres endroits avec assez de profondeur pour accueillir ce genre de bateaux. Nous avons voulu leur faciliter les

choses. Nous aurions très bien pu dire: « Tenez voilà un annuoire téléphonique, débrouillez-vous, celo risque d'être difficile ». Il y aurait eu quatre ou cinq syndicats, pas plus. Maintenant certains se plaignent que l'option proposée est trop

- Que pensez-vous de la stra-

que seront leurs équipages en l'an 2000. Ils ont pris cet événement comme une course à gagner. La France l'a pris comme nous l'avions conçu : une opportunité d'entraînement et de familiarisation. Mais démarrer avec une équipe de jeunes nouveaux, c'est beaucoup de travail. A présent, la France doit s'y mettre, à plein temps. Maintenant que cette équipe a une idée plus précise de ce qui l'attend, il fant qu'ils commencent à s'entraîner sérieu-sement. Team New Zealand a quarante-cinq personnes à plein temps depuis que nous avons gagné la course. Et nos gens, quand ils ne sont pas ici à Auckland, ils préparent la Whitbread, ils font de l'entraînement olympique, du maxi. Tout est orienté vers l'effort

pour garder la Coupe. Comment reconquérir l'intérêt d'une nation décue par l'expérience de la précédente Coupe?

- Il faut persévérer. Si dix-neuf syndicats viennent, dix-buit vont perdre. Il faut que le pays souhaite faire la Coupe, autrement, ils

Mon impression, c'est que l'équipe française en 1995 s'est auto-détruite. Une équipe d'experts n'est pas le but. J'ai l'impression que cette équipe [le Défi France-Pacifique] a le bon esprit. Gagner c'est improbable, pour tout le monde. Mais il faut tenter sa chance. Il faut monter le projet de telle sorte que même sans une victoire, la campagne soit un succès. Il faut que les marins qui font la Coupe soient des gens hien, qu'ils parlent bien, qu'ils solent corrects, qu'ils soient de bons ambassadeurs pour la France. Les sponsors, eux, doivent être derrière les marins. C'est un projet de marins, de concepteurs de bateaux, de constructeurs de

- Vous avez quarante-cinq personnes à plein temps depuis deux ans. le Défi France-Pacifique ne sait pas encore sur quels financiers il va pouvoir compter...

- Nous sommes les défendeurs. c'est différent. La plupart des autres challengers en sont au même point. La France est un pays de grands marins. C'est une grande puissance. Et puis vous êtes venus à cette mini-Conpe alors que la plupart des autres syndicats ne sont pas là. »

> Propos recueillis par Florence de Changy

Un vieux trophée

 La Coupe. Plus vieux trophée sportif du monde, la Coupe de l'America est une aiguière fondue en 1948 par les orfèvres de la reine Victoria, R. & G. Garrard, avec 134 onces d'argent, d'une valeur de 100 gumées, pour récompenser le vainqueur des régates de Cowes disputées le 22 août 1851. Elle sera remise en jeu pour la trentième fois an meilleur de neuf régates programmées entre le 26 février et le 16 mars de l'an 2000 dans les eaux d'Auckland (Nouvelle-Zélande) par le Royal

New Zealand Yacht Squadron

San Diego grâce à Peter Blake.

(RNZYS), qui l'a conquise en 1995 à

début des régates éliminatoires entre challengers, John Heise, commodore du RNZYS, a officialisé onze défis. Ils ont été déposés par : l'Espagne (Monte Real Clube de Yates de Bayona/Real Nautico Club de Valencia), les Etats-Unis (New York Yacht Club/PACT 2000; Saint Prancis Yacht Club/America One ; Saint Thomas Yacht Club (Tes Vierges) ; San Francisco Yacht Cinb/America True); la France (Société Grau-du-Roi et Port-Camargue/France Pacifique), la Grande-Bretagne (Royal Dorset Yacht Club), Hongkong (Aberdeen Boat Club), le Japon (Nippon Yacht • Les défis. Trente mois avant le Club/Nippon Challenge

AC 2000), la Russie (St Petersburg Yacht Cluh) et la Suisse (Club nautique Morgien/Fast 2000 Challenge). Les prétendants. De nouveaux candidats pourront s'engager jusqu'au 14 mai 1997, à condition de verser un droit d'inscription de 200 000 dollars. Outre d'éventuels nouveaux concurrents français (Yaka, avec Pierre Mas, Luc Gellusseau et Xavier de Lesquen, et Sport nautique de l'Ouest, avec Bernard Decré), des défis pourraient être déposés par les Australiens John Bertrand et Svd Fischer, par lan Murray, ou encore par le triple vainqueur et double perdant américain Dennis Conner.

Professionnaliser les arbitres de football est de nouveau à l'ordre du jour

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL de la FIFA, l'Allemand Sepp Blatter, s'est prononce dimanche 6 avril en faveur de l'arbitrage professionnel dans les compétitions de haut niveau. « Je crois totalement à l'idée d'arbitres professionnels. Payons-les. Il y a assez d'argent », a-t-il dit. L'international Board, organisme garant des règles du jeu, vient pourtant de refuser cette éventualité. M. Blatter a également dévoilé un programme d'entraînement en vue de 1998. « Nous prévoyons une semaine en mars prochain pendant laquelle les arbitres seront minutieusement préparés, puis un stage de trois jours juste avant le début du tour-

■ MONDIAL 98 : on connaît déjà les ramasseurs de balles de la Coupe du monde de football 1998, à défaut d'en connaître déjà les participants. Lundi 7 avril, la Fédération française de football (FFF) a révélé le projet « T'es jeune, t'es foot ». Pour la première fois, 2 400 benjamins, agés de 11 et 12 ans, effectueront des rencontres de lever de rideau pour chacun des 60 matches du Mondial. Par ailleurs, 1768 jeunes àgés de 11 à 16 ans seront ramasseurs de balles. La FFF. organisatrice du grand rendez-vous via le Comité français d'organisation (CFO), commence à mobiliser

ses deux millions de licenciés. ■ Le match Gabon-Maroc, disputé dimanche 6 avril à Libreville, dans le cadre des éliminatoires du Mondial 98 (zone Afrique, groupe 5), a eté arreté à la 55° minute de jeu par l'arbitre en raison de jets de projectiles divers. Les supporteurs gabonais étaient furieux de voir leur équipe menée 4-0, et l'équipe du Gabon a quitté le stade dans un bus de la police pour échapper à leur

■ La Juventus de Turin a battu dimanche 6 avril, à Milan, le Milan AC (6-1) et conserve six points d'avance sur Parme, facile vainqueur de la Sampdoria Gênes (3-0), à l'issue de la 26 lournée du championnat d'Italie de football.

■ Le gardien de but de l'AS Monaco et de l'équipe de France de football, Fabien Barthez, a estimé dimanche 6 avril qu' il n'est pas normal que le cannabis soit considéré d'une intervention dans l'émission Stade 2, sur France 2. « Ce n'est pas avec un « ioint » qu'an peut faire un meilleur match », a-t-il déclaré. Mercredi, Fabien Barthez, lui-même sanctionné pour usage de cannabis en 1995, évoquait le cas de Bernard Lama, contrôlé positif à cause de la même substance le 26 février (lire notre analyse en page 17).

L'Inter veut retrouver sa gloire des années 60

Le club milanais du président Moratti affronte mardi 8 avril l'AS Monaco en demi-finale aller de la Coupe de l'UEFA

MASSIMO Moratti a décidé de lusconi. Angelo ne verra pas cette relever un des plus grands défis qui décrépitude : il meurt en 1981. soient donnés à un homme : être comparé à son père. Le 18 février 1995, il est devenu président de l'Inter Milan.

27 ans après qu'Angelo ait fermé la plus l'bistoire du club. Mardi

8 avril. assis dans la tribune du stade Giuseppe-Meazza, il assistera à la demi-finale aller de la Coupe UEFA entre son équipe et l'AS Monaco.

Massimo se rappelera peut-être du jeune homme sagement assis, l'air dubitatif, à la gauche du poter familias, dans ce même stade qu'on n'appelait encore que San Siro. Il lui reviendra encore l'image de son père, le visage exalté, brandissant un trophée, porté en triomphe par ses joueurs, quand l'Inter était un des grands de l'Europe du football dans les années 60. Aujourd'hui, l'héritier sait qu'il n'a d'autre choix que de brandir à son tour une de ces coupes s'il espère gagner la considération. Pas simple d'entretenir la sa-

EMPIRE PÉTROLIER

Angelo, un des 21 enfants d'un agriculteur de Bergame, a bati un empire pétrolier quand les fortunes se faisaient et se défaisaient dans l'Italie de la fin du fascime et de l'après-guerre. Pour asseoir sa respectabilité, il prend les commandes de l'Inter en 1955. Dix ans plus tard. elle est la meilleure équipe du monde, remportant notamment deux Coupes des clubs champions consécutives. La famille Moratti est alors un vrai clan soudé autour du patriarche. Gianmarco, le fils aîné, apparaît le plus souvent à la droite d'Angelo. Massimo est de l'autre côté, un peu en retrait. Erminia, la mère, et les trois filles sont assises à part, plus loin dans les tribunes. C'est encore là l'Italie d'un autre

Angelo sent bien que les choses changent, que son temps est révolu, à l'orée des années 70. Il confie ses affaires à ses enfants, mais ces der-« Nous n'étions pas encore prets », dirout-ils plus tard.

En 1968, Ivanoe Fraizzoli reprend le club qu'il transmettra ensuite à Ernesto Pellegrini. Les nerazzurri (bleus et noirs) gagnent encore trois championnats et deux Coupes UE-FA, mais s'enfoncent doncement dans l'ombre des rossoneri (rouges et noirs), le Milan AC de Silvio Ber-

La situation financière de l'Inter devient critique au début des années 90, avec un passif de 32 milliards de lires (environ 110 millions de francs). Emesto Pellegrini veut vendre. La familie Moratti est contactée: Gianmarco, puis Massimo. Ce demier accepte. Il a déjà fait de la Saras une multinationale (spécialisée dans le raffinage) ancrée dans l'italie moderne. Il a cinq enfants, dont l'aîné s'appelle Angelo Mario. A cinquante et un ans, il est cette fois prêt à reprendre le club. L'anecdote, rapportée par le Corriere della sera, veut qu'un supporteur ait envoyé un billet de 10 000 lires avec ce petit mot: « Cher Moratti, l'Inter va mal. Voici une petite contribution pour son acquisition. »

« Je ne veux pas imiter mon père :

la comparaison serait trop difficile. Je veux juste gérer l'Inter du mieux possible », affirmait Massimo dans un récent entretien à la Repubblica. Pourtant, une de ses premières décisions sera de ramener dans les structures du chib les grands noms des années 60: Giacinto Facchetti, Luis Suarez et Sandro Mazzola donnent une légitimité historique aux ambitions de son nouveau propriétaire. Cela ne saurait suffire. L'année suivante, le président investit près de 150 millions de francs dans le recrutement. L'Internazionale - son appellation complète - n'aura jamais autant mérité ce nom. Profitant à plein des possibilités offertes par la levée des quotas sur les joueurs de l'Union européenne, le club fait son marché au large. Eric Cantona ne viendra pas, mais le Français Youri Diorkaeff, le Chilien en cours de naturalisation espagnole Ivan Zamorano, le Néerlandais Aaron Winter, et le Suisse Ciriaco Sforza viendront rejoindre l'Anglais Paul Ince et le Français Jocelyn Angloma, Nwankwo Kanu, la vedette du Nigeria, si-

hypothèque sa carrière. L'équipe a l'un des plus beaux effectifs du calcia. Lui reste à trouver un style. L'entraîneur anglais, Roy Hodgson, n'est pas parvenu à fédérer ces vedettes autour d'une idée. comme le fit Helenio Herrera dans naccio. La Coupe UEFA reste le dernier espoir de trophée cette saison. Massimo Moratti cherche aujourd'hui un successeur à Roy Hogson. Le président doit faire vite et bien: on est forcément moins indulgent avec les milliardaires de la

gnera également avant que la dé-

couverte d'une maladie cardiaque

deuxième génération l Benoît Hopquin

Robbie Fowler est le nouveau buteur, prolo et fair-play, du Liverpool FC

Les « Reds » viennent jeudi 10 avril défier le Paris-SG au Parc des Princes

main, tenant du titre. Ils compteront sur Robbie Fow-

Les célèbres « Reds » du Liverpool FC affrontent en de-mi-finale de la Coupe des Coupes le Paris-Saint-Ger-main tenant du titre le coupes le Paris-Saint-Ger-main tenant du titre le coupes le Paris-Saint-Gervéritable vedette de la ville où il a grandi dans un quartier défavorisé.

six ans lorsoue les mes de son quartier se sont embrasées. A Toxteth, l'un des coins les plus défavorisés de Liverpool, de terribles émeutes urbaines firent, en juillet 1981, des centaines de blessés et des dégâts considérables. Anjourd'hui, Robbie Fowler, petit prolo de Toxteth, fils d'un modeste employé des chemins

de fer, est riche et célèbre. Pendant de longs mois, alors que l'argent et la gloire lui étaient déja tombé dessus, Fowler a continué à vivre à Toxteth, au milieu des siens. Puis il s'est décidé à quitter l'univers de son enfance pour acheter une maison dans un quartier plus conforme à son nouveau statut social. Mais la personnalité de ce pur « scouser », fiet de sa ville et de ses particularismes, est restée la même.

Tout juste regrette-t-il Pépoque, pas si lointaine, durant laquelle il multipliait les virées dans les boîtes à la mode, comme le Cream, en compagnie de ses amis de toujours, dont un certain Steve McManaman, originaire de Kirkby, autre quartier difficile de Liverpool et devenu hii aussi idole du stade d'Anfield Road.

DES VALEURS FORTES > Bob Lynch, son ancien entraîneur dans l'équipe des moins de quatorze ans du Liverpool Football Club, apprécie l'attitude de celui qui est devenu une vraie star: « Les jeunes joueurs d'aujourd'hui font souvent des betises avec l'argent qui leur tombe soudain du ciel. Beaucoup perdent la tête, deviennent puants. Robbie, lui. reste dans l'ame un gamin de Taxteth. c'est-à-dire quelqu'un qui possede certaines valeurs fortes comme le sens du devoir, l'honnèteté et la fidélité. Vu ce qu'il gagne et la folie médiatique qui l'entoure, il pourrait très bien tirer un trait sur ses années passées. Mais il continue de venir nous voir, il m'oppelle toujours Sir et jamais il n'oubliera d'où il vient... »

Robbie Fowler n'a effectivement pas oublié. Le 20 mars dernier, au cours du quart de finale de Coupe des coupes entre Liverpool et les Norvégiens de Bergen, l'idole du stade d'Anfield Road, auteur de deux des trois buts de son équipe, relève soudain son maillot pour déon peut lire un message de soutien aux dockers de Liverpool, en grève depuis de longs mois.

« C'est l'un des amis de mon père, qui fait partie des 500 personnes licenciées ayant entrainé ce mouvement social, qui me l'a danné. Je ne fais pas de politique, je pense simplement à eux. » Un geste de solidarité peu apprécié par les autorités de l'UEFA.

ROBERT BERNARD Fowler avait qui, après un communiqué alambiqué, infligeront à Fowler une amende de 1300 dollars (environ 7 300 francs).

Ironie du destin, cinq jours plus

tard. Fowler recevra les félicitations officielles de Sepp Blatter, secrétaire général de la FIFA, à la suite d'un geste rarement vu sur les terrains. Lors d'un match au sommet (les deux clubs sont à la lutte avec Manchester pour le titre) disputé face à Arsenal, l'attaquant de Liverpool s'était présenté seul devant le gardien londonien Seaman, qui avait semblé le déséquilibrer. L'arbitre sifflait un penalty mais Fowler, se relevant immédiatement, fit clairement signe que le gardien ne l'avait pas touché I Un geste de fair-play apprécié par la FIFA: « Votre réaction est tout à votre honneur. C'est le genre de geste qui aidera à maintenir l'intégrité

Professionnel à dix-sept ans, international à vingt ans, Robbie Fowler ne perd pas de temps, ni sur les terrains ni dans la vie. Sa jeune carrière est déjà chargée d'exploits en tous genres. En août 1994 par exemple, à l'occasion d'un autre match Arsenal-Liverpool, le prodige de Toxteth inscrit trois buts en l'espace de 4 mimutes et 33 secondes | Le phénomène avoue admirer lan Rush, mythique avant-centre gallois des Reds de Liverpool, auteur de plus de

350 buts en quinze ans de carrière sous le célèbre maillot rouge.

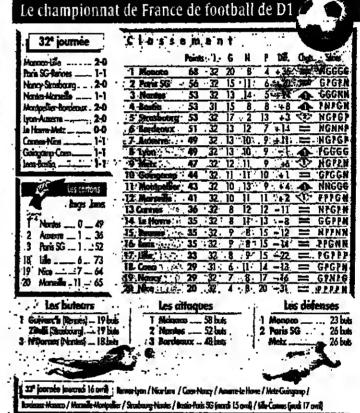
Them in holes &

WINTER MAIN

Redoutable buteur dote d'un pied gauche phénoménal, Robbie Fowler est devenu en un temps record l'idole d'une équipe où les stars ne manquent pourtant pas. Comme la plupart des grands clubs anglais, le Liverpool FC gagne beaucoup d'argent grace aux produits dérivés. Et 80 % des milliers de maillots rouges vendus au souvenir shop du stade d'Anfield Road le sont au nom de Fowler et de son numéro 9.

« Je déteste courir lors des séances d'entraînement. Moi, ce que l'aime, c'est jouer. Mais dans ce club tout le monde te fait comprendre que sans bosser tu ne peux pas te montrer digne de ce maillot. Cette ville, ce public, i'en suis fier. Je veux tout donner à Liverpool! », lance celui que les fans d'Anfield Road surnomment Toxy Boy, en référence à son quartier d'origine. « Robbie a du feu dans les tripes! » ajoute Roy Evans, son entraineur, pourtant peu enclin à distribuer les compliments. Treize longues années après le demier titre européen remporté par les Reds (la Coupe des champions), toute une ville croit de nouveau à un sacre continental. Avec Robbie Fowler, le prodige de Toxteth, le reve n'est pas loin de devenir réalité.

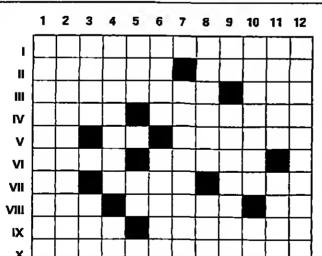
Alain Constant



MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 97067

SOS Jeux de mots: 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

1. Une bonne correction. - 11. tège en cas d'oubli. - III. Plus personne ne porterait ça aujourd'hui. Aboic quand on le double. -IV. Prophète hébreu. A maintenant meilleur aspect. - V. Participe gai. Note. Un ouvrage pour apprendre. - VI. Son chef garde ses secrets. Deux fois chef du pre-Refusée en désordre. Accueilli dans la joie. - VIII. Une pièce au peu secoué. Eclatai de partout. - Moyen Age. Un bel ensemble 7. Peuvent nous éclater à la figure. quand il est au travail. Morceau de - 8. La palais du chef et les alen-

50LUTION DU Nº 97066

platre. - IX. Vieille bête disparue. Donne du nerf à la mesure. -X. Vient en aide aux ouvriers puis

VERTICALEMENT Avec lui, c'est oui ou c'est non. Participe au bon équilibre. -3. Disparut à bord de l'Oiseau blanc. Ce n'est pas un job d'avenir. - 4 Massif du Sahara. Structure cédent. - VII. Réaction enfantine. commerciale. - 5. Tout le passé de la télé. Indique la qualité. - 6. Un

tours. Accompagnent les ra sur la peau. - 9. Bout d'aluminium. Appuie l'affirmation. - 10. Nonmétal blanc. Soldat yankee. - 11. Ne pourra être mis au courant. Ses tubercules sont comestibles. -12. Pour la suite, il faudra attendre

Philippe Dupuis

HORIZONTALEMENT

I. Préélectoral. - II. Réclame. Neri. - III. Opiomane. Sis. -IV. Lumière. Etai. - V. Eté. Eglise. - VI. Test. Ella. Si. - VII. As. Erres. Fil. - VIII. Aléas. Boni. -IX. Rafiai. Doigt. -- X. Empoisson-

VERTICALEMENT

1. Prolétaire. - 2. Réputés. Am. -3. Ecimes. AFP. - 4. Elol. Tello. -5. Lamée. Réal. - 6. Emargerais. -Cenelles. - 8. Ils. Do. - 9. On. ESA. Bon. - 10. Reste. Foin. 11. Aria. 5inge. - 12. Lisibilité.

AFFAIRE DE LOGIQUE Piscine de star

Pour paver le fond de la piscine carrée qu'elle fait construire (sur son terrain dont aucune dimension n'excède 25 mètres), une actrice hollywoodienne se fait livrer des dalles bleues de 1 mètre sur 1 mètre, qui doivent constituer le carré central, et des dalles jaunes, de même dimension, destinées à entourer ce carré central d'une ceinture de

1 mètre de large. Seulement, voilà, les stars sont capricieuses. Alors que les dalles sont déjà livrées, elle décide que c'est l'intérieur qui sera jaune, avec nn contour bleu. D'abord catastrophé, l'architecte conçoit un nouveau projet de piscine carrée dont il est possible de paver le fond en respectant les vœux de la star et en utilisant toutes les dalles (sans les casser). Seule condition: la bordure

bleue aura plus de 1 mètre de

21bis, rue Claude-Bernard - BP 218

Tél: 01-42-17-39-00 - Fax: 01-42-17-39-26

75226 PARIS CEDEX 05

Quelles sant les dimensions de la piscine?

PROBLÈME Nº 12

Sauriez-vous résondre un problème similaire dans lequel la diva exige que le contour demeure large de 1 mètre et où l'architecte s'en sort en transformant son projet en piscine rectangu-

Solution dans Le Mande du

Elisabeth Busser et Gilles Cohen © POLE 1997

Solution du problème nº 11 (Le Mande du 1er avril)

Ils partent avec 36 rations. L'assistant accompagnera l'al-piniste durant six Jours, pnis redescendra en gardant les 6 rations nécessaires tandis que l'alpiniste poursnivra son ascension avec 18 rations.

Le sberpa se reposera six jours, puis remontera avec 18 rations pour aller à la rencontre de l'alpiniste, qu'il rejoindra au bout de six jours, alors que ce dernier vient d'épniser sa cantine. Ils descendront ensemble avec les 12 rations restantes.

LOTO: résultats des tirages nº 28 du samedi 5 avril. Premier tirage: 13, 15, 22, 25, 48, 49, numéro complémentaire : 29 ; rapports pour 6 bons numéros : 4 154 865 F ; pour 5 bons numéros plus le complémentaire : 99 805 F ; pour 5 bons numéros: 6345 F: pour 4 bons numéros: 137 F; pour 3 bons numéros : 13 F.

Second tirage: 2, 14, 31, 34, 37, 47, numéro complémentaire: 46; rapport pour 6 bons numéros: 5 726 310 F; pour 5 bons numéros, plus le complémentaire: 257 400 F; pour 5 bons numéros: 8 285 F; pour 4 bons numéros: 184 F; pour 3 bons numéros: 19 F.



large.

Le Zificralite est écite par la SA La Monda. La reproduction de tout article est interdate sans l'acc



Le Kenyan John Kemboi gagne son premier marathon à Paris

JOHN KEMBOI a remporté le Marathon de Paris, dimanche 6 avril. Ce Kenyan de vingt-six ans, récemment classé troislème au championnat militaire de semi-marathon de son pays, ou il s'entraîne avec Paul Tergat, triple champioo du monde de cross-country, s'alignait pour la première fois sur la distance de 42,195 km. Il l'a parcourue en 2 h 10 min 14 s, soit 11 secondes de plus que le meilleur temps réalisé sur ce parcours. John Kemboi a devancé le favori de l'épreuve et vice-champioo du monde en 1993, le Namibien Lucketz Swartbooi (2 h 11 min 28) et le Portugais Antonio Rodrigues (2 h 12 min 12). Le premier Français, Pascal Zilliox, s'est classé douzième eo 2 h 16 min 22 s. Chez les dames la Russe Elena Razdroguina s'est imposée en 2 h 29 min 10 s, devant la gagnante de 1996, la Roumaine Alina Tecuta (2 h 29 min 24 s).

■ ESCRIME : le fleurettiste français Lionel Plumenall a remporté, dimanche 6 avril, l'épreuve de Coupe du monde de Budapest (Hongrie). Le Français a battu eo finale l'Italien Alessandro Puccini 15 touches à 14. La veille, son compatriote épéiste Eric Srecki avait gagné l'épreuve de Heidenheim (Allemagne), disposant en finale du Hongrois Ivan Kovacs 15 touches à 6. Saint-Gratien a défendu victorieusement, dimanche 6 avril, à Heidenheim, son titre de champion d'Europe des clubs à l'épée contre un autre club français, le SC Levallois. - (AFP.)

RUGBY: l'arbitre du match de championnat de France de rugby Grenoble-Dax a été blessé au visage lors d'incidents survenus après la rencootre, dimanche 6 avril. Près de 150 spectateurs mécontents ont eovahi le terrain après que l'arbitre eut validé un essai et une transformation pour Dax dans les arrêts de jeu et siffié la fin du match, remporté in extremis par Dax (29-26). Un spectateur déçu a assené un coup de poing au visage de l'arbitre, qui a pu échapper au public grâce à l'interventico de l'entraîneur grenoblois Jean de la Vaissière. Aucune

plainte o'avait été déposée dimanche soir. - (AFP.) ■ BASKET : Pélan béarnais de Pau-Orthez a assuré sa première place au classement du championnat de France Pro A et sa qualifi-cation pour la prochaine Euroligue, en battant l'Asvel Lyon-Villeurbanne (92-80, après prolongations), dimanche 6 avril. La deuxième place, directement qualificative pour l'Euroligue, se jouera entre le CSP Limoges et l'Asvel.

Auteur de 37 points contre Orlando, dimanche 6 avril, Michael Jordan a rejoint la cinquième place du classement des meilleurs marqueurs de la NBA. Le basketteur des Chicago Bulls totalise désormais 26 726 points. - (AP.)

Sébastion, 47; 9. Tenérile, 44; 10. Valence, 43; 11. Racing Sentander, 42; 12. Celta Vigo, 39; 13. Ovledo, 39; 14. Compostolle, 39; 15. Sporting Gilon; 16. Extremedians, 35; 17. Expenyol Barcelone, 34; 18. Seragoses; 19. Rayo Vallecano Medrid, 33; 20. Hieraules Alloanto; 21. Logrones, 28; 22. EC. School 25

Montages (35a, 2014)

Agrange 1

Nogeria-Countes 24

Kanya-Burkina Faso 4-3

Classement: 1: Nigeria, 7 pts; 2. Guinda, 8; 3. Kanya, 4; 4. Burkina-Faso, 9.

Angola-Togo Clansement : 1. Camercum, 7 pts ; 2. Angola, 7 ; 3. Zimbatwe, 3 ; 4. Togo, 0.

pionnat d'Italie

Sur le fil, Rolf Sörensen souffle les illusions de Frédéric Moncassin dans le Tour des Flandres

مكذا من الاجل

Lors de la classique belge, la victoire s'est décidée dans le dernier kilomètre

Vainqueur de Paris-Tours en 1990 et de Liège-Bastogne-Liège en 1993, Rolf Sōrensen est le premier Danois à inscrire son nom au palmarès course, il était encore dans l'échappée décisive,

et elle m'a explosé dans les mains. » La formule est d'Armand de Las Cuevas, coureur et poète à ses neures. Elle date du Tour de France 1995. Mais elle pourrait aussi bien avoir été prononcée par Laurent Jalabert, dimanche 6 avril, lors du Tour des Flandres. La classique courue sous le soleil ressembla à une version sur deux roues de l'arroseur arrosé et plus encore à un conte moral à la Andersen dont le Danois Rolf Sorensen a été le bé-

Après plus de 200 kilomètres, le peloton de tête était débarrassé de tous les comparses, quand Laurent Jalabert décida de lancer la hitte finale. Dans le dixième des quinze monts du parcours, le Taaienberg, il attaquait, sitôt rejoint par Rolf Sōrensen, déjà. Mais deux bosses plus loin, le Français s'écroulait, victime d'une terrible défaillance. Difficile de recenser les multiples expressions cyclistes désignant cette situation. On ootera ce florilège: « être dans le rouge », « prendre un éclat », « avaler la trompette », « tomber en panne d'essence »,

« PAI DÉGOUPILLÉ une grenade « compter les cailloux », « prendre un coup de buis ». Autant de formules qui démontrent que le cyclisme ne perd pas soo humour

Laurent Jalabert fit done tout cela durant les 30 derniers kilomètres, abandonnant près de 6 minutes pour terminer à la 82 place! Le coureur invoquera une fringale à l'arrivée. Uo petit creux pour un grand passage à vide, preuve que les progrès de la diétérique et de la médecine sportive n'exocéreront iamais d'emporter un coupe-faim dans la poche arrière.

Le Belge Johan Museeuw s'est sans doute demandé s'il ne serait pas oécessaire également de se munir d'un manuel d'utilisation. A la sulte d'une chute avec le Suisse Bruno Boscardin, le champion du monde, principal favori de la course, perdit une bonne minute à essayer de dépêtrer les deux vélos.

Laurent Jalabert à la dérive, Johan Museeuw en tandem, la course à l'avant n'en perdit pas son intensité. Les trois dernières bosses furent l'occasioo d'autant de rebondissements. Mais le kilomètre vertical du mur de Grammont ne parvint pas cette fois à désigner le vainqueur. Au sommet du Bosberg. la dernière difficulté de la journée, ce 81 Ronde Van Vlaanderen, était

encore à prendre. A 9 kilomètres de l'arrivée, quand Frédéric Moncassm s'échappa en compagnie de l'Italien Franco Ballerini et de l'indécramponable Danois déjà cité, oo se dit pourtant que Laurent Jalabert aurait au moins pavé la voie à quelqu'un de connaissance Le Mazamétain et le Toulousain se disputaient autrefois les arrivées au spriot dans les courses cadets de la région. Ils partagèrent la même chambre au bataillon de Joinville. Leurs routes se séparèrent ensuite. « Jaja » out finalement le cap sur l'Espagne. Frédéric Moncassin piqua plein oord et courut un temps sous pavillon

L'homme veou du soleil contracta le goût des classiques belges et de Paris-Roubaix. Il se vit même introniser « Flandrien », honneur réservé à une coterie d'hommes

aguerris au froid, au vent et au relief du prétendu plat pays. Son goût pour les pavés lui apporta pourtant plus de chute et de deuxièmes places que de bouquets. En avril 1996, il avait été victime d'une felure du rocher et d'une fracture de la clavicule dans une arrivée au sprint des Trois Jours de La Panne. la traditionnelle épreuve de prepa-

Moncassin. Longtemps bien place, Laurent Jala-

ration au Tour des Flandres. Un an après, le dimanche belge allait encore être lourd de déception. Dans les rues de Meerbeke, Rolf Sőrensen s'échappait sous le flamme rouge du dernier kilomètre Il offrait à son pays son premier « Ronde », après que Bjarne Riis lui ait apporté soo premier Tuur de France en 1996. A trente et un ans, il peaufine son palmarès sur le tard. Lui-même deuxième de la course en ligne des Jeux olympiques d'Atlanta, le vieux routier laissera cette place d'honneur à Frédéric Moncassin. Restera au Français d'éternels regrets et d'immédiats espoirs avant Paris-Roubaix, dimanche prochain.

RÉSULTATS

Vingl-futitione journée 2aris-SC-Montpoliier 36-6 Jijon-Besançon 33-7 Javelines-Cholet 71-74 a. p Nancy-Evreux 91-6 a. Mans-Antibee 38-6 Strasbourg-Chelon-sur-Saône 19-6 Javagoul-gavadola 96-7	Championnat de France Pro	A
Dijon-Besançon 83-7 Gravelines-Cholet 71-74 a. p. 4 Maris-Antibes 88-8 Strasbourg-Chelon-sur-Saone 96-7 Grav-Orthez-Villeurbenne 92-80 a. p. Chesaement : 1. Pau-Orthez, 51 pts ; 2. Limoge	Vingt-hultième journée	
Artivolines-Cholet 71-74 a. ; 91-94. A. ;		86-86
Vancy-Evreux 91-6 a. Mars-Antibee 88-8 Sheabourg-Chelon-sur-Saone 78-6 Images-Lavaliola 96-7 Pau-Orthez-Villeurbenne 92-80 a. ; Seesement ; 1. Pau-Orthez, 51 pts ; 2. Limoge	Dijon-Besancon	89-78
.e Mans-Antibes 88-8 Shasbourg-Chelon-sur-Saône 78-6 Limoges-Levellok 96-77 Sau-Orthez-Villeurbenne 92-80 s. ; Steesement ; 1. Pau-Orthez, 51 pts ; 2. Limoge	3revelines-Cholet	71-74 a.p.
Strasbourg-Chelon-sur-Saône 78-5 Jimoges-Lavatiola 96-7 Zau-Orthaz-Villeurbanne 92-80 a. T Zaesement 1 1. Pau-Orthez, 51 pts ; 2. Limoge	Nancy-Evreux	91-66
Images-Leveliole. 96-77 Pau-Orthez-Villeumenne 92-80 a. p. Classement ; 1. Pau-Orthez, 51 pts ; 2. Limage	.a Mans-Antibeo	88-80
Images-Leveliole. 96-77 Pau-Orthez-Villeumenne 92-80 a. p. Classement ; 1. Pau-Orthez, 51 pts ; 2. Limage	Strasbourg-Chalon-sur-Saone	78-67
Classement; 1. Pau-Orthez, 51 pts; 2. Limoge	imogas-Lavatiots	96-78
Classement: 1. Pau-Orthez, 51 pts; 2. Limogé	Pau-Orthez-Villeurbenne	92-80 a.p.
	Classement: 1. Pau-Orthez, 51 p	is: 2. Limoges
	+ 10), 49 : 3, Vileusbanne (- 10), 4	9 : 4. Le Mans.
18; 5, Paris-SG, 47; 8. Cholet, 45; 7. Montpellie	18: 5. Paris-SG. 47: 8. Choiet. 45:	7. Montoeller.
13 ; 8. Nancy, 42 ; 9. Antibes et Dijon, 40 ; 11. Che	13: 8. Nancy, 42: 9. Antibes el Dio	n. 40 : 11. Che-

Il y a 3 choses agréables sur notre ligne Paris/Roissy - NewYork/Newark: l'aéroport de départ, l'aéroport d'arrivée, et tout ce qu'il y a entre les deux.



A partir du 7 avril 1997, Continental Airlines emmenage à l'aerogare 2C de Roissy Charles de Gaulle. C'est pour vos clients l'occasion de profiter d'un terminal plus agréable, plus accueillant, en un mot plus performant. Ce n'est pas tout, car sur cette liaison ils atterrissent à Newark, i aéroport new yorkais le plus proche de Manhattan. Ces deux aéroports très récents sont mieux équipés, mieux organisés et offrent surtout un très large éventail de correspondances vers un grand nombre de destinations. Avec ootre ligne Roissy/Newark ils economiseront ce qu'ils ont de plus précieux : du temps. Pour vous renseigner sur nos vols quotidiens de Roissy vers New York et vers Houston appelez nous au 01 42 99 09 09.

> Continental Airlines, 92, Champs-Elysées, 75008 Paris. http://www.flycontinental.com







Air Transport World's 1996 Airline of the Year

Soleil

UN ANTICYCLONE est centré du proche Atlantique à la France, maintenant sur le pays un temps sec et bien ensoleillé. Le vent d'est apportera un peu de fraicheur. Les gelées matinales seront fréquentes sur le Nord-Est.

Bretagne, pays de Loire, die. – Le temps sera en général bien ensoleillé. Des nuages élevés voileront le ciel par moments sur les côtes atlantiques. Le vent de sud-est soufflera à 40 km/h en rafales. Les températures maximales avoisineroot 16 à 18 degrés, mais seulement 13 à 15 degrés sur les côtes de la Manche.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Le soleil brillera largemeot toute la journée. Le veot d'est sera modéré. Il fera frais au lever du jour, avec quelques gelées par endroits. L'après-midi, le thermomètre marquera 14 à 17 degrés.

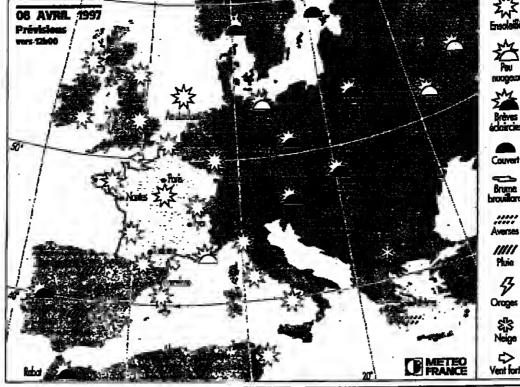
Champagne, Lorraine, Alsace,

d'est sera modéré. Les gelées matinales seront fréquentes, et il fera jusqn'à - 5 degrés par endrolts. L'après-midi, il fera plus doux. avec 12 à 15 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Malgré quelques passages de nuages élevés, le soleil sera prédominant. Le vent d'autan souffiera à 60 km/h en rafales. Il fera 19 à 23 degrés au meilleur moment de la journée.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - La journée s'annonce placée sous le signe du soleil. Le ciel sera voilé par moment sur le Limousin, mais l'impression restera agréable. Les températures maximales avoisineront 17 à 19 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Sur le Languedoc-Roussillon les ouages seront très nombreux. Le vent d'autan soufflera à 70 km/h eo rafales. Ailleurs, maleré quelques nuages, le soleil fera de belles apparitions. Il fera 14 à 17 degrés



LE CARNET **DU VOYAGEUR**

HONGKONG. La Chine va littuirer le nombre de visiteurs du continent qui pourront se rendre à Hongkong lors du retour sous souveraineté chinoise le 1º juillet. Des mesures sont prévues entre le 15 juin et le 15 juillet et le nombre des voyages en groupe restreint. En 1996, deux millions de Chinois se sont rendus à Hongkong et les chiffres de janvier 1997 traduisent une augmentation de 21,4% par rapport au même mois de l'an dernier. - (AFP)

E DANEMARK. Un convoi de mar chandises a roulé pour la première fois, dimanche 6 avril, dans le tunnel-pont du Grand Bealt reliant l'ile de Seeland (Copeohague) au continent européen. Cette liaison de 18 km raccourcit la durée de la traversée, qui passera de 1 heure en bateau à 7 minutes, dont 3 à 4 sous la mer. Le transport de passagers devrait débuter le 1º juin et la liai-

		-Comte Le vous. Le vent		es muages, et Sud-Est, avec			abo Sala	20.164				20" FRANCE Vent fort son routière en juillet 1998 (AFP.)
Ville par ville,	les minin S : ensok pluie; * : n	E 08 AVRIL 19 12/maxima de te illé; N : nuageur leige. NANCY	mpératur	PAPEETE POINTE-A-PIT. ST-DENIS-RÉ. EUROPE AMSTERDAM ATHÈNES	25/27 P 20/27 S 24/28 S 2/11 S 4/12 P	KIEV LISBONNE LIVERPOOL LONDRES LUXEMBOURG MADRIO	1/8 N 16/19 S 4/12 S 3/14 S 1/10 S 9/16 P	VENISE VIENNE AMÉRIQUES BRASILIA BUENOS AIR. CARACAS	1/11 S -1/5 S 18/24 S 14/25 S 23/27 S	LE CAIRE MARRAKECH NAIROB! PRETORIA RABAT TUNIS	13/24 S 13/20 S 16/21 P 5/17 S 13/20 S 11/15 S	
AJACCIO BIARRITZ BORDEAUX BOURGES	4/15 S 11/21 S 9/22 S 3/18 S	NANTES NICE PARIS PAU	7/18 S 9/14 N 0/16 S 8/23 S	BARCELONE BELFAST BELGRADE BERLIN	11/15 S 6/11 S -1/7 P -2/7 N	MILAN MOSCOU MUNICH NAPLES	6/17 S -5/3 N -4/7 S 4/10 S	CHICAGO . LIMA LOS ANGELES MEXICO	-2/6 S 19/25 S 12/18 S 13/21 P	BANGKOK BOMBAY OJAKARTA	27/35 P 24/33 5 26/30 P	A CAD
BREST CAEN CHERBOURG CLERMONT-F. OUON	6/15 S 3/12 S 2/12 S 1/19 S -1/15 S	PERPIGNAN RENNES ST-ETIENNE STRASBOURG TOULOUSE	13/17 S 4/17 S 1/18 S -3/13 S 9/21 S	BERNE BRUXELLES BUCAREST BUDAPEST COPENHAGUE	-2/13 S 1/11 S 2/5 P 2/7 S 3/7 C	OSLO PALMA OE M. PRAGUE ROME SEVILLE	-3/7 C 6/18 P -5/5 S 2/12 S 17/22 P	MONTREAL . NEW YORK SAN FRANCIS. SANTIAGOICH TORONTO	-3/2 P 6/12 S 9/15 S 8/26 S -3/5 S	JERUSALEM	21/29 S 23/26 P 21/24 S 11/22 S 19/32 S	
GRENOBLE LILLE LIMOGES LYON	3/17 S 0/13 S 8/19 S 3/17 S	TOURS FRANCE out CAYENNE FORT-DE-FR.	3/17 S 24/28 P 21/27 S	OUBLIN FRANCFORT GENEVE HELSINKI	5/12 \$ -2/10 \$ 1/19 \$ -6/2 *	SOFIA ST-PETERSA, STOCKHOLM TENERIFE	-3/3 * -5/1 * -4/5 C 12/17 S	WASHINGTON AFTEQUE ALGER DAKAR	6/15 S 9/22 P 19/24 S	PEKIN SEOUL SINGAPOUR SYDNEY	8/13 S 10/17 C 26/32 S 12/19 P	Situation le 7 avril à 0 heure TU Prévisions pour le 9 avril à 0 heure TU
MARSEILLE	8/17 N	NOUMEA	24/29 P	ISTANBUL	4/6 P	VARSOVIE	-3/3 \$	KINSHASA	18/30 S	TOKYO	10/1B S	Situation le 7 avril à 0 heure TU Prévisions pour le 9 avril à 0 neure 10

Les nouvelles cylindrées ne font pas dans la discrétion

cycliste est au body-building, Inflacouleurs chatoyaotes, voire criardes, pour l'habillement. Les machines les plus marquantes apparues ces derniers mois ont en commun de dépasser allègrement le litre de cylindrée et de prendre des allures de divas impétueuses.

BMW vlent de présentet la K1200 RS, une moto à vocation sportive, doot le moteur (quatre cylindres, 1 171 cm²) est le plus gros jamais réalisé par la marque bavaroise. Chez les Japooals, les oouveautés les plus significatives sont des customs inspirés de la tradition américaine ; la flamboyante et surdimensionnée Honda F6C (1 520 cm³) et la plus placide mais à peine plus discrète Yamaha Royal Star (1 300 cm3). Strictement encaementatioo française, qui limite à 100 chevaux la puissance des motos, ces nouveaux modèles - que leurs prix et leur philosophie destinent aux plus de trente-cinq ans - sont plus sages qu'ils veuleot bien paraître, même si leur tempérament est bien trempé.

La BMW KI200 RS ne ressemble à rien de ce qu'a produit jusqu'à présent la marque allemande. La firme de Munich a cherché à se défaire de son image un peu austère sans pour autant verser dans

l'agressivité. La ligne générale s'inspire des sportives japooaises tion cylindrique côté muscles et et italiennes mais eo plus enrobé, en plus confortable (suspensioo très agréable, bulle, selle, guidoo et repose-pieds réglables), en mieux équipé (freinage ABS en série)... et eo plus cher. Ce retour dans l'univers « grand tourisme », sur les traces de la R100 RS de 1977, s'effectue avec entrain mais retenue. Le moteur et la boîte à six rapports permettent surtout de délivrer du couple à bas régime et les montées en régime sont vigoureuses mais progressives. Cette sportivité est bien élevée (la K1200 RS est la première moto vendue en France avec un pot catalytique en série) et son freinage est au diapason des performances. BMW n'en vendra pas moins hors de France et d'Allemagne une versioo de 130 che-

> JAUNE À DAMIERS NOIR ET BLANC Pour bien marquer sa personnalité, la K1200 RS est ootamment disponible dans un coloris jaune avec des damiets gris, blanc et noir, qui fera sans doute sursauter les gardiens de la tradition. Ceux-ci ne sont pas au bout de leurs surprises. Le 2 avril, BMW a levé le voile sur la R1200 Cruiser, qui sera commercialisée en octobre et tentera d'occuper le créoeau des customs, jusqu'alors totalement

> > GOLF S 90 5p. 11/96
> > 11 500 km, gris métal foscé, val. nf. : 101 950 F

OMEGA 25 TD GL

12/96, 8 000 km, vert métal, val. af. : 189 700 F

CLIO Baccara Auto.

07/96, 7 000 km, gris argent métal.

P. BONNET

01.44.18.10.65

négligé. Le moteur de cette BMW « à l'américaine » sera un Boxer flat-twin (deux cylindres opposés et à plat) de 1 170 cm3 doot la puissance sera ramenée à 61 chevaux.

Le custom n'est plus un phéoomène de mode. Aujourd'bui. il représente le tiers des ventes de motos de plus de 500 cm3 dans le monde. En France, la proportion atteint à peine 10 % mais les ventes ont doublé en deux ans pour atteindre 10 000 unités. Conséquence da vieillissement de la populatioo motarde, ce succès permet à des quadragénaires - et même à de jeunes retraités - d'entamer une deuxième vie motocycliste. Nombre d'entre eux risquent

d'avoir des fourmis dans les bras et les jambes devant la Honda F6C. Survitaminée, cette moto ne se cootente pas d'imiter les célèbres contrairement aux autres customs japooais (dont la Honda VT 1 100). Au lieu d'un placide bicylindre en V doot la puissance s'évanouit dès que l'on monte dans les tours, la F6C (qui aurait mérité une appellation plus chatoyante) loge oon sans mal un énorme six cylindres à plat de 1520 cm3 à transmission par cardan, identique à celui qui équipe la pachydermique Gold Wing. Les mootées en régime o'eo finissent pas et, à vive allure, il faut s'accrochet au guidon, car la position de

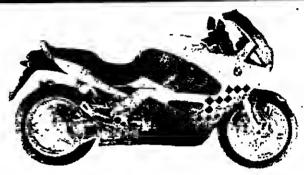
conduite particulière qu'impose le très large guidoo n'est pas à proprement parier idéale pour un pilotage sportif. Dès lors, oo se convainc rapidement qu'il vaut mieux jouer avec les agréables reprises à bas régime et profiter pai-

siblement du soo extraordinaire -à la fois rood et rauque - que produit le moteur. Cootrairement à ce que pourrait suggérer son poids (309 kilos), ce croisement entre esthétique américaine et tradition motoriste japooaise reste maniable, malgré son rayon de braquage excessif.

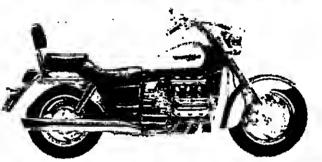
LE SUCCÈS DU ROUGE CERISE Produîte aux Etats-Unis et desti-

née avant tout au marché local (bien apparente, l'inscription « made in USA » est gravée à l'aroère de la selle), la Honda F6C vise pas le tape-à-l'œil. Parmi les coloris disponibles, les premiers acheteurs français ont plébiscité la versico rouge cerise particulièrement voyante et dédaigné le sobre modèle noir. Autant, en effet, jouer le jeu jusqu'au bout!

Copie élégante mais un peo trop appuyée des grosses Harley-Davidson, la Yamaha Royal Star s'adresse elle aussi à ceux qui ont toujours rêvé de la moto américaine, sa puissance mélée d'indolence et le style de conduite déten-



La nouvelle BMW K1200 RS, avec son phare en deux parties (« projecteur tandêm »), est une machine à l'allure délibérément sportive.



due qui y est lié. Un jour s'adonneront-ils peut-être au tuning extravagant auquel se livrent les amateurs américains et japonais de customs en affubiant leurs machines d'accessoires plus clinquants les uns que les autres. Du réservoir en goutte d'eau au cachecarters, eo passant par les parebrise ou les sacoches cloutées.

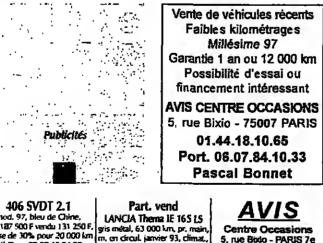
La Honda F6C ressemble à une Harley-Davidson. mais son moteur (six cylindres, 1500 cc) s'inscrit dans la tradition motocycliste japonaise.

★ 8MW K1200 RS: à partir de

* Honda F6C: 102 970 francs. * Yamaha Royal Star 1300 : à par-

Jean-Michel Normand

99 900 francs. tir de 83 900 francs.



406 SVD1 Z.1 mod. 97, bleu de Chine, neul 187 500 F vendu 131 250 F, remise de 30% pour 20 000 km Tél/Fax : 03.87.63.94.92	9
Part. vend	T

03/92, rouge, vitres teintées, radio K7, 87 500 km, 31 000 F 01.46.42.98.92 le soir 19h.

Part. vend BMW 525 TD Worldline gris clair, 7 cv. 11/95 mod. 96. 33 000 km, état neul. 140 000 F - 01.30.57.43.55

gis métal, 63 000 km, pr. main n, en circul, janvier 93, climat, ABS, radio CD, etc. 59 000 F EL Lorison 01.40.70.03.18 but ou 01.47.54.97.77 dom.

Part. vend SAFRANE 1994, 9 cv, haut de gamme ABS, radio, équipée gaz, 02.43.89.07.15 le soir 20 h.

MERCEDES 220 Diesel

50 VÉHICULES EXPOSÉS. FAIBLES KM DISPONIBLES. CARANTE EUROPÉENNE DE 1 AN (pièces et main d'œuvre).

LAGUNA RT 1.8 95	70 000
405 GR 94	49 500
SAMBA Cabriolet 84	27 000 l
OMEGA Break dt 96	125 000 1
PRIMERA Diesel II 96	75 000 1
R19 Altzé 1.8 dt 96	85 000 1
SAFRANE 2.0 Alizé 95	80 000
ESPACE RN 2.1 dt 94	89 000 1
SAFRANE RT 2.2 94	80 000 1
SAFRANE V6 93	50 000 l
405 SRI BVA 93	45 000 I
405 Style Diesel 95	70 000 1
ESCORT TD 96	B9 000 I
XANTIA TD SX 95	83 000 i
XANTIA 1.B X 94	54 000 I
ROVER 620 Di 95	82 000 I
AUD! 80 TD! 95	82 000 I
ZX 1.1 3p. 94	35 000 1
CLIO RL 1.2 5p. B7	57 000 F
CUO 'S' 3p. 96	56 000 F
-Tél. : 01.46.71	64.03 -
. 400 . 411.1401. 1	41.00



ALMERA 1.8 StX bva 97... 92 000 F MICRA Lagoon 97...... HONDA CIVIC 5P 98.... 78 000 F FIAT UNO 45 82..... OPEL ASTRA Diesel 94..... 45 000 I FORD FIESTA 1.1 95...... 44 800 F CITROEN BX 1.4 TGE 90.... 18 000 F



En plus de la garantie 3 ans ou 100000 km. nous vous offrons 3 ans ou 100000 km d'entretien GR4TUIT Adam Clayton

0 1 46 09 15 32

1	500	
۱	PLANETE AUTO:	5
	DEPOT VENTE DE PARTICULER 92000 NANTERRE UNIVERSITE TEL.: 01.47.66.56.56	
ľ	Espace RT TD 94 50 000 km, 118 000	
ľ	Peugeot 405 Siliage 96	E
ł	Fiat Punto TD 94	
ı	BMW 325 TDS 94 133 000	
i	BANY 3251 95 133 500	F
i		
I	BMW 3251 95 133 500 CEo 1.9 Diesel 5P 96 66 000 Espace 87 43 000 Concerto 92 87 000 km 34 500	
		F

Véhicules GARANTIS

AXAUTO - PARIS 7^e Véhicules révisés - Garantis 11 bis, bld Raspail LANCIA Keppa 21. LS 24 000 km..... 96 LANCIA Dedra Break TO................. 96 Brave 1.8 GT 18 000 km....................... 96 Brave 1.6 SX 8 000 km Brava 1.6 ELX 27 000 km ... Punto TD SX 5P 20 000 km Panto 60 SX 5P 12 000 km. Panto 55 S 3P 13 000 km... Clie 1.2 RN 5P 12 000 km. Mini noire 9 000 km.... Gotf GL BA 91...... Xantia OX Pack 95... 54 000 F Achat tous véhicules mêmes gagés 01.45.49.64.85



715 T

₹ :

depuis 1988, d'une cirrhose du foie, il avait été admis, il y a une dizaine de jours, au Beth Israel Medical Center.

l'un des principaux représentants de la « beat generation ». Dans les années 50 et 60, ce mouvement infor-William S. Burroughs, Ginsberg était caine en révolte contre le et du rythme que l'on peut retrouver

puritanisme et l'impérialisme. A la thématique libertaire, Allen Ginsberg associa un lyrisme personnel

dans ses grands poèmes: Howl (1956) et surtout Kaddish (1958). A l'instar de nombreux intellectuels en Avec Jack Kerouac (mort en 1969) et mel donna voix à la jeunesse amériauthentique, un sens de l'incantation rupture, Allen Ginsberg s'intéressa

Allen Ginsberg, une voix de l'Amérique protestataire

Le poète de la « beat generation » est mort, samedi 5 avril, dans un hôpital new-yorkais. Avec Jack Kerouac et William S. Burroughs, il représentait un certain idéal de révolte, qui s'est aussi traduit dans les formes d'une écriture incantatoire et rythmée

LA MORT, Allen Ginsberg y pensait chaque matin. D'aube en aube, il s'émerveillait d'être toujours là, de pouvoir écrire et chanter à sa guise, regarder une fois encore par la fenêtre de sa cuisine et méditer sur un petit coussin soyeux, dans son appartement du Lower East 5ide new-yorkais. Encore en vie, encore en éveil, lui qui avait passé son existence à proclamer l'urgence de faire tomber les corsets qui étouffent les corps et les consciences. Mais la mort est une dangereuse compagne, qui finit forcément par avoir raison de ceux qui lui jettent leur gant au visage -fussent-ils poètes. 5amedi 5 avril, à New York, elle a emporté Ginsberg et avec hi l'une des grandes figures de la « beat generation », cette collection de destins individuels dont les malices de l'histoire ont fait un mouvement de masse.

Depuis longtemps, Allen Ginsberg n'était plus le jeune homme à la barbe fleurie qui sourit sur les photographies des années 60. Guetté par les caprices d'un cœur affaibli, malade, son corps était devenu le comptable de ses gestes, mais pas de ses pensées. Au seuil de ses soixante et onze ans, il continuait d'écrire avec ferveur, ne manquant pas une occasion de dénoncer les vices du monde et jettant un oeil attendri sur ce qui fut appelé la « beat generation ». Cette flamboyante éruption poétique, littéraire et musicale qui fit grincer les rouages de l'american way of life, il en avait été le premier porte-parole et l'un des principaux inspirateurs.

Né à Newark, dans le New Jersey, le 3 juin 1926, Allen Ginsberg était Issu de ce qu'il a défini comme «une famille juive, de gauche et athée, d'arigine russe». Son père, poète à ses heures, était enseignant. Sa mère, Naouri Grinsberg -



• Ginsberg en français. Aux éditions Christian Bourgois: Kaddish (1967); Howl (1977, réédition « 10-18 », 1980) ; Journal 1952-1962 (1983) ; Linceul blanc (1994); Mind Breaths/Plutonian Ode (1994) ; Journoux indiens, 1962-1963 (1977, réédition « 10-18 », 1995); Cosmopolitan Greetings-Poèmes 1986-1992 (1996). Flammarion : La Chute de l'Amérique (1979). Solin : Iron Harse (1985). Herne: Lettres du Yage (1970).

• Sur Ginsberg. Lecture de la poésie américaine, de Serge Fauchereau (Minuit, 1968), La Poésie de lo beat generation, de jean-jacques Lebel (Denoči, 1965), Allen Ginsberg, de C. Tysh (collection « Poètes d'aujourd'hui », Seghers, 1974).

à qui le poète dédiera Kaddish, l'un de ses poèmes les plus beaux et les plus célèbres -, avait été une jeune marxiste idéaliste avant de sombrer dans le délire paranoide qui empoisonna l'enfance de son fils.

C'est à la fin des années 40, alors qu'il étudiait l'anglais à l'université Columbia de New York, que Gins-berg fit la connaissance de Jack Kerouac. Entouré, déjà, d'une impalpable aura, le futur auteur de Sur la route était « la première personne que je rencontrais (...) d se penser comme écrivain et pour laquelle l'écriture était comme une vocation sacrée », expliquera Ginsberg dans un entretien accordé au Magazine littéraire, en mars 1996.

Scribe obstiné de ses perceptions et de ses rêves, il pensait que ses poèmes pourraient aider l'humanité

L'amitié qui lia Ginsberg à Kerouac, mais aussi à William S. Burroughs, Gary Snyder, Gregory Corso et quelques autres, fut le berceau de la « beat generation ». Dans une Amérique imprégnée de puritanisme, ces jeunes gens proclamaient sans vergogne le droit à la différence et à l'usage de substances hallucinogènes. Ils prô-naient le mépris sans appel pour tonte forme de productivisme et une liberté sexuelle totale; de son homosexualité - il vivra une quarantaine d'années avec Peter Orlovsky – Ginsberg fera l'un des thèmes de son œuvre.

Hawl and Other Poems, le premier recueil publié par Ginsberg en 1956, . explosa comme une bombe ironique, insoleute et coléreuse dans un ciel faussement sage. Préfacé par William Carlos Williams, cet ensemble de textes se moquait de la bienséance et fustigeait la société de consommation. « Maloch dont l'omour est pétrole et pierre sans

Au firmament du monde que les pionniers de la « beat generation » appelaient de leurs vœux, brillait l'étoile de la « nouvelle connoissance » ou « nouvelle sensibilité ». Les territoires infinis de la conscience humaine étaient leur patrie, le pays si mal connu qu'ils devaient explorer pour parveuir à une meilleure compréhension de l'homme et de ses rapports avec la nature. Engagés dans un processus de libération individuelle, ils vonlaient se débarrasser de toutes les



Allen Ginsberg chez lui, à New York, 1985.

voyant dos à dos capitalisme et socialisme, vouant aux gémonies la guerre froide, la menace atomique

et la glorification de l'économie. L'une des ombres qui pèsent sur la « beat generation » vient du décalage entre cette recherche indivi-

gendraient à l'époque et l'individualisme d'une tout autre nature que le mouvement a peut-être contribué à développer plus tard, à son insu.

Allen Ginsberg, lui, n'a jamais abandonné tout à fait le combat duelle, l'exigence libertaire, les politique qui faisait de sa quête

sur sa scule personne - peut-être parce qu'il était le plus engagé des inspirateurs du mouvement. Bien sûr, le héraut de la contre-culture est devenu, les années passant, professeur émérite de la City University de New York et membre de l'Académie américaine des arts et

« Maintenant et à jamais »

JE me contenterai de l'immortalité Non au travers du corps Ni des veux

Hautes montagnes couronnées d'étoiles hme descendant sur les sommets d'Aspen Mais au travers des mots, an travers du souffle des longues phrases de mes amours, dil coeur qui bat toujours, inspiration continue, exhalaison de rythme affectueux Telle immortalité survit à l'Amérique,

survit à la chute des Etats au Départ de mon corps,

bouche muette poussière Ces vers diffusent le désir, l'accomplissement du Désir Maintenant et à jamais les garçons peuvent lire les filles rêver, les vieillards pleurer Les vieilles femmes soupirer

les ieunes encore iouir.

19 iuillet 1992, Aspen

(Extrait du dernier recueil d'Allen Ginsberg traduit en français par Yves Le Pellec et Françoise Bourbon. Cosmapolitan greetings. Poèmes 1986-1992, éditions Christian Bourgois, 214 p., 130 F.)

des lettres. Mais le jeune poète qui tonnait contre la guerre du Viet-nam s'est perpétué dans l'homme d'âge mùr qui luttait sans répit contre la censure et la prolifération

Pour lui, la politique et la poésie avaient partie liée, parce que les mots sont des armes pacifiques. Tout est matière poétique, affir-mait-il, et la plupart de ses recueils font alterner des textes « politiques » avec d'autres beaucoup plus intimes, où surgissent des détails de la vie quotidienne, des images et des sensations transcrites en phrases simples, impétueuses et souvent saislssantes. La première étape de son travail consistait à « ètre franc, laisser fleurir [ses] pensées, y compris les plus négatives, les plus terrifiantes, avant de leur donner une farme objective par l'écri-ture ». Scribe obstiné de ses perceptions et de ses reves, il pensait que ses poèmes pourraient aider l'humanité « s'ils servent de miroir à d'autres gens, si des lecteurs peuvent y décauvrir qu'eux aussi ant une conscience pleine de controdic-

Le bouddhisme, qu'il pratiquait assidûment depuis les années 70, renforçait chez lui les principes de libre introspection dessinés par la beat generation ». A l'institut bouddhiste Naropa, fondé dans le Colorado par Chōgyam Trungpa, il avait créé une Ecole Jack Kerouac de poésie désincamée où il enseignait régulièrement. L'importance de la respiration et du souffle, apprise des moines tibétains, lui paraisssait tout aussi fondamentale que la musique, pour une activité poétique dont les mots n'étaient pas la seule composante. La musique était même devenue l'un des prolongements de son art, par im mouvement qui peut sembler naturel si l'on songe au combre de mu-Patti Smith - qui furent inspirés par la « beat generation ».

Insatiable, Ginsberg ne voulait se contenter ni d'un seul mode d'expression, ni de sources limitées, ni de parentés restreintes. Il lisait Horace, aimait 5apho, vénérait Whitman et reconnalssait l'influence d'Ezra Pound, de William Carlos Williams ou des surréalistes. Dans ua poème de Cosmapolitan Greetings, son dernier recueil paru en français, il adressait aussi d'hilarantes Salutations à Fernanda Pessoa. Cet humour merveilleux, ce sens du comique et du dérisoire qui traversent toute son œuvre, Ginsherg l'a manié jusqu'au hout, jusque sous le nez de la mort. Comme pour rappeler qu'en dépit des dérives, les fondements de la « beat generation » se trouvaient du côté de la vie. contre l'apoca-

Raphaëlle Rérolle

La « beat generation », un mouvement amical, affectif et daté

LORSQUE les jeunes révoltés nam, tout en jouissant de sa parisiens de mai 68 s'enflamment à l'écoute des cris poétiques d'Allen Ginsberg et à la lecture - ou à en 1914, buit ans avant Kerouac la tentative de lecture - des découpages textuels fébriles de longue silhouette décharnée William S. Burroughs (cela le plus souvent en traduction française), les temps glorieux de la « beat generation », en Amérique, ont déjà vécu. Jack Kerouac, noyé dans l'alcool, mimant le « clochard céleste » qu'il n'est plus, rumine avec amertume le mythe de sa propre jeunesse. Il meurt en octobre 1969, quelques mois

après le Festival de Woodstock. Allen Ginsberg, appuyé d'une main sur un bouddhisme passablement américanisé et tenant de l'autre les œuvres de Thoreau, Whitman (à qui il a fini par ressembler), les poèmes de Rimbaud et les écrits sur la drogue de Michaux, est ce barbu photogénique, cette figure prestigiense du mouvement protestataire qui mlifte contre la guerre du Viet-

grande notoriété: Seul Burroughs, l'aîné du groupe (il est né et douze ans avant Ginsberg), dont aucune drogue, aucun excès n'ont pu venir à bout, poursuit avec opiniâtreté son travail de déconstruction de la prose : c'est le dernier vivant de cette généra-

SIGNE DE RECONNAISSANCE Le mot beat désigne d'abord, selon Pierre-Yves Pétilion, les vagabonds qui suivaient les voies ferrées an XIX siècle, puis, vision zen aidant, la héatitude, obtenne souvent à l'aide de substances hallucinogènes. Le mot beatnik enfin, à la fin des années 50, donne à toute une (vraie) génération un signe de reconnaissance; mais celui-ci n'aura plus mouvement se déplacera ensuite qu'un lointain rapport avec la vers San Francisco, où Ferling-

Ginsberg a insisté sur le caractère beaucoup plus amical et affectif qu'idéologique ou intellectuel du tien unissant les membres de ce groupe informel qui ne se voulut jamais école. Aux noms des trois mousquetaires - avec, dans le rôle du quatrième, l'ange venn de l'Ouest, l'inspirateur et le libérateur érotique débarqué du Colorado à Manhattan, Neal Cassady -, il convient d'ajouter ceux des amis de la « bande » : Bob Kaufman, Lawrence Ferlinghetti, Gregory Corso, Gary Snyder...

C'est dans les années 1943-1944, à New York, que Ginsberg, encore étudiant, rencontre Kerouac et Burroughs. Ce qu'on appellera plus tard, grâce au savoirfaire commercial des agents littéraires, la « beat generation ». naît là. Le centre de gravité du poésie en actes et en paroles des hetti tient sa librairie, City Lights, et où, en octobre 1955. Ginchard

A plusieurs reprises, Allen fait une lecture publique de son grand poème incantatoire Howl. La foule scande la litanie hallucinée. Un procès pour obscénité est intenté contre l'auteur. En 1957, paraît On the Road, de Jack Kerouac (Sur la route, traduit en français - fort mal - dès 1960). William Burroughs, après Junkie en 1953, publie The Naked Lunch (Le Festin nu, 1959), récit éclaté en forme de kaléidoscope baroque de sa descente dans les bas-fonds de la drogue.

> DANS L'HÈRITAGE NATIONAL Fils rebelles de l'Amérique d'Elsenhower, les écrivains de la « beat generation » sauront, avec un mélange de candeur et le souffie libertaire et désordonné d'une authentique révolte, se faire les porte-voix d'une jeupesse en rupture de puritanisme ; une jeunesse que le rêve capitaliste et impérialiste ne fascinait plus guère. Sur le plan littéraire, la « beat generation » est surtout

dépositaire d'un héritage national, avec Walt Whitman, William Carlos Williams, Cummings, Charles Olson... A ce dernier, elle empruntera la théorie dn « vers projectif », premier pas vers une poésie essentiellement vocale et habitée par le rythme, celui du jazz d'abord, puis dn rock. De Bob Dylan à Lon Reed en passant par Patti Smith et Leonard Coben, la dette contractée par les musiciens à l'égard des poètes est énorme.

Une récente exposition à New York intitulée « La Beat culture et l'Amérique nouvelle, 1950-1965 » et diverses publications on rééditions tentèrent de redonner sonffle au mouvement (« Le Monde des livres » du 19 juillet 1996). Mais, loin de ses premiers motifs de révolte et de colère, la « beat generation » n'a plus vraiment les moyens de soulever-les

Patrick Kéchichian





CONCERTS



SAMEDI 12 AVRIL 20h Daniel Barenboim, direction Maxim Vengerov, violon Staatskapelle Berlin STRAVINSKY, BEETHOVEN cation 01 40 28 28 40



Maurizio

Dim. 20 avril - 20 h 30 5e Récital cycle Beethoven Op.57 / Op.78 / Op.79 Op.57 "Appassionata" Op.81a "Les Adieux"

PLEYEL: 01.45.61.53.00

21 et 22 AVRIL - 20 heures SALLE GAVEAU Si vous almez le piano devenez « jury » du **Piano Masters Tour 97**

7 pianistes, titulaires de grands prix internationaux itent au suffrage du public, qui désigne les 4 pianistes participant à la tournée de province.

Tel. res.: 01-49-53-05-07 Prix unique: 100 F pour les 2 soirées

théâtre des champs-élysées

symphony orchestra sir georg solti, direction mabler, des knaben wunderhorn (ext.) chostakovitch, symphonie n°15

avec le soutien de Soma Group tarifs : 510, 340, 710, 70 i

landi 28 avril, 20130 location 01 49 52 50 50

> LUNDI 5 MAI - 20 h 30 SALLE PLEYEL

Unique récital du pianiste Krystian Zimerman

HAYDN, BEETHOVEN, SCHUBERT Tel. loc. par cartes bancaires: 01-45-61-53-05

Le Printemps du jazz de Nîmes, festival attentif aux novateurs

Ce rendez-vous musical, lancé il y a quatre ans, trouve peu à peu ses marques

Fondé en 1993 sur les vestiges du Festival de Nîmes, le Printemps du jazz convoquait jusqu'alors quelques musiciens, connus et nouveaux venus, pour une poi-

gnée de concerts. Cette cinquieme édition affirme sa dimension de festival en investissant la ville. Un mot d'ordre : privilégier la creation.

Jusqu'an II avril avec Didier Levallet Quartet, Jackie McLean, duo Trovesi/Coscia, Louis Sciavis, Carlo Actis Dato, duo Lazro/ McPhee, André Jaume, Michel Portal, Jean-Charles Capon Quartet, Bill Frisell Group, Howard Johnson... Tél.: 04-66-36-65-00.

de notre envoyé spécial Dans les années 70, le circuit des festivals d'été se résumait à quelques noms de ville et à des identités assez claires. Châteauvallon en panorama des avant-gardes; Antibes - Juan-les-Pins pour célébrer les stars ; Uzeste, le village en liberté de Bernard Lubat; Nice - avec sa Grande Parade -, à qui tout était pardonné tant son aspect festif l'avait rendu particulier: Nîmes, enfin, fondé en 1976, à l'initiative de Guy Labory, ouvert à tous les styles sans que l'impression de patchwork se fasse sentir. On savait où l'on allait et pourquoi. Et puis, chaque municipalité voulant son festival, la concurrence des années 80 laissa Nîmes sur le côté, en 1988.

La création du Printemps du jazz, en 1993, pouvait s'appuyer sur ce passé. La période rend plus attentif à la découverte que l'été, devenu une gigantesque tournée support de la promotion touristique. De quelques concerts et reocootres entre musicieos réputés et nouveaux venus, le Printemps du jazz est passé, cette année, à l'affirmation d'un festival : un lieu où soot montrées les questions artistiques du moment, où même ceux qui out

fait l'histoire continuent de jouer en pensant à demain. La conseillère artistique est Nicolle Raulin, ancienne de Jazz à Grenoble (festival de printemps); le directeur du Théâtre de Nîmes, Jean Lebeau, arrivé il v a un an et demi, inscrit le festival dans un mouvement global d'attention à la création. On sent des volontés dans ce Printemps du jazz « nouvelle manière ».

L'une d'elles est de s'interroger sur le lieu, le moment et la nature du concert. Uzeste musical a montré la voie, l'Europa du Mans, Jazz à Mulhouse ont intimement lié ces éléments. Le Printemps du jazz s'en approche. Pour le moment de manière encore empirique, sans avoir exploré toutes les possibilités de la ville, mais avec un certain bonheur. En particulier lors des concertspromenades de 18 h 30 à l'intérieur du Carré d'art, splendide bâtiment de verre et d'acier blanc créé par Norman Foster.

GRAND ORCHESTRE MINIATURE Jeudi 3 avril, le Suisse Pierre Favre, l'Américain Gerry Hemingway et l'Indien Shyamal Maîtra faisaïeot entendre en parallèle des états de la batterie et de la percussion. Chez Pierre Favre s'interpénètrent les timbres et les degrés de la musique contemporaine aux sources organiques des traditions. Entouré de tableaux, jouant avec la réverbération des salles du musée, Favre amène vers la poésie. Hemingway combine des sonorités électroniques et une approche par sursauts des rythmes. Il révèle, en soliste, un sens étonnant du déroulé du temps. Seul Shyamal Maîtra a

peiné à se tenir dans les contraintes que les concerts-promenades out fixées: déplacement du public, mimutage rigoureux. Sa musique aux cycles étendus ne pouvait, ici, être

Ces petites formes montreut la musique autrement, c'est une réussite. Comme à midi où, au théâtre ou an Carré d'art, les propositions sont plus diversifiées sans céder aux facilités de l'animation. Tous dehors, le big band de Laurent Dehors a fait oublier le rituel de l'heure du déjeuner ; Pietre Bastien étonne lycéens, étudiants entre deux cours et jeunes parents avec son grand orchestre miniature et fracile fabriqué avec des pièces de Meccano et des instruments.

En soirée, c'est au théâtre oo dans la salle de l'Odéon que sont organisés les concerts. L'ouverture, le 2, avec le Willem Breuker Kollektief indique une direction. C'est l'une des formations européennes les plus passionnantes de la musique. Le répertoire puisa largement dans ce jazz des années 20 à 50 qu'adore le Hollandais Breuker. Romance, chansons, airs de cabaret se fondent dans les arrangements. Breuker et son orchestre utilisent les sources. Ils jouent pour l'avenir. Comme le batteur Joey Baron avec Barondown (Ellery Eskelin, saxophooe, et Joshua Roseman, trombone). Le trio prend au blues, à la bossa, à la ballade, au funk leurs formes rythmiques et mélodiques les plus évidentes pour les détourner dans un échange en attention permanente eotre les musiciens,

Sylvain Siclier

Le jazz : masculin/féminin

femme du jazz. On trouve les femmes du lazz aux postes stratégiques: direction artistique, animation de clubs, agence artistique, etc. Dans la population des acteurs (compositeurs, musicleos, interprètes), elles sont oettement moins nombreuses. Air connu... Les exceptions, comme d'habitude, font la règle : Lil Hardin (pianiste du premier Hot Five d'Armstrong), Mary Lou Williams, Maxime Sullivan, Melba Listoo (trombone, composition), sont rejointes aujourd'hui par Geri Allen (pianiste), Terry Line Carrington (percussionniste), Cindy Blackman, Maria Schneider ou Barbara Donald (trompette).

La configuration apparente est la suivante : le milien du jazz est structuré sur un principe assez voyant d'hétérosexualité latente (version niaise: c'est un milieu « macho »). Cette hétérosexualité latente est du genre théâtralisé (très). Les mères enseignent les fondamentaux (en gros : la sexualité et les gospel songs). Les types quittent la famille et l'église pour rejoindre la communauté des musiciens. La société se venge en caquetant que le jazz est « une grande famille »,

etc. Alors qu'il en est le contraire. Demier cercle: les types jouent pour les filles (image canonique : Chet Baker par William Claxton). Quant aux demi-niais, ils s'essoufflent en courant derrière les explications. Ils tienneot à prouver d'uo coup leur science et leur bonne conscience. Ils savent que c'est un pari fichu. Ils s'épuisent à rappeler qu'il y a de grandes chanteuses, de grandes planistes, et que le iazz doit « s'ouvrir ». Air très

ou Gustave et Théo

texte et mise en scène di

Roger Planchon

Le Radeau de la Méduse

NICOLLE RAULIN est une connu. Uoe batteuse vient de se faire connaître. Suzy Wang. On voit que, en français, les ennuis commencent dans la langue. Suzy Wang est percussionniste. Suzy Wang, Philippine, capte par son geste, qui n'est pas celui d'un batteur mâle (question de code) mais pas moins « féminin » (irruption du stéréotype) que celui de son professeur, Milford Graves (homme). Sysmandet quand, au juste, ces dix dernières années, et pourquoi, le féminin s'en est allé du geste des bassistes. Féminin si sensible chez lean-François Jenny-Clark, Miroslav Vitous, Barre Phillips ou Jean-

Paul Céléa. Ce qui est clair, c'est que les femmes entrent maintenant dans la musique improvisée, pas seulement avec le souci de faire ce qu'y font les hommes. Le désir d'égaler en crétinerie le désir des bounnes - désir de compétition, de tauromachie, de bravade - n'est pas forcément finaud. Ce qui est notable, c'est que l'homosexualité est vécue dans le milieu selon les mêmes modalités que dans les milieux ootoirement hétéros. Noms chuchotés, secrets de Polichinelle, volonté de l'extérieur de moquer l'intérieur

Ce qui est intéressant, c'est que la musique des uns n'hystérise pas les autres de façon égale. Ce qui est passionnant, c'est quand les femmes entrent en scène avec leurs corps et leur propre dessein (en gros, quand elles décodent): la musique n'est pas alors le lieu d'une version féminine de Duke Ellington ou de Count Basie, mais le lieu d'une expression autre, d'une manifestation autre et éventuellement d'une sortie du jazz: en Europe, comme Carla Bley ou Maria Schneider là-bas, Irène Schweitzer, Joëlle Léandre, Annick Nozati, Sonhia Domancich oo Christine Wo-

draska montreut la voie

Francis Marmande

CORRESPONDANCE

Une lettre de Kostas Mavrakis

NOUS ovons reçu de l'essayiste Kastas Mayrakis le courrier suivant : Votre page du 15 février consacrée aux « maîtres censeurs » de l'« art cootemporain » contient à mon endroit de graves imputations explicites et insinuées. « Kostas Movrakis, écrivez-vous dans le chapeau, s'essaie à un éloge de la créativité ortistique sous le nazisme, le fascisme ou le communisme stalinien. » C'est faux. A la page 26 de mon article [publié dans la revue Krisis, NDLRJ, on trouve une condamnation sans équivoque du « réalisme socialiste ». Quant à l'architecture en honneur dans les pays fascistes, je dis seulement que rien ne la distingue pour l'essentiel de celle des bâtiments publics érigés par les pays démocratiques à la

même époque. Dans le passage cité par M. Dagen, j'expliquais pourquoi, oprès 1945, les institutions culturelles des Etats occidentaux ont marginalisé les héritiers de la grande tradition pour favoriser le non-art. Au-delà du diagnostic, je propose une théorie explicative. En quoi celleci, qui fait intervenir les phénomènes de réification, d'autonomisation des instances sociales ainsi que des stratégies des classes dominantes, conduit-elle au « pire », pourquoi est-elle « détestable »? La réponse qu'insinue Dagen ne peut que s'imposer à l'esprit du lecteur: ma théorie est « détestable »... parce qu'elle m'amène « à faire l'éloge de lo créotivité artistique sous le nazisme », etc. Interprétation renforcée par ces mots: « Naturellement, Jeon Clair n'o au-

cune sympathie fascisonte. » De telles sympathies iralent donc de soi chez ceux qui figureot au sommaire de Krisis sauf s'ils sont explicitement disculpés (comme Baudrillard !). Cela revient à dissuader les libraires de diffuser Krisis et le public de lire cette revue. Vollà où est la censure. En ce qui me coocerne, protester de mes sentiments antifascistes seralt incongru étant donné moo passé (et mes publications) de militant révolutionnaire. De toute façon, les critères politiques ne soot pas à leur place dans le domaine de l'esthétique, et il est trop facile d'invalider une idée en arguant des mauvaises fréquentations (supposées) de soo

Jacques Chirac invité au 50e Festival de Cannes

La Palme d'or sera décernée par les lauréats - encore vivants - de cette distinction à « un réalisateur qui ne l'a jamais eue »

blique a été invité « à honorer de sa présence les cérémonies » qui marqueront, le dimanche II mai, la cinquantième édition du Festival de Cannes, ont annoncé conjointemeot le Festival et le ministère de la culture. Sonhaitant célébrer avec faste ce millésime particulier sans que les festivités ne parasitent plus que de raison le déroulement normal de la manifestation, ses organisateurs ont décidé de concentrer sur le premier dimanche du Festival - qui se déroulera du 7 au 18 mai - l'ensemble des initiatives officielles liées à une célébration qui n'est pas le cinquantenaire du Festival (créé en 1946, mais qui n'a pas eu lieu en 1948 ni en 1950). mais bien sa cinquantième édition.

Les principales opérations retenues pour le 11 mai seront « une montée des marches exceptionnelle », pour laquelle de nombreuses vedettes internationales sont attendues, suivie d'un spec-

LE PRÉSIDENT de la Répu- tacle en trois tableaux sur le thème du cinéma conçu par Philippe Decoufié et de la remise de la Palme des palmes. Cette distinction exceptionnelle sera décernée par tous les cinéastes encore vivants récipiendaires de la plus haute distinction du cinéma mondial depuis la naissance du Festival, à « un réalisateur qui ne l'a jamois eue ». Parmi les candidats potentiels à cette distinction figurent des grands de la mise en scène : lngmar Bergman, Robert Bresson, Stanley Kubrick, Billy Wilder, Jean-Luc Godard, Woody Allen ou Alain Resnais. Un «diner de prestige en rouge, blanc et or accueillera ensuite les ortistes réunis autour des Palmes d'or ».

A un mois de l'ouverture du Festival, son délégué général explique dans un entretien au Monde l'esprit dans lequel a été conçue cette celebration.

J.-M. F.

Gilles Jacob, délégué général du Festival

« Une célébration tournée vers l'avenir »

conçu la célébration du 50° Festi-

- Toute la symbolique de l'anoée consiste à bonorer la Palme d'or. L'affiche, les invités d'honneur, la communication, chaque geste du Festival se focalisent sur cette idée simple. Et le point culminant des cérémonies sera justement la remise de la Palme d'or, qui restera unique dans l'histoire de la manifestation. Rappelons qu'elle sera décernée, par ses pairs, à un grand cinéaste souvent venu au Festival mais ne l'avant ja-

mais obtenue... - Quel sens attribuez-vous à ce

symbole? La Palme d'or, c'est à la fois un symbole et des artistes, l'image et la personne, l'objet d'art et le créateur. Et pas n'importe quel objet, ni n'importe quelle matière. L'or, c'est la richesse, mais c'est aussi l'inaltérable. Et l'objet, ce qu'il a de beau, c'est sa finesse et son image : une parcelle de végétation, c'est l'idée de l'arbre de vie, de l'éternel recommencement, comme est éternelle la notion de renouvellement des générations. Il existe en permanence dans le monde une petite trentaine de Palmes d'or, en fonction de ce même cycle de vie, et c'est tout. Pas de ces récompenses distri-

buées à gogo, dévalorisées... Quelle sera la place réservée an passé dn Festival?

- Nous ne voulions pas être inutilement commémoratifs. Ni tournés vers un passé, certes glorieux, mais enfermé sur son propre bilan d'àge d'or forcément disparu. L'étude de l'histoire du cinéma, indispensable dans les écoles et pour qui souhaite compléter sa culture, ne devrait pas être l'occasion de se mettre en scène en une autocélébration forcément stérile. Un festival de films, c'est d'abord un programme. Que sera cette sélection en train de se composer, et que nous annoncerons le 22 avril ?

Nul doute qu'elle offrira ce que chaque millésime réserve, avec son cortège habituel de bravos, de critiques ou de hochements de

- Quel sera, cette année, le sens de la rétrospective que présente traditionnellement le Fes-

- Ce sera un bilan pour lequel nous avons choisi de nous replacer dans le passé, mais au moment précis où l'avenir lul est ouvert: nous présenterons, en complémeot de la compétition, les grandes découvertes de Cannes depuis les origines. Les metteurs en scène que le Festival a révélés. almés, courtisés, encouragés, avant qu'ils ne soient devenus célèbres, ni même connus. Disons, pour résumer, François Truffaut avant qu'il oe soit devenu Trufne soit devenu Bergman, Satyajit Ray à la veille d'incarner, presqu'à lui seul, le cinéma indien pendant des décennies, etc.

» Présenter l'un des actes fondateurs de ces futurs grands artistes, c'est, faut-il l'avouer, faire au nom du Festival un geste d'orgueil. C'est dire: voici tous ceux que oous avons découverts, voyez notre flair. Si ce n'était que cela, cette approche n'aurait qu'un intéret subalteme. Heureusement, se mettre dans la situation du regard tourné vers l'avenir - un regard qui considère le champ des possibles, de ces possibles qui sont arrivés -, c'est se placer dans de plus exaltantes perspectives.

L'objectif reste de réévaluer les taleots, les enjeux, les cinématographies, les nouvelles écritures, les genres, les modes, les étapes de l'art nouveau, les jalons, tous ces pionniers dont le Festival de Cannes se veut la sentinelle. C'est dédier ce 50° Festival à l'appel du grand large. »

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon

LES NOUVEAUX FILMS

Film français de Jeannot Szwarc. Avec Marie-Anne Chazel, Thierry

Lhermitte, Clémentine Célarlé, Didier Benureau. (1 h 30.) Après une résistible pochade sur l'univers de la télévision (La Vengeance d'une blonde, 1994). Jeannot Szwarc s'en prend cette fois au show-business, selon une formule éprouvée : réunir deux milieux que tout oppose, et parsemer cette situation de gags systématiquement fondés sur le choc présumé de cette rencontre. Voici dooc, côté petite bourgeoisie de province, la famille d'Hachicourt, avec Bénédicte, la mère (Marie-Anne Chazel), qui compose des chansons bien-pensantes pour les fêtes paroissiales, Brice, le père (Thierry Lhermitte), directeur d'une entreprise de papier hygiénique, briguant la présidence du Lion's Club de Jouy-en-Josas, ainsi que Clémence, adolescente étouffant entre les deux. Voici, d'autre part, Gloria Soleil (Clémentine Célarié), rockeuse sur le retour qui, toutes rotondités dehors, teote un come-back dans le monde du spectacle. Une fois amorcée la rencontre initiale, l'affaire ira soo bonhomme de chemin sur les rails monotones de la caricature, du surjeu et de la plus extrème indigence cinématographique. Jacques Mandelbaum

Libenbare de 1919 jouer des actives actualentes Hirts habitely for the order in a form Le Monde Un spectable de la Compagnie du TNP au Théatre National de la Colline réservation 01 44 62 52 52 jusqu'au 19 avril 97

حكنا من الاجل

-(Publicité)

LE MONDE / MARDI 8 AVRIL 1997 / 29



hirac invite

ival de Canne

"Colonation

rers avoir

OSCAR® 1997 DU MEILLEUR ACTEUR GEOFFREY RUSH

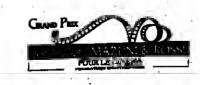


Joue comme si demain n'existait plus

LA VERITABLE HISTOIRE D'UN PIANISTE D'EXCEPTION

AUX FILMS













Ulan Bator, un ailleurs du rock

Le trio parisien a commencé une tournée avec quelques groupes inhabituels

AVEC deux disques à leur actif (Ulon Bator et 2), enregistré pour les Disques du soleil et de l'acier, label nancéien connecté avec le Japon du rock bruitiste, les trois Parisiens du groupe Ulan Bator ont attiré les amateurs d'un free rock qui peut se révéler sombre et trouble sans que cela tourne au systématisme. Sur scène, la formatino sait rendre la densité de ses enregistrements. Uoe mini-tournée permettra de mieux appréhender la musique d'un groupe qui a, iusqu'à maintenant, axé l'essentiel de soo travail sur la créatioo instrumentale en partant d'un des formats de base du rock, le trin guitare, basse, batterie, Mini-tournée doublement intéressante



puisque Ulan Bator jouera lors de soirées communes avec queloues formations oui, elles aussi, font remuer les habitudes. Ainsi, après un dnublé avec Treponem Pal à Evreux (confrontation pas si évidente mais qui s'est bien déroulée), la formation sera le 8 avril au Café de la danse à Paris avec Chokebore, le 19 avril à Calais avec Prohibition au MPT, le 25 avril avec Scorn and Scanner et Pruhibitioo à La Vapeur de Dijon, à Caen le 30 avril avec Miossec à la Fonderie, et à Thurs le 5 mai au Bateau ivre avec Hint. Sont aussi prévus en juin des concerts avec David Thomas (l'homme de Père Ubu) à Paris et Rennes, et avec Faust à Nantes.

UNE SOIRÉE À PARIS

Débat an Cinéma Saint-André-des-Arts A l'issue de la séance de 20 h 30 de Nous sommes tous encore ici d'Anne-Marie Miéville (Le Monde du 20 mars), un débat aura lieu avec la réalisatrice et les trois interprètes du film, Aurore Clémeot, Bernadette Lafout et Jean-Luc Godard. Il sera animé par Alain Bergala. Saint-André-des-Arts, 30, rue

Saint-André-des-Arts, Paris-6. M. Saint-Michel A l'issue de la séance de 20 h 30, le 7. Tél. : 01-43-26-48-18. 31 F et 41 F. René Mailhes Voici un guitariste dont on ne

parle pas. Il a ses fidèles. Dans la traditioo manouche (les Tsiganes du oord de l'Europe et de Bassin Parisien, Django, etc.), îl est de ceux qui cultivent le jazz-jazz. vue (l'acceot, l'esprit), il se permet, par courtoisie, par savoir, par fidélité de jouer le répertoire. Un répertoire complexe et fondamental, Bill Evans, Kenny Dorham, Jim Hall, Eric Dolphy... Sunset, 60, rue des Lombards. Paris-10. Mº Châtelet. 22 heures. les 7 et 8. Tel.: 01-40-26-46-60. De

Judy Niemack Chanteuse très atteotive à la mélodie, sure de sa dictino lorqu'elle rend les paroles des standards, Judy Niemack mène, trop discrètement, une carrière sans concessions aux modes. Le quartette qui la porte sera une formation de haute tenue, avec

50 F à 100 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

ARIANE OU L'ÂGE D'OR

LE PIC DE DANTE

Jean-François Prins (guitare), Laurent de Wilde (piano), Jean-Jacques Avenel (contrebasse) et Simon Goubert (batterie) New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10. Mª Château-d'Eau. 22 heures, le 8. Tel.: 01-45-23-51-41. De 110 F ö

130 F. John Zorn « Masada » Venu, il y a quelques mois avec son Masada Chamber Orchestra, sans presque jouer de saxopbone, Juhn Zorn, idole suractive des musiques novatrices, revient au Hot Brass avec le Masada Quartet, où se relient la forme du quartette colemanien et l'exploration de toutes les traditions des musiques juives. Avec Dave Douglas à la

trompette, Greg Cohen à la contrebasse et Joey Baron à la batterie. Paris-19. M. Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 8. TEL: 01-42-00-14-14. De 140 F à 150 F. The Theatre of Voices Le compositeur estonien Arvo Pärt a ses admirateurs qui prisent sa musique mystique et médiévaliste. Paul Hillier le défend

avec une convictioo et une perfection qui peuvent entraîner l'adhésion des récalcitrants. Part: De profondis, Missa Sillabica. Chansons médiévales. Christopher Bowers-Broadbent (nigue), Paul Hillier (direction).

Eglise Saint-Séverin, 3, rue des Prétres-Saint-Séverin, Paris-5. Mr Saint-Michel, 20 h 30, le 8, Tél.: 01-48-24-16-29. De 110 F à 200 F.

RETENEZ **VOS PLACES**

29° FESTIVAL DE SAINT-DENIS

BASILIQUE rue de la Légion-d'Honneur. Mª Saint-

Denis-Basilique. Tous les concerts ont lieu Mardi 10 Juln Tchaikovski: Iolanta. Marina Chagoutch

(soprano), Oimitri Hvorostovsky (bary-ton). Chœur et Orchestre du Kirov de ersbourg. Valery Gergiev (direc-

Jeudi 12 et vendredi 13 juin Mahler: Symphonie nº2. Ines Galante (soprano), Nathalie Stutzmann (contraito). Chœur de Radio-France et Orchestre national de France. Myung-Whun Chung (direction).

Du Mont: Cantica Sacra et Magnigicat. Charpentier: Missa Assumpta est Maria. Pages et chantres de la chapelle. Maitris du Centre de musique baroque de Veriles. Officier Schneebeli (direction).

Récital Pierre Pincemaille (orgue). Œuvres de Franck, Duruflé, Vierne, Mes-Jeudi 26 et vendredi 27 juin

Berlioz : Requiem. Daniel Galvez-Vallejo (tenor). Chosur de Radio-France et Orchestre national de France. Charles Dutoit (direction). Jeuri 3 juillet Mahler: Symphonie nº 3. Doris Soffel

(mezzo-soprano). Maîtrise de Radio-France. Chœur de Düsseldorf. Orchestre national de Lille. Jean-Claude Casadesus

ANCIENNE ABBAYE LÉGION D'HONNEUR

Pavilion de musique (1), Chapelle (2), Concerts en plein air (3), 5, rue de la Lé-gion-d'Honneur. Mª Saint-Denis Basilique. Tous les concerts ont lieu à 20 h 30. Mercredi 11 juin (1) L'eder de Schubert et Schumann. Textes de Goethe et Schiller. Charlotte Helle-

kant (mezzo-soorano). Samedi 14 juin (2) Coumorin : Lecons de ténébres: Véronique Gens, Sandrine Piau (soprano). Les Talens Lyriques. Christophe Rousset (orgue et direction).

ercredi 18 juln (1) Alexandra Troussowa (piano). Œuvres de Chopin, Liszt, Beethoven, Fauré. eud 19 juin (1)

Haydn: Symphonie nº 8 « Le Solr ». Wa-gner; Siegfried. Mahler: transcription pour orchestre à cordes de La Jeune fille et la mort de Schubert. Orchestre de Paris. Daniel Harding (direction). Vendredi 20 juin (2) Haydn : Les Sept Dernières Paroles du Christ en croix. Schubert : La Jeune fille

et la Mort. Quatuor Tumer, Daniel Mesguich (récitant Lundi 30 Juln (1) Schoenberg: La Nuit transfigurée. Beethoven : Concerto pour piano nº 4. Han-na Schyguila (récitant). Glovanni Bellucci

(piano). Orchestre national d'île-de-France Jacques Mercler (direction). Mardi 1º juffet (1) Berlioz : Les Akuits d'été. Debussy : Trois charsons de Bilitis. Fauré : Mélodies sur des textes de Verlaine. Véronique Gens (soprano), Thierry Félix (baryton). Roger

Vignoles (piano). Vendredi 4 juillet (3) Bernstein: West Side Story, Danses symphoniques et chansons. Heidi Grant Mur-phy (soprano), Sylvie Sullé (mezzo-sopra-no), Greg Feddenly (ténor). Orchestre national de France. Lawrence Foster (di-

CRÉATIONS MC93 Boblgny, 1, bouleverd Lénine, 93 Boblgny, MP Boblgny-Peblo-Picasso. Du samedi 31 mai au samedi 7 juin a 20 h 30 (dimanche à 15 h 30)

Mahagonny Songspiel and Conversa-tions with fear and hope after death, de Kurt Weill et Bertolt, Brecht, J. S. Bach; Cantates 8WV 60. Lorraine Hunt (soprano). Craig Smith (direction musicale). Peter Sellars (mise en soàne).

La Chaufferie, 10 bis, rue Maurice-Thorez. RER ligne D Gare de Saint-Der Du mercredi 11 juin au vendredi 4 juillet à 20 h 30 (dimenche à 16 heures, rel

medi 14, 21 et 28 juin à 15 houres Stella (titre provisoire). Création de Phi-lippe Decouflé/Compagnie DCA.

Centre culturel espagnol, 10, rue Cristino-Garda, La Plaine-Saint-Denis. RER B sta-tion La Plaine-Voyageurs ou Mº Saint-De-No-cesurum. Mercredi 25. vendredi 27, samedi 28 juln

à 20 h 30 Allegria Opus 147 de Joel Jouanneau, avec François Chattot, Yves Jenny, Virginie Michaud. Joël Jouanneau (mise e soène). Dmitri Chostakovitch (musique).

Festivel de Saint-Denis, 6, place de la Légion-d'Honneur, 93200 Saint-Denis. Du 31 mai au 4 juillet. Location ouverte par téléphone, sur place, Frac et Virgin. Le Kissque, 2, rue de la Légion-d'Honneur, 93 Saint-Denis, Tél.: 01-48-13-06-07. Du lundi au vendredi de 11 heures à 18 heures ; samedi de 10 heures à 13 heures. De 100 F à 250 F selon les spec

01-43-27-75-75. Location Fnac, Virgin.

Espace Hérault, 8, rue de la Harpe, Paris 9. Mª Saint-Michel. 20 h 30, les 8, 9,

La Coupole, 102, boulevard du Montparnasse, Paris 14: Mr Vavin. 21 h 30, les 8, 15 et 22, jusqu'au 29 juillet, Tél.: 01-43-20-14-20, 90 F.

Elysee-Montmartre, 72, boulevard Ro-

chechouart, Paris 18°, M° Anvers. 19 h 30, le 10. Tel. : 01-44-92-45-45.

La Chapelle des Lombards, 19, rue de

Lappe, Paris 11". Mº Bastille, 20 heures, le 10. Tél.: 01-43-57-24-24, 70 f.

L'Orient Express Moving Schnorers Théâtre international de langue fran-

çaise, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris

19. A.P. Porte-de-Pantin. 20 h 30, les 11

Web Bac 32, rue de Picardie, Paris 3.

Mº Filles-du-Calvaire, 19 h 30, le 12. Tél.: 01-48-58-86-04, 95 F.

Centre culturel algérien, 171, rue de la ert Paris 15r A

20 h 30, le 12. Tel.: 01-45-54-95-31. 80 F.

Adalberto Alvarez y su son New Morning, 7-9, rue des Petites-

Ecuries, Parls 10". Mr Château-d'Eau. 22 heures, le 12. Tél.: 01-45-23-51-41.

10, 11 et 12. Tél. : 01-43-29-86-51. 80 F.

Pedro Soler, Brupo Garcia-Fores

De 70 F à 120 F.

Sabor a Son .

Cheikh Lo

Juan Carlos Caceres.

et 12. Tel.: 01-40-03-93-95.

Charif Khedd

De 110 F à 130 F.

DANSE

20 Fà 205 F.

Sound Boot's

metta Horn

Und es geht

13-15, 90 F

Un événem

Ballets Ethery Pagava

40-57-97-86, De 15 F-1 22 F

Concours de danse hip-hoo.

Une sélection à Paris

et en Ile-de-France .

Ecole de danse de l'Opéra de Paris

far : Le Chevalier de la damoisel lanchine: Western Symphony.

Opera de Paris. Palais Garnier, place de

John Taras: Dessins pour str. Serge Li-

l'Opéra, Paris 9. Mº Opéra. 19 h 30, les

7. 8. 10 et 11. TEL: 01-44-73-13-00. De

La Reine des neiges.
Théatre du Jardin, jard. d'Acclimata-tion-bois de Boulogne, Paris 16'. M° Sa-bions, 14 h 30, le 9, jusqu'au 16. Tél.: 01-

Le Divan du monde, 75, rue des Mar-

tyrs, Paris 9°. 23 heures, le 9. Tél. : 01-44-92-77-66. 100 F.

ii a malachim, Dwoje, Vicine, Host,

Centre Georges-Pompidou, rue Rambu-teau, Paris 4. Mº Rambuteau. 20 h 30,

les 10 et 11 ; 18 h 30, le 12. Tel : 01-44-78-

Extraits de chorégraphies de Laura Simi, William Petit, Hervé Olasnas, Jean-Chris-tophe Bleton, Fédéric Werle, Francesca

Lattuada. Xavier Lot, Ruth Barnes,

Christine Bastin, Fabrice Dugled, Paco

Decina, Xavier Le Roy, Laurent Cotti-

graphe. 20 h 30, les 10, 11 et 12. Tél. : 01-43-58-55-93.

lard. Sophie Lessard et Jean Gau Le Regard du cygne, 210, rue de Belle-ville, Paris 19: Mª Place-des-Fêtes, Télé-

MUSIQUE

Une sélection de concerts classique, jazz, chanson, musiques du monde et rock à Paris et en lie-de-France

CLASSIQUE LUNDI 7 AVRIL

de Bizet. Béatrice Uria-Monzon (Carmen), Sergel Larin (don José), Gino Quilico (Escamillo), Norah Amsellem (Micaela), Chœur d'enfants de l'Opéra de Paris, Maîtrise des Hauts-de-Seine, Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Frédéric Chaslin (direction), Alfredo Arias (mise en sciene), Ana Yepes (cho-

regraphie). -Bastille, place de la Bastille, Paris 11". Mª Bastille. 19 h 30, le 7. Tél. : 01-44-73-13-00. De 60 F à 610 F.

MARDI 8 AVRIL

Les Pécheurs de perles de Bizet. Cécile Bonnet, Cathy Missika (Leila), Xavier Léger, Jean-Pierre Robert (Nadir), Frédéric Albou, Frédéric Guieu (Zurga), Olivier Peyrebrune, Yusouf Samantar (Nourabad), Pierre Muller (pia-no), Christiane Mériel (mise en scène). Faubourg-du-Temple, Paris 11. M Gancourt, Belleville. 19 h 30, les 8, 9, 10, 11 et 12; 15 heures, le 13. Tél.: 01-48-06-72-34. Location Fnac, Virgin. De 100 F à 130 F.

MERCREDI 9 AVRIL

Parsifal de Wagner. Thomas Moser (Parsifal), Kathryn Harries (Kundry), Jan-Hendrik Rootering (Gumemanz), Wolfgang Schöne (Amfortas), Kristinn Sigmun son (Klingsor), Gwynne Howell (Titu-rel), Maitrise des Hauts-de-Seine. Chœurs et orchestre de l'Opéra de Pa-ris, Armin Jordan (direction), Graham Vick (mise en scène), Ron Howell (cho-

regraphie). Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11". Mª Bastille, 18 heures, les 9, 12, 16 et 19. Tel.: 01-44-73-13-00. De 60 F à

610 F. Glubo Cesare

de Haendel. Susanne Mentzer (Giulio re), Maria Bayo (Cleopatra), Kathleen Kuhlmann (Cornella), Lorraine Hurit (Sesto), Brian Asawa (Tolomeo), Vassili Gerello (Achilla), Chœur et orchestre de l'Opera de Paris, Ivor Bohon (direction), Nicholas Hytner (mise en

Opéra de Paris, Palais Garnier, place de Popera de Paris 9". Mº Opera. 19 h 30, les 9, 12, 15, 18 et 21. Tél.: 01-44-73-13-00.

Emmanuel Pahud (flütz), Gudiaume Sutre (violon), Miguei Da Silva (alto),

Marc Coppey (violoncelle) Beethoven: Sérénade pour flûte, vioion et alto. Mozart : Quatuors pour flute et cordes. Auditorium du Louvre, accès par la Pyramide, Paris 14. Mr Louvre, Palais Royal. 20 heures, le 9. Tél.: 01-40-20-

Orchestre de Paris Stravinsky: Greus Polka. Scrlabine: Concerto pour piano et orchestre op. 20. Prokofiev: Symphonie nº 5. Elena Bashkirova (piano), Christoph Eschen-

Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8". Mº Ternes. 20 h 30, les 9 et 10. Tél. : 01-45-61-65-89. De 60 F à 240 F.

JEUD! 10 AVRIL Benjamin Schmid (violon), Tanja Tenziaff (violoncelle) Martinu: Duo pour violon et violon

celle. Honegger: Sonatine pour violon et violoncelle. Ravel: Sonata pour violon et violone Auditorium du Louvre, accès par la Pyramide, Paris 1*. Mª Louvre, Palais-Royal. 12 h 30, le 10. Tél.: 01-40-20-52-29. 60 F.

de Wagner. Johan Botha (Lohengrin), Emily Mageee (Elsa), Falk Struckmann (Friedrich von Telramund), Deborah Polaski (Ortrud), René Pape (le roi Henri), Chœur du Deutsche Staatsoper Berlin, Staatskapelle Berlin, Daniel Barenboim (direction), Harry Kupfer (mise en

Châtelet 1. niace du Châtelet, Paris P. Mº Châtelet. 18 h 30, les 10, 15 et 19; 15 heures, le 13. Tél. : 01-40-28-28-40. De 80 F à 750 F. VENDREDI 11 AVRIL Orchestre philharmonique de Radio-France

Britten: Peter Grimes, interludes marins. Sibelius : Symphonie nº 4. Beethoven : Concerto pour piano et orchestre nº1. Yefim Bronfman (piano), Marek Janowski (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris & M. Ternes.

20 heures, le 11. Tél.: 01-45-61-53-00. De 70 Fá 175 F.

SAMEDI 12 AVRIL

Stravirsky: Concerto pour violon et orchestre. Beethoven: Symphonie nº 3 Herolque », Maxim Vengerov (vio-Ion), Daniel Barenbolm (direction). Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1". MP Chatelet, 20 heures, le 12, Tél.: 01-10-28-28-40. De 80 F à 350 F.

Chamber Orchestra of Europe Stravinsky: Concerto pour cordes, Chopin : Concerto pour plano et orchestre nº 1. Strauss: Le Bourgeois gentil-homme. Maria-Joso Pires (piano), Emmanuel Krivine (direction). Cité de la Musique, 221, avenue Jean-

Jaurès, Paris 19. Mº Porte-de-Pantin. 20 heures, le 12. Tél.: 01-44-84-44-84. Et le 13 avril à 16 h 30, Siegfried ldyll de Wagner, Concerto pour plano et orchestre nº 1 de Chapin et la Symphonie

DIMANCHE IS AVRIL Stephen Kovacevitch (piano) Bach: Partite pour plano BWV 828. Schubert : Sonate pour piano D 959. Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8. Mº Alma-Marceau. 11 heures, le 13. Tél.: 01-49-52-50-

JAZZ

Abdullah Ibrahim Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19°. Mº Porte-de-Pantin. 20 h 30, les 7 et 9. Tél.: 01-42-00-14-14. De 140 F à

Acoustic MOP Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14°. M° Gaité, Montparnasse-Bienve-nue. 21 heures, le 7. Tél.: 01-43-21-56-70. De 100 F à 150 F.

Ravi Coltrane Quartet La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6. Mª Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, les 7 et 8. Tél.: 01-43-26-60-00. De 120 F à

Richard Galliano, Didler Lodowood Petit Journal Moritparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris

14. M. Gaité, Montpamasse-Bienve-nue. 21 heures, le 8. Tél.: 01-43-21-56-70. De 100 F à 150 F. Michel Graillier Trio Alliance Jazz Club, 7, rue Seint-Benoft, Paris & Me Saint-Germain-des-Prés.

22 h 30, le 8, Tel.: 01-42-60-23-02, De 80 F à 120 F. Les Nuits blanches

Petit Opportun, 15, rue des Lavan-dières-Sainte-Opportune, Paris 1º. Mº Orâtelet. 22 h 30, les 8, 15 et 22, jusqu'au 29. Tél.: 01-42-36-01-36, 80 F. Sylvain Beuf, Jean-Pierre Como Baiser salé, 58, rue des Lombards, Paris 1=. Mª Châtelet. 22 heures, les 9 et 10.

Tel.: 01-42-33-37-71, 80 F. Hai Singer Quartet
Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1*. M* Châtelet. 22 heures, les 9 et 10. Tél.: 01-42-33-22-88. De 70 F

Howard Johnson & Gravity > New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10- Mª Château-d'Eau. 20 h 30, le 10. Tél.: 01-45-23-51-41. De 110 F & 130 F.

Bain-Marie Ecay et le Smeg Baiser salé, 58, rue des Lombards, Paris 1º. Mº Châtelet. 22 heures, les 11 et 12. Tél.: 01-42-33-37-71. 80 F.

Palatino Quartet. Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris T. M. Châtelet. 22 heures, le 12. Tél.: 01-42-33-22-88. De 70 F à 100 F

Daurak Lazro, Joe McPhee

Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 8. Tél.: 01-42-87-25-91. De 40 F à 80 F. Yves Robert Quintet Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 11. Tel.: 01-42-87-25-91. De 40 Fà 80 F.

ROCK Raby Groove La Locamotive, 90, boulevard de Clichy. Paris 18. MP Blanche, 23 heures, le 7. Tel.: 01-42-57-37-37. 110 E.

15 heures, le 13. Tél.: 01-42-74-22-77. Super Detuce Chesterfield Café, 124, rue La Boetie, Paris 8: MP Saint-Augustin. 23 h 30, les 7, 8, 9, 10, 11 et 12. Tél.: 01-42-25-18-06. Artango Bobino, 20, rue de la Galté, Paris 14º. MP Galté. 20 h 30, les 8, 9, 15 et 16. Tél. :

Salle Valencia (la Cigale), 116, boule-ward Rochechouart, Paris 18-, 20 h 30, le 8. Tél.: 01-49-25-89-99, 99 f.

Salle Valencia (la Cigale), 116, boulevard Rochechouart, Paris 18, 20 heures, le 9, Tel.; 01-49-25-89-99. The Orb

La Cigale-Kanterbrau, 120, boulevard Rochechovart, Paris 18. Mr Pigalle, 19 heures, le 11. Tél.: 01-49-25-89-99.

Expression Direkt, Ideal J La Divan du monde, 75, rue des Mar-tyrs, Paris 9-. 19 h 30, le 11, Tél.: 01-44-92-77-66, 100 f.

Offspring Elyste Moi ntmartre, 72, boulevard Roechouart, Paris 18. M. Anvers. 19 h 30. le 12. Tel. : 01-44-92-45-45. Les Moskoids

Colombes (92). Le Cadran, 3, rue Saint-Denis. 21 heures; le 11. Tél.: 01-47-84-30-17. 50 F.

Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 12. Tél.: 01-42-87-25-51.

CHANSON

Chanson Plus Biffuorée La Pépinière Opéra, 7, rue Louis-le-Grand, Paris 2. Mº Opéra, 21 heures, les 7, 14 et 21, jusqu'au 28. Tél.: 01-42-61-44-16.

Castaffore Bazooka La Pépinière Opéra, 7, rue Louis-le-Grand, Paris Z. M. Opéra. 19 heures, les 8, 9, 10, 11, 12, 15, 16, 17, 18 et 19. Tél.: 01-42-61-44-16. De 70 F à 100 F.

Eric Manana, Varenique Rivière Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2°. M° Sentier. 20 heures, les 8, 9, 10, 11 et 12. Tél.: 01-42-36-37-27, 110 F. Théstre du Palais-Royal, 38, rue Montpensier, Parls 1". Mº Palais-Royal, Bourse. 20 h 30, les 8, 9, 10, 11, 12, 15, 16, 17, 18, 19 et 22; 15 h 30, les 13 et 20,

jusqu'au 30. 70 F à 230 F. squ'au 30. Tél. : 01-42-97-59-81. De Théâtre Marigny, Carré Marigny, Paris 8. Mº Champs-Elysées-Clemenceau. 21 heures, les 8, 9, 10, 11, 12, 15, 16, 17, 18, 19 et 22; 17 heures, les 13 et 20, jusgu'au 30. Tél.: 01-42-25-20-74. Loca-

tion Fnac, Virgin. De 120 F à 150 F. Brik Karol Ailleurs, 13, rue Beausire, Paris 4. M Bastille. 20 h 30, les 11 et 18, jusqu'au

25. Tel.: 01-44-59-82-82. mei Charef héâtre de Nesie, 8, rue de Nesie, Paris

6. M. Odéon. 17 h 30, les 12 et 19, jusqu'au 10 mai. Tél.: 01-46-34-61-04. Le Réservoir, 16, rue de la Forge-Royale, Paris 11°. Mº Ledru-Rollin. 20 heures, le 12. Tél.: 01-43-56-39-60.

Zaniboni Ailleurs, 13, rue Beausire, Paris 4". Mª Bastille, 20 h 30, les 12 et 19, jusqu'au 26. Tel.: 01-44-59-82-82.

MUSIQUES DU MONDE Matero Giota Les Abbesses (Théâtre de la VIIIe), 31, rue des Abbesses, Paris 18. Mª Ab-besses. 20 h 30, les 8, 9, 10, 11 et 12;

Le Monde

VIENT DE PUBLIER

MONDIOSCOPIE -Bilan économique et social du monde - 1973-1996

par Alain Gelédan . Année par année, ce livre présente les traits prépondérants de l'économie mon-Année par année, ce n'ure présente les trans prépondérants de l'économie non-diale, les principaux indirees, les arouts et les faiblesses de chaque grande région et une chanologie, amuelle toujours, des événements économiques, sociaux ou mondériers à retenir. Constitut du célèbre Dictionnaire économique et social, Alam Gélécian a marié le travail d'information et d'explication des journalistes du Monde, qui publie chaque amée le Bilan économique et social, avec le savoir faire de l'auseignant, Résultat un outif de travail saus équivalent, indispensable pour tous ceux qui, au lycée, à l'univer-sité comme dans l'entreprise, ont besoin d'un ouvrage pratique de référence écono-mina.

446 pages, index, 98 E. Collection Le Monde-Poche, coédition Le Monde-Editions

CES LIVRES SONT DISPONIBLES CHEZ VOTRE LIBRAIRE

A défaut, vous pouvez les communder directement au Moude-Editions, 21 b/s, rue Clande-Bernard, 75005 Paris

Film espagnol de Gerardo Herrero, avec Ariadna Gil, Marta Belaustegui, Carlos Lopez, Isabel Otero, Luis Fernando Alves, Marina Saura (1 h 49). VO : Les Trois Luxembourg, 6* (01-46-33-97-77 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Cinéma des cinéastes, dolby, 17° (01-53-42-40-20 ; réservation : 07-40-30-20-10).

Film français de Bernard Dartigues,

avec Philippe Caubere (2 h 35). Max Linder Panorama, 9 (01-48-24-88-

88 ; réservation ; 01-40-30-20-10). MALENA EST UN NOM DE TANGO

avec Pierce Brosnan, Linda Hamilton, Charles Hallahan, Grant Heslov, Eliza-beth Hoffman, Charles Hallahan VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 17 : VO: UGC Cinè-cité les Halles, dolby, 1°; UGC Odéon, dolby, 6°; Gaumont Ma-ngnan, dolby, 8° (réservation: 01-40-30-20-10); UGC Normandie, dolby, 8°; UGC Opéra, dolby, 9°; Miramar, 14° (01-39-17-10-00; réservation: 01-40-30-10); 14-Juliet Beaugrenelle, dolby, 15° (01-45-75-79-79; réservation: 01-40-30-

Film américain de Roger Donaldson,

VF: Rex, dolby, 2 (01-39-17-10-00); UGC Montparnasse, dolby, 6°: Paramount Opéra, dolby, 9° (01-47-42-56-31; réservation: 07-40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12°; UGC Gobelins, dolby, 13°; Gaumont Pamasse, dolby, 14° (reservation: 01-40-30-20-10); Mistral, dolby, 14* (01-39-17-10-00; reservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 15* (01-48-28-42-27; réservation: 01-40-30-20-10); Pathé Wepler, dolby, 18º (reservation: 01-40-30-20-10); Le Gambetta, dolby, 20" (01-

46-36-10-96; reservation: 01-40-30-20-

LES SŒURS SOLEIL Film français de Jeannot Szwarc, avec Marie-Anne Chazel, Thierry Lhermitte, Clementine Célarie, Didier Benureau,

Isabelle Carré, Léonore Confino (1 h 32). Gaumont les Hailes, doiby, 1º (01-40-39-99-40; réservation: 01-40-30-20-10);

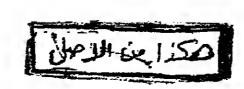
Gaumont Opera I, dolby, 2 (01-43-12-91-40; réservation: 01-40-30-20-10); Rex, 2" (01-39-17-10-00); UGC Odéon, dolby, 6°; UGC Montparnasse, 6°; Gaumont Ambassade, dolby, 8 (01-43-59-19-08; réservation: 01-40-30-20-10); Publicis Champs-Elysées, dolby, 8* (01-47-20-76-23; réservation: 01-40-30-20-10); Saint Lazare-Pasquier, dolby, 8-(01-43-87-35-43; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, dol-by, 9 (01-47-70-33-88; réservation : 01-40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12°; Gaumont Gobelins Fauvette, dofby, 13° (01-47-07-55-88 : réservation : 01-40-30-20-10); Gaumont Parnasse, doiby, 14* (réservation : 01-40-30-20-10) : Gaumont Alèsia, dolby, 14" (01-43-27-84-50; réservation : 01-40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 15 (01-48-28-42-27; réservation: 01-40-30-20-10); Pathé Wepler, dolby, 18° (réservation : 01-40-30-20-10) ; La Gambetta, dolby, 20° (01-

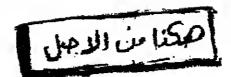
16-36-10-96; réservation: 01-40-30-20-LE VILLAGE DE MES RÉVES Film japonais d'Yoichi Higashi, avec Keigo Matsuyama, Shogo Matsuyama, Mieko Harada, Kyozo Nagatsuka, Ho-seil Komatsu, Kaneko Iwasaki (1 h 52). VO: 14-Juillet Beaubourg, 3' (réserva-tion: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Hautefeuille, 6" (01-46-33-79-38; réservation; 01-40-30-20-10); Elysées Lincoln, dolby,

8* (01-43-59-36-14); Sept Parnassi 14* (01-43-20-32-20).

Tout

36 15 LEMONDE





COMMUNICATION

AUDIOVISUEL La privatisation de la Société française de production (SED) est à marçaise de production (SED) est à marçais passe après le retrait de la proposition Havas-Générale des eaux.

ter, lundi 7 avril, son projet de re-prise, mais en comité restreint, la commission de privatisation du CE brice Giger, président de LBO/ par l'Etat de 992 millions de francs. Onvoy, prévoit 390 départs (dont 256 départs en retraite ouverts au conclusion de ce dossier complexe,

vis des producteurs privés, pourrait demander à l'Etat français de rem-

La privatisation de la Société française de production est dans l'impasse

Alors que le plan du seul candidat à la reprise de la SFP est contesté, les pouvoirs publics n'écartent aujourd'hui aucune hypothèse pour sortir de ce dossier complexe : poursuite du processus de cession au privé, fermeture de l'entreprise, voire liquidation

C'EST PEU DE DIRE que les gouvernements successifs n'ont pas la main heureuse dans leurs tentatives de privatisations dans le secteur audiovisuel. Au moment ou RMC essaie pour la quatrième fois de passer aux mains du privé. le sort de la Société française de production (SFP) est plus que jamais dans l'impasse. Le tandem Havas-Générale des eaux, candidat repreneur favori du gouvernement, s'est retiré du jeu, lundi 31 mars, dans la mesure ou le personnel appelé à se prononcer sur le volet social de leur offre de reprise, a massivement voté contre ce projet (Le Monde du 29 mars). Il reste un seul candidat : LBO/

le partenariat du groupe de Jean-Marie Messier. Après avoir hésité, Fabrice Glger, président de LBO/ Convoy, a finalement décidé de présenter, lundi 7 avril, son projet de reprise à la commission de privatisation du comité d'entreprise de la SFP, mais au cours d'une séance restreinte. Son projet, valable jusqu'au 18 avril, avait déjà été jugé « non recevable en l'état : par cette commission, qui estimait la semaine dernière, ne pas disposer d'informations suffisantes sur « le tour de table, le projet industriel et social ». Ce tour de table, qui prévoit 20 % aux salariés et 80 % à LBO/Convoy, est susceptible de modifications. Des discussions

vas avant que ce dernier ne prétère sont en cours pour permettre l'entrée de nouveaux partenaires, des opérateurs financiers nu des industriels. Pour mettre en œuvre son plan de reprise, qui prévoit 390 départs (dont 256 départs en retraite ouverts au FNE) et la création de 32 nouveaux postes, Fa-brice Giger demande à l'Etat une recapitalisation de 992 millions de

PRESSION DE BRUXELLES

Sous certaines conditions comme les aléas du bail du Théâtre de l'Empire à Paris, il envisage le remboursement du compte courant de l'Etat dans la SFP (250 mil-

Empêtrés dans un dossier plus complexe que prévu, les pouvoirs publics, qui espéraient, l'été 1996, confier les rênes de la SFP à Walter Butler, un proche de François Léotard (Le Monde du 8 août 1996), puis eucore récemment à Havas et la Générale des eaux, n'ont encore pris aucune décision. Ils n'écartent aujourd'hui aucune hypothèse. Ni une poursuite du processus de privatisation ni une fermeture de l'entreprise, voire une bquidation. En revanche, les propositions alternatives proposées par le comité d'entreprise et par Jacques Rutman, qui prévoyaient un rattachement de la SFP au secteur public de l'audiovisuel semblent exclues par le gouvernement.

L'urgence pour régler ce dossier pourrait venir de Bruxelles: pour éviter toute concurrence déloyale

vis-à-vis des producteurs privés, la Buttes-Chaumont parle de lui-Commission pourrait demander à l'Etat français de rembourser les sommes accordées à la SFP. En février, Bruxelles a ains ouvert une procédure à l'encontre de 2,5 milhards de francs d'aides en faveur de la SFP, mais a quand même accordé son feu vert à une aide d'urgence de 350 millions, en contrepartie de « la mise en œuvre d'un plan de restructuration ». « La crise de la SFP, c'est l'exemple-type de la gestion d'une entreprise publique dans laquelle l'Etat est toujours intervenu trop tord, uniquement pour combler les déficits, sans jamais jouer son rôle d'actionnaire », affirme un administrateur.

Des difficultés financières depuis 1979

Créée en 1975, la Société française de production (SFP) béné-

ficie d'un régime spécifique de commandes obligatoires des

chaînes de télévision, système qui assurait an groupe un

chiffre d'affaires stable, mais qui sera supprimé en 1979. A

cette date, la SFP counaît ses premières difficultés financières

et licencie 500 personnes. La loi sur l'andiovisuel de juillet 1982

rétablit ces commandes, qui seront à nouveau remises en

cause, en 1986 pour les chaînes publiques et en 1996 pour TF 1. La SFP inaugure en 1987 le complexe de Bry-sur-Marne, et

met en service le premier studio numérique. Elle réalise la première retransmission en télévision hante définition depuis

Roland-Garros. En 1989, après une seconde vague de 500 dé-

parts, l'Etat apure les pertes du groupe qui sera réorganisé, fin

1991, en une maison mère et neuf filiales. En 1992, 338 emplois

sont encore supprimés. La SFP reprend en 1993 le contrôle dn

producteur privé déficitaire lma Production. Le décret de pri-

vatisation de la SFP est discrètement publié au J. O. dn 19 juil-

L'épisode de la cession des

même. Ce site du 19 arrondissement de Paris n'a pas pu être cédé, au début des années 90, pour 400 millions de francs au groupe Bouygues, Les Domaines ont mis leur veto à cette transaction, considérant qu'une telle somme était inférieure au marche. La crise de l'immobilier aidant, un compromis de vente a finalement été signé en 1994 pour 253 millions avec ce même acheteur. Le projet immobilier a été modifié plusieurs fois pour s'adapter aux exigences de la nouvelle mairie de cet arrondissement et l'acquéreur a revu à la baisse sa proposition, Au total, la SFP a pris un crédit - qui lui coûte

60 millions de frais financiers

cene operation. Bouygues duit finalement signer un chèque de 150 millions pour les Buttes-Chaumont mais c'est la SFP qui prendra qui prendra à sa charge les 15 mil-lions de frais de démolition des ba-

Aujnurd'hui, les personnels de l'entreprise sont plutôt amers. Ils estiment qu'Havas et la Générale des eaux n'ont jamais eu véritablement l'intention de reprendre la SFP et se sont commodément de faussé sur le voie des salariés. « On nous a consultés uniquement sur le volet social du plan, alors que l'aspect industriel est également important », explique l'un d'eux.

Une version contestée par certains administrateurs qui jugent suicidaire la position ultra-royaliste des salariés. « Ce n'est pas la première fois que l'Etot est actionnaire d'une entreprise déficitaire. Les pertes de la SFP n'ont rien à voir avec celles accumulées par exemple par le Crédit lyonnais », rétorque l'un d'eux. Historiquement, Jean-Charles Edeline avait été nommé président de la SFP en 1975, avec pour objectif de rendre l'entreprise privatisable cinq ans plus tard. De-puis, l'effectif a été amputé des deux tiers, le chiffre d'affaires décroît, les déficits s'accumulent, et la SFP, qui conserve toujours son image de haute technicité mals des tarifs très élevés, ne trouve toujours pas sa vole vers le privé.

Nicole Vulser

Les producteurs attaquent TF1 et M 6 pour pratiques anticoncurrentielles

s'intéresse de près à l'audiovisuel. A côté de la plainte déposée par Canal Plus contre TF 1 Publicité pour des pratiques anticoncurrentielles dans la publicité, le Conseil se penche également sur une saisine effectuée par les producteurs audiovisuels. regroupés au sein de l'Union syndicale de la production audiovisuelle (USPA) à l'encontre de TF1 et M 6. Ce dossier de saisine, déposé en août 1994, vient d'être réactivé avec la nomination d'un nouveau rapporteur, Anne-Sophie Chalhoub. · Depuis notre saisine, les pratiques contractuelles de TF1 et M6 n'ont pas été modifiées et leur coractère anticancurrentiel à notre détriment n'a fait que s'aggraver », explique l'USPA, qui a, en revanche, depuis le dépôt de sa plainte, signé un pro-tocole d'accord avec France Télévision. Les producteurs critiquent « les clauses et les camportements

LE CONSEIL de la concurrence des chaines [TF 1 et M 6] relatifs aux droits annexes » des contrats de coproduction. Ces droits annexes peuvent être consentis aux chaînes pour la distribution, la diffusion sur d'autres territoires, les droits d'édition vidéo ou musicale. Or, selon l'USPA, ces droits sont aujourd'hui gelés par TF 1 et M 6, ce qui « prive les producteurs de recettes et les empêche de se présenter sur le marché secandaire » (pour que les programmes soient diffusés plusieurs fois sur d'autres chaînes). Le Conseil de la concurrence vient de demander au Conseil supérieur de l'audiovisuel un avis sur cette question. Les neuf sages n'oot pas pris réellement position dans ce dossier, mais se sont limités à fournir des éléments susceptibles d'étayer le jugement du Conseil de la concur-

Le Vatican reprend en mains le quatrième groupe de presse italien

Vatican secoue depuis quelques semalnes le monde de l'édition avait suscité des critiques. Le caritalienne. D'une manière qui n'a la Conférence épiscopale itapas de précédent dans ce secteur, lienne, avait également demandé le pape a décidé de reprendre en mains le quatrième groupe de Cristiana soient accompagnés de presse italien, celui des Editioos « précisions » du Vatican et qu'un paolines de Milan (700 salaries), dirigé par une congrégation religieuse, la Société de saint Paul, dont les principaux fleurons sont Funniglia Cristiana, le deuxième hebdomadaire du pays, qui tire à 1 150 000 exemplaires, et le mensuel Jesus.

Jean Paul II vient de nommer un « délégué pontifical », Mgr Antonio Buoncristiani, auprès de cet ordre religieux. C'est une intervention directe qui rappelle la méthode utilisée en 1981 contre la Compagnie de Jésus. Le délégué du pape à la Société de saint Paul exerce depuis le mois de mars des fonctions qui appartiennent normalement au supérieur général de l'ordre, fictivement maintenu en place. Sa première décision a été de créer une commission de théologiens, approuvés par le Vatican, qui aura pour charge de su-perviser les articles de Famiglia Cristiana, un hebdomadaire, populaire et chrétien, qui est une Institution dans ce pays.

La crise est venue du traitement, jugé non conforme aux positions de l'Eglise catholique, d'un certain nombre de questions majorité, l'assemblée des rédacmorales. Différentes mises en garde avaient précédé l'intervention d'aujourd'hui. Le cardinal Ratzinger, préfet de la congrégation pour la doctrine de la foi, avait fait part de sa « perplexité », en 1996, à la suite de la publication d'articles sur l'homosexualité. Déjà, en 1989, un projet de publication du Coran en

UN COUP DE FORCE venu du vidéo-cassettes et dessins animés que certains articles de Famiglia groupe d'experts en théologie soit constitué pour l'approbation préalable de certains textes.

REFUS D'OBTEMPÉRER

Le refus d'obtempérer explique le caractère brutal de la décision d'aujourd'hui. Pour l'évêque-délégué du pape, nouvean « patron » du groupe, la liberté des iournalistes n'est pas en cause. Ce qu'il suggère, selon des propos rapportés par l'agence APIC, c'est un « autocontrôle responsable, pas la censure », car « celui qui entre dans un organe de l'Eglise doit savoir qu'il ne travaille pas dans un milieu sans convictions ». Pour lui, le contrôle préalable des articles qui touchent aux questions théologiques et morales est indispensable « pour éviter les dérapages, qui «four-voient» et «scandalisent» les fi-

Compte tenu du poids médiatique du groupe et du caractère exceptionnel de l'intervention du pape, cette affaire soulève des remous en Italie. Dans une motion adoptée en mars à une très large teurs de Famiglia Cristiana et de Jesus exprime sa détermination à « défendre l'honneur professionnel des journalistes ». En France, les groupes de presse catholique suivent avec intérêt les développements de cette affaire touchant leur confrère italien.

Henri Tincq

« Libération » table sur un retour à l'équilibre en 1997

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION de la société éditrice de Libération a entériné les comptes 1996 du journal. Le résultat pet est négatif de 27,6 millions de francs (contre - 171,1 millions en 1995). Le chiffre d'affaires s'est établi à 435,6 millions de francs (-3 % par rapport à 1995): la publicité a légèrement augmenté (92,2 millions, contre 89 millions), tandis que la diffusion a baissé (160 600 exemplaires, contre 167 700 en 1995 et 170 000 en 1994, ce qui représente 325,3 millions de francs, contre 340,9 millions en 1995).

A Fissue du plan de restructuration du journal de 1996, marqué par des départs volontaires et des économies, Libération devrait revenir à l'équilibre en 1997, conformément aux objectifs de Pathé, actionnaire principal du journal (65,6 %). La part de Communication et Participation (actionnaire minoritaire) est passée à 13,2 %, et celle des personnels à 21,2 % (au lieu de 20 %), cette part devant progresser jusqu'à la minorité de blocage (33,4 %) si les résultats sont satisfaisants. Le journal compte 300 salariés, dont 215 journalistes.

■ PUBLICITÉ: aux Etats-Unis, les investissements publicitaires dans les médias out représenté globalement 66,7 milliards de dollars (379 milliards de francs) en 1996, soit une augmentation de 11,4 % par rapport à 1995. Selon l'étude de Competitive Media Reporting, ce taux est le plus élevé de la décennie écoulée : en 1994, la hausse avait été de 9,9 % par rapport à 1993. Les réseaux de télévision généralistes (les networks ABC, NBC, CBS, Fox TV) out vu leurs recettes publicitaires progresser de 16,5 % (14,4 milliards de dollars, tandis que les stations régionales et locales ont engrangé 14,2 milliards (+7,7 %), une croissance dopée par les Jeux olympiques et l'élection présiden-tielle. Les magazines ont atteint de leur côté 11,2 milliards de dollars (+9,5%) et la presse quotidienne 13,9 milliards (+4,4%). Le plus gros annonceur américain reste General Motors, la firme automobile ayant dépensé 1,7 milliard de dollars (+14,2 %).

Europe 1 a été condamné à payer 260 000 francs de dommages-

intérêts à Prisma Presse pour avoir utilisé dans une campagne publicitaire de 1996 le slogan « Ca m'intéresse », titre de l'un des magazines dn groupe. Le tribunal de grande instance de Paris a considéré, le 21 mars, qu'Europe 1 avait commis des actes de « contrefaçon » et de « parasitisme commercial ».

■ PRESSE: le groupe de presse américain Knight-Ridder a conclu un accord avec Walt Disney aux termes duquel Il lui rachète quatre journaux aux Etats-Unis pour un montant total de 1,65 milliard de dollars (environ 9,24 milliards de francs). - (AFP.)

■ NUMÉRIQUE : le bouquet numérique TPS mène des discussions pour s'implanter en Espagne. Détenu notamment par TF 1, France Télévision, M 6 et la CLI, TPS est en pourpariers avec la plate-forme numérique espagnole de Telefonica, qui rassemble également le groupe mexicain Televisa et la télévision publique espagnole RTVE. Telefonica mène parallèlement des négociations avec d'autres partenaires potentiels, le groupe américian Hughes, l'opérateur de DirecTv, ainsi que le premier bouquet numérique commercialisé au Japon, PerfecTv. TPS souhaiterait clairement contrer son rival Canal Phis, qui s'est allié en Espagne aux groupes Prisa et Antena 3.

■ TELÉVISION : la Cour de cassation à jugé, mercredi 2 avril, que quel que soit le caractère fantaisiste des « Guignois de l'info », Canal Plus pouvait être condamné à réparer le dommage causé à Peugeot et à Citroën, qui avalent estimé que leurs produits étaient dévalorisés dans cette émission. La cour d'appel de Paris avait, elle, estimé, le 14 mars 1995, que la caricature était « l'un des aspects de la liberté d'expression ». Le préjudice devra être apprécié par la cour d'appel de DU 7 AU 11 AVRIL

Europe 2 de 9h à 12h et gagnez 000 F

> Dès que vous entendrez 2 titres de

JEAN-JACQUES GOLDMAN

téléphonez au 08 36 66 22 24 gamme



10 ANS DU MEILLEUR DE LA MUSIQUE

DANSE

Une vraie caricature

par Alain Rollat

PEUT-ON, en cinq minutes, à la télévision, faire le procès d'un homme et le juger sans appel ? Dimanche, sur Canal Plus, le « Vrai journal » de Karl Zéro l'a fait. Selon l'animateur de cette parodle de journal télévisé, qui mélange avec plus ou moins de bonheur le vrai et le faux pour les besoins d'une représentation hebdomadaire, il s'agissait de célébrer « le troisième anniversaire du génocide rwandais ». Karl Zéro a rappelé à son public

que le nouveau régime au pouvoir à Kigali a dressé une liste de personnes «susceptibles d'avoir participé au massacre ». Parmi lesquelles « onze prêtres ». Et il a mis sur la sellette l'un de ces religieux, le Père Gabriel Maindron, qui a exercé son sacerdoce au Rwanda pendant trente-quatre ans et qui le poursuit désormais en Vendée. Pour justifier ce gros plan sur ce missionnaire, il a dit: « Selon la justice rwandaise, s'il n'a pas tué lui-meme, il n'est pas un enfant de chœur. Naus l'avons canfessé...» On a donc pensé que le « Vrai journal » avait réuni de bonnes raisons morales de mettre ce prêtre en demeure de s'expliquer. On a d'ailleurs constaté d'emblée que sa religioo était faite : la première image du reportage montrait le Père Maindron filmé en pleine messe et « avouant », au milieu de son confiteor : « Oui, j'ai

vraiment péché ». Quand ce suspect, visiblement accablé, a ensuite répondu qu'il ne s'expliquait pas cette accusation de génocide, mais qu'il pouvait raconter comment il avait mis sa vie en péril « pour protéger des Tutsis », et qu'il aurait fait « la même chose pour protéger des Hutus », on s'est dit qu'il faisait surtout du cinéma.

Ouand le ministre rwandais de la justice en personne est apparu à l'écran pour dire solennellement qu'il ne pouvait pas préciser les faits reprochés à ce présumé coupable de génocide parce que l'enquête « préliminaire » devait rester « secrète », mais qu'il existait néanmoins « des indices sérieux de so participation au génocide », on a attendu les indices en question.

En les attendant, on a enregistré le témoignage d'un « prêtre tutsi réfugié en Italie ». Cet « ancien vicaire » du Père Maindron o'avait nas été témoin des faits, mais il a étavé les soupcons : tous ses « amis » hutus avant « du sone sur les mains », l'accusé « ne pouvait certainement pas ignarer » leurs crimes. On a bien compris que le coupable l'était doublement : par complicité et par procuration.

Faute d'indices et de preuves, on s'en est remis à la source unique citée par le reporter du « Vrai journal»: les « témaignages accablants » recueillis, à une date non précisée, par d'autres enquêteurs, ceux de « Golias », une « revue catholique de gauche » dont le directeur a cité à l'antenne un témoin, absent mais direct, qui aurait « vu » les faits... « quelques jaurs uprès » les faits.

Alors, quand ce prêtre, déjà coupable bien qu'il soit peut-être innocent, a conclu qu'il éprouvait la même « envie de vomir » que le jour où l'« on » avait tué des enfants sous ses yeux, on a compris

Théodore Monod, savant voyageur et humaniste

Immense appétit de savoir, croyance dans l'unité du cosmos, respect des êtres vivants... « Terre et Ciel » tire le portrait d'un pacifiste « violemment non violent »

À QUATRE-VINGT-QUINZE ANS, Théodore Monod est le dernier survivant d'une espèce disparue, celle des naturalistes. Scientifiqoe polyvalent - géologue, géographe, botaniste, zoologiste. archéologue -, il est l'ultime héritier d'une longue lignée de savants voyageurs guidés par le noble idéal d'accroître le volume des connaissances bumaines, et qui pouvaient croire maîtriser de multiples disci-

Enfant précoce, élève surdoué, Théodore gamin ressent ses premiers émois de naturaliste lorsqu'il découvre les merveilles du jardin des plantes et du Muséum, où il emménagera un jour comme directeur du Laboratoire des pêches d'outre-met A six ans, exalté par l'appel du large, il rêve d'imiter Christophe Colomb ou Jules Verne. Mais c'est le désert que Moood arpentera, cet autre « océan » où, dans une immensité minérale, le mébariste navigue au long cours. A la fin du premier voyage, la première caravane, raconte fsabelle Jarry, l'une de ses biographes, Théodore le marin s'est « retrouvé dans le soble, au il a rencontré son milieu ». Pour la vie.

« Je suis un chercheur, pas un aventurier », aime répéter Monod, qui brocarde une certaine forme d'aventure moderne, celle de l'exploit inattentif au sens de la quête. « On mante au sommet de l'Everest, an mange une baite de sardines, an agite un petit drapeau, et l'an redescend sons nième songer à ramener un lichen au un caillou qui, au mains, auraient été utiles à la



LE PROFESSEUR QUI SE TROUVE ALTUELLEMENT AU JARDIN DES PLANTES.

science. » L'humaniste Monod n'oublie jamais que «l'aventure spirituelle est la plus importante qui soit ». Autant dire que la devise du géologue - « mente et mallea », « avec l'esprit et le marteau » - lui convient à merveille.

LE MARTEAU ET LA LOUPE

Les deux instruments du nomade amoureux des pierres, qui chausse des saodales en peau d'antilope, sont le marteau et la loupe. « Des qu'il aperçait un caillau digne d'intérêt, le géalague commence par le casser, puis il sort sa loupe. » Le vieux professeur caresse un galet tranchant rapporté

du désert. « Lorsque je l'ai trouvé, il n'avait pas bouge depuis cent mille ans, depuis que son dernier utilisateur l'avait jeté. Les roches du Sahara ont huit cents millions d'années. Ca cammence à devenir respectable. Auprès d'elles, l'hamme n'est qu'un puceron éphémère. »

Le film de Marc Bessou, Théodore Monod, Terre et Ciel (un titre qui s'inspire de Teilhard de Chardin, qui se disait « fils de la Terre et enfant du Ciel »), souligne la rectitude du destin d'un homme constant dans ses passions comme dans ses rejets : le patient désir d'apprendre, l'austérité adoucie par l'humour, la quête religieuse

dans le sillage du père, pasteur al-mé et admiré, la croyance fervente dans l'unité du cosmos. « Protestant libéral ». Monod affirme que l'ère chrétienne s'est achevée le 5 août 1945, à la veille d'Hiroshima. La bombe reste à ses yeax l'incarnation absolue, « diabilique ». du mal. A chaque anniversaire de la double explosion nucléalre, Théodore et une vingtaine de compagnons jeunent pendant quatre jours. « Mon père trouvait le mal sans surprise car, dans la nature de l'homine, ce qui est stupé-fiant, c'est le bien. D'au vient le bien? » Et il s'interroge : «L'homme acceptera-t-il de grandir maralement? »

Au soir de sa vie, Théodore attend « avec une prodigieuse curiosite de passer sur l'autre rive », là où il pourra « demander purdon à ceux qu'[il a] blesses ici-bas, par des actes, des paroles ou des silences ». En attendant, lors d'une double cérémonie vendredi II avril à la 5orbonne et au Musenm, « Monsieur Monod » recevra l'hommage amical de la communauté scientifique. Même si, comme le rappelle son fils Ambroise, « Theodore n'est pas un exemple, mois une exception ».

 $g_{W^{*}}e^{ik^{2}J_{1}WW}$

2.52.25

1974

ñ;

Į.

٠Ĺ

Jean-Pierre Langellier

* « Théodore Monod, Terre et Ciel », La Cinquième, mardi 8 avril à 16 heures.

* Théodore Monod sera à « La Marche du siècle » consacrée aux aventuriers de la découverte, France 3, mercredi 9 avril à 20 h 50.

TF 1

GREEN CARD

Film de Peter Weir, avec Andle MacDowell

11990. 110 min).

France 2 20:45 -14:

UNE FEMME

EN BLANC [2/6] (105 min).

Variations sur les thèmes de la comédie américaine, avec eléments satiriques. américaine de Depardieu.

22.35 LEDROTTDESAVOIR

par Charles Villeneuve Tempignages d'enfants qui ont été

d'abus sexuel. 0.00 Football Magazine. Lique deschampions (40 min).

Short Track à Nagano. 1.45 et 2.45, 3.457 f 1 maic. 1.55 f sur 7. Ma-gazine trediff. t. 2.55 Les Défis de l'océart. Cocumentaire. La planète vivante pre-Documentaire. La planète diff.). 400 et 425, 5.10 Hist

0.40 Spécial sport.

20.55

Festilleton d'Aline Issermann, avec Sandrine Bonnaire, Christian Brendel. 7134668 Margaux veut se battre pour

éviter la fermeture programmés de l'hôpital. 22.40

LA FRANCE EN DIRECT Magazine. Sectes : l'enfance en danger (90 min) 0.15 Journal,

Bourse, Météo. 0.35 Le Cercle de minuit. Magazine. Les réves. Invités: Jean Rouch, Michel Jouvet et Monique Gessain, Jacques Hochmann (70 min).

LAS Histoires courtes. Court métrage. Plules. 2.50 Vie parisienne. Court mé-trage. 3.25 24 heures d'Info. 3.40 Mé-téo. 4.45 Aventuriers de la deut de Crolles. Documentaire. 5.10 D'un so-leil à l'autre. Magazine. Reprise France 3 (30 min). Valérie Expert (rediff.). 2.00 Musique graffid, Magazine. De Bach à Barcol, confidences pour pla-rol. La veriations en de majure RV 265 Ah, vous diras je maman i de Wolf-gang Amadeus Mozart. 2.05 La Crande Aveture de James Onedin. Feuilleton. Mutinerie (55 min).

France 3 Arte 20.50 20.45

COMPTES MADEMOISELLE À REBOURS DOCTEUR

Film de Georg Wilhelm Pabst, avec Dira Parlo, Pierre Blanchar (1936, N., 105 min). 145533 En 1916, une insaisissable espionne allemande est Après sept ans de prison pour envoyée en mission à Salonique. Elle se fait passer cambriolage, un homme revient pour une journaliste américaine et s'éprend d'un afficier français. 22.40 Journal, Météo. 22.30 Kingrama, Magazine.

22.45

A MODERN HERO

Film de Georg Wilhelm Pabst, avec Richard Barthelmess, Jean Muit (1933. N. vo. 70 min). 23.55 Court-circuit. Les amants de Saint-Jean. court-métrage (30 min). 5488533 eur de iun

Flim de Dai Sijie, avec Chick Ortega, Mohamed Camura, Rufus Cette fable inspirée, semble-t-il, d'une légende russe se veut poético-fantastique douteux dans les gags.

1.45 Music Planet. Documentaire de Pascal Signolet, Angélique Kidio : l'Amazone (rediff.

France

M 6 Canal +

UN ÉTÉ POURRI Film O de Phillip Borsos, avec Kurz Russell, Mariel Herningway (1984, 115 min).

Un journaliste de faits divers entre en relation avec un criminel qui lui promet inel qui lui promet

ILLUSION FATALE Telefilm O de John Korty, avec Brian Dennehy, [1/2] (95 min). 968594 Un vétéran de la brigade chargé d'enquêter sur un

0.15 Deux flics à Miami. 1.05 Rallye de Tunisie. 1.10 lazz 6. Magazine. [2/2] Sonny Rollins (60 mln).

2.10 Best of Frintenns de Bourges 97.
3.10 Fréquenstat. Françoise Hardy.
4.05 Movida opus 4. Documentaire.
4.25 Sous le stene de l'eau. 5.20 Les
7.15 Sous le stene de l'eau. 5.20 Les
7.16 Los Turbo irediff., 25 min).

LÉGENDES D'AUTOMNE III Film d'Edward Zwick, avec Brad Pixt, Anthony Hopkins (1995, 125 min). 7029991 Inspiré d'un roman de Jim

Harrison, le film est une saga familiale troitée de façon 22.40 Flash d'Information,

SANTA SANGRE ##

(1989, v.o., 127 min). La femme d'un directeur de cirque infidèle le mutile sexuellement. Il lui coupe les bros avant de se suicider. Leur fils de dix ans, traumatisé, est interné dans un hôpital psychiatrique.

1.00 Fièvre à Columbus University (1994, v.o., 124 min).

Radio

France-Culture

20.30 L'Histoire en direct, Les viles rasées de l'Adantique [1]. 21.30 Fiction. Une heure the: 22.40 Tait ouvrant. 0.05 Du kwir au lendemain, jacques Bonnet (Lwenza Luta), 0.48 Les Cut-elès du music hall 1.00 Les Nuirs de France-Culture (rediff.).

France-Musique

20.30 Cancert. 20.30 Cancert.
Domé en direct de la Halle au
Grains, à Toutouse, par
l'Orchestre national de
France, dir. Charles Dutoit :
Ma mère l'Oye, de Ravel ; La
Mer, de Debussy ; Timbres,
espace, mouvement, de
Dublleus ; Daphins et Chice
lar suite, le Ravel.
22.30 Musique pitriel.
Présences vo.
23 07 Entre les lienes, andre

23.07 Entre les lignes. Andre Lischle pour son tivre Totallovski au miroir de ses

0.00 La Rose des vents. France-Espagne-Hongrie. Concert donné le 18 février, saile Olivier Messiaen, par Vent d'Est. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées U Les Soirees
de Radio-Classique.
Concert enregistré le 26
octobre 19%, à l'institut
catholique, par l'Orchestre de
Chambre national de
Toulouse, Todd Wilson, orque,
die Abin Mogla. Œuvres de
Bach, Respigni, figar, Poulenc.

22.25 Les Soirées... (Suite). 0.00 Les Nuits de Radio-Clar

ABONNEZ-VOUS et économisez jusqu'à 294 F

1 AN - 1890 F au lieu de 2 184 F*



BULLETIN - RÉPONSE Oui, je sauhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 536 F ☐ 6 MOIS - 1 038 F ☐ 1 AN - 1890 F au lieu de 1 092 F au lieu de 2 184 F Je joins mon réglement soit :

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Mande par carte bancaire N° Later Later Later Later Signature: Nom: Prenom: Adresse: .

Code postal: Localité : Pays: . . ._____ USA - CANADA Lo Mande - 1859—00997251 as published doth for 5 820 per vax - 1.E MONGE - 21, tex, nor Charde-Permed 775.22 Pain Code Of Stance powerful specified by the bed A Charge-point N - 10.5 and adolescent implies of fices. POSTMAS-EN Send accesses changes or 1985 of R V Sen T-18, Charge-point N - 72, 75 R Sen T-18, Cha 1 560 F 6 mois 1 123 F 572 F 790 F

01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi Bulletie à reavoyer accompagné de votre règle ONDE, service Abonnements - 24, avenue du G 80646 Chantilly Cadex

21.55 Météo

23 10

PAS =

avec Manuel Blan Philippe Noiret (1991, 110 min).

PEMBRASSE

Film A d'André Téchine.

1.00 Lignes de mire.

Paris pour devenir acteur va de

venue en déconvenue.

Invités : Patrick Le Lay,

TV 5

22.00 Journal (France 2). 22.35 Le monde est à vous. (France 3 du 30/3/77) Planète

21.00 Enjeux - Le Point.

des cina continents.

20.35 Degas: Le vieil homme

qui aimait les arts. 21.25 Revolucion o muerte. 22.20 Les Terres d'en haut. 23.20 Christophe Philippe

Oberkampf. Un entrepreneur au siècle des Lumières. 23.45 L'Autre Amérique.
[1/6]. Mexique: les mirages
du développement (55 mins.

Animaux

21.00 Monde sauvage. Un habitant nouveau. 21.30 Le Vagabond. Le bon côté des anges. 22.00 Sauvons les aigles. 23.00 Beauté sauvage.

23.30 Education canine. 0.00 Monde sauvage. Les torques de mer.

Paris Première 20.00 et 0.10 20 h Paris Première. Magazine. 21.00 Chère Inconnue

23.15 Introducing Morrissey.

Contert enregistre à Sheffield et Blackpool (Angleterne), en 1995 (55 min)

(1979, 105 min1 15311842

20.00 Thalassa. Magazine (France 3 du 44/97) Supervision 20.30 Manon

des Sources **E E** Film de Claude Berri (1986, 105 min) 13358397 22.15 Au bortheur des artistes. Magazin Invité : Pascal Legitimus. 23.30 Festival Chopin. Concert.
"Mazurias" (50 mm).

Ciné Cinéfil 20.30 La Valse de Paris E EL Film de Marcel Achard

11949, N., 95 min) 8246397 22.05 Dirigible **2 2** Film de Frank Capra 11931, N., v.o., 100 min) 80827113 23.45 Paris
Film de Jean Choux
(1936, N., 95 min) 87436945

Ciné Cinémas 20.30 Hannah

et ses sœurs
Film de Woody Alien
(1986, 105 min) 6242571
22.15 David et Bethsabée (David and Bathsheba) ■ ■ Film de Henry King (1951, v.o., 115 min) 5246868 0.10 Buisson ardent Film de Laurent Pervis (1987, 90 min)

Série Club 20.45 Les Dames de cœur. 21.45 et 1.30 La Florentine.

22.30 Le Choix de... Ted Post. Une nuit d'épouverne. 23.00 Au-delà du réel. l'aventure continue, une star déchue. 23.45 Chapeau melon

0.40 Formule I (50 min)

Canal Jimmy 20.00 Ciao Marcello I 20.05 Mister Gun.

20.30 Souvenir, Apostrophes Invités : François Truffa Marcello Mastrolanni, F Polanski, etc. 27.50 ► New York Police Blues.

La méprisable aventure de Ted et Carey. 22.40 Chronique de la route. Rocco Papaleo Film d'Ettore Scotla (1971, 100 min) 12748858 0.25 Vello. Magazine. 0.55 Parm Aid and Friends. (Neterskal le 19 septembre 1987 (45 min) 11272442

Disney Channel

19.00 Petite fleur. 19.20 Classic Cartoon 19.30 Dinosaures. 'amour en danger 20.10 La Belle au bois dormant. 21.40 Santo Bugito.

22.00 La Rédac. 22.55 Planète Disney. 23.45 Papy Pôle. De Lauren Chevallier. Ou l'idée foxe du docteu Edenne (75 min).

Téva

20.25 Téva mode, Macazine 20.30 et 23.30 Téva interview. 20.55 La Mort en vente libre. 22.35 Murphy Brown. 23.00 Téva débat. Magazine 0.00 Téva spectacle (90 min).

Eurosport

19.00 Boxe 20.00 Speedworld. Magazine. 21.30 Tennis de table 22.30 Rallye. 23.00 Eurogoals. Magazine 0.00 Snooker (90 min).

Voyage 19.00 Rough Guide. 19.55 et 23.25 Chronique Polac 20.00 et 23.30 Suivez le guide. 22.00 Au-delà des frontières.

22.30 L'Heure de partir (55 min). Muzzik

19.00 L'Invité. Magazine Invité: Le trio Wando 19.55 Le Mystère du docteur Martinu.

21.00 Ariane.
Opéra de Bohuslav Martinu
(50 min).
21.50 The Great Jazz Meeting. Concert enregistré au festiva de jazz de Montreux en 1996 (35 min). 22.45 Le Journal de Muzzik.

23.15 Haydn et Mozart. Concert enregistré au festi de la Chaise-Dieu, en 1994 0.55 Chet Baker.

155 min). 2974885

On peut voir. ■ Ne pas manquer.

Sous-titrage special pour les sourds et les malentendants.

Signification des symboles :

Signalé dans « Le Monde Télévisie

Chaînes

d'information

Information en continu, avec, en soirée: 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 2.00 World News. 21.00 Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.30 The Most Toys. Euronews

Journaux toutes les demi-beures, svec, en soirée: 19.15, 1945, 20.15, 20.45, 21.45, 22.45 Economia. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.04 Europa. 19.50, 20.50, 22.39, 23.05 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 115 No Comment. 23.45 Odéon. 0.15 Euro-zoom. 0.45 Sportsweek. 1.45 Art et Collection. LCI

CNN

journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Guillaume Durand. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 27.10 et 22.17 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de Péconomie. 27.26 Chrema. 21.42 et al. 20.44 Journal de 18.04 de 18.45 Le 24.45 L

de l'Economie. 21.26 Cinen Talk culturel. 0.15 Le Débat.

M M Chef-d'œuvre ou classique.

315+

LA NOUVELLE « loi migratolre » en vigueur aux Etats-Unis depuis le le avril provoque un tollé au Mexique, où journalistes et hommes politiques, oubliant leurs differends, appellent la population et le gouvernement à resserrer les rangs pour convaincre Washington de réviser sa politique en matière d'immigratioo. La lornada, un des quotidiens les plus influents du pays, a consacré toutes ses « unes », depuis le 28 mars, à cette énième « offensive » du puissant voisin à l'égard du Mexique, tandis que l'Excelsior lui a dédié une bonne dizaine d'éditoriaux en quel-

ques jours. « Si ce n'est pas une entreprise de déstabilisation, cela y ressemble fort . estime un commentateur de La Jornoda. Un de ses collègues de l'Excelsior y voit « la plus vaste of-

fensive des Etats-Unis depuis 1847 », lorsque les troupes américaines s'emparèrent de plus de la moitié du territoire voisin, y compris cette Californie que les travailleurs mexicains reconquièrent peu à peu. La presse s'en prend surtout à la procédure expéditive qui permettra désormais au service d'immigration américain de déporter les étrangers en situation irrégulière. Ces derniers ne pourront plus recourir aux tribunaux pour obtenir l'annulation d'une décision arbitraire, comme

c'était le cas jusqu'à présent. Sur les quelque cinq millions de sans-papiers qui vivraient actuellement aux Etats-Unis, au moins la moitié seraient d'origine mexicaine. Leur expulsion, affirme l'Excelsior, « entrainerait une catastrophe démographique et économique » pour le Mexique, qui n'est pas en mesure

La ornada.

Entró en vigor la ley antinmigrante

de leur nffrir des emplois et dont un pourcentage important de la pnpulation survit grâce aux 3 à 4 milliards de dollars envoyés chaque année à leurs familles par les travailleurs installés, légalement ou non, au nord du Rio Grande (près de quinze millions de personnes d'origine mexicaine résideraient aux Etats-Unis, dont sept millions not la nationalité américaine et cinq millions disposent d'un permis de résidence). La stabi-

lité du Mexique et, surrout, du régime en place depuis 1929, dépend de cette soupape qui permet d'évacuer le trop-plein démographique chez le voisin.

La presse locale a beau jeu de démontrer, chiffres à l'appui, que le principal partenaire commercial du Mexique a, tui aussi, besoin de ces travailleurs étrangers, payés au salaire minimum, qui font tourner son économie et, selon un expert en matière d'immigration, Jorge Bustamante, fournissent la quasitotalité de « lo main-d'œuvre nécessaire pour assurer 40 % de la production agricole des Etots-Unis ». « Sons eux, précise Luis Linares dans La Jornada, nos voisins perdraient leur compétitivité, ce qui réduirait sensiblement leur niveou de

Que faire pour contrer « cette loi

discriminatoire et oberrante [qui] est le produit du racisme, de la xenophobie et de la démogogie des parlementoires américains » ?, se demandent divers commentateurs. « Si on ne peut pas empêcher les Etats-Unis d'odopter leurs propres lois, écrit La Jornoda, on peut ou moins négocier ovec eux un statut pour les travailleurs migrants afin d'éviter les tensions bilatérales. » En dépit de l'entrée en vigueur, en janvier 1994, d'un accord de libreéchange entre les deux pays, Washington reste apposé à une entente sur les flux migratoires, qui, de toutes les façons, ne pourrait pas absorber l'énorme surplus de main-

d'œuvre du Mexique et ne réduirait

donc pas les entrées illégales aux

Bertrand de la Grange

Georges Suffert

صكنا من الاجل

■ Le gouvernement d'Alain Juppé paraît quelque peu frileux. Il n'a pas la moindre doctrine; sans doute se défie-t-ii de toutes celles qui existent. N'empeche que tout cela sent un peu le renfermé. Alain Madefin n'a pas tout à fait tort de secouer, ces jours-ci, le cocoder. Les Français vont voter dans moins d'un an. D'ici là, ils aimeraient savoir ce que les responsables de la majorité ont derrière la tête. Il devient urgent de parler publiquement de notre pays, de ses intentions, voire de ses rêves. L'an 2000 ne suffira pas à faire délirer nos

EN VUE

■ John Cerasani, dit « Boobie », en prison depuis 1994 pour une affaire de drogue, vient de porter plainte contre la société productrice du film Donnie Brasco, interprété par Al Pacino, ou l'on voit le truand assassiner et découper à la scie d'autres mafieux. Dans la plainte déposée, jeudi 3 avril, devant un tribunal fédéral de Manhattan, Cerasani trouve le portrait « crrone ». Au point, ajoute-t-il, qu'il a provoque chez lui « un tort umotisme emotionnel ».

■ Exaspéré par les inquiétudes que suscite la maladie de la vache follo, Gerald David, un boucher britannique de Porlock, une ville proche de Bristal, vient d'ouvrir son abattoir au public. « Il était temps de montrer que tous les bouchers ne travaillent pas dans des conditions déplorables ou ne traitent pas les bètes d'une manière lamentable », a-t-il commenté. « Je n'ai pas encore vu quelqu'un s'evanauir ou mal réagir », a aiouté M. David, dont l'initiative remporte un vif succès, même si, conformément à la loi, les visiteurs dnivent se contenter de regarder par les fenètres.

■ Deux gamins ont récemment dérobé 600 millions de livres turques (environ 25 000 francs) dans une succursale de la Ziraatbank, à Izmit, une ville à l'est d'Istanbul, Selon un plan préétabli. la petite fille, âgée de cinq ans, a retenu l'attention du caissier. pendant que son camarade, onze ans, s'enfityait avec l'argent. Les enfants, qui ont été arrêtés aurès avoir dépensé 40 millions de livres pour acheter des bonbons et abandonné le reste du magot dans un parc, ont été rendus grondés à leurs parents.

DANS LA PRESSE

TF1

16.35 L'Homme qui tombe

17.30 Metrose Place. Feuilleton

Serie. Valérie sur pflotts. 19.00 L'Or à l'appel, jeu. 19.50 et 21.30 Météo.

L'image du jour, Tiercé.

7003953

Sans conditions, 18.25 Papa revient demain.

à pic, Série,

20.00 Journal,

FOOTBALL

sans complexe.

de la Coupe de l'UEFA: Inter Milan - Monaco

Impressionnonts tant en

Monégasques peuvent jouer

LE MONDE DE LÉA

Magazine présente par Paul Amar. Les erreurs médicales (100 mln).

TF 1 nuit.

0.20 et 1.00, 2.25, 3.30, 4.10

0.35 Reportages, Magazine.

(rediff., 25 min). 4904996

Portrait doux-amer de

douaniers français et

1.10 Concert en l'église Satur-Sévertn. Enregistré à Paris par l'Orchestre français. 2.35 Les Défis de l'océan. Documentaire (rediff.). 3.40 et 4.20, 5.10 Histoires naturelles (rediff.). 4.50 Musique (20 min).

Jours tranquilles

3 Saint-Gingolph

championnat que pendant leur parcours européen, les

20.35

(125 min).

22.40

шр. ф.

La poursuite.

Michèle Cotta ■ On a beaucoup joué ce dernier week-end, d'un bout à l'autre de Paris, au petit jeu de la dissolution. La thèse en est défendue à la tête du RPR et l'oo soupçonne le premier ministre d'en être lui-même partisan. D'abord parce que la conjoocture s'améliore. La croissance s'annonce supérieure aux 2,3 % prévus en début d'année, les sondages soot meilleurs pour le gouvernement et médiocres pour le Parti socialiste qui piétine, lui, dans l'opinioo publique. Ensuite, Alain

Juppé s'inquiète de devoir au printemps prochain mener de front dans le même calendrier la mise en place de l'euro et les législatives. Il craint que ressuscite à cette occasion l'opposition à Maastricht, à sa monnaie unique, et que cette opposition dépasse, submerge les autres enjeux électoraux. Seulement voilà, eo France, on ne jongle pas si facilement avec les calendriers politiques.

LA CHAÎNE INFO Pierre-Luc Séguillon

France 2

16.50 Des chiffres et des lettres. Jeu

17.25 Le Prince de Bel Air.

Serie, La fête des mères. 17.50 Hartley, coeurs à vif. 18.45 Qui est qui ? Jeu. 19.25 et 3.05 Studio Gabriel.

Invitées : Indra. Camille Saféris.

19.55 Au nom du sport.

20.00 Journal, A cheval I, Météo.

VADROUILLE 庫票

avec Bourvil, Louis de Funès (1966, 125 min).

23.00 Les Films qui sortent le lendemain dans les salles de cinéma.

23.10

LA GRANDE

■ Deux attitudes se sont dessinées durant le week-end sur le sujet des écoutes réléphoniques. La première prétend au réalisme. Elle refuse l'hypocrisie. Elle procède d'un en jeu, à travers la discussion sur la

constat : les écoutes ont toujours été et seront toujours. Elle relève d'une conviction : pouvoir et savoir sont indissociables. La seconde se prévaut d'un idéal démocratique. Elle récuse le cynisme. Elle procède d'un constat : le prince est toujours enclin à abuser du pouvoir qui lui est accordé en l'utilisant à des fins injustifiées. Elle relève d'une conviction: l'Etat ne saurait s'affranchir de la loi commune, si ce n'est dans des circonstances excep-

LIBÉRATION

France 3

18.20 Questions pour un champion, Jeu.

18.50 et 1.15
Un livre, un jour.
Les belles Cubaines,
de Pierre Christin
et Patrick Lesueur.
18.55 Le 19-20

de l'information. 20.00 Météo.

20.35 Tout le sport.

LES ROIS

23.25

DE LA PISTE

22.25 Mr. Bean. Série.

A la fortune du pot. 22.55 Journal, Météo.

LES NOUVEAUX

AVENTURIERS

20.05 Fa si la chanter Jeu.

Jongleurs, acronates, govers. Présenté par Sergio en compagnie de Muriel Hermine, de Régina et Joseph Bouglione et de Tiby (95 min). 438243

réforme des institutions devant régenter l'Union européenne élargie aux pays qui veulent l'intégrer, Entre les Prançais, qui veulent un directoire européen musclé et gouvernemental donnant davantage de pouvoir aux « gros » pays, et les Al-lemands, qui inclinent vers un pouvoir plus fédératif et parlementaire assurant un droit minimum de représentation aux « petits » pavs. il n'y a pas seulement une divergence de modèles. Les arrière-pensées ne sont pas à écarter entre une France qui placerait la barre très haut pour ne pas avoir à sauter, et une Alle-Jean-Michel Helvig magne eocline à se satisfaire du seul grand marché écooomique

MARDI 8 AVRIL -

18.20 Le Monde des animaux. Le grand inconnu: A

La Cinquième

la dérive dans l'Attantique Nord. 18.50 ➤ 50 jours pour 50 Palmes. [10/50]1954. Arte

19.00 La Panthère rose. Dessins animés. 19.20 Cartoon Factory. Dessins animés. 19:30 7 1/2. Nétanyahou doit-il partir? 20:00 Archimède (30 min). 20.30 \$ 1/2 journal

LA CROISADE DE LA PRÊTRESSE

Inge Lise Wagner, une représentante de l'Eglise protestante suédoise, occompagne, depuis dix ans, routiers et Orques itinérants sur les chemins de la foi. Portrait d'une personnalité peu

entaire d'Annette Oisen (65 min).

20.35 E = M 6 Junior.

M 6

17.05 Mister Biz (rediff.).

17.30 Classe mannequin.

18.05 Agence Acapulco.

19.00 Lois et Clark. Série.

19.54 Six minutes

Des pens ordinaires.

d'Information.

ALI BABA ET LES QUARANTE VOLEURS

Film de Jacques Becker, avec Fernandel, Oieter Borsche (1954, 105 min). Fernondel dons un conte des Mille et Une Nults transformé en galéjade marseillaise.

22.35

ILLUSION FATALE Téléfilm O de John Korty, avec Brian Dennehy, Williams Treat. [2/2] (100 min). Le sergent Reed est convaincu

(rediff.)

Canal +

15.45 Fièvre à Columbus University Film de John Singleton

(1994, 125 min). 5986971 17.50 Drôles de monstres. ► En clair jusqu'à 20.30 18.35 Nulle part ailleurs. Invités : Robert Duvall, Stéphane Peyron,

Jay Jay Johnson. 20.30 Le Journal du cinéma

L'HOMME DE GUERRE

L'oction est bien conduite et les personnages ont une certaine 22.10 Flash & Information.

22.20

WHITE MAN

Film de Desmond Nakano, avec John Travolta, Harry Belafonte (1995, v.o., 84 min). 3131156 Un richissime homme d'offoires noir, raciste à l'égord des Blancs, est enlevé et séquestré par un ouvrier blanc, acculé à la misère à la suite d'un licenciement obusif.

0.45 Le Journal du bard. 1.10 Buttman et Rocco Film classe X de John Stagilano (1995, 90 min). 3948441

Radio

France-Culture

20.30 Archipel médecine, L'hypertension anérielle : un risque contribé. 21.32 Grand Angle (rediff.), Les boxons de la rue Roture. 22.40 Nuits magnétiques. Le monde animal. 1. Loplop ou monde des animals.

0.05 Du jour au leademain. Hubert Nyssen (I. Edineur et son Double). 0.48 Les Chaples du music-hall, 1.06 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique

20.00 Concert de lazz. Festival de Marciac. Donné J COTICETT CIE 12Z.

Festival de Marciac. Donné le

9 août 1996, par le Mingus Big
Band : Ceuvres de Mingus.
Concert donné le 12 juillet
1994, au Théâtre Arrique de
Vienne, par le Charles Mingus
Workshop Big Band, dir. Andy
MCKee : CEuvres de Mingus
Workshop Big Band, dir. Andy
MCKee : CEuvres de Mingus
Conné le 22 octubre 1991 au
Grand Rex, par le Super Big
Band Mingus Epitaph, dir.
Cumbres Schuller : CEuvres de
Mingus.
Musièmes physiol.

22.30 Musique pluriel. Présences 97. 23.07 Atout Chœur.

0.00 Des notes sur la guitare. Ceuvres de Rak, Sor, De la Maza, Hand. 1.00 Les Nuits de France-Mu-

Radio-Classique 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. L'Orchestre de Meininge

TV 5

and the

20.00 Envoyé spécial. Magaz (France 2 du 3/4/97) 21.30 Perfecto, Magazine. 27.55 Météo des cinq continents.

22.00 Journal (France 2)-Magazine (France 2 du 4/4/97) 23.45 Viva. Magazine. 0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

20.35 Vol au-dessus des mers. [1/1]. Panther, un félin sur la Corée. 21.25 L'Alambic.

22.20 Dossier secret du triple 23.15 Degas: Le vieil homme qui aimair les arts. 0.05 Revolucion o muerte.

Animaux

20.30 Document Terre. Les Galapagos. 21.00 Monde sauvage. 21.30 et 0.30 Aventure

animale. Magazine 22.00 Nature des choses. Monkey Business. Monkey Business. 23.00 Education féline. Cinq races de cluts. 23.30 Histoire du naufrage. 0.00 Monde sauvage. Enchantements sous-marins

Paris Première

20 b Paris Première.

Magazine. 21.00 Le Gal Savoir. Magazine.

22.00 Le J.T.S. Magazine.

20.00 et 0.05

France

Supervision

20.45 Raul Barboza. Concert. "La tierra sin mal" (90 min). 584592 22.15 Festival

«Première rampe» de Monte-Carlo.

22.40 A la vitesse d'un cheval

au galop
Film de Fablen Onte

et des hommes.

0.20 Les Très-nues (25 min).

20.30 Moineaux de Paris ■ Film de Maurice Cloche (1952, N., 90 mln) 9009717

22.00 Huit heures de sursis Film de Carol Reed (1947, N.,

8297021

(1991, 85 mln) 0.05 Des religions

Ciné Cinéfil

110 min)

Film A de Roman Polanski, avec jack Nicholson (1974, 135 mln). 8917796

CHINATOWN # #

Los Angeles, 1937. Un détective privé chargé de filer un ingénieur des eaux se trouve mêlé à une machination destinée à compromettre un homme intègre. Le scénario et le personnage du privé font Raymond Chandler.

1.25 Au bout du compte. Point Bourse. 130 Journal, Bourse, Méréo. 140 Le Cercle de minuté. Mayadne. Actualités du cinéma. 3.30 24 houres d'info. 3.40 Météo. 4.30 Cúlp et Char-ly. La pierre philosophale (15 min).

Scott Hicks (Shine).

0.20 Cinéma étoiles (30 mln). . Dany De Vito (Matilda),

tslandsis, Demo ... des glaces. Documentaire d'Araoine de Maximy 2083834

Valérie Kaprisky (Mouvements du désir),

1.20 Mosique graffii. Magazine. De Bach à Barrol, confidences pour pla-no. 12 voriations en de majeur KV 2007. Als, vous direi-je muman" de Wolfgang Amadeus Mozart. 1.38 La Grande Avenume de James Doedin. Ferille-ton. Le marchand d'esclaves (55 min).

21.50 SOIRÉE THÉMATIQUE:

KARL MAY

21.55 Parole d'écrivain. De Klaus Peter Eberwein (65 min). 3398408 Grâce à ses récits des aventures exotiques de l'Indien Winnetou, Korl May (1842-1912), auteur prolixe mais aussi escroc et imposteur, est très célèbre dons son pays, l'Allemagne, qu'il n'o quitté qu'en de très rares occasions.

23.00 Karl May, une histoire sans fin. D'Uta Kulano (45 min). 23.45 Etre un autre. De Raff Marschalleck (50 min).

571972 0.35 Onibaba, les tocuses E Film de Kareto Shindo (1964, N., vo., rediff., 100 min). 5829903 2.15 La Pauthère rose (re-diff., 25 min).

Voyage

Muzzik

19.55 et 23.25 Chronique

22.30 L'Heure de partir. Magazine (55 min).

(45 min). 310980 1.55 The Blues, Concert enregistré au festival de jazz Montreux en 1994 (60 min).

de la culpabilité de l'avocat 0.15 Zone interdite. Magazine

(rediff.).
2.10 Calture pub. Magazine (rediff.).
2.40 Hot forme. Magazine (rediff.).
3.05 Movida opus 5. Documentitis.
3.55 Jazz 6. Magazine (rediff.). 5.00
Misser Biz. Magazine (rediff.). 5.25
Crutisses: Manu Dibango. Documentaire (rediff.). 5.35 Pan de. Magazine (rediff., 30 mln).

Chaînes

d'information CNN

Lanzmann. Magazine.

20.00 et 23.30 Suivez le guide.

22.00 Au-delà des frontières.

Découvri la France 2. Information on continu, avec, en solrte: 20.00 et 22.00 world Business Today. 20.30 et 22.00, 2.00 World News. 21.00 Larry King Live. 22.30 lasight. 23.30 World Sport. 0.30 World View. 1.30 Moneyline. 2.30 The Most Toys.

Euronews

20.00 et 1.00 L'invité. Invité: Noë Akthoré. Journaux toutes les deal-heures, avec, en soisée: 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 71.5, 22.45 Economia. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 22.39 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 Cinéma. 8.45 Visa. 1.45 Syle. 21.00 Brahms:
Symphonie nº 1.
Concert enregistré su Royal
Concert Hai de Glasgow 22.00 Brahms: Symphonie u° 2. Concert enregistré au Royal Concert Hall de Clasgow

LCI

(55 min). Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19,16 et 23,16 Guil-irume Durand. 20,13 et 20,45 til-18-71. 20,50 et 22,20 le Grand Jour-nal. 21,10 et 22,12 le Journal du Monde. 31,77 et 22,19, 22,44 Journal de l'Economie. 21,26 Cinéma. 21,42 22.55 Stars espagnoles de l'opera. José Cameras. 0.00 Les Instantanés de la danse Magazine. 0.15 Jazz 625: Talk culturel 0.15 Le Débat Art Binkey and the Jazz Messengers.
Concert enregistré en 1965
3109809

LES CODES DU CSA O Accord parental souhaltable. △ Accord parental

☐ Public adulte ou

Les films sur les chaînes européennes

RTL9 20.30 Little Nikita. Film de Richard Benjamin (1988, 100 min). Avec Skiney Politer. Policier. 22.10 Coup double. Film de Jeff Kanew (1986, 105 min). Avec Burt Lancaster. Comédie. 23.55 Rocambole. Film de Jacques de Baroncelli (1947, N., 120 min). Avec Pierre Brassettr. Aventures. TMC

20.35 Les Tarrares. Film de Richard Thorpe (1960, 85 min). Avec Victor Mature. Aventures.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble et du satellite sont publies chaque semaine dans notre supplémen daté dimanche-kundi.

Signification des symboles : ➤ Signalé dans « Le Monde

Télévision-Radio-Multimédia ». On pout voir.

II III Ne pas manquer ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique Sous-titrage spécial pour les sourds

Interdit sux moins de 12 ans. interdit aux moins de 16 ans.

23.50 Dieu a choisi Paris = Film de Gibert Prouseau (1969, N., 100 min) 91730883 23.55 VR5. L'ange (v.o.).

Disney Channel Ciné Cinémas 19.00 Petite fleur. Le joint. 19.20 Classic Cartoon.

20.30 La fin est commie E
Film de Criedra Comencini
(1992, 95 min) 8215427
22.05 The Young Americans
Film de Danny Carnon
(1994, vo., 105 min) 80899330
23.50 King Kong E
Film de John Gullieruta
(1976, 130 min) 70868330 22.30 Vive la sociale Film de Gérard Mordillat (1983, 95 mln) 24354330 1.05 Letuny Kravitz. Concert (35 min). 62244278

Série Club 20.45 Buck Rogers. Les évades du puits d'enfer.

21.35 et 1.30 La Florentine. 22.30 Le Choix de... Gower Champion.
Un jour pas comme les nutres.
23.00 Les Dames de coeur.
Adam et éles.
23.50 Chapeau melon

Meurites aux program **Canal Jimmy**

21.05 Spin City. Question de fierté. 21.30 Le Pugitif. L'écasion 22.15 Chronique de la route. 22.20 Star Wars trilogie

21.00 Clao Marcello!

«Edition special» Magic and Mystery. De Thomas Grane. 23.10 Star Trek: . la nouvelle génération. L'âge de maturité (v.o.).

19.30 Dinosaures. Robbie et Spyre.

Robbie et Spyre.
20.10 Rasta rockett El
Film de Jon Turceleud
2005156 (1993, 90 min) 2695 21.40 Animalement votre. 22.10 Thunder Alley.
L'art et les manières.
22.35 Les Histoires secrètes

d'Enid Blyton. L'és sortes. 23.05 Opération Mozart G0 min).

Téva 20.25 Téva mode. Magazine. 20.30 et 23.30 Téva interview. 20.55 Le Retour du docteur Casey. 22.30 Murphy Brown. Le poney de Murphy. 23.00 Téva débat. Magazine

0.00 Téva spectacle (90 min). Eurosport 20.00 Dragsters.

20.30 Tennis de table.

21.30 Boxe. En direct de Vigo (Espegne). Poids super-plumes et weiters (60 min). 97788 22.30 Rallyc. 23.00 Football. 0.30 Equitation (60 min).

Vérité

34 e

SOUVENT un tampon: «Se-

cret-défense ». Parfois une mention manuscrite: « Vu ». Et n'en parlons plus. «Raison d'Etat!» Comme dirait Michel Charasse, comme il l'a écrit d'ailleurs dans l'est républicoin, samedi : « L'Histoire, loin du tumulte commercio! de la presse à scandales et des juges en mal de publicité, soura dire la vérité. »

Tumulte commercial, presse à scandales? Des titres! Des noms! Eh bien les voici, tel que cités par l'irascible gardien de la mémoire élyséenne, «L'Express, Le Monde, Pontant, Plenel ». Deux feuilles de chou, effectivement. Et deux fouille-écoutes qui instruiralent « l'ignoble procès » d'un président défunt.

En lisant la longue tribune libre, y compris de ces libertés prises avec les simples évidences. on s'est demandé un instant si Michel Charasse ne prenaît pas ses fidélités pour des réalités. Car, tout de même, c'est un raisonnement assez extraordinaire que le sien! Dans quel pays vivons-nous, semble-t-il dire ? Voilà un président qui ne demanda rien à quiconque sur personne. Et surtout pas qu'on écoute les gens. D'ailleurs, il ne croyait pas un instant à l'utilité de ces pratiques. La preuve, ce qu'il disait fréquemment à son conseiller Charasse: « Taus ces services de renseignements, les RG, la DST, lo DGSE, les écoutes ne servent à rien : je n'oi jomaîs rien appris d'important par eux, jomais oucune information utile. » Voici donc un président qui, sacbant qu'il n'en apprendrait rien, visait, de son visa, et à son corps défendant, les comptes rendus d'écoutes. Même que parfois, à côté du paraphe « Vu », il ajoutalt un bref commentaire du genre « Sons intérêt ». C'est bien une preuve, cela!

Volci donc un président accablé par le zèle intempestif de ses gens de sécurité et d'écoutes. Ils écoutaient pour le protéger, lui et sa famille. Ils écoutaient, dit Michel Charasse, parce que le terrorisme rôdait. Ils écoutaient ici et là, tous ceux qui, d'évidence, fomentaient des projets criminels: avocats, personnalités, actrice, journalistes, écrivains. Ils écoutaient pour protéger la vie privée du Prince sans souci de la vie privée du citoyen.

Admirable démonstration! Le

Prince écoutait malgré lui, comme M. Jourdain faisait de la prose. Il attentait ou laissait attenter aux libertés pour défendre la liberté. Et voici, aulourd'bui, enrage Michel Charasse, qu'on insulte le président « dans la tombe », qui n'est plus là pour se défendre. Voici, en plus, que les écoutés se plaignent, qu'ils font scandale, « du bruit comme quaronte ». Les ingrats, quand la presse et la liberté de la presse ne furent jamais aussi bien défendues | Du moins défendues de la tentation d'écrire sur les affaires, Rainbow Warriar, Irlandais de Vincennes par exemple. On pense là au mot fameux de Victor Hugo sur les rapports du prince-président Napoléon et de la presse: « le permets que tu parles, mois j'exige que tu te

Bret, les écoutes ont existé. Bien au-delà du seul motif antiterroriste. Lorsqu'elles furent révélées, en 1993, par Libération, on les nia et parla de faux. Puis on admit qu'elles avaient existé, mais au nom du secret-défense et à l'initiative seule de la cellule élyséenne. Puis on découvrit que le président en était le destinataire. Puls ne reste plus aujourd'hul que le « secret-défense », uitime digue justement contre la « vérité ».

Jacques Barrot invite les internes à renouer le dialogue

Un essoufflement de la grève est sensible dans plusieurs CHU

DANS LE CONFLIT qui les op-pose aux pouvoirs publics, depuis bientôt cinq semaines, les internes ont fait du surplace pendant le week-end. Ils se retrouvent, lundi 7 avril, dans la situation qui prévalait vendredi, au moment de la rupture des négociations avec le ministre des affaires sociales. Alors qu'ils avaient demandé au président de la République de « faire un geste », Jacques Chirac s'est bien gardé d'intervenir. De même, alors qu'ils avaient manifesté le souhait de discuter directement avec le premier ministre, c'est avec Jacques Barrot et Hervé Gaymard qu'il leur faut à nonveau reprendre le fil du dialogue.

Dimanche 6 avril au « Chub de lo presse » d'Europe 1, Jacques Barrot s'est déclaré prêt à renouer le dialogue avec les internes, mais a indiqué que « lo rencontre qui peut se tenir lundi, mardi ou mercredi doit être une rencontre sereine ». Le ministre des affaires sociales a invité les internes à « construire ensemble la réforme », les exhortant à rentrer « dons une dynomique positive » et à expliquer « sur quels points ils ne sont pas d'occord ». Vendredi, il avait transmis un document de quatre feuillets aux huit délégués qui pilotent le mouvement de grève.

M. Barrot n'a cependant pas bougé sur la principale pierre d'achoppement avec les grévistes: le principe des sanctions collectives, en cas de dépassement des objectifs sur les dépenses de santé. Rappellant que « les reversements callectifs sont inscrits dans la loi », M. Barrot a précisé que « c'est aux signataires de la convention de pourvoir oux modulations des reversements » et que les partenaires sociaux devaient « améliorer les mécanismes d'individualisation des sonctions », en cas de dérapages des dépenses

Selon la coordination de grève des internes, vingt-trois centres hospitaliers universitaires sur vingt-six poursuivent le mouvement de grève, lundi 7 avril, et seuls les CHU d'Angers, Rennes et Strasbourg ont repris le travail.

d'un ancien responsable des internes, la moitié des CHU auraient suspendu leur mouvement de grève. Parmi les Internes et chefs de clinique, des divergences sont apparues entre les «durs» et les «réalistes ».

Le comité de grève des internes parisiens, qui est un des plus mo-bilisés, notait lundi que la situation était au point mort. Ils se sont déclarés prêts à rencontrer de nouveau M. Barrot mais ont estimé qu'il « n'est pas dans une lagique permettant camprendre » les revendications des grévistes.

Certains comptent poursuivre la mobilisation jusqu'au dimanche 13, date de la manifestation nationale pour la défense de « lo qualifé des soins », qui réunira des professionnels de la santé, des mutuelles et des syndicats de salariés opposés au plan Juppé. Lundi matin, à Tours, des internes ont perturbé une visite de M. Bar-

Alain Beuve-Méry

La navette Columbia abrège sa mission

LA DÉFAILLANCE d'un généra-teur d'électricité a amené les res-ponsables de la NASA à écourter la ponsables de la NASA a ecourter la dernière mission de la navette Columbia. Partie vendredi 4 avril du centre spatial Kennedy à Cap Canaveral (Floride) avec sept membres d'équipage pour une mission consacrée à des expériences de mandant paradiant niences en microgravité pendant seize jours, Columbia doit avancer son retour à mardi 8 avril à 20 h 35 (heure de Paris). L'une des trois piles à combustible qui fournissent électricité et eau potable à partir d'hydrogène et d'oxygène liquides avait donné, dès le décollage, des signes de dysfonctionnement qui se sont très vite aggravés. Elle a dû être débranchée. Bien qu'une seule de ces piles suffise au pilotage et à l'atterrissage, le retour anticipé a été décidé par mesure de prudence. Ces générateurs avaient déjà posé quelques problèmes à la NASA. C'est la troislème fois seulement, depuis le début des vols en 1981, qu'une navette américaine doit abréger sa mission en raison de difficultés techniques.

Nette reprise à la Bourse de Paris

LES VALEURS françaises ont débuté la semaine sous le signe de la hausse, lundi 7 avril, à la Bourse de Paris. En nette progression de 1,57 % au débnt des échanges, l'indice CAC 40 gagnalt 2,03 % à 2 569,16 points vers 12 h 20.

Quelques heures plus tôt, la Bourse de Tokvo terminait la séance en baisse. L'indice Nikkei abandonnait 144,92 points (0,81 %) à 17 715,67 points. Les opérateurs attribuent ce repli à des liquidations opérées sur les financlères et les vaieurs du BTP. Ces ventes ont annuié les gains enregistrés auparavant par les valeurs exportatrices qui avaient été dopés par la baisse du yen face au dollar.

Le contrat notionnel du Matif se reprenait. L'échéance juin s'appréciait de 68 centièmes à 127,78 dès l'ouverture et gagnait 60 cen-

Tokyo Nikkei 17860,60 - 1,48 - 8, Honk Kong mdex 12204,60 + 1,24 - 9,

Tokyos Nikkersur 3 morsus

OES PLACES ASIATIQUES

tièmes à 127,70 à la mi-journée. Sur le marché des changes européens, le dollar était en hausse à 5,6925 francs et 1,6907 deutschemark. A Tokyo, le billet vert a franchi des le début de l'après-midi la barre des 125 yens qu'il avait délaissée debuls le 2 février 1993 (125.25 vens). A la veille du week-end, le dollar se négociait sur la place tokyote à 123,55/123,57 yens.

SÉANCE, 12h31	07/04 Titres echanges	Capitalisatio en F
Elf Aquitzine	270040	143944347
Alcatel Alsthorn	205925	135635426
Axa	245332	39676941,9
Eaux (Gle des)	115989	85758407
L'Oreal	44254	831/343/6
Carrefour	24105	82286063
Total	167595	78749870,9
LVMH Moet Hen.	57945	77072930
Suez	254623	72851123,3
Rhone Poulenc A	332694	58624829,10

Cours au Var. en % Var. en % 04/04 03/04 fin 96

BOURSE TOUTE LA SOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE Cours relevês le lundi 7 avril, à 12 h 31 (Paris)

OUVERTURE

Paris CAC 40 2517,97

The state of the s								
		1786	0.601	Londres FT	100	_	-	+5,91
19070.16			T	Zurich		1004	1404	+13,89
18628,50	N			Milan MIB	30			-3,71
18156,90		\sim		Francfort D	2x 30	3239,8	7 +0,77	+12,15
17745,30	7	TAL.		8ru elles			4-	+12,42
- [] []			1. 1	Suisse S85				+11,80
17303,76 E W V	15 fée.	: ' '*	20074	Madrid libe	× 35			+3,79
				Amsterdam	CBS			+9,35
MARCHÉ DES	CHAN	CFS Å	PARIS		247			
							U DOLLAR	
	BDF 04'04	₹ 03/04	Achat	Vente		O: USI	: USD/DM	1,6898
Allemagne (100 dm)		- 0,02	325	349	TORY	U: U32	A TENS	124,2400
Ecu	6,5575	-0,02			LES '	TAUX	DE RÊFÊ	RENCE
Etats-Unis (1 usd)	5,6407	+0,18	2,3300		_		Тэцк	Taux
Belgique (100 F)	16,3180	-0,02	15,8000	16,9000	TAUX	04/04	jour le jou	
Pays-Bas 100 fb	299,2400	-0,04		1464	Franc		3,75	5,94
tale (1000 lir.)	3,3985	+0,15	5,1300		Allem		3,08	1
Danemark (100 krd)	88,3600	-0,01	82,2500	92,2500		le-Bret		7,68
Irlande (1 iep)	8,8795	-0,04	\$,5100	9,3500	Italie		6,95	7,87
Gde-Bretagne (1 L)	9,2470	~0,09	8,8300	9,6800	Јароп	_		
Grece (100 drach.)	2,1270	+0,07	1,8500	2,5500	Etats-			7 05
Suede (100 krs)	74,0500	+0,28	68	78	MA	TIE		
Suisse (100 F)	393,0600	+0,36	376	400	ITIM	1111		
Noncine (200 la)	P2 0400	-016	70	00	Échás		D4	demier

Tirage du *Monde* daté lundi 7 avril 1997 : 562 258 exemplaires

Découvrez le mobile à la carte.

France Télécom Mobiles lance mobicarte®, une nouvelle façon toute simple d'utiliser le téléphone mobile :

Achetez

La pochette mobicarte vous donne accès à votre numéro de téléphone personnel et à un crédit d'appel d'une valeur de 30 minutes de communications valables pendant 2 mois à compter de votre premier appel.

Grattez

La carte à gratter mobicarte vous permet de recharger votre crédit de communications, elle est disponible dans la plupart des bureaux de tabac et des points de vente GSM.

Téléphonez

La mobicarte permet d'appeler et d'être appelé partout en France Métropolitaine (hors numéros spéciaux) dans la zone de couverture du service Itineris.

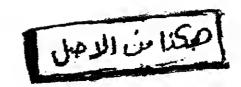
Sans facture, sans abonnement, mobicarte c'est vraiment le téléphone mobile à la carte.

N°Vert 0 800 222 800



Nous allons vous faire aimer l'an 2000.

nur to



CONJONCTURE

« Retard à l'allumage » pour la demande intérieure en France page IV

FORMATION A l'université. les filières générales développent

leurs offres

de stages

page VIII

Se Monde ECONOMIE

ENJEUX ET STRATÉGIES

MARDI 8 AVRIL 1997

en voie

Corse: un secteur privé d'assèchement financier page IX

ENQUÊTE

INITIATIVES



ANNONCES CLASSÉES

pages VI et VII et de la page X à la page XIV

Un revenu pour tous?

a fracture sociale n'est pas seulement une plaie française ou européenne. Aux Etats-Unis, le chômage semble ter-rassé, mais la pauvreté reste massive, au point que l'économiste Richard Freeman a pu parler d'« économie d'opartheid ». Comment récupérer les laissés pour compte ? Le marché seul n'apporte pas la réponse, et les mécanismes existants de solidarité sociale pas davantage. Il faut trouver autre chose. Or, depuis quelque temps, des gens très différents, venus de disciplines qui communiquent rarement entre elles (économie, philosophie, sociologie) redécouvrent une vieille idée : celle du revenu universel. Les propositions tournent toutes autour d'un même principe: le versement à chaque membre de la société d'une allocation de base inconditionnelle.

Pour certains, cette allocation doit permettre de vivre, et les implications en termes de coût et d'organisation sociale « sont révolutionnaires », selon l'économiste français Daniel Cohen; d'autres envisagent un système d'« impôt négatif »: jusqu'à un certain niveau de revenu, les ménages touchent de l'argent de l'Etat, audelà, ils en paient. C'est une rupture complète avec le principe actuel de l'aide sociale, soumise à une foule de conditions.

arte.

Cette idée « d'une simplicité d la fois désarmante, séduisante et menaçante», comme l'admet l'un de ses promoteurs, est appelée en anglais « basic income », tandis que les francophones oot développé tout un nuancier de formulations: allocation universelle, revenu de base, revenu d'existence, garantie de ressources, transfert forfaitaire, revenu minimum inconditionnel, revenu de citovenneté... Cela ne fait que refléter la diversité des participants à ce débat où se

▼ Solidarité Pour tenter de résoudre le problème du chômage et de la pauvreté, ressurgit l'idée d'une allocation de base inconditionnelle

gauche et de droite, des théoriciens purs et des gens de terrain.

Pourquoi revenir maintenant sur un thème lancé il y a deux cents ans par Thomas Paine, le grand penseur anglais des droits de Phomme, puis revisité par les utopistes français du XIX siècle et, de nos jours, par au moins deux Prix Nobel d'économie de bords opposés, l'Anglais James Meade et l'Américain Milton Priedman qui pronait, des les années 60, l'« impôt négatif »? On pourrait répondre par la boutade de Keynes: « Quand les réalités changent, je change d'idées, pas vous ? ».

Depuis les années 70, où quelques expériences avaient été tentées aux Etats-Unis, la situation a radicalement change. L'économie tertianisée et ouverte d'aujourd'hui accroft les chances des travailleurs qualifiés, mais réduit celles des moins qualifiés et expulse les plus faibles. L'Etat-providence, qui avait été conçu pour une autre réalité, est désormais montré du doigt : pourquoi cofte-t-il si cher s'il n'empêche pas la montée, ici du chômage, là de la pauvreté, et partout de l'exclusion?

Face à ce qu'il faut bien appeler un échec des politiques de solidarité, les idées ne sont pas si nombreuses. Il est plutôt rassurant de constater que des économistes « sérieux » (dans l'Université, l'administration oo les organisations internationales comme l'OCDE) explorent des pistes jugées hier utopiques ou politiquement impen-

Le raisonnement qui conduit à l'idée de l'allocation universelle part d'un constat : dans tous les pays, les aides sociales destinées à lutter contre la pauvreté aboutissent à enfermer une partie de la population dans un statut d'assisté. Les propos de comptoir ont tôt fait d'attribuer ce phénomène à la paresse humaine ou de préconiser des solutions à l'emporte-pièce, telles que la suppression des alloca-

que le « piège de la pauvreté » (poéconomiques objectifs: une fois obtenue l'aide publique, ce qui est souvent long et compliqué, on s'y accroche tant qu'on n'a pas trouvé un travail assez sûr pour justifier d'y renoncer.

Les économistes ont observé de condition, et notamment à ce qu'on appelle le taux marginal effectif d'imposition. Ils font implicitement le calcul suivant : si je l'Etat va-t-il m'en prélever sons forme d'impôts, de cotisations sociales et de prestations que je ne toucherai plus?

Entretien avec François Bourguignon (Delta, Ehess)

 Philippe Van Parijs et l'éthique de la solidarité Questions-réponses

 Le revenu d'existence vu par Yoland Bresson confrontent des traditions de Rente pétrolière pour tous en Alaska

Mals les spécialistes savent bien verty trap) a des fondements

puis longtemps que les gens étaient sensibles, souvent sans le savoir, au changement « à la marge » de leur gagne 100 francs de plus, combien

> Sophie Gherardi Lire la suite page II

CHRONIQUE

par Serge Marti

L'Amérique latine à contre-jour

PAR RAPPORT AUX EXPORTATIONS

PAR RAPPORT AU PIE

1994

1992

Evolution de la dette externe (en %)

otre programme de redressement est en banne vaie, mais comment complet-vous comprimer votre déficit budgétaire ? Quel est l'échéancier du refinancement de la dette publique? » Guillermo Ortiz, le ministre mexicain de l'économie, que la revue Latin Finance vient de baptiser « l'homme de l'année » pour sa gestion de l'après-crise « Tequila » qui a suivi la dévaluation du peso, se tortille sur sa chaise. Il sait que ses interlocuteurs - des représentants des grandes banques

d'affaires américaines et des fonds de pensioo intemationaux -, qui, à eux seuls, gèreot 15 % de la dette mexicaine, o'apprécient guère la langue de bois. De ses réponses dépend leur verdict : « Ache- 40 teri » ou « Vendre i » du « Mexique ». Comme ailleurs oo achète on on vend des balles de coton.

La scène se déroule à huis clos. Comme Guillermo Ortiz, tous ses homologues des pays d'Amérique latine participant, il y a quelques jours à Bar-. celone, à la réunion an-

nuelle de la Banque interaméricaine de développement (BID), sont passés, l'un après l'autre, devant ces mini-tribunaux dont les « procureurs » n'ont rien à envier à ceux du FMI ou de la Banque mondiale. En termes d'impartialité comme de connaissance des dossiers. L'examen, destiné à dessiner le debt financing profile, le portrait-robot du pays susceptible d'attirer les investissements internationaux, est certes redoutable. Mais il a aussi valeur de récompense.

Au début des années 90, les financiers internationaux, eucore échaudés par la crise de la dette latinoaméricaine, ne sougeaient guère à venir prendre le pouls de ces économies. Aujourd'hui, de plus en plus de spécialistes s'accordent à reconnaître que, parmi les pays émergents, c'est sans doute l'Amérique du Sud qui est appelée à prendre le relais des nations asiatiques. «Les investisseurs américains considèrent que l'avenir se joue désormais en Amérique latine », estiment les experts de Bank of Boston au vu d'une vaste étude réalisée par leurs soins auprès de la communauté financière aux Etats-Unis. Il eo ressort que 80 % des investisseurs sont plus confiants qu'il y a cinq ans dans l'avenir de la région. La majorité estime que les réformes entreprises dans tous les pays, sur le modèle de l'économie de marché, oe seront

pas remises en question. Au hit-parade des pays à

« acheter » figurent, dans l'ordre, le Mexique (38 % des suffrages), le Brésil (19 %), l'Argentine (13 %) et le Chili (12 %).

Cet attrait pour l'Amérique du Sud, confirmé par le récent voyage de Jacques Chirac dans les pays du Mercosur, le pôle économique de cette partie du continent, est le résultat de l'importante transformatioo opérée par ces économies en l'espace de quelques années. Plus de 22 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, sur les 26 que compte la zone, oot pro-

cédé à de profondes réformes financières, fiscales et commerciales. Avec pour conséquence un taux de croissance qui a atteint 3 % en 1996 contre 0,7 % l'année précédente (et 3,5 % en moyenne pour la période 1991-1996 contre 0,9% durant les années 80). En 1997, le PIB latino-américaln devrait croître à un taux de 4,4 % à 5 %. De son côté, l'inflation a régressé à 11% en 1996 contre 16 % l'année précédente, tandis que les déficits publics tombaient à 1,5 % du PIB (contre 2 % en 1995). Dans le même

nue un important réceptacle de capitaux étrangers. Ceux-ci sont passés de 16 milliards de dollars en 1990 à 67 milliards trois ans plus tard, avant de s'établir antour de 50-60 milliards en 1994-1996. Cette croissance est naturellement la bienvenue.

Mais est-elle redistribuée? Il semble que non. Quand on interroge la population latino-américaine - et c'est ce que vient de faire la Banque interaméricaine de développement au travers d'un questionnaire détaillé -, 75 % des « sondés » estiment qu'au cours de ces dernières années la pauvreté a augmenté. De même, 67 % considèrent que l'injustice économique s'est accrue, et ils sont 61 % à penser que leur pays n'a pas réellement progressé en dépit des réformes macroéconomiques. Il est vrai que la croissance démographique reste forte dans cette zone qui compte 460 millions d'habitants (47 millions de plus qu'en 1990). Quand on les interroge sur l'écart entre riches et pauvres, les économistes de la BID se bornent à répondre que la redistribution du reveou aurait été encore plus inégalitaire si les fameuses réformes d' « ajustement structurel » n'avaient pas eu lieu. Maintenant qu'elles sont acquises, les gouvernements auront certainement à cœur de s'attaquer à ces inégalités qui ternissent depuis trop longtemps l'image de l'Amérique latine.

OUVRONS L'AVENIR

LAGARDERE

RENDEZ-VOUS EN DERNIÈRE PAGE

Vous êtes ATTENDU en rubrique secteurs de pointe



INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

The Link Between Continents

UNIVERSITÉS À NEW YORK ET SAN FRANCISCO

MBA

Master of Business Administration in International Management

Programme intensif de 12 mois.

Pour diplômés de l'enseignement supérieur, avec expérience professionnelle ou stages validés.

International Executive **Master of Business Administration**

■ Compatible avec vos activités professionnelles de salarié

520 heures de formation intensive :

10 séminaires à PARIS : 240 heures

• 280 h en juillet/août à SAN FRANCISCO et/ou NEW YORK

IBA, School of Manage 148, rue de Grenelle 75007 Parie Tél.: 01-45-51-09-09 - Fex: 01-45-51-09-08

New York - Paris - San Franci E-MAI : IUA @ IUA.EDU

François Bourguignon, directeur honoraire du Delta (CNRS-ENS-Ehess) et directeur d'études à l'Ehess

« Verser à chacun la même somme et imposer tous les revenus à la source »

« Dans un article intitulé « Fiscalité et redistribution, plans pour une réforme », que vous publiez avec Pierre-André Chiappnri dans les Notes de la Fondation Saint-Simon, vnus proposez « un revenu minimum pour tous ». assorti « d'un impôt à taux uniforme, au premier franc et prélevé à la source sur tous les revenus d'activité et du patrimoine ». Comment en êtes-vous arrivé à un projet aussi ambitieux ?

- Le constat de départ, c'est l'extrème complexité du système français de redistribution. On n'a cessé d'empiler des mesures, du côté de la fiscalité avec une foule de taxes et d'impôts assortis de déductions et d'exonérations, et du côté des prestations avec un maquis d'allocations et indemnités. Les «réjormes » ont toujours été des aménagements à la marge, faits au moindre coût politique, alors que la règle d'or en la matière est d'envisager le système redistributif dans son intégralité.

· Résultat, on a uo système opaque, peu efficace, car il crée des distorsions de comportements économiques, et faiblement proeressif: sur 3 000 milliards de prélèvements, la seule part progressive sont les 300 milliards de l'impôt sur le revenu. Et la seule vraie redistributioo, c'est le RMI. Les imperfections sont si criantes qu'on peut certainement faire mieux.

- Comment concevez-vous cet « împôt négatif » qui garantit un revenu minimum pour tous?

 Ce que nous appelons le transfert forfaitaire serait versé à tous les ménages, sans aucune condition de ressources, mais éventuellement en fonction de leur taille et de leur composition. Tout ce que les gens toucbent en salaire vient en plus de ce revenu : on rétablit ainsi une véritable Incitation à l'emploi, puisque chacun aurait un gain net au premier franc.

 Mais, parallèlement, il faut aussi que l'impôt se décienche au premier franc, sur l'ensemble des revenus, qu'ils soient tirés du travail ou du capital. Il faut que cet impôt soit prélevé à la source, à taux uniforme, avec simplement une surtaxe sur les plus hauts reve-

- Avez-vous chiffré ce scénario ?

 Nous avons chiffré deux scénarios. Le pius ambitieux, et sans doute aussi le plus logique serait de prendre pour base le RMI, soit 30 000 francs par an et par adulte. Cela représente une masse financière de 1 200 milliards de francs, tout de même un sérieux pro-

tions actuelles du type allocation familiale ou aide au logement qui sont inférieures au niveau du RMI. Il reste 900 milliards à financer, l'équivalent de 30 % du revenu net des ménages : il faudrait instaurer un impôt supplémentaire de 30 %, complètement proportionnel, sur tous les revenus. A court terme, c'est difficile à imagine

Pourtant, l'idée est défendable: elle élimine les trappes à pauvreté avec un effet certain sur le chômage et tous les coûts èconomigues et sociaux qui lui sont liés : elle améliore la justice du système : au niveau du «smicard » le gain oet par rapport à la situation actuelle est d'environ 20 % et tous les ménages qui touchent jusqu'à 10 000 francs sont gagnants.

- Et le deuxième scénario?

 La version moins ambitieuse fixerait le revenu minimum à 15 000 francs par an et par adulte. On supprimerait, là encore, les transferts existants d'un montant total inférieur. Le prélèvement serait d'un peu moins de 17 % des revenus nets (ou 30 % des revenus super-bruts des ménages, c'est-àdire le coût total du travail salarié. l'excédent d'exploitation des indépendants et les revenus de l'épargne). Il se substituerait à l'impôt sur le revenu et à l'ensemble des charges sociales sur les salariés. les indépendants et les retraités (sauf les cotisations de retraite et de chômage).

» Il faudrait prévoir, ел outre, une surtaxe égale à 17 % des revenus nets pour les 20 % les plus niches de la population. Mais, au total, la pression fiscale sur les plus hautes tranches diminue 1

- Même cette version « modeste » signifieralt un bouleversement considérable. Onels arguments avancez-vous ponr la défendre?

- Elle serait budgétairement neutre et représenterait une extraordinaire simplification, notamment grâce au prélèvement à la source. Eile serait plus efficace dans la mesure où elle éviterait les taux marginaux d'imposition dissuasifs qui existent actuellement tout en bas et tout en haut de l'échelle des revenus.

» Ce serait enfin une fiscalité blen plus progressive que celle qui existe actuellement - de ce point de vue, le système français est l'un des moins justes qui soient.

- C'est donc beaucoup plus en-

visageable que le scénario à 30 000 francs par an? Le scénario à 15 000 francs pose

ceux qui touchent déjà le RMI et dont certains sont, hélas, difficiles à réintégrer dans le marché du travail? Au Canada une expérience a été faite avec deux populations témoins de gens touchant l'aide sociale. Au premier groupe, on a proposé de donbler la somme qu'ils touchaient s'ils reprenaient un emploi : par rapport à l'autre groupe, 30 % de plus ont retrouvé un travail dans l'année qui a suivi. Cela fait

gens qui n'ont pas pu retravailler, en dépit d'une sérieuse incitation. Que se passe-t-il avec le scénario 15 000 francs si Pon maintient le RMI ? Le gain de revenu disponible au niveau du SMIC est alors de 7 %, ce qui est probablement insuffisant pour rétablir une véritable incitation à la reprise d'emploi pour les RMistes. Ou alors, il faudrait baisser le RMI, mais cela ne me paraît pas envisageable.

» Par ailleurs, tout dépend de l'analyse qu'on fait du phénomène du chômage. J'al supposé que le problème était d'inciter les gens à rechercher un emploi. Si le problème est du côté des entreptises, alors le dispositif envisagé pourrait permettre de diminuer le SMIC brut et le coût du travail, sans que soit modifié le revenu disponible des smicards.

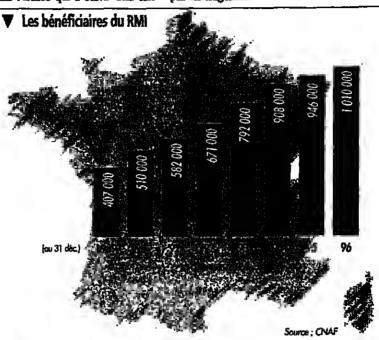
- Peut-on imaginer de tester votre proposition?

La fraquence des bas sa

- Difficilement. Comme il s'agi d'une réforme de la fiscalité, cela passe par la loi. Et puis, si l'on disait aux gens : c'est un essai, ils adapteraient leurs anticipations en conséquence. Je crois qu'il faut prendre le risque de tout remettre en chantier. Nous proposons des pistes, pas des solutions toutes faites, encore moins un calendrier. »

> Propos recueillis par Sophie Gherardi

Veations



Fiscalité et redistribution : les revenus en France en 1994

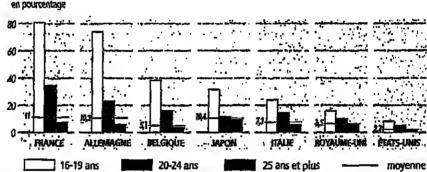
en milliers de francs, par hab, et par classe de population, des plus pauvres aux plus riches (de 10 % en 10 % : décile)

PÉCILE	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
REVENU NET	20	65	.90	109	119	131	140	168	230	391
DÉCILE REVENU NET	20	65	90 .	109	119	131	,140 _	768	230	

· Grâce aux transferts sociaux, le revenu net des plus pauvres est plus que doublé. Le revenu disponible est supérieu au revenu net jusqu'au ₹ décile.

Source : F. Bourguignon et P.A. Chiopport

La fréquence du travail temporaire selon l'age, en 1994



ROY .- JAPON ALLEMAGNE FRANCE TTALLE 25-54 ans 55 ans et plus Un bas salaire est défini comme inférieur aux deux tiers du salaire. édian de l'ensemble des salariés à plein temps ▼ Evolution de la dispersion des salaires : D9/D1* ETATS-LINES

1981. 83 85

*Rapport entre les salaires se situs

Un revenu pour tous?

Suite de lo page I

Pour un cadre supérieur célibataire, on estime qu'une augmentation de salaire brut est frappée d'un taux marginal d'imposition d'environ 70 %, ce qui peut le dissuader d'accepter, par exemple, une mission supplementaire. Mais le paradoxe, c'est que ce taux atteint voire dépasse 100 % tout en bas de l'échelle des revenus: quand on réduit l'allocation d'un bénéficiaire du RMI franc pour franc dès qu'il retrouve un emploi, c'est comme si son salaire était taxé à 100 %. Selon une toute récente étude des Cahiers de l'Odas, une personne isolée qui touche le RMI et l'allocation-logement perd 254 francs par mois si elle accepte un mi-temps payé au SMIC. Pas très incitatif...

Le contrôle est un autre cassetête pour les responsables des politiques sociales: soit l'attribution d'une allocation est peu contrôlée, et le nombre des bénéficiaires gonfle démesurément (aux Pays-Bas, les « handicapés » avaient fini par représenter 17 % de la populanon active!), soit elle l'est beaucoup, et cela crée des coûts administratifs en même temps que des distorsions de comportements (l'aide aux parents isolés peut dissuader certains de vivre en couple).

C'est pour éviter tous ces effets pervers que les économistes et les gouvernements ont commencé à s'orienter vers des formules nouvelles, dont la plus radicale est celle de l'allocation universelle.

Résumons brièvement ces tentatives visant à déjouer le fameux piège de la pauvreté, qui est bien souvent un piège du chômage. Puisque la crise concerne surtout les emplois peu qualifiés, on peut inciter les entreprises à en créer en abaissant leur coût (politique francaise de baisse des charges sur les bas salaires) ou inciter les chômeurs à les accepter (c'est la tendance aux Etats-Unis, qui subventionnent les travailleurs mal payés, s'ils ont au moins deux enfants). Dans d'autres pays, comme l'Irlande, on ne supprime pas la totalité des allocations aux chomeurs de longue durée qui retrouvent un emploi ou, comme quelques villes de Grande-Bretagne, on réserve certaines prestations aux gens qui ont un emploi.

SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE Ces dispositions ont sans doute une certaine efficacité contre le piège du chômage (c'est en particulier le cas de l'EITC - Earned Income Tax Credit - américaio auduel on peut attribuer la création d'un million d'emplois, selon le jeune économiste français Thomas Piketty), mais elles oe sont pas sans reproche.

Elles sont pour la plupart soumises à des conditions (d'àge, de composition de la famille, etc.), ce qui exclut par définition les autres catégories; comme ces politiques sont fondees sur le travail, encore faut-il qu'il y en ait, et que les gens soient « employables » à un salaire donné, voire employables tout court; selectives, elles restent stigmatisantes socialement; et, enfin, elles ne font que relever légèrement le seuil de revenu où sévissent des taux marginaux

d'imposition dissuasifs. Autant reconnaître, cependant, que ces mesures partielles ont plus

de chances de connaître un développement dans un proche avenir que le projet du revenu universel, qui comble davantage de lacunes mais qui implique des remises en cause fondamentales.

Quels problèmes seraient résolus par le versement irrévocable à tous les citoyens d'une allocation? Tout d'abord, elle éviterait aux gens d'avoir à arbitrer entre ce revenu et un emploi. En trouvant un travail, chacun serait gagnant à partir du premier franc de salaire, au lieu de voir, comme aujourd'hul, disparaître son alloca-

Celie-ci perdrait son côté stig-matisant socialement pulsqu'elle ne serait soumise à aucune condition (taille de la famille, âge, ressources, recherche d'un travail ou d'une formation). Devenant un reveou garanti, elle permettrait à tous de pouvoir compter sur une somme régulière, fût-elle modeste, et donc d'envisager des projets, d'être plus facilement mobiles. éventuellement de se constituer un capital.

La simplification administrative qui en résulterait serait considérable, tant au niveau de l'ouverture des droits que du contrôle. Ce n'est pas uo aspect oégligeable, noo seulement pour le coofort des bénéficiaires (le sociologue Alain Caillé souligne que la complicatioo du système a créé une sorte de-« carrière d'assisté sociol » qui est un vrai travail I), mais aussi en matière de coûts: 13 à 14% du budget du welfare américain, par exemple, sont absorbés par les frais d'administration.

La plupart des économistes qui proposent le revenu minimum envisagent la suppression de toutes les allocations ciblées de montant inférieor: allocations familiales, aides au logement, aux

étudiants, aux parents Isolés, minimum vieillesse, etc. Mais c'est alors que surgissent les véritables difficultés: que faire pour éviter que les gens qui touchent actuellement les minima sociaux ne solent pénalisés? Comme le font observer les experts de l'OCDE, les prestations sociales en Europe représentent « tout compris » 60 à 70 % du revenu moyen. Il est évidemment impossible d'assurer à tout le monde ce niveau de prestations. sinon cela obligerait à faire monter le taux marginal d'imposition à 70 ou 80 %. Il y aurait donc des per-

L'OBSTACLE DU COÛT

« Le problème est de savoir où plocer le curseur, explique Thomas Piketty, du Cepremap. A quoi servirait de donner le RMI à tout le monde s'il faut prélever sur tout le monde un montant équivalent? » C'est sur la question du coût que butent les propositions les plus généreuses. Pour donner un ordre de grandeur, le projet à 1 600 francs par mois représenterait pour la France 14 % du PIB. soit quatre fois plus que le total actuel des transferts de solidarité (allocations familiales, RMI, aide

au logement, etc.). Inabordable ? Tout dépend de ce que l'on change par ailleurs, et des effets positifs que l'économie et la société en retireralent. En attendant, de nombreux auteurs préferent étudier des scénarios avec des chiffres inférieurs, ou bien en rabattent un peu sur le caractère « universel » et « inconditionnel».

Alain Caillé, professeur de sociologie à l'université de Caen et directeur de la Revue du Mouss, qui a beaucoup travaillé sur la ootion d'inconditionnalité (« il n'y o pas de don grotuit »), prévoit une simple limite de ressources, l'allo-

cation, égale à un-demi SMIC, étant versée à ceux qui disposent de revenus inférieurs à ce montant; l'Anglais Anthony Atkinson, auteur de la proposition « Basic Income/Flat Tax » (revenu de base assorti d'un taux marginal d'imposition constant du haut en bas de l'écbelle), envisage un « revenu de participation > (dans une fourchette de 600 francs à 1 200 francs par mois) qui aurait pour seule contrepartie d'exercer une activité, rémunérée ou non.

Le philosophe français Jean-Marc Ferry propose une montée en puissance progressive de l'allocation universelle, de manière à ne pas avoir à faire de concession sur le concept lul-même : tenir fenne sur l'inconditionnalité et l'universalité pour montrer qu'il s'agit d'une approche entièrement nouvelle de la répartition, quitte à verser peu au début.

Le débat est ricbe, non seulement en suggestions, mais aussi en contestations. Les spécialistes du social sont en général assez méfiants envers ce que Pierre Rosanvallon, dans Lo Nouvelle Ouestion sociale, appelle « lo tentation de salarier l'exclusion ».

A gauche, la référence au travail reste profondément ancrée, de même que l'attachement à la Sécurité sociale telle qu'elle existe : or il y a dans l'idée du revenu universel un potentiel de destruction de l'organisation existante, du financement par cotisations, du concept même d'assurance sociale (puisque les gens toucheraient leur chèque même si aucun « risque » ne s'est matéoalisé). Dans sa versioo libertaire, l'allocation universelle est couplée avec le dèveloppement du temps choisi, de l'économie solidaire, etc. Dans sa version libérale, elle rend inutile l'existence d'un salaire minimum,

puisque le « min!mum » serait

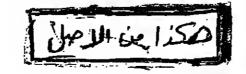
garanti par ailleurs. Oue disent les sphères gouvernantes de tout cela? En France, pas grand-chose, même si les économistes du ministère des finances se tiennent informés. Aux Pays-Bas, le principal syndicat, la FNV, s'est proponcé, en décembre 1995, pour un impôt négatif de 200 florins par mois (600 francs), montant progressivement à 900 florins par mois en 2010, et le premier ministre social-démocrate Wim Kok n'a pas exclu la possibi-

lité que son pays y vienne un jour. L'Australie est sans doute le pays de l'OCDE qui tend à se rapprocher le plus de l'allocation universelle: en dessous d'un certain niveau de revenu, on a droit à une allocation, pour peu qu'on cherche un emploi ou qu'on exerce une activité utile socialement, comme garder ses enfants.

IMPÔT NÉGATIF

Daniel Coben, qui n'a den d'un réveur béat, écrit dans son nouveau livre Richesse du monde, pauvreté des notions : « Le remède le plus simple pour résoudre la pauvreté dans les pays riches est bien connu, il s'oppelle l'impôt négatif et se résume simplement : il occorde à chaque personne en age de travailler un "revenu minimum" et lui en garantit le bénéfice, que cette personne trouve un emploi ou non. Cette proposition o un mérite fondamentol : elle n'oblige plus la société au choix de désigner une personne comme "RMiste" ou comme "smicard". . Comme il démontre amplement par ailleurs que la nauvreté n'a aucune chance de disparaître toute seule dans l'économie qui prévaut aujourd'bui, un tel diagnostic mérite l'attentioo.

S. Gh.



11 Pharmacters

Philippe Van Parijs et l'éthique de la solidarité

LOUVAIN-LA-NEUVE de natre envoyée spéciale Université cathalique de Louvain-la-Neuve a un petit air de cité idéale des années 70 – un campus au milieu des champs, posé sur une dalle sans voitures – qui peine à faire oublier l'Université historique restée à Leuwen, côté flamand, dont elle s'est séparée au moment de la régionalisation de la Belgique. Philippe Van Parijs, titulaire de la chaire Hoover d'éthique économique et sociale, a aussi sauté une frontière, intellectuelle celle-là, entre sa discipline d'origine, la philosophie, et l'économie. Sa réflexion sur la justice l'a conduit, vers le milieu des années 80, à proposer le principe d'une allocation universelle incondition-

nelle. Il a, depuis, enrichi sa concep-

tion en s'informant de toutes les ex-

périences internationales, en se

frottant aux économètres comme

aux spécialistes des questions so-

Directeur !

Vintant Page let

ment of automouttemes ste

insponsables de produce

ECHICA-COMMENTALIS

PART OF THE PROPERTY

20.00

Secrétaire du Basic Income European Network (BIEN), il poursuit inlassablement la discussion, désormais sur Internet. Il a appris à soutenir la bataille des chiffres et a même participé à une simulation extrèmement précise, réalisée avec le ministère des finances de Belgique, sur l'hypothèse d'une allocation universelle de 8 000 francs belges (1 300 francs français) par mois. Pour hii, l'essentiel est moins les sommes en jeu que l'approche renouvelée de la solidarité (il propose dans un de ses livres de financer une partie de l'allocation universelle par des taxes sur l'héritage et sur la pollution). Sa vision repose sur « une conception éthique glabale, plausible et cohé-

▼ Pour lui. l'allocation universelle permettrait de remédier

au système actuel qui taxe au maximum les plus pauvres

rente, capable de résister à une grande diversité d'arguments ». Il sait que l'idée rencontre en général deux types de blocages. Le premier est moral: « C'est le refus de prendre au sérieux une proposition de revenu incanditiannellement garanti à tous, meme à ceux qui ne veulent pas travailler. » Le second est intellectuel : « Il empêche de voir que ce qui apparait comme un droit au revenu puisse avoir pour objectif et pour effet de restourer le droit au travail. » Pour les summonter, sa stratégie « consiste à partir de solutions a priori plus évidentes au problème de l'emploi et à mantrer comment la réflexian sur leurs difficultés et leurs limites conduit, de proche en proche, à l'idée d'allocation universelle ».

Philippe Van Parijs constate que celle-ci « est de moins en moins confinée à quelques cercles d'intellectuels et d'activistes et de moins en moins ignarée par ceux qui détiennent le pouvoir de décision ». La raison, c'est · bélas! - que les maux auxquels elle cherche à remédier s'aggravent. « Par rapport aux années 60, la richesse de nos sociétés est beaucoup plus grande, mais îl y a beaucoup plus

de gens qui sont pauvres. On ne peut plus compter sur la croissance pour enrichir tout le monde. Quand elle est là, elle ne fait qu'accroître les revenus des mieux lotis, qu'élargir l'écart avec les plus faibles. »

Cette réalité se traduit aux Etats-

Unis par la pauvreté, et en Europe par le chômage : «L'Europe n'a pas à rougir: en Belgique, il y a 6 % de pauvres, aux Etats-Unis II y en a 25 % » Les deux continents ont en commun « un système punitif du trovail des plus pauvres », avec une part croissante de la population taxée à un taux effectif de 100 % (puisqu'on supprime les prestations sociales dès qu'un chômeur retrouve du travail). Ce ou'il faut faire, c'est désonnais assurer aux gens un revenu-socle inaliénable qui rende à nouveau intéressant pour eux d'acquérir des revenus supplémentaires. Même si l'allocation universelle ne permet pas de vivre, « elle facilitera l'accès à des emplois-marchepieds, et un va-etvient plus souple entre les trois sphères de l'emploi, de la formation et du fover. C'est une technique douce de partage du travail puisqu'elle réduit le coût du renoncement temporaire à

Pourquoi choisir l'allocation universelle, qui oblige à prélever et à redistribuer des sommes cansidérables, plutôt que des systèmes de subvention aux bas salaires comme PEITC (earned income tax credit) qui fonctionne bien aux Etats-Unis? La différence, pour le professeur Van Parijs, est dans la nature des emplois fournis: « Avec l'EITC, les entreprises ont toute latitude pour baisser les salaires, le pouvoir de négociation est du côté des employeurs. Mais, en instau-

rant un revenu-socie comme l'alloca-

cièté un pouvoir de négociation non négligeable. En Europe, nous avons une conception beaucoup plus ambitieuse de l'emploi, qui doit contenir aussi des vacances, de la formation etc. Le paquet est plus précient, c'est pourquoi il est plus rare. Il faut promouvoir les emplois de qualité. »

عمكنا من الاحل

Ce principe n'empêche pas Philippe Van Parijs d'envisager d'utiliser l'allocation universelle pour abaisser le coût des travailleurs au SMIC pour les entreprises, sans réduire le pouvoir d'achat des travailleurs euxmêmes. Ainsi pourraient être créés des milliers d'emplois qui ne trouveraient pas autrement leur caût

A la question de savoir si l'allocation universelle est de droite ou de gauche, Philippe Van Parijs n'a pas de réponse toute faite. Il reconnaît que, pour financer un mantant, même faible, sans perturber la distribution des revenus, il faut taxer les plus basses tranches aujourd'hui exonérées, et ensuite les autres tranches plus linéairement. « Mais un revenu garanti financé même de manière régressive est indiscutablement meilleur, du point de vue de l'équité, qu'un système de type RMI assorti d'une taxatian progressive. Parce que, là, on sait que les plus pauvres sont taxés au maximum! »

Venu de la philosophie politique, Philippe Van Parijs dit avoir appris chez Jahn Rawis l'importance de la tolérance et de la solidarité, et chez Machiavel que « le chemin le plus sûr n'est pas forcément le plus droit ». Cest pourquoi, sans la moindre impatience, il argumente et il attend.

LE PIÈGE DE LA PAUVRETÉ Questions-réponses

Qui est pauvre

en France? Un ménage sur dix et 15 % des individus peuvent être considerés comme pauvres, selon l'enquete Revenus et patrimaine des ménages (édition 1996) de l'Insee. Est considéré camme nauvre, un ménage qui dispose de moins de la moitié du niveau de vie médian. Ce seuil de pauvreté était de 39 801 francs par an en 1994, chiffre à camparer au mantant du RMI paur une persanne seule (27 576 francs), au au miaimum vieillesse

(38 323 francs). La pauvreté avait baissé entre 1984 et 1989 (de 10,4 % à 9,6 % des ménages), mais elle est remontée à 9.9% cinq ans après. Elle ne tauche plus les mêmes catégories : ce sont les inactifs et les jeuaes qui sant le plus sauvent pauvres, alars qu'en 1984 c'étaient les agriculteurs et les plus de quatre-vingts ans. La pauvreté cancerne 20,5 % des familles manoparentales et 19,7 % des familles nambreuses. Le chômage est évidemment un facteur de paupénsadon.

sortir de la pauvreté? Les ménages pauvres recensés une année dannée ant, statistiquement, une au deux chances sur trois d'être sortis de la pauvreté l'année d'après. Le taux d'entrée dans la pauvreté est heureusement plus faible, de

l'ordre de 6 % par an. Cette rotation est vraie en France comme dans les autres pays dévelappés, bien que ce chiffre ne permette pas d'évaluer quelle frange des ménages restent durablement

retambent régulièrement. Ce qu'on sait, en revanche, c'est que la conjoncture écanomique compte beaucoup: en 1988, année de forte croissance, 56 % des pauvres de l'année précédente étaient sortis de la catégarie ; en 1994, la proportion n'a été que de 45 %

Quelles ressources l'Etat cansacre-t-il à l'aide sociale?

Le budget de l'action sociale et de la solidarité (ministère du travail et des affaires sociales) représente, en 1997, 61,42 milliards de francs (sur un total d'... interventions sociales » d'environ 180 milliards), dont 24,23 milliards sont consacrés au RMI, Pour les personnes en grande difficulté, « l'aide sociale obligatoire » de l'État représente 9,86 milliards de francs et les programmes d'action sociale et de préventian de l'exclusian, 1.1 milliard.

L'enveloppe de l'allocation aux adultes handicapes a progressé cette année de 7,2 % pour atteindre 22,3 milliards de francs. Le total des aides ciblées (RMI, aide au lagement, allocations familiales, etc.) représente en France environ 3,5 % du PIB.

_-et à la lutte contre le chômage ?

Les moyens consacrés à l'emploi atteignent 150,3 milliards de francs dans le budget 1997, soit un peu moins de 10% des dépenses totales.

L'allégement des charges sociales sur les bas salaires, qui est la palitique choisie en France pour augmenter les créations d'emplois peu qualifiés, repré-« plégés » dans la pauvreté ou y sente 42,8 milliards de francs.

Le revenu d'existence vu par Yoland Bresson

ans une société marchonde, le droit au revenu est fandamental. C'est camme au Manopoly, il faut un potentiel monétaire pour jouer. » Yoland Bresson a le verbe chaleureux et la vision ample. Cet économètre de formation, professeur à l'université Paris-XII - Saint-Maur, est l'un des plus constants défenseurs, en France, de l'idée d'un revenu in-

Pour Yoland Besson, la mutation de nos sociétés rend inéluctable un les gens pourraient mettre cette changement profond dans la distri- ressource en commun pour embution des revenus : « Dans les so- prunter et entreprendre. Les délinciétés traditiannelles, la seule valeur, quants condamnés ne percec'était la terre, ce qui induisait l'esclavage, le servage et enfin la rente. d'existence, mais celui-ci pourrait On est ensuite passé à la société in- permettre de leur constituer un dustrielle, où, pour saire tourner les « matelas » pour leur sortie de primachines, an a besoin de travail- son... leurs permanents. Le travail devient une marchandise qu'an appelle en partie son projet par la supl'emplai. Aujaurd'hui, naus en pression d'un certain nombre de sammes arrivés à la satiété: l'abjet en lui-même n'est plus rien, ce qui compte, c'est l'immatériel, le capital humain. Or la créativité n'est pas linéaire, elle est en dents de scie. Le travail existe touiaurs, mais l'emplai traditionnel à durée indéterminée tend à disparaître. Les artistes intermittents du spectacle sant la préfiguration d'un mode de fonctionnement de toute la société. Si les périodes d'activité sant intermittentes, il faut réfléchir aux moyens d'assurer un revenu d'existence constant. »

L'approche de Yoland Bresson qui se définit politiquement comme gaulliste de gauche - appartient à un « keynésianisme orienté vers la redistribution ». Pour attribuer à chaque Français, sans distinction d'âge ou de ressources, un revenu d'existence de 1 600 francs par mois, il faut trouver 1 100 milliards.

L'économiste propose d'y arriver en cinq ans. « La marge d'endettement que nous laisse le traité de Maastricht permet d'envisager un emprunt de 220 milliards par an auprès du système bançaire, rémunéré 1 130,68 dollars. à 1% perpétuel. En cantrepartie, chaque individu ouvrirait auprès de l'étoblissement financier de son choix un "compte d'existence " qui serait crédité de 320 francs par mois la première année, de 660 francs par mois la deuxième, pour parvenir en cinq ans à 1 600 francs par mois. » Le professeur Bresson fait de ses habitants. Et ce chèque pro-Observer qu'une telle masse de dépôts permettrait le développement du crédit et ne semble pas craindre le risque inflationniste.

Comment éviter que la France ne bute à nouveau sur la contrainte extérieure, comme à chaque fois qu'elle a tenté une relance en solitaire? « Cela peut se faire sans dété-

riorer la compétitivité française, assure Yoland Bresson. Dons les secteurs exposés à la concurrence internationale, le revenu d'existence permettrait si nécessaire de contenir les hausses solariales. Ce seroit neutre pour les salariés, et avantageux pour l'entreprise. » Pour lui, le revenu d'existence « fait éclater toutes les rigidités »; on peut s'en servir pour réduire le temps de travail et créer des emplois, pour développer l'économie solidaire et relationnelle, dans la mesure où vraient pas leur revenu

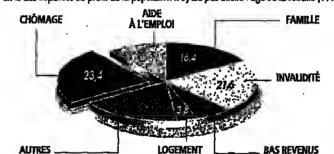
Yoland Bresson compte financer prestations actuelles qui seront contenues dans le revenu d'existence (allocations familiales, minimum vicillesse, etc.), mais surtout par l'élargissement de la base fiscale. L'avantage d'une montée en

charge progressive, c'est qu'elle n'exige aucune grande réforme préalable, mais qu'elle la rend ensuite possible.

Depuis le temps qu'il se fait traiter d'utopiste, Yoland Bresson sait bien que ses idées prennent pas mal de gens à rebrousse-poil « Il y a un abstacle mental à admettre qu'on paie les gens même s'ils ne travaillent pas. » Mais, selon lui, le revenu d'existence est « un dû ». Il ne fait qu'exprimer en monnaie la

valeur de la participation de chaque individu à une économie avancée, que l'économiste appelle la valeur-temps. « Un bébé, la première année de sa vie, fait tourner l'économie en consammont des cauches-culattes et des consultations médicales. Par sa seule existence, il a une valeur économique, »

Répartition des dépenses sociales dans l'OCDE en % des dépenses ou profit de la population n'ayant pas atteint l'âge de la retraite (1993



C'est vrai de chacun de nous, indépendamment de notre travail.

Dupuy - (Démosthène/Mauss. Cedex, 1994, 62 p., 20 F).

228 p., 95 F). • Refonder la solidarité, de

inconditionnel? (La Revue du Mauss, nº 7, 1º semestre 1996. La Découverte/Mauss, 394 p., 195 F).

Bibliographie

• Le Partage du temps et des revenus, de Yoland Bresson (Economica, 1995, 104 p., 65 F). Temps choisi et revenu de citoyemeté, d'Alain Caillé conférence-débat avec Jean-Marc université de Caen, 14032 Caen Richesse du monde, pauvreté des nations, de Daniel Cohen (Flammarion, 1997, 166 p., 95 F) L'Allocation universelle, de Jean-Marc Ferry (Editions du Cerf, 1996, 128 p., 59 F). • La Nouvelle Question sociale, de

Pierre Rosanvallon (Seuil, 1995, Philippe Van Parijs (Editions du Cerf, 1996, 112 p., 59 F). Vers un revenn minimum

 Public Economics in Action : The Basic Income/Flat Tax Proposal, d'Anthony Atkinson (Oxford University Press, 1995). Pull Employment Regained?, de James E. Meade (Cambridge University Press, 1995). Real Freedom for All. de Philippe Van Parijs (Oxford University Press, 1995). « Lutter contre la pauvreté tout en développant l'emploi : présentation des différentes stratégies et ébauche d'un programme d'action », de Robert Haveman (Revue économique de l'OCDE, nº 26, 1996/1). Renforcer les incitations au travail (Perspectives de l'emploi, OCDE, juillet 1996). Sur Internet, le site du Basic Income European Network (BIEN.)

peut être consulté à l'adresse

be/etes/bien/bien. html.

suivante : http://www.econ.ucl.ac.

Rente pétrolière pour tous en Alaska

de notre correspondante

ous les ans, au mois d'octobre, quand le soleil s'en va hiberner, il pleut de l'argent sur l'Alaska. C'est, depuis quinze ans, un rituel très attendu qui adoucit la vie des 543 000 habitants du quaranteneuvième Etat américain, celui qu'on appelle « l'Etat de la dernière frontière ». Et chaque année, il en plent un peu plus : en octobre dernier, tous les habitants d'Alaska, des nauveau-nés aux aïeux, ont reçu un chèque de

Certains disent que c'est une manière de les payer pour continuer à vivre là. D'autres considèrent cette manne comme l'exercice d'un droit constitutionnel : en vertu de l'article VIII de la Constitution d'Alaska, les ressources naturelles de l'Etat sont la propriété videntiel qui arrive chaque année, des lors qu'on réside depuis au moins un an en Alaska, provient du revenu du pétrole.

En 1969, l'Etat a vendu aux enchères les droits de forage de 164 puits sur le champ pétrolifère de Prudhoe Bay. La vente hii a rap-porté 900 millions de dollars, le

à l'époque à 112 millions de dollars. La somme fut rapidement dépensée en équipements collectifs, mais les revenus du pétrole commencèrent à augmenter considérablement, à tel point que dans leur sagesse, les habitants de l'Alaska se mirent à penser au jour au la source se tarirait. En 1976, ils adoptèrent donc un amendement à la Constitution créant un compte d'épargne public qui serait alimenté par 25 % de tous les revenus pétrollers; on le baptisa Fonds per-

Qu'allait-on faire de ce fonds? Au terme de quatre ans de débat, il fut décidé de le faire fructifier pour l'avenir, sa gestion étant confiée à un établissement parapublic, l'Alaska Permanent Fund Corporation. Le fonds est divisé en deux éléments: le capital, qui est placé, et le revenu dont une partie est redistribuée chaque année directement aux habitants: c'est le Permanent Fund Dividend Program. Les dividendes du Fonds per-

manent de l'Alaska.

manent ont déjà permis d'injecter plus de 5,8 milliards de dollars dans l'économie de l'Alaska. Les bénéficiaires le dépensent très différemment: certains, à la grande

jackpot pour un Etat à peine âgé joie des agences de voyages, de dix ans dont le budget s'élevait prennent des vacances sous les prennent des vacances sous les tropiques; les enfants que les parents laissent disposer de leur pécule dévalisent les magasins de jeux électroniques ; et un tiers des gens, en moyenne, le mettent à la banque.

L'aspect le plus remarquable de cette rente pétrolière universelle est sans doute la manière dont les responsables de sa gestion sont arrivés à la pérenniser en investissant astucieusement le capital, aujourd'hui évalué à quelque 20 milliards de dollars : c'est en fait une sorte de foads mutuel géré par l'Etat, qui a rapporté l'an dernier la bagatelle de 1,8 milliard de dollars, dont la moitié grâce au marché boursier.

Ainsi, même l'Alaska a profité de la longue période de hausse de Wall Street. Grace à ses investissements boursiers, le Fonds a gagné l'an dernier six fois plus que ce que pe há a rapporté le revenu du pétrole. D'une certaine manière. l'Alaska, dont 85 % du budget est assuré par les revenus pétroliers, est en train de se prémunir contre les risques de dépendance à l'égard du pétrole.

Sylvie Kauffmann

Le rouge s'impose



Ce code est en évolution permanente. Il intègre notamment la loi de finances rectificative pour 1996 et la loi de finances pour 1997. Le livre des procédures fiscales fait l'objet d'un volume séparé.

DAIOZ

Production industrialle (en %) Dernier mais connu Cumul sur 12 mois	fév. + 0,8 + 4,4	€v. -3,4 +3,4	cnv. +1,4 +2,8	-0.7	janv. +0,5 +1,5	jonv. +0,3 +1,6	-0,9 +3,5
Toux de chômage (en %) Dernier mois contu Un an avant	5,3 5,5	lév. 3,3 3,3	11,3 10,3	12.8 12.1	jarv. 12,4 12,2	6.2 7.9	%. 9,7 9,6
Indice des prix (en %) Dernier mois connu Sur 12 mois	lév. +0,3 +3	fév. - 0,2 + 0,6	fev. +0,4 +1,7	*02 +16	+0,1 +2,2	fév. +0,4 +2,9	fév. +0,i +2,2
Solde commercial (en militards) Dernier mais connu (monnales nationales) Cumul sur 12 mais Imannales nationales)	janv. - 17,9 - 170	16v . +462 + 67827	dec. +8,3 +97,2 +64,6	122	déc. + 4057,1 +680642	-0,6 -11,6 -19,3	jonu +2,1 +34,4 +25,3
Cumul sur 12 mais (en dollars) Craissance du Pf5 (en %) 4º tricoestre 1996 (rythme annuel) Sur 12 mais	-170 +4 +3,2	+61,1 +3,9 +3,1	+04,6 +0,3 +2,2	42	+44,2 -0,6 +0,5	+4.6	+23 +23 +23
Solde des paiements courants en % d 1996 (estimations OCDE)	v PIS −2,1	+1,4	-07	443	+3.5	0,1	0
Déficit public en % du PIB 1997 (prévisions OCDE) 1996 (estimations OCDE)	-1,8 -1,6	-2,6 -4,1	-34 -4,1		-3 <i>7</i> -6 <i>7</i>	-3.7 -4.8	-1.5 -27
Dette publique on % du PIB 1996	64,2	87,4	61,3		124,4	56,1	100,5

INDICATEURS DE QUATRE PAYS ÉMERGENTS

● CONGO. La transition démocratique, commencée en 1992, n'a empêché ni les violences ni la mise en place d'un programme d'ajustement du FML Ce pays représente un débouché important pour la France, qui fournit 40 % des importations.

Crosswere 1996 Total de 5,7% 2.9%

 OUGANDA. Le programme de redressement économique suivi depuis dix ans a donné des résultats appréciables. Mais ce pays demeure l'un des phis pauvres d'Afrique et pourrait souffrir des tensions qui affectent ses grands voisins - Zaire, Soudan.

32.9%

À RETENIR EN FRANCE 37.91 7 675

• ZAÎRE. La guerre civile qui fait rage est le point d'orgue de la débâcle économique du pays qui s'achève en démantèlement de l'Etat et disparition de la monnaie nationale. La situation économique et politique du Zaire est sans doute la plus mauvaise d'Afrique.

100 % (est

 MAURICE. La spécialisation de l'économie dans le textile et le tourisme a fait de ce pays l'un des plus riches d'Afrique. L'endettement est faible, le taux de chômage insignifiant, et le revenu par habitant est aujourd'hui l'un des plus élevés d'Afrique.

7 % (1995) 6.7% 5,9 %

Nombre de ch 3 121 500 25 590 000

« Retard à l'allumage » pour la demande intérieure

prits, mais elle est encore peu visible sur la demande inténeure. L'investissement des entreprises tarde à repartir et la consommation, très irrégulière d'un mois à l'autre, pla-

Dans sa dernière note de conjoncture, l'Insee revoit légèrement à la baisse ses estimations de la demande intérieure française pour la première moitié de 1997. Une révision sans conséquence sur le PiB puisque, dans le même temps, les exportations progressent davantage que prévu. La croissance du PIB serait de l'ordre de 2,5 % en rythme annuel au premier semestre. Au passage, l'Institut avertit que cette croissance ne se traduira guère dans les chiffres des comptes trimestriels avant les résultats du deuxième trimestre (connus au mois d'août), ceux du premier trimestre étant affectés par un faible nombre de jours ouvrables. Il faudra donc être pa-Oeot, et très prudent, dans l'interprétation des prochains comptes trimestriels.

Le « retard à l'allumage » de la demande intérieure aurait tout lieu d'inquiéter sl. dans le même temps, n'étalent apparus de nouveaux éléments favorables dans le paysage écocomique. Le dernier en date est un début de redressemeot des anticipations de prix dans certains secteurs industriels depuis le mois de février : les prix à la production ont baissé en 1996, particulièrement pour les biens intermédiaires; leur retournement, s'il se confirme dans les pro-

▼ France Ce ne sera pas la consommation, mais plutôt les exportations qui devraient jouer le rôle principal dans la reprise en cours

devrait avoir un effet positif sur la formation de stocks. Il y a là un facteur de croissance qui s'ajoute à ceux déjà à l'œuvre depuis plusieurs mols: la baisse des taux d'intérêt, le dynamisme du commerce international et l'amélioration de la compétitivité des produits français grâce à l'appréciation de la lire, de la livre, puis du dollar.

Ainsi s'explique le fait que la confiance dans la reprise ait coodnué de progresser, au cours des dernières semalnes, chez les agents économiques comme chez les prévisionnistes.

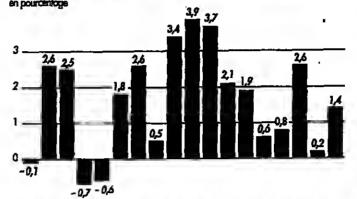
Les évolutions de l'emploi et du pouvoir d'achat peuveot aussi contribuer à ce sentiment. Après la forte augmentation de 1996, la teoue des achats des ménages constitue un des principaux points d'interrogation de l'année 1997. La progressioo du pouvoir d'achat s'annonce beaucoup plus modeste que lors des reprises antérieures surtout celle de la seconde moitlé

d'une très forte baisse du priz du pétrole -, et les possibilités de diminution du taux d'épargne paraissent limitées après le recul déjà prononcé de 1996. Une certaine remontée est même probable.

Certes, à la différence de la plupart des reprises de l'économie française intervenues dans le passé, la consommation n'est pas destinée à joner les premiers rôles dans le redémarrage en cours. Ce qui est attendu cette fois est plutôt un schéma « à l'allemande » : une croissance amorcée par les exportations trouvant un relais dans l'investissement, puis dans la consommation. Encore faut-il que celle-ci ne soit pas trop déprimée dans la première phase et qu'elle apporte sa contribution par la suite, faute de quoi la croissance induite par la demande des entreprises se limiterait à une reprise technique qui retomberait vite.

Pour que la reprise s'affermisse, il faudra qu'intervienne, tôt ou tard, une reprise du pouvoir d'achat. Où en est-on sur ce point? Ce qu'il faut mettre en regard de la consommation, c'est le pouvoir d'acbat global, celui du « revenu disponible » qui prend en compte l'ensemble des revenus des ménages (revenus d'activité.et du capital, prestations sociales) déduction faite des impôts et cotisations sociales. Il dépend des revenus individuels, mais davantage encore de l'emploi et des prélèvements obligatoires.

Depuis le début des amées 90, le revenu disponible des méoages connaît une évolution médiocre sauf passagèrement en 1995 -, un ▼ Evolution du pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages dence par plusleurs études ré-



1980 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97

du produit intérieur brut. Sa part dans le PIB a augmenté, passant de 67 % en 1989 à 70 % en 1995. Les administrations ont amorti l'effet du ralentissement de la croissance sur le pouvoir d'achat en prenant à leur charge un déficit important. En particulier, le creusemeot du déficit de la sécurité sociale a apporté plus d'un point de pouvoir d'achat du tevenu disponible entre 1991 et 1995.

Cette contribution s'est inversée eo 1996: Faugmentation des prélèvements sociaux (essentiellement la mise en place du RDS en février) et la stagnation de l'emploi se coojuguant, le pouvoir d'achat du revenu disponible est resté pratiquement stable (+0,2 %), ce qui constitue le plus mauvais résultat depuis les baisses de 1983-1984. des années 80 qui avait bénéficie peu plus rapide toutefois que celle L'année 1997 se présente mieux. Mais il pourrait être la traduction

grace à l'allégement de l'impôt sur le revenu, grâce aussi au retour de gains de pouvoir d'achat salariaux: la progression du salaire moyen est actuellement de l'ordre de 2,5 % en rythme annuel, ce qui, compte tenu de la modération de l'inflation (1,6 % sur un an en février), représente environ 1% de pouvoir d'acbat. C'est sensiblement plus que les trois années précédentes.

Reste l'inconnue de l'emplol dont l'évolution détermine largement la masse des reveous, et qui est la meilleure façon de distribuer collectivement du pouvoir d'achat. Après une baisse, les effectifs salanés ont très légèrement augmenté au quatrième trimestre 1996 (+0,1%). Ce tésultat est encore fragile et demande confirmation.

de deux phénomènes mis en évicentes (notamment dans le dernier rapport du Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des cours): une croissance devenue plus riche en emplois depuis le début des années 90, et des délais d'ajustement de l'emploi à l'activité désormais plus courts.

Le premier phécomène s'explique surtout par le développement du travail à temps partiel, très rapide depuis 1992, qui est une forme de réduction de la durée du travail, et, dans une mesure encore limitée, par les ailégements de charges sur les bas salaires dont les effets pleins sont à moyen-long terme, il a été observé pour l'essendel dans une pénode de basse conjoncture. S'il se vérifie dans le sens de la reprise, l'emploi doit se remettre à augmenter pour un rythme de croissance inférieur au seuil des 2 % qui était la règle dans les années 80.

Le second mécanisme rend l'emploi plus réactif aux fluctuations de l'activité, ce qui a pour effet de les amplifier. Les ajustements du chômage et des tevenus, qui étaient autrefois très progressifs, se foot dans des délais plus courts, avec des conséquences sur la demande des ménages. La faiblesse de la consommation, et donc la récession, ont pu en être aggravées en 1993. En sens inverse, l'empioi et le pouvoir d'achat pourraient se redresser plus vite en 1997 que lors des reprises antérieures, réduisant le risque d'une rechute de la consommation.

François Monier

UN CHIFFRE

milliards de francs

LE COÛT ANNUEL D'UNE GÉNÉRALISATION DE LA RETRAITE À 55 ANS

Peut-oo accorder la retraite à 55 ans à l'ensemble des salariés? La réponse ~ elle est bien connue - est non. Les raisons ne sont ni morales ni sociologiques, mais financières: la Caisse nationale d'assurance-vieillesse (CNAV) n'en supporterait pas le choc... à cotisations inchangées.

Ayant fait tourner leurs ordinateurs, les caisses de retraite ont calculé que la généralisation de la retraite à 55 ans pour l'ensemble des salariés coûterait au bas mot 117 milliards de francs par an. Soit les pensions de trois millions de retraités supplémen-taires auxquelles il faudrait ajouter, lorsque la mesure aurait atteint son régime de croisière, la perte d'un million de cotisants.

Qui palerait ces 117 milliards? Les salatiés de toute facon : par leurs impôts si les déficits qui résultaient de l'abaissement de l'age de la retraite étaient budgétisés : ou encore par leurs cotisations, si les actifs finançaient les retraltes des inactifs. Il faudrait alors augmenter

les cotisations retraite de

16,35 % à 23,35 %.

Casablanca, une place financière est née

onnêtement, je ne comprends pas pourquoi les investisseurs étrangers ne sont pas plus nombreux à venir ou Moroc. son système Peut-être taut simplement por paresse. Ici, à trois heures de voi de économique. Paris, vous avez des coûts comparables o ceux de la Molaisie, un sovoir-foire indéniable, des infrastructures adéquates, une odministration tatillonne mais qui s'oméliore, un regime politique stable... » Les Marocains ont dû boire du

petit lait en écoutant Pasquale Pis-torio, le PDG de SGS Thomson, le groupe franco-italien d'électronique, faire publiquement la promotion du royaume, à l'occasion de l'extension d'une de leucs usines marocaines, à Casablanca, il y a quelques jours. C'est à peine si M. Pistorio a regretté la pénurie de techniciens, une taxadon des bénéfices industriels excessive, comparée à ce que proposent les « dragons » asiatiques. L'heure était aux éloges : « Le caut de l'heure travaillée est 3,2 dollars ou Moroc, 2,9 dollars en Moloisie, 7 dollars à Singapour, et 1 dollor en Chine. Et le personnel maracain est stable », a ajouté le président de SGS Thomson. Rarement les investisseurs étrangers plaident avec une telle conviction la cause du

pays d'accueil... Aux prises avec une population malmenée par le chômage, le gouvernement marocain oe ménage pas ses efforts pour séduire les capitaux étrangers. Refonte des outils juridiques qui composent l'enviroonement des affaires, campagne massive de privatisation, concession au privé de services publics... Au cours des cinq

▼ Maghreb Le Maroc a modernisé La Tunisie cherche, elle aussi, à attirer les investissements étrangers

tème économique que le monde C'est vrai en particulier de la Bourse. En 1992, le marché des capitaux était inexistant au Maroc. L'argent en quête de placement ne pouvait s'investir qu'en bons du Trésor, tandis que les entreprises devaient se financer auprès des banques. La capitalisation boursière de Casablanca, l'unique Bourse du royaume chérifien, pe dépassait pas 2,4 milliards de dol-

dernières années, la modernisa-

tion a davantage touché le sys-

Depuis, la Bourse de Casablanca a opéré sa mue. Privatisée, elle accueille 13 sociétés de Bourse, plus d'une vingtaine de fonds communs de placement, des succursales des grands cabinets internanooaux d'expertise comptable... Les entreprises cotées doivent désormais présenter des comptes certifiés aux normes internatiooales et les transactions boursières

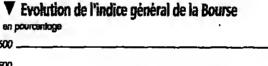
sont en cours d'informatisation... Les premiers résultats sont là. Entre 1992 et 1996, la capitalisation

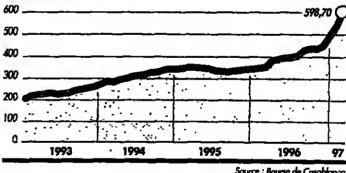
boursière a presque quadruplé, passant de 2,4 milliards à 8,6 milliards de dollars. Durant la même période, le volume des transactions a été multiplié par vingt (de 110 millions à 2,2 milliards de dollars), dopé par une hausse des cours à faire rougir les vieilles Bourses occidentales. Depuis cinq ans, l'indice des valeurs de la Bourse de Casablanca affiche une croissance moyenne annuelle de 25 %. L'an passé, la hausse a irôlé les 30 %.

Afrique du Sud mise à part, le Maroc s'enorguellit (avec probablement un brin d'exagération) d'abriter la première Bourse du continent africain avec l'Egypte. L'IFC (International Finance Corporation), la filiale de la Banque mondiale chargée du secteur privé, a d'ailleurs récemment inclus les performances de Casablanca dans l'indice des Bourses des pays

émergents qu'elle publie. Au-delà de cette récompense, il reste à la Bourse de Casablanca à attirer les capitaux. D'abord ceux des Marocains qui rechignent toujours à investir leurs économies en Bourse, Celles-ci sont importantes (20 % du produit intérieur brut) mais, selon une étude, les sommes déposées dans les fonds communs de placement représentent à peine 2% des avoirs détenus eo

banques. Il reste également à séduire les investisseurs étrangers (i milliard de dollars d'investissements industriels et boursiers sont attendus cette année). Président de la SBVC, la société en charge de la gestion quotidienne du marché boursier, Amyn Alami l'admet volontiers: «Les investisseurs étran-





gers détiennent à peine 3 % de lo copitalisotion boursière de Casoblanco », contre 6 % en 1994. l'année record. Le chiffre est insuffisant, même s'il a l'avantage de mettre le royaume à l'abri d'un krach semblable à celui qui a eu lieu au Mexique, il y a quelques

Le Maroc n'est pas un cas d'espèce. Poussée par les institutions financières internationales et l'Union européenne (UE), la Tunisie mène une politique similaire en cherchant à s'ouvrir davantage aux lovestisseurs étrangers. Depuis peu, les étrangers peuvent acquérir jusqu'à 49 % du capital des firmes, cotées ou non à la Bourse de Tunis (contre 10 % auparavant pour les seules entreprises cotées et 30 % pour celles qui ne l'étaient pas). Un nouveau code des hydrocarbures est eo cours de finalisanon et le code des mines est en cbantier. Il s'agit de permettre « aux étrangers de faire des plocements rémunérateurs dons une

économie émergente », explique le ministre de la coopération internationale et de l'investissement extérieur. Mohamed Ghannouchi.

Il n'est pas jusqu'à l'Algérie, elle aussi suivie de près par le Fonds monétaire internacional (FMI) et la Banque mondiale, qui souhaite séduire les investisseurs étrangers. Mais, secteur des bydrocarbures mis à part, la tâche est impossible dans le contexte actuel de guerre civile. La paix revenue, la situation changera-t-elle? Le chemin est encore long qui mettra les pays du Magbreb au niveau des « dragons » asiaoques.

En 1996, pour l'Afrique du Nord et le Proche-Orient, les investissements de portefeuille n'ont pas dépassé 650 millions de dollars, selon une étude récente de la Banque mondiale. Même s'ils ont plus que triplé d'une année sur l'autre, ils représentent à peine 10 % de ce qu'a reçu la seule Chine l'an passé.

sortir de la C

asocietes in

Jean-Pierre Tuquo

out le monde en convient, le système bancaire français est en crise. Mais de quelle crise s'agit-il ? L'élément crucial est certainement qu'il est confronté, depuis le milieu des années 80, au mouvement de libéralisation financière. Ce mouvement induit des changements radicaux qui bousculent les bases sur lesquelles reposait la stabilité de notre système financier ; parmi elles, le rôle de la confiance est fondamental. Pour cette raison, il faut se demander si le rôle de la confiance dans le fonctionnement du système bancaire n'est pas en mutation, et si oui, vers quoi ?

Le crédit est par nature une question de confiance. Les banques, en accordant un prêt, donnent crédit à celui qui l'obtient en pariant sur ses capacités de remboursement. De la même manière, les banques se font mutuellement confiance au cas où l'une d'entre elles demanderait l'assistance des autres pour faire face à des difficultés provisoires. Enfin, face au flou comptable des résultats des banques, et quelle que soit la qualité du contrôle des superviseurs, la relation qui lie le régulateur et le système bancaire est, par nature, une relation de confiance.

WIT COT

والمقيانة أأثلث

والمناف والمصبهي

est de la companya de

Confronté à la libéralisation financière, à l'intégration européenne et au transfert prévisible des compétences des superviseurs nationaux à la banque centrale européenne, la confiance est en train de changer de nature. D'une confiance administrée, nous passons péniblement à la confiance partagée.

Mais, d'abord, qu'est-ce que la confiance administrée? Avant la libéralisation financière, tous les éléments déterminant la confiance étaient administrés: la concurrence, la segmentation de la clientèle des banques, ainsi que l'actionnariat bancaire muselé par des échanges de participations croisées et par l'Etat actionnaire. La confiance administrée fixait des repères quantitatifs (montant de crédit à distribuer), qualitatifs (type de population d'emprunteurs à rationner ou à financer), et l'Etat prenait à sa charge les excès de confiance du système bançaire en absorbant systématiquement les pertes des banques im-

SI la confiance n'est plus administrée, quelle forme prend-elle dans le mouvement de libéralisation financière?

Pour certains, la confiance se déterminerait à un niveau globalisé, au travers de contraintes n'ayant plus qu'un très lointain rapport avec l'implication des banques dans le financement débarrassé des obligations réciproques d'actionnaires coresponsables.

Malheureusement, rien n'est évident en finance globalisée. Le paradoxe est que, plus la libéralisation financière progresse, plus le rythme des innovations financières devient élevé, et plus les individus ont besoin de confiance. Après tout, nous pourrions nous fébetter qu'enfin les banques distribuent du crédit sur la base de leurs convictions intimes et soient affranchies des contraintes imposées par la confiance administrée. Mais gardonsnous de tout excès de confiance dans les vertus de la confiance, car la transition est brutale pour les acteurs habitués à la confiance administrée. Désormais, la confiance u'est plus imposée d'en haut mais provient d'un équilibre entre trois niveaux: la confiance entre les chents et les banques, d'une part, entre les banques elles-mêmes, d'autre part, et entre le régulateur et le système bancaire.

L'amélioration de la rentabilité des banques françaises passe par un renforcement des liens avec leurs clients

L'efficacité du système bancaire dépend d'une méthode (quel type de relation construire avec les clients), d'une éthique commune (les banques partagent-elles des valeurs et des règles communes pour se porter mutuellement assistance?), et d'un principe hiérarchique (l'autorité chargée de la surveillance des banques bénéficie-t-elle d'une position hiérarchiquement supérieure à celle des banques?). Le principe de la confiance partagée se substituant à la confiance administrée, l'organisation de la confiance par le système bancaire et son autorité de tutelle nécessite une triple métamorphose: un renforcement des liens de confiance entre les banques et leurs clients; le partage d'une éthique commune entre les banques françaises; une réforme profonde du lien de tutelle entre les banques et les autorités de surveillance.

Il serait faux de croire que l'amélioration de la rentabilité des banques françaises pourrait

fisant par un actionnariat internationalisé, banques anglaises voudraient s'inspirer des avantages du modèle allemand, tel que l'investissement dans la relation de long terme entre le client et la banque. De même, le fait que les réseaux mutualistes et coopératifs, en France, résistent mieux à la crise prouve que la proximité et les relations de long terme favorisent la

NJE

rentabilité, y compris à court terme. Pour que les banques soient impliquées dans des relations de confiance avec leurs clients, il faut qu'elles participent d'une communauté de valeurs. Encore une fois, le système bancaire français est loin d'afficher une éthique commune. Les événements récents relatifs au statut des caisses d'épargne, ou les réactions suscitées par le plan de sauvetage du Crédit lyonnals en témoignent : à la différence de leurs consœurs britanniques ou allemandes. les banques françaises se sentent de moins en moins liées par une communauté de valeurs. Pourtant, l'amélioration de la robustesse de notre système bancaire ne peut se faire sans des règles d'assistance entre banques partageant une même éthique. En l'absence de règies de comportement communes, des faillites bancaires aux conséquences bien plus néfastes pour l'ensemble du système bancaire risquent de se produire, d'autant que les interventions de sauvetage des pouvoirs publics se feront plus exceptionnelles.

Enfin, et parce que l'intégration européenne nous y oblige, il faut redéfinir le lien entre les banques et l'autorité chargée de la surveillance. D'une façon générale, il faut renforcer plutôt qu'alléger le contrôle des banques, non pas sous la forme de ratios de solvabilité supplémentaires, facilement contournables par les banques, mais par des procédures de pré-engagement des banques sur un montant de pertes à ne pas dépasser, complétées par le principe de coercition graduée, destiné à réagir progressivement mais promptement à la détérioration de la santé financière. C'est par de telles mesures que l'on parviendra à rétablir le llen de confiance hiérarchique entre les régulés et le superviseur.

La réforme du système bancaire français concerne donc non seulement la communauté bancaire et le superviseur, mais également ceux qui, parmi les chercheurs, tentent de saisir les nouveaux comportements et d'en déduire des implications concrètes. Sachons les remir pour l'occasion.

Thierry Sessin, docteur ès sciences économiques, vient de soutenir sa thèse sur le de l'économie. Concrètement, la confiance dé-coulerait du respect par les banques d'un ni-veau de rentabilité des fonds propres jogé suf-banques les plus rentables d'Europe, les Aglietta, de l'université de Nanterre. **ARTICLES ET REVUES**

L'Union monétaire au miroir américain

par Daniel Cohen

es Américains portent sur l'Union monétaire européenne un regard à la fois serein et incrédule. Incrédule, car ils y voient une ambition politique dissimulée derrière une ambition économique, ce qui manifeste à leurs yeux le « tic » habituel des Européens à manipuler l'économie à des fins politiques. Mais ce constat incrédule se double d'un autre qui est extremement serein : l'Union monétaire européenne ne serait, au fond, nen d'autre que le rapprochement des économies européennes vers le « modèle » améncain. A l'aune de ce second critère, l'Europe préparerait des jours heureux et des jours tristes. Heureux, puisque les bénéfices d'un grand marché monétaire et financier ne tarderont pas a se faire senur. Au financement bancaire traditionnel dont la torme contractuelle est sans originalité (un prêt, un programme fixe de remboursement) pourraient se substituer progressivement des formes de financement beaucoup plus diversifiées : des programmes contingents à tel ou tel indicateur, des « joint ventures » beaucoup plus ambitieuses, eu égard aux entreprises de recherche et de développement ou aux moyennes entreprises (junk bonds, bouie bonds...).

Tout cela est fort bien, mais, comme toute médaille, celle-ci a son revers. Réunis à Washington par le FMI, une cinquantaine d'économistes européens et américains ont récemment été amenés à en faire l'inventaire. Sans répéter le diagnostic globalement favorable qui a été fait, faisons brièvement le bilan des points faibles qui ont été re-

Premier n'sque de fracture : celui du système bancaire européen. Seon un article présenté par Garry Schinasi et Alessandro Prati, les banques commerciales du Vieux Continent sont à la veille de subir un choc brutal qui pourrait en faire la sidérurgie du début du prochain siècle. Selon leurs estimations, le cout unitaire de l'activité bancaire européenne est près de 50 % supérieur à celui observé aux États-Unis. Protégés par des espaces monétaires exigus, les établissements européens n'ont pas subi la pression concurrentielle qu'ont connue les banques américaines au cours des années 80, sous l'effet de la dééglementation reaganienne du secteur. Le scénario prédit est donc un mélange, en fait déjà amorcé, de faillites-fusions-restructurations...

Seconde ligne de front : une incertitude nouvelle sur la valeur externe de l'euro due aux arbitrages des portefeuilles internationaux. Le dollar bénéficie aujourd'bui d'un rôle financier qui outrepasse le rôle économique des Etats-Unis. Alors que l'Europe et les Etats-Unis ont environ le même poids économique, le rôle du dollar reste à ce jour double de celui des monnaies européennes. Si un réaménagement brutal de portefeuille devait se produire, il pourrait en résulter un choc puissant qui ne serait pas nécessairement à l'avantage de l'euro s'il devait en résulter une appréciation brutale de sa parité.

Deux scénarios s'affrontent en ce domaine. L'un consiste à penser que l'ajustement ne saurait être que progressif, et donc sans grand danger de court terme. L'autre point de vue consiste à rappeler que l'effondrement du rôle de la livre sterling au profit du dollar dans les années 30 a obéi à la même logique et s'est fait soudainement. Toutefois, le dollar aujourd'hui n'est pas dans la même situation que la livre sterling alors, notamment du fait du poids politique des États-Unis. Comme le rappellent Paul Masson et Bart Turtelboom, les pays asiatiques (Japon, Chine, Corée...) détiennent aujourd'hui 56 % des réserves de change mondiales, et leur boulimie en ce domaine doit beaucoup à des considérations géostratégiques (Taiwan étant le détenteur du record en ce domaine)...

Autre motif d'instabilité prévisible du change : une nouvelle attitude de benign neglect des Européens vis-à-vis de la valeur externe de leur monnale. Ce point de vue est avancé par Fred Bergsten et Jean Pisani-Ferry. Le benign neglect (la « négligence voulue ») a longtemps caractérisé l'attitude des Américains à l'égard du dollar. Comme les Etats-Unis forment un grand pays relativement fermé au reste du monde, ils craignent beaucoup moins que les narions européennes les fluctuations du change. Ainsi au début des années 50, pour combattre l'inflation, les Américains n'ont pas hésité à laisser s'apprécier le dollar du double de sa valeur initiale (!). Aucune nation européenne ne peut se permettre unilatéralement de mener une telle politique. Fred Bergsten note à ce sujet l'étonnante différence d'évolution entre la parité yen-dollar et la parité mark-dollar, la première étant de 50 % plus volatile que la seconde... Ce que les nations européennes ne peuvent faire seules, l'Europe pourrait se le permettre : apprécier sa monnaie brutalement pour endiguer l'inflation, ou la dévaluer fortement pour résorber un éventuel déséquilibre commercial sont des options qui seront bientôt ouvertes à l'Europe.

Pour conclure, on peut prédire que l'Union monétaire européenne fera beaucoup plus que simplement rendre fixes des parités monétaires intraeuropéennes: elle pourrait transformer profondément l'équilibre financier européen, et l'équilibre monétaire mondial. Garder les yeux fixés sur les aspects positifs de cette transformation (un financement plus riche, plus diversifié), et ne pas négliger l'ampleur de la secousse : tel pourrait être le blian de ces études.

EUROPEAN MONETARY UNION AND INTERNATIONAL CAPITAL MARKETS. STRUCTURAL IMPLICATIONS AND RISKS

de Garry Schinasi et Alessandro Prati Fonds monétaire international, document de travail, mars 1997. CHARACTERISTICS OF THE EURO, THE DEMAND FOR RESERVES AND POLICY COORDINATION UNDER EMU de Paul Masson et Bart Turtelboom

Fonds monétaire international, document de travail, mars 1997. THE IMPACT OF EURO ON EXCHANGE RATES AND INTERNATIONAL COOPERATION

de Fred Bergsten Institute for International Economics, Washington,

document de travail, mars 1997.
THE EURO AND EXCHANGE RATE STABILITY d'Agnès Benassy-Quere, Benoît Mojon et Jean Pisani-Ferry Cepii, document de travail, mars 1997.

Les sociétés innovantes au secours de l'emploi

'il est un chiffre que l'actualité récente a promis à la fortune, c'est bien celul-ci: 11 millions d'emplois ont été créés par l'économie américaine entre 1992 et 1996. La performance, un rien déconcertante, invite aux interrogations; les raisons avancées pour en rendre compte ne manquent pas: relative modicité du coût du travail, sous-évaluation du dollar pendant la période et, surtout, flexibilité, qui fait figure de sésame du plein emploi retrouvé.

Loin de nons l'idée que ces facteurs, et en particulier le dernier cité, soient sans objet : aux Etats-Unis, depuis le début des années 90, quatre postes sont créés quand trois disparaissent, et la mobilité de la main-d'œuvre nourrit l'expansion de l'économie comme de l'emploi. Mais présumer que la recette est transposable en l'état à la France, c'est oublier que les formules, fussent-elles magiques, résistent mal à l'acclimatation forcée. C'est aussi négliger l'attachement de nos concitoyens à un modèle social moins agressif qu'aux Etats-Unis. Faut-il en conclure que notre pays est inapte à s'accommoder du nécessaire renouvellement de son appareil productif, de cette respiration de l'économie sans laquelle la création d'emplois est étouffée ? Non. Mais il lui faut suivre une voie qui, sans relever du registre ambigu de l'exception française, soit conforme à ses valeurs et à ses talents. De quoi s'agit-il ? Avant de risquer une réponse, quelques constats.

A de rares exceptions près, et s'agissant de leurs activités existantes, les entreprises ne seraient plus guère disposées à accroître leurs effectifs, du moins sur le territoire national. Cette nouvelle donne serait bée à l'accroissement de la pression concurrentielle, à la poursuite, voire à l'accélération escomptées des gains de productivité, à la faiblesse de la de-mande et au défaut général de visibilité. Même la réalisation de performances flatteuses ne serait plus en mesure d'inverser cette tendance fondamentale. Une entreprise qui dégage des bénéfices importants sur ses métiers habituels et n'entend pas s'en éloigner - présère avant tout : rémunérer ses actionnaires ; tirer parti des opportunités de placements financiers que la libéralisation des mouvements de capitaux a multipliées et bénéficier du niveau élevé des taux d'intérêt réels, qui demeure de surcroft

supérieur à la croissance de l'économie. Ces deux constats débouchent sur l'idée suivante : seul le lancement d'activités réellement nouvelles justifie des créations nettes d'emplois. Une entreprise qui s'engage dans un métier nouveau ou qui adopte une stratégie de développement fondée sur des produits résolument innovants nourit un besoin impérieux des compétences qui lui font défaut. La perspective de conquérir d'importantes parts de marché grâce à un avantage comparatif tangible et le fort retour sur investissement attendu, qui en est le corollaire, justifient les prises de risque, au nombre desquelles il faut désormais compter la hausse des effectifs. En définitive, l'innovation, et elle seule, serait encore pourvoyeuse nette d'emplois.

Ainsi formulé, le diagnostic reste pourtant trop sommaire: si la plupart des grandes firmes innovent, bien peu augmentent leurs effectifs, et le solde global est même négatif. C'est qu'à l'accroissement de la masse salariale les entreprises importantes préfèrent souvent le redéploiement des effectifs. Aussi est-il impossible de faire l'impasse sur la distinction entre PME et grandes entreprises

La part des petites sociétés dans les créations nettes d'emplois excède largement leur part dans l'économie

La question des rapports entre la taille des entreprises et la création d'emplois a été souvent posée et a donné lieu à de nombreux travaux. Une récente publication de l'OCDE (SMEs and Employment Creation, de Paul Schreyer) en offre une synthèse. Elle confirme que la part des petites sociétés dans les créations nettes d'emplois excède toujours largement leur place relative dans l'économie. Que l'on ne se méprenne pas, toutefois : cela ne signifie pas, a contrario, que le recul de l'emploi dans les entreprises d'une certaine taille est inéluctable. Si l'avenir de l'emploi dans les grandes entreprises industrielles est compromis, en raison des gains de productivité, tout indique que de nombreuses activités nouvelles sont en vue, et même en œuvre, dans le domaine des services.

A titre d'illustration, les besoins informatiques hés au passage à l'euro - et au nouveau millénaire - devraient entraîner prochainement la création, en France, de 7 000 emplois dans les SSII (sociétés de services informatiques). Et nen n'interdit aux entreprises importantes, souvent appuyées sur de solides capacités de financement, de tirer parti de ce type d'opportunités ponr embaucher. A l'exemple de Cap Gemini (22 000 salarlés) ou de Sema Group, ou encore d'entreprises de communication comme Canal Plus, dont les effectifs ont doublé entre 1990 et 1995.

Cela étant, il faut convenir que les petites entreprises sont mieux armées pour réagir avec promptitude aux transformations de la demande et qu'en matière d'emploi ce sont elles qui portent le plus d'espoirs. Pas toutes, naturellement: l'exiguité n'a jamais pu, à elle seule, tenir tieu de vertu. Mais les entreprises petites et moyennes qui développent de nouveaux produits (plus encore que de nouveaux procédés) et qui s'appuient sur une démarche radicalement innovante ont besoin de compétences d'autant plus diverses, du scientifique au juridique, du technique au financier, du logistique au commercial, que leur croissance est vive. Aussi sont-elles « condamnées » à embaucher rapidement et souvent fortement. De ce processus, plusieurs sociétés pourraient témoigner, comme Genset (biotechnologies), Picogiga (semi-conducteurs) ou Ubi Soft (logiciels ludiques et éducatifs) dont les effectifs ont été multipliés par sept en trois ans (52 sa-lariés en 1993, 368 en 1996).

Le problème français réside précisément dans la rareté de ces « chevan-légers », qui tient elle-même à toute une série de facteurs : le clivage entre le monde de la recherche et cehi de l'entreprise ; les obstacles à l'essaimage des laboratoires publics ; la faiblesse du capital-risque et de la propension aux investissements risqués (en l'absence d'incitations fiscales adéquates); le défaut de culture technologique des investisseurs; ou encore les insuffisances de la propriété industrielle. Sur quelques-uns de ces points, des réflexions sont déjà engagées, parfois depuis plusieurs années, mais elles tardent à s'inscrire dans les

Ce serait faire preuve d'une myopie singulière que de négliger ces questions et de ne pas voir que ce sont elles, en définitive, qui conditionnent l'avenir de l'emploi. L'éclosion de nombreuses petites sociétés innovantes à forte croissance et bien sûr leur épanouissement peuvent être à la France ce que la flexibilité est aux Etats-Unis : le mode de renouvellement de l'économie, porteur d'expansion et d'emplois. Un mode séduisant en ce sens qu'il fait appel à l'excellence et à l'imagination plutôt qu'aux vertus incertaines d'un modèle un-

Ivan Minssieuxest économiste à la direction des études de lo chombre de commerce et d'industrie de Paris.

"UN MÉCANISME MONÉTAIRE AVEC L'EURO CONSTANT"

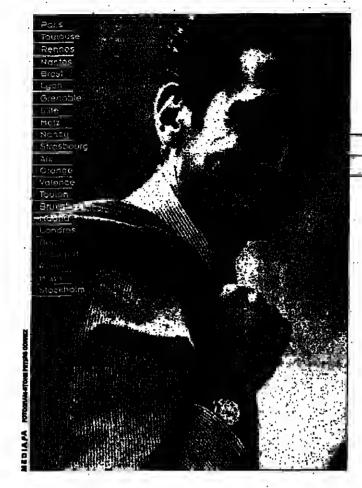
MOYEN D'UNE POLITIQUE DE RELANCE

Proposé par le "Centre Jouffroy pour la Réflexion Monétaire" (fondé en 1974) 88 bis rue Jouffroy d'Abbans 75017 Paris P.U.F. - 125 pages - 100 Frs

En vente en librairie Condensé en 6 pages sur demande. Tél.: 01 46 22 10 50

Secteurs de Pointe

Infortique - h Sur tous li restant rén



Ingénieurs Consultants à fort potentiel

Pouvez-vous offrir meilleure évolution à votre carrière ?

Lesder français de l'ingénierie et du conseil technologique, Altran a réalisé en 1996 une croissance de 35 %. Regroupant 3200 consultants dans 8 pays d'Europe, nous sommes partenaire de 300 grands groupes dont nous accompagnons la ogression dans leurs projets d'innovation. Alors, si jouer un rôle actif dans les projets majeurs de demain

Notre fonctionnement souple et décentralisé, vous offre une dynamique de carrière à la mesure de vos ambitions.

vous motive, rejoignez nos équipes.

en indiquent in référence cholete à fichel Martin, Altren, 58 Bd Gouvion St-Cyr, 75858 Paris Cedex 17.

des ingénieurs grandes écoles, débutants ou confirmés, qui souheitent valoriser leurs compétences en intervenant sur des projets d'envergure. Nous vous confierons, en fonction de votre signémence, des responsabilités de conception, assistance à maîtrise d'ouvrage, expertise ou de concept.

INGÉNIEURS INFORMATIQUE TECHNIQUE RES LADEAGO

Vous souhaitez vous impliquer sur des projets à la pointe de la technologie (Aéronautique, Transport, Energie ...). Vous serez chargé de spécifier, concevoir, développer des calculateurs embarquée, des systèmes de contrôle commende, des simulateurs ...

Vous justifiez d'une première expérience réussie de ces métiers, des contraintes de fonctionnement SART, SDAT, OMT ... J.

CONSULTANTS JUNIORS TÉLÉCOMS RÉS LADE 405

Le monde des télécommunications et l'essor de ses technologies vous pessionnent. Vous souhaitez intervenir dans la conception et/ou le développement de systèmes ou d'appareils de communication. Vous avez une expérience reconnue dans le développement de logiciels embarqués (méthode d'analyse objet) en environnement noyau temps réel. De bonnes conneissances techniques eont requises en téléphonie : maîtrise de l'environnement PABX. réseaux publics (RTC, RNIS ...), en communication numérique.



Les ingénieurs de l'innovation



Planification de réseaux 1 million de clients au début de 1997, soit Ingénieur télécom, débutant ou disposant d'une environ 40 % de parts de marché de téle. première expérience, vous avez appréhendé la phonic mobile, SFR est anjourd'hui la prin- planification de réseaux BSS lors d'un stage significatif. Notre Direction Régionale Ouest cipale entreprise de CEGETEL, le pôle située à Names, vous propose de participer à la télécommunications du groupe Générale conception et à l'optimisation des réseaux de

des Eaux. Pionnier dans la conception, la

nationaux en téléphonie mobile, SFR est

innovante dans l'offre des services à la

clientèle du téléphone mobile.

transmission de la région par la gestion d'outils réalisation et la maintenance de réseaux de conception et d'équipements BSS. Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous la réf. aussi une entreprise particulièrement IT/NL/LM (sur la lettre et l'enveloppe) à SFR,

Carpeaux, 92915 Paris- La Défense Cedex.



LE MONDE SANS FIL EST A VOUS.

Account Operations Manager *

Leader mondial dans le domaine de l'ingénierie informatique (solutions globales, facility management...), nous raisonnons à l'échelle internationale et avons construit notre organisation européenne pour la meilleure qualité de services. Pour accompagner le développement de notre département Client/Serveur, nous cherchons un Account Operations Manager.

Vous prenez en main, de façon opérationnelle, la direction du système d'information distribué d'un client en environnement international. Vous coordonnez, organisez les projets et managez l'équipe en place (25 personnes environ). A 35/40 ans, vous avez 4 années d'expérience dans la direction de projets liés aux nouvelles technologies de type Web,

Vos objectifs sont la fiabilité et la performance de l'architecture informatique et la satisfaction

Billngue américain/français, vous avez impérativement une expérience de la direction de projets dans un contexte international en environnements distribués (Windows NT,

Nous saurons reconnaître votre réussite et vous proposer des évolutions à l'échelle européenne. Poste basé au Sud de Paris.

■ Merci d'adresser votre candidature à notre conseil Sylvie Blain, « Carrières de l'Informatique », sous la référence 6251 LM. ALEXANDRE TIC. 2 rue de l'Eglise, 92200 Neuilly-sur-Seine.

*Directeur de Proiets

Nos VALEURS n'attendent pas le nombre des années,

La haute technologie au service du médical

General Electric (79 milliards de \$ de CA. 239 000 salariés, dont 50 000 eu Europe) est l'un des premiers groupes mondiaux, aux activités diversifiées dans le domaine de l'industrie (éclairage, plastiques, èlectroménager...), de la technologie (moteurs d'avions, imagerie médicale...) et des services (financiers...). GE Medical Systems (GEMS), leader mondial de l'imagerie médicale et de la radiothérapie, réalise en Europe un chiffre d'affaires d'un milliard de \$ pour un effectif de 4000 personnes.

Pour supporter le développement de notre future gamme de produits en radiologie, nous recherchons:

б Ingérieurs Système (ка: ер от) Ingénieurs généralistes issus d'une grande école (X. Mines, Centrale, Telecom), vous avez une expérience de 2 à 5 ans en développement de produits à technologies multiples. Intégrés au sein d'équipes programmes multi-fonctionnelles internationales, participant à toutes les phases du développement, vous serez plus particulière-

ment responsables de la spécification de fonctionnalités, de l'architecture système, de

la parfaite maîtrise de l'anglais et une réclie ouverture internationale (expérience ou formation à l'étranger) sont indispensables. Si l'opportunité de rejoindre une entreprise d'envergure mondiale offrant d'importantes

perspectives de développements vous motive, adressez votre candidature à Denis BERNARD qui traitera votre dossier avec la plus grande

6 Icgánieurs Logiciel (Ref. EP 02)

expérience de 2 à 5 ans en développement

conception orientée objet, C++ sous Unix temps réel. Intégrés au sein d'équipes

programmes multi-fonctionnelles internationales, participant à toutes les

phases du développement, vous serez

de l'architecture logicielle de l'un de

Pour ces postes basés au siège de GE Medical Systems Europe à Buc

nos nouveaux produits.

(près de Versailles),

plus particulierement responsables de la définition et de l'implémentation

logiciel selon les technologies client/serveur,

Ingénieurs grande école (X. Mines,

Centrale, Telecom), vous avez une

THE OPTIMAL GROUP 8 rue Jean Gonjon - 75008 PARIS. Tél. 01 40 74 64 53



l'intégration et de la validation.

GE Medical Systems

Geoservices, présent dans plus de 50 pays, en forte croissance et technologiquement très en pointe dans le domaine des services pétroliers, crée la fonction de

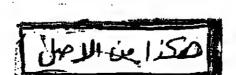
TECHNOLOGY MANAGER

Votre mission : aidé d'une équipe très qualifiée de 20 personnes, vous développez le/savoir faire technique / technologique de Geoservices, dans les domaines de la mécanique, de l'électronique, de l'informatique, et des mesures physiques, pour faire évoluer nos matériels

dans des environnements extrêmes de température, pression et vibration. Ingénieur Grande Ecole plus spécialisation, vous possédez une expertise de 10 à 15 aus. notamment en mécanique. Votre anglais est courant.

Merci d'envoyer votre C.V. + lettre, sons la référence TM 0197, à :

Geoservices - 7 rue Isaac Newton - BP 20 - 93151 Le Blanc-Mesnil Cédex



natique - Réseaux Télécommunications

Sur tous les continents, nous poursuivons notre croissance en restant réactifs et proches de nos clients. Dans ce cadre, nous recherchons :

1,4 milliard de francs de chiffre d'affaires dont la moitié à l'international, acteur important dans plusieurs domaines d'activités (paiement par carte à puce, billetterie aérienne, produits et systèmes de télécommunications, multimédia), DASSAULT AUTOMATISMES ET TELECOMMUNI-CATIONS, filiale de DASSAULT ELECTRONIQUE, met sa meîtrise des technologies de pointe et sa capacité à fédérer de grands projets au service du secteur tertiaire : opérateurs des télécommunications et de l'audiovisuel (réseaux d'accès, téléphonie mobile, décodeurs), distribution (paiement électronique), opérateurs de transport (billetterie automatique), groupes bancaires (gestion des transactions électroniques).

ACTIVITE PAIEMENT ELECTRONIQUE ingenieurs commerciaux expert

Charges de developper la fiux d'affairea qui collaboration etroite avec un resenu de parienairus locaus qu'ils contribuerent a

es services du developpement technique Ces postes s'adressent à de jeunes diplômes de grandes acutes commer vidies, passidion, une premiera expendica

internationale, acquise dans un secteur c

Ref Europe - 4169/M

ACTIVITE TELECOMMUNICATIONS imagineurs commerciaux export

Chargie de la prospection cammerciale petu des produits et systèmes du resuau d'acces filaios et de la boocle locale radio augres des opprateurs, distributeurs, intégrateurs ou grands camptes

Ces postos s'adressent à dus ingenieurs cuttimereans, possedant une solde esperience a l'exportation, acquise notamment supres des oparateurs de telecommunica

> Rel Europe : 4171/M Rel. Asic . 4172/M

ACTIVITE SERVICES (Figure)

ingenieu commercial maintenance Responsable de la commercialisation des services de maintenance et tierce mainte nance dans les differents domaines d'activi tes de la Suciete. Ce posta s'adiossa à un lagament possadant una experience commerciale dans le vente et le montage d'offres de services

nigeniikia commercial

maintenance "systeme".

пручисне без вымень Besponsable de la prespection et negociation d'ultres de deploiement de reseaux mobiles aupres des aperateurs de tele

Ce poste s'adresse à un jeune Ingenieur Commercial possedant una prendère expedience dans ce denisine Rot 4174/M

La connaissance de la langue unglaise et d'une 2e langue (Allemand, Espagnol) est indispensable pour les postes EXPORT Los despiers de candidature flettre + C.V. + photos sous in reference du maste char i la national à 1.35% d'AT . T - Philippin VIIIS RESSOURCES HUMAINES - B.P. 13 - 78373 PLAISIR CEDEX / e.mail:101657.1013@compuserve.com

ACTION OF THE

DASSAULT AT

Vivons

per son savob-faire et per

technologique : système

préparation de missions

aéronautiques, systèmes

antonatione d'encoelute

Afin de renforcer nos écratoes dans

ces domaines.

aujourd bul un

de haut niveau

aujourd'hui les

rudent pas Here's

etter graphy i 🗀

The second secon

Commence of the Commence of th

See & wanter of a mixture of the

Samuel Control of the Control of the

The second second

Mark Street Control of the last

 $(q_{x,y}, p_x, f_x) = e^{-p_x^{(y,y)} - 1}$

PSEMPLA

THE WALL ST.

Transfer to

THE ...

perticulièrement reconnue

dans les domaines de l'Electronique de Défense. des Telecoms, de l'Electronique Industrielle. de la petite à la grande série. Dans le carire ment de sa division DEFENSE ET SECURITE,

SAGEM nous recherchous

ngénieur Assurance Qualité Projet

Intégré au service Assurance Qualité d'un de nos centres de Recherche et Développement basè en Région Perisienne, vous intervenaz dès le réponse aux eppels d'offre et vous assistez les équipes d'études dans l'utilisation des méthodes et outils

Ingénieur Grande Ecole, vous justifiez d'une expérience réussie dans la conduite de projets High-Tech.

Vous maîtrisez la démarche Qualité, du management de projets aux outils de sûreté de fonctionnement ; vous maitrisez l'anclais.

Rigoureux et méthodique, votre sens. relationnel vous permettra d'évoluer repidement vers de plus larges

Les dossiers de candidature dettre de motivation et CV) sont à adresser s/rél. IA/M à Service GRH - 27, rue Leblanc

75512 Paris cedex 15.

E SEASON T

JUAND DEUX GRANDS FONT CAUSE COMMUNE, ILS OUVRENT LA VOIE À DES OPPORTUNITÉS HORS DU COMMUN.

Matra Transport International, detenu à parité par le graupe Lagardère et Siemens, est aujourd'hui un des leaders mandiaux des mêtros autamatiques (VAL) et des systèmes électroniques d'aide à la canduite. Ses réalisations équipent les grandes agglamérations françaises et les cités internationales à farte densité de population. Grâce à cette puissance technologique, industrielle et financière, Matra Transpart International auvre de réelles perspectives de carrière dans le damaine des systèmes camplexes et des métiers



MATRA

Une sociale commone

de Maire el Siemens

30 JEUNES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Vous êtes débutant à fort potentiel ou déjà expérimenté en Etudes et Développement ou dans la Conception de Systèmes de haute technologie.

Au sein de nos équipes, vous prendrez une part active dans des projets innovants en matière de transport. Vous pourrez ainsi développer une véritable expertise dans l'un de nos métiers : carchitecture de systèmes, développement de logiciels, sûreté de fonctionnement, management

Vous souhaîtez donner une véritable dimension à votre carrière ? En rejoignant Matra Transport International, vos compétences et vos responsabilités évolueront ou rythme de notre ambition. Le contecte international de notre activité implique bien sûr la connaissance de l'allemand et de l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de condidature (lettre monuscrite, CV et prétentions) à MATRA TRANSPORT INTERNATIONAL 48/56 rue Barbès - BP 531 - 92542 Montrouge Cedex.

REUNIR LES HOMMES DE TALENT

Sony... et votre engagement prend du sens-

Ingénieur support technique

Sony France (3 000 personnes, 9,5 milliards de CA) produit et commercialise des équipements à l'usage du grand public et des professionnels.

Le département « Image Sensor Products » (caméras O.E.M.) commercialise des caméras destinées aux marchés de la vision industrielle, de la visiocommunication, et de la photographie à travers un réseau de distributeurs et d'intégrateurs et auprès de grands comptes. Nous recherchons pour ce département un ingénieur responsable du support technique avant et après-vente. Vous apportez des conseils et des solutions techniques en réponse aux besoins des chents et vous effectuez la formation sur les produits. En collaboration avec l'équipe commerciale, vous analysez les besoins futurs de la clientèle et les possibilités d'amélioration des produits. Grâce à une connaissance technique approfondie de la gamme, vous cherchez à flargir le champ d'application des produits et améliorez leur positionnement. Vous êtes également

chargé de suivre et de développer la structure du service après-vente. A 28/30 ans, vous êtes ingénieur diplômé en électronique, vous connaissez le domaine de la vidéo, de l'informatique des microprocesseurs et de la technologie numérique et disposez d'une première expérience technique ou technico-commerciale. Vous êtes autonome, passionné par les produits de haute technologie et possédez. de fortes qualités de communication. La matirise de l'anglais est indispensable.

Es Marcidadresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous la référence IST/MO, à Sony France, Eric Bastard, Direction des Ressources Humaines, 15 rue Floréal, 75017 Paris.

Margement Piotecultored es Actornes.....



ngle pour les cultures léganile ies, nous recrutaris un Ingliniour pour contribuer su développement de nos prostations de recherche pour le compte

Yous analysez is marché, prospectez et recherchez nos futurs clients, définissez la politique de prix après analyse des collis, négociez les contests, Yous suivez les prestations au cas per cas avec nos chercheurs responsables de projets

Centre régional de recherche en intervenir de multiples partenaires au niveau national ou

De formation bac + 5 minimum en biologie moléculaire, vous possèdez idéalement une première expérience en gestion de .

Merci d'adresser votre lettre manuscrite + CV + photo + rémunération autuale et souhaitée à notre Conseil en Ressources Humpines, NH PARTNERS, BP 1233, 29102 QUIMPER Codex et de consulter la définition de fonction sur le 3617 RH PARTNERS

SONY

A l'université, les filières générales développent leurs offres de stages

écurrent, le procès fait à l'université de ne pas être proche du monde professionnel est-il fondé ? L'un des aspects de cette question porte sur les stages en entreprise. Se sont-ils développés dans les filières dites générales - lettres, sciences bumaines, etc -, là où, dès la rentrée prochaine, devraient prendre place les stages diplômants rebaptisés « unités de première expérience professionnelle en entreprise »?

L'université a accueilli 1,5 million d'étudiants en 1996. Si l'on écarte les filières de santé, les IUFM (instituts universitaires de formation des maîtres) et les cursus professionnalisés où les stages sont obligatoires, comme les IUT (instituts universitaires de technologie), les IUP (instituts universitaires professionnalisés) et autres DESS (diplomes d'études supérieures spécialisées), restent environ 1.1 million d'étudiants dans les filières générales. Un décompte officiel des stagiaires n'est pas disponible car « les données ne sont pas toujours centralisées dons les universités », explique Jeanne Lamoure, chef du bureau de l'orientation et de l'insertion professionnelle des étudiants, à la direction générale de l'enseignement supérieur (DGES) du ministère de l'éducation nationale. Toutefois, selon la DGES, «les universités ont de plus en plus tendonce à envoyer leurs étudionts en

Certaines estimations avancent le chiffre de 110 000 stagiaires par an pour ces filières générales, soit 10 % des effectifs, essentiellement au cours du second cycle (licence et maitrise). Un score faible, si l'on considère qu'un grand nombre d'étudiants quittent l'université après une ou deux années d'études. En revancbe, parmi ceux qui restent Jusqu'à la maîtrise, 40 % en moyenne auraient effectué un stage au cours de leur cursus, ce qui n'est pas négligeable.

Les stages ont lieu dans toutes les disciplines. Dans une enquête publiée en janvier 1997 et intitulée

▼ Formation De plus en plus d'étudiants ont une expérience en entreprise lorsqu'ils sont en licence ou en maîtrise

« Diplômes dans l'enseignement supérieur, insertion des étudiants sortis en 1992 », qui concerne universités et écoles, le Cereq (Centre d'études et de recherches sur les qualifications) indique que parmi les sortants d'un second cycle, 56 % des étudiants en sciences affirment avoir effectué un stage an cours de leurs deux dernières années d'études. Ils sont 55 % en droit-économie et 41 % en LSH-Staps (lettres, sciences humaines, sciences et techniques des activités physiques et sportives).

Quels sont les freins au développement des stages? Tout d'abord, certains étudiants sonhaitent pas-

ser les concours administratifs on bien intégrer l'enseignement, voire la recherche ; le stage en entreprise leur paraît pen ntile. De plus, toutes les filières ne prévoient pas des stages. Les arrêtés ministériels des diplômes nationaux n'ont rendu les stages obligatoires que dans sept disciplines, où ils concourent à l'obtention du diplôme, par exemple en maîtrise de AES (administration économique et sociale) 00 en licence LEA (lettres étrangères appliquées).

Dans trente-six autres filières, l'éventualité d'un stage est évoquée dans les textes, comme en droit, lettres modernes et histoire, etc. « Il est du ressort des universités de les mettre en place ou pas », précise Annick Voisin, chargée d'études sur l'aide à l'insertion professionnelle des étudiants à la

Enfin, dans onze autres filières, aucun stage n'est prévu dans les atrêtés, comme en licence et maîtrise de lettres classiques, de physique ou encore de chimie. Ils sont laissés à l'initiative des étudiants.

Le stage non obligatoire, qui n'est pas pris en compte dans la

dissuasif aux yeux des étudiants. Malgré tout, « un nombre grandissant d'élèves demandent à faire des stages », observe Françoise Boursin directrice du Scuio (Service commun universitaire d'information et d'orientation) de l'université (littéraire) Paris-IV - Sorbonne, dont le bureau des stages, qui emploie cinq personnes, existe depuis quinze ans. Sur 25 000 étudiants, 3 000 suivent un stage chaque année, « un nombre qui o doublé en

Plusieurs facteurs expliquent

cette tendance: la baisse du nombre de postes dans l'enseignement, mais aussi le chômage. « En droit, beaucoup d'étudiants font des stages de leur propre initiative, ob-serve Christian Louit, président de l'université Aix-Marseille-III (droit, économie et sciences), parce qu'ils ont conscience que, face à un mar-ché du travail plus dur qu'auparavant, celo complète leur formation et valorise leur CV. » Dans cette université, 18 % des étudiants de l'ensemble des filières générales effectuent des stages chaque année. Autre facteur : « La pression sociale des jeunes, dont beaucoup ont bedélivrance du diplôme, peut être soin d'un petit revenu », remarque

patronales comtoises, l'université

et le centre d'information jeu-

nesse, financé par le ministère de

l'éducation et le conseil régional.

Le rôle des professionnels est de

recruter des « dévelappeurs » qui

iront dans les entreprises détecter

nommer un chargé de mission in-

sertion et stages, elle va créer un

« club de responsables de stages »

qui mettront en commun leur ex-

pénence et élaboreront des pro-

jets, comme un guide juridique des

Quant à l'université, qui vient de

les possibilités de stages.

Danièle Marty, directrice des relations extérieures de l'université Pierre-et-Marie-Curie-Paris-Vi (sciences et médecine). Toutefois, les stages font de moins en moins l'objet d'une gratification. Enfin, bien des centres d'information et d'orientation ainsi que des Scuio tentent de porter la bonne parole.

Mais en DEUG, le message passe mal. L'emploi est encore ioin, et les entreprises sont peu intéressées par ces étudiants auxquels elles préfèrent ceux de licence ou de maîtrise. Dans certaines disciplines, les étudiants sont réticents, comme en géographie, « car ils sont très orientés enseignement », observe Alain Carette, chargé de relation université-entreprises à l'université des sciences et technologies Lille-I (USTL). Tandis qu'en sociologie les propositions sont rares, les entreprises préférant confier des « missions » aux étudiants, en l'occurrence des en-

En revanche, en biochimie, « les stages se développent depuis dix ans », ajoute Alain Carette. L'USTL d'ailleurs conçu une politique particulière. « Dès que nous constatons qu'un stage facultatif devient un phénomène majoritaire, nous le rendons obligatoire dans la ma-quette d'habilitation, comme c'est le cas en fin de licence de chimie et en moîtrise de physique », souligne Alain Carette. En outre, depuis 1985, la cotisation accident du travail que doit verser le rectorat pour les stages en entreprise obligatoires a été étendue à tous les étu-

diants de l'USTL De leur côté, les enseignants sont-ils tous convaincus de l'utilité de ces stages? « Disons que certoins encouragent ovec plus de conviction leurs étudionts à en faire », complète, évasive, Francoise Boursin. Certains freins

viennent aussi des entreptises, qui n'ont pas toujours une capacité suffisante pour répondre à la demande, et les étudiants doivent parfois se rabattre sur des stages peu intéressants ou sans rapport avec leur formation. Danièle Marty dénonce aussi les pratiques de « beaucoup d'entreprises, notamment les PME, qui recourent aux stagioires pour leur faire occuper un vrai emploi, alors que cela aurait pu être un CDD (contrat à durée déter-

Au final, même si l'université peut mieux faire, le procès dont elle fait l'objet paraît « injustifié » aux yeux des intéressés, comme le dit Jeanne Lamoure. Faux procès, estime Jean-Frédéric Vergnies, auteur de l'étude du Cereq, mais également « jaux problème ». En stage, constate-t-il, « dans beaucoup de cas, les étudionts font un travail soit d'exécutant, soit d'études. Ce n'est pas inutile pour eux, mais cela ne les prépare pas à leur futur emploi où ils auront à prendre des décisions ».

Oue se passerait-il si les stages devaient se développer davantage? « Dans une enquête que nous avons menée ouprès des universités en 1993, nous ovons constaté que le potentiel des demondes de stage était totalement incompatible avec les possibilités d'occueil des entreprises », note Danièle Marty.

Certains responsables redoutent un accroissement des dérives sous forme de CDD déguisés ou de « stages photocopies », mais aussi des difficultés pour l'université à assurer le suivi des stages. En fait. dans le cadre de l'unité de première expérience professionnelle, l'idée est d'impliquer plus les enseignants chercheurs dans le suivi des stagiaires. Y sont-ils prêts alors que leur évolution de carrière n'est basée que sur leurs travaux de

Francine Aizicovici

Des passerelles multiples

▼ GROUPES DE RÉFLEXION

Pour rapprocher l'université de l'entreprise, le ministère de l'éducation nationale a lancé plusieurs initiatives. On peut noter, par exemple, les travaux de la DGES (direction générale de l'enseignement supérieur) menés avec les universités, les branches professionnelles, le Cereq et l'APEC, afin d'analyser la relation emploi-formation dans divers secteurs: la grande distribution, la banque, l'industrie aéronautique, etc. Ils ont donné lieu à seize rapports, diffusés depuis 1995 auprès des

Par ailleurs, le ministère a mis en place, en février, des groupes de

travail sur plusieurs thèmes qui doivent rendre leurs conclusions en juin. L'un des sous-groupes porte sur les stages et rassemble les responsables des Scuio (service commun universitaire d'information et d'orientation) d'une douzaine d'universités, qui échangent leurs expériences en vue de faire des propositions au ministre et d'élaborer une base de données comprenant notamment le recensement des stages.

▼ SERVICE RÉGIONAL

A l'université de Franche-Comté, un service régional des stages sera créé cette année, réunissant la fédération des unions

Y BANQUE DE STAGES

Le rectorat de Montpellier a lancé, en 1994, une banque des stages en entreprise avec la Caisse d'épargne du Languedoc-Roussillon, la MNEF, Le Midi libre et L'Indépendent. Son but : accroître l'offre de stages en prospectant dans les entreprises qui ont peu l'habitude d'en proposer. Ce service, gratuit, les aide à finaliser leurs offres et conseille les étudiants pour approfondir leurs projets de stages. Pour chaque offre, la banque transmet aux entreprises des CV, ainsi que des modèles de réponses positive et négative afin de « ne pas alourdir leurs tdches odministratives », indique Thierry Laffont, chargé de mission.

Durant l'année scolaire 1995-1996, la structure a recueilli un millier d'offres (sept cents l'année précédente), provenant de trois cents entreprises, en majorité des

▼ MODULES

Beaucoup d'universités proposent des modules « professionnolisonts » pour sensibiliser les étudiants au monde de l'entreprise. Dans certains cas, des professionnels interviennent pour présenter leur métier.

Dans le même esprit, le ministère de l'éducation nationale a financé, en 1993, nne expérience baptisée « Education des choix », en partenariat avec l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières), menée dans trois universités tests : Paris-IV (littéraire), Toulouse-III (scientifique) et Toulon (pluridisciplinaire), le but de ce module de dix heures étant de faire réfléchir les étudiants à leur projet professionnel.

« Dans un premier temps, ils essoient de mettre ou clair leur projet, explique Françoise Boursin, directrice du Scuio de Paris-IV, puis ils doivent effectuer une recherche bibliographique et par entretiens avec des professionnels sur le métier qu'ils visent. » Ensuite, individuellement, chaque étudiant rédige un rapport, ce qui l'amène, le cas échéant, à modifier son objectif. L'UIMM est intervenue dans la formation des enseignants qui animent ces sessions. A Paris-IV, ce module, proposé en deuxième année de DEUG, concerne deux cents étudiants par an. Cette année, il est mis en place dans treize universités avec l'UIMM comme seule source de financement.

Dérives

Le ministère de l'éducation nationale a édité un Gulde du stoge, en partenariat avec des universités, le CNPF et la CGPME (Confédération générale des PME), où sont abordées les questions réglementaires et pratiques. Ainsi, lorsque le stage est intégré à la formation, il fait l'objet d'une convention entre l'entreprise, l'établissement universitaire et l'étudiant. Si ce dernier perçoit une gratification inférieure à 30 % du SMIC, l'employeur est exonéré des cotisations sociales, qui sont prises en charge par le rectorat.

Le stage non prévu dans le cursus pent, lui aussi, donner lieu à une convention, mais sous certaines conditions: il faut, par exemple, que le jeune soit inscrit à l'université. Dans ce cas, la couverture sociale n'est pas assurée par l'établissement de formation. C'est là que se situent les principaux abus, par le biais d'inscriptions bidons à l'université de jeunes déjà diplômés. Ce qui permet à l'employeur de rémunérer de vrais emplois à 2 000 ou 3 000 francs par mois, voire 0 franc.

Le Monde Economie le lundi * Le Monde Emploi le mardi ** et la rubrique Le Monde des

Initiatives locales le vendredi *** Trois rendez-vous à ne pas manquer

pour vos opportunités de carrière

* daté mardi ** daté mercredi

*** daté samedi

Retrouvez nos offres d'emploi

3615 LEMONDE

Désormais, vous pouvez aussi compter sur votre clavier pour faire évoluer votre carrière.



3615 cadresonline : 2,23F la mn

Corse: un secteur privé en voie d'assèchement financier

AJACCIO

de notre envoyé spécial auvre, mais dotée de signes extérieurs de richesse, la Corse est la région de France qui compte le plus grand nombre de voitures individuelles (725) et de motos (20) pour 1 000 habitants, loin devant l'Ile-de-France, par exemple, qui ne compte que 465 voitures et 6 motos pour 1 000 habitants. Une vignette moins chère - défiscalisation de l'île oblige - incite certes bon nombre de continentaux à se faire immatriculer dans leur village d'origine, mais la disproportion surprend néanmoins.

a showing with the contract of the same of the same to the contract of the same of the sam

The second section of the second second

4 -1 503

La Corse se situe également au troisième rang des régions les mieux équipées de France pour les lave-vaisselle et les Caméscopes, au sixième rang pour les répondeurs téléphoniques, micro-ordlnateurs et fers à repasser avec centrale à vapeur...

Mais, sur les vingt-deux régions que compte la métropole, la Corse est aussi celle ob le pourcentage de chômeurs (13 %) est toujours un peu supérieur à la moyenne nationale (12,8 %), où la proportion de bénéficaires du RMI est la plus élevée, ob le salaire net annuel moyen est le plus bas (97 900 francs contre 106 000 de moyenne nationale) et où les prestations sociales (46,7%) occupent dans la composition du revenu des ménages une part supérieure à celle du salaire (31,9 %). En d'autres termes, l'île de Beauté arbore des habitudes de consommation qui l'apparentent aux pays riches, mais tons les autres repères économiques indiquent qu'elle appartient plutôt aux économies pauvres des pays du Sud.

HYPERTROPHIE DU TERTIAIRE D'où vient l'argent? Pas de l'activité économique, en tout cas l La Corse a la plus faible production de valeur ajoutée par personne et par emploi de tout le territoire national. Le taux de création d'entreprises y est le plus faible de France, l'industrie reste embryonnaire et le secteur du bâtiment et des travaux publics – qui fournit un emploi sur dix - est en régression et, « peu pro-.

ductif », selon l'insee. L'hypertrophie du secteur tertiaire qui fournit aujourd'hui les trois quarts des emplois fait-elle de la Corse une préfiguration de la France du XXII siècle ? Voit-on fleurir là les oouveaux emplois de services aux personnes âgées, aux families nombreuses, aux entreprises qui, tous les futurologues nous le jurent, doivent venir conjurer le déclin de l'emploi industriel? Nenni I Ces emplois de services soot pour la moitié au moins de banals postes de fonctionnaires (éducation, action sociale et administration), les autres relevant en grande partie du petit commerce.

La Poste est à cet égard un parfait reflet de la « non-économie » corse. Bien que la majorité de la population corse (250 000 personnes en tout) soit aujourd'hui partagée entre Bastia et Ajaccio, La Poste conserve un bureau en activité dans 190 communes sur les 360 que compte l'île. « Souvent, le bureau de poste est ce qui reste ouvert quand tout le reste a fermé », dit un responsable de La Poste. Compte tenu du fait que plus de la moitié des communes corses ont moins de 200 babitants, rien ne sert de parler de « productivité, laquelle est de toute façon inférieure par agent et par bureau à celle du continent », indique un responsable parisien. Et ce ne sont pas Emile Zuccarelli, député, maire de Bastia, ni José Rossi (UDF-PR), tous deux ministre des PTT dans différents gouvernements, qui ont poussé à une rationalisation.

La nature du trafic révèle également l'atonie du climat économique de l'île. Sur le continent, le courrier occupe les trois quarts du chiffre d'affaires total (80 milliards de francs), en Corse 50 %. Les entreprises ne représentent que la moitié de ce chiffre d'affaires (contre 75 à 80 % en France continentale) et surtout le mouvement est deux fois et demi plus important en direction de la Corse qu'au départ de la Corse. Les services financiers, en revanche (chèques postaux et épargne sur livrets), occupent aujourd'hui 50 % du chiffre d'affaires de La Poste. Preuve que les ménages font comme ailleurs sur le continent : ils épargnent. Rien d'étonnant si la Poste corse enregistre un déficit annuel d'envi-

Le terrorisme économique bloque toute restructuration dans l'hôtellerie et l'agriculture. Conséquence : les banques ne prêtent plus un centime

ron 300 millions de francs. Une perte structurelle qui est moins un résultat financier qu'une subvention - une de plus - consentie par une filiale de l'Etat à cette région particulière.

Les secteurs économiques relevant peu ou prou du privé sont quant à eux progressivement frappés d'aspbyxie financière. A cause de l'expansion du terrorisme économique, affirment les banquiers, qui bloque le phénomène classique de la restructuration. Chaque fois qu'une entreprise est mise en faillite, le processus de liquidation et de reprise par un tiers est bloqué par la force. Si bien que progressivement c'est toute la vie économique qui se grippe. L'industrie hôtelière (600 à 700

entreprises en tout) est particulièrement représentative de ce mal spécifique à la Corse. Bien qu'il y

▼ L'île de Beauté en quelques chiffres

ait moins d'hôtels sur les 1000 kilomètres de côtes corses que sur les 25 kilomètres qui séparent Cannes de Nice, le secteur est en relative déconfiture. Non seulement les bôteliers corses sont surendettés (l'encours des crédits est de l'ordre de 600 millions de francs environ). mais le secteur s'est mal adapté au changement des habitudes alimentaires des touristes et à la désaffection de la clientèle italienne qui a suivi la dévaluaton de la lire entre 1992 et 1995. Cette crise de fréquentation a « multiplié par deux le montant des impayés », affirme un banquier spécialisé dans le financement des petites et moyennes

entreprises. Un tiers des hôtels seraient aujourd'hui en liquidation et un autre tiers souffriraient de sous-financement. Excepté quelques établissements de luxe qui semblent tirer leur épingle du jeu, le secteur est sinistré. Pourquoi? Parce que les hôteliers en faillite bloquent, par la violence, le jeu classique de la restructuration : dépôt de bilan, liquidation ou reprise de l'hôtel par on tiers. « Quand une personne se présente pour redonner vic à un hôte! en liquidation, elle est aussitôt menacée àc représailles physiques. Par téléphone ou par visite directe, certains lui fant comprendre qu'elle sera plastiqué si elle rachète au que la santé de sa famille pourrait bien être menacée. »

Si cela ne suffit pas, les tribunaux chargés de prononcer la fi-

quement envahis par des manifestants. Les juges n'ont alors pas d'autre choix que de remettre chaque fois à plus tard leurs juge-

Et quand uoe vente aux enchères finit par être programmée, la famille du failli demeure seule en piste: «On voit un cousin faire une affre de rachat. Dérisoire natu-

quidation se retrouvent systémati- rien aux entreprises du secteur agricole », affirme le représentant d'une grande banque. Bien qu'une partie des viticulteurs aient joué le ieu de la restructuration - les surfaces cultivées sont tombées de 32 000 hectares en 1980 à 9 000 aujourd'hui -, l'agriculture de montagne en revanche, souffre à la fois de suréndettement et de l'absence de toute organisation en filière.

Produits détaxés, prix plus élevés

Allez y comprendre quelque chose: l'essence bénéficie en Corse d'une fiscalité réduite, mais les prix à la pompe sont (au mieux) égaux à ceux qu'affichent les détaillants sur le continent, voire plus élevés. Ainsi la TVA n'est en Corse que de 13 % au lieu de 20,6 % et la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) est inférieure de 6,63 centimes par litre pour le super et le sans-plomb. Deux réduc-tions conçues pour compenser plus que largement les prix du transport par bateau, un coût que l'Insee évalue à 7,5-8,5 centimes par

Où va le reste? La clé du mystère réside sans doute dans la structure de distribution : deux mandataires trustent le stockage et la distribution du carburant. Quant aux pompistes, ils sont à 80 % propriétaires de leur établissement et ont visiblement décidé que la concurrence était préjudiciable à leurs intérêts.

rellement », explique un banquier dn secteur. Conséquence logique: « Nous ne prétons plus un centime. » A quoi bon prêter de l'argent à une entreprise qui remboursera peut-être si elle s'en sort, mais bioquera toute restructuration si elle fait faillite?

Même chose pour l'agriculture: Naus ne prêtons quasiment plus

«La Carse agricole a vingt-cina ans de retard sur le reste du pays », affirme un expert : l'abattage du bétail a lieu à Montpellier, la production de fruits et légumes reste artisanale, nombre de producteurs préférant attendre le touriste au bord des routes pendant les deux mois d'été plutôt que de s'organiser en coopérative. « Les fruits, les légumes, l'élevage... Ça fait vingt ans qu'an dit que l'agriculture est en crise et qu'on prolonge cette crise », dit un observateur du secteur.

Mille huit cents agriculteurs dont une majorité sont surendettés (rien que les impayés de cotisations sociales à la mutualité agricole représenteraient environ 400 millions de francs) tronvent donc guichet fermé chaque fois qu'ils ont besoin de trésorerie. Et les 400 exploitations qui devraient être reprises par d'autres ou abandonnées se perpétuent grâce à la politique du plastic.

« Une bonne partie des attentats est aujourd'hui le fait de taus les mauvais gestionnaires qui cherchent à prolonger la manne des subventions », dit un financier. Car au lieu d'être investies dans les exploitations, les subventions ont servi, année après année, de revenu aux agriculteurs. En juillet dernier, le premier ministre Alain Juppé, eo visite en Corse, a annoncé ainsi une subvention de plus de 900 millions de francs destinée à refinancer la dette hancaire des agriculteurs, hôteliers et autres sociale de plus en plus grosse. représentants de secteurs écono-

Les assureurs sont encore plus méfiants que les banquiers. L'Union des assurances de Paris (UAP) a consenti des efforts enormes pour maintenir son reseau d'agents généraux en Corse, mais sait qu'il y a là-bas plus de coups à prendre que de primes à encaisser. Un effort enorme de productivité a abouti au fait que les sinistres desormais ne dépasseraient plus les primes que de... 40 %. Pour tout ce qui est de l'indemnisation des attentats, les assureurs - sur insistance ministérielle - se sont regroupés en une structure commune qui, depuis dix ans, mutualise les risques et les primes, et surtout les sinistres. Pour 10 millions de primes encaissées, les assureurs affirment avoir déboursé 80 millions de francs d'indemnisations en dix uns - un chiffre probablement sous-estimé. On pourrait raconter à peu près la même histoire pour tous les secteurs de l'économie insulaire : les collectivités locales (criblées de dettes), le bâtiment et les travaux publics (des entreprises morcelées, suspendues aux subventions et grands travaux lancées par les politiques de l'île, et qui se plastiquent les unes les autres pour avoir les appels d'offres)... Banquiers et chefs d'entreprise sont aujourd'hui unanimes à souhaiter que la politique de subvention massive mcnéc par tous les gouvernements prenne fin. Mais l'Etat a préféré la

ZONE FRANCHE

Depuis le 27 mars 1996, il a décidé que la Corse tout entière deviendrait une gigantesque zone franche. Les avantages fiscaux existants ont donc été accrus et assortis d'une nouvelle palette d'aides financières à taux bonifiés et de rééchelonnements de dettes impayées et irreconvrables. « Le problème de la Corse est que l'argent public n'est plus un moyen, mais une fin en soi. La chasse à l'argent public est devenu un facteur d'organisation saciale », indique Vincent Carlotti, directeur général de Sitec, société de services informatiques, et ancien maire d'Aléria.

* Il y a quinze ans, la crise menaçait seulement 15 % de l'économie privée, aujourd'hui c'est 30 %, et demain 45 % », ajoute de son côté un banquier. La classe politique locale, gestionnaire traditionnelle du clientélisme corse, a tout intérêt à perpétuer le système. Et à laisser les différents gouvernements transmettre à leurs successeurs une bombe financière, politique et

Yves Mamou

▼ L'emploi public en 1995 Dépenses d'aides sociales Asinée 1993, an francs par hobitants pour 100 em COSE 1.464 203 767 ENSEMBLE MERCEOILE ENSPROVINCE .983: 105 304 ENSIMETROPOLE 987 113 288 ▼ Création d'entreprises ▼ Revenus des ménages Année 1995 ----Part dans le revenu disponible brut 1992. Réportition dans les régions des soloires nets des prestations

La difficile percée de l'industrie sur l'île

AJACCIO de notre envoyé spécial a Corse n'est pas riche

seulement de soleil et d'emplois administratifs. Elle compte aussi quelques entreprises industrielles qui ont réussi - parfois - à concilier profits et insularité. Ainsi Corse composite aéronautique (CCA) est un « monstre », comme il peut en naître quand la politique s'accouple à l'industrie. Jean-Michel Bardot, directeur général de cette entreprise sous-traitante spécialisée dans les moulages en résine pour les avions et les cœurs élec-triques des Airbus A 330 et A 340, ne le nie nullement. C'est Valéry Giscard d'Estaing qui, sans doute à la demande des élus corses, avait suggéré aux présidents d'Acrospatiale, de la Snecma et de Dassault d'aller créer quelques emplois près d'Ajaccio. Compte tenu de la résis-tance passive desdits industriels et de l'approche de l'élection présidentielle, l'initiative resta sans

François Mitterrand devait ressusciter le projet vers 1982. Paisant contre mauvaise fortune boo cœur, la Snecma, Aerospatiale et Dassault ont créé une filiale commune dans la banlieue d'Ajaccio, sur la zone industrielle du Vazio. Fondée avec 6 millions de francs de capital réparti à parité entre les trois groupes, la filiale a longtemps vécu des commandes de ses maisons mères : carénages, pièces de moteur, etc. Malgré l'insularité et l'absence d'un environnement compétitif, CCA réussit même progressivement à dégager des résultats. Lesquels ont plongé

la perception du marché, mais certaines entreprises ont réussi à surmonter ce handicap

vertigineusement à partir de 1988, quand les dirigeants de l'entre-prise ont cherché à sortir de leur statut de façonnier sous-traitant pour devenir partenaire à part entière du programme Airbus A 340. Etudes, outillages spéciaux, certifications... l'entreprise a « changé progressivement de braquet », raconte Jean-Michel Bardot. Elle a progressé en qualité, fourni les quantités demandées... mais sur un point essentiel, elle a commis une erreur : sous-estimer les coûts de structure. Si bien qu'en 1992 l'entreprise s'est retrouvée en dé-

pôt de bilan. Elle aurait dû disparaître, s'il n'y avait eu la volonté politique de la sauvez Actionnaires, pouvoirs publics, syndicats out mis au point un plan social prévoyant soixante licenciements. Depuis 1995, Pentreprise tend vers l'équilibre. Aujourd'hui, la conjoncture se prête même à un début de diversification. La première rame du TGV coréen aura des composites corses, et Microtecnica, une entreprise de conditionnement d'air italien, a signé un cootrat d'approvisionnen'ont tontefois pas disparu, à nas actiannaires», explique de Jean Femenia avec Prancois

▼ L'insularité brouille commencer par l'éloignement : l'insularité fait qu'il est difficile de percevoir le marché, son évolution et ses contraintes. « Au sein du persannel, la mandialisation demeure plus qu'unc abstraction. » Si on ajoute à cela les lenteurs de l'administration, l'apathie des actionnaires et le caractère vindicatif des syndicats locaux, l'industrie demeure une longue marche. « Tous les jaurs, il faut assurer les fondements de l'entreprise. C'est un challenge que nous sammes près de réusir », affirme Jean-Michel Bar-La Sitec (Société télématique et

informatique corse) pourrait être un autre de ces monstres políticoindustriels. Dans le capital de cette société de services informatiques (25 salariés, 22 millions de francs de chiffre d'affaires), on trouve la région de Corse du Sud (35 % du capital), les conseils généraux (10 % chacun), la Ville d'Ajaccio, une caisse de financement du développement local et surtout la SNCM (35 %), la compagnie maritime qui assure les liaisons Corsecontinent. Cette société d'économie mixte travaille aujourd'hui principalement pour ses actionnaires: la SNCM (Société nationale Corse-Méditerranée) et le voyage (60 % du chiffre d'affaires), les collectivités locales (20 %) plus quelques contrats de « temps réel > (20 %) (télésurveillance des réseaux d'eaux par exemple...).

Bien entendu, les collectivités locales corses qui font travailler la Sitec paient souvent avec des proVincent Carlotti, directeur général. Le gros du chiffre d'affaires est lié an transport : même quand le trafic de la SNCM plonge comme actuellement, les recettes de la Sitec demeurent stables : l'entreprise est rémunérée pour distribuer sur les grands réseaux de vente informatiques (Amadeus...) des places de bateau de la SNCM, mais aussi de quelques compagnies étrangères comme Sealink. Le créneau informatique sur lequel se développe la Sitec permet d'annihiler le handicap de l'insularité. L'entreprise a un site de présentation sur Internet et développe divers projets actuellement tenus secrets - pour le réseau des réseaux.

FORTE VALEUR AJOUTÉE

De son côté, Jean Femenia, d'origine espagnole et Corse d'adoption depuis trente-deux ans - « J'ai unc passian pour ce pays et ses habitants »-, est devenu un notable. Président de la commission des finances de la chambre de commerce et d'industrie de Bastia, délégué aux sports, enseignant, partie prenante de tous les colloques consacrés à l'avenir de la Corse, Jean Femenia est souvent présenté comme le seul authentique industriel de l'île.

Chaque fois qu'un premier mi-nistre ou un président effectue un voyage officiel en Corse, le passage par la Chaudronnerie industrielle de Furiani (CIF), une entreprise de trente-sept salariés ayant réalisé 27 millions de francs de chiffre d'affaires et 1,5 million de messes, mais «il est narmal de les francs de résultat l'an dernier, ment avec CCA. Les handicaps aider à s'équiper. Après tout, ce sont s'avère indispensable. Des photos

Mitterrand ou Alain Juppé ornent le bureau du bouillant PDG.

Ingénieur de formation, Jean Femenia a inventé, en 1972, une machine à vendanger les vignes de coteaux. Un engin qui, avec l'aide des Potasses d'Alsace, a été exporté dans le monde entier. Hélas, les actionnaires ayant changé de politique de diversification, l'aventure prit fin en 1984. Sans se décourager, Jean Femenia a racheté les locaux et a entrepris de remonter une entreprise de chaudronnerie dans la zone industrielle de Biguglia, à quelques kilomètres de Bastia. Les cuves à gaz qu'il fabrique pour les grandes compagnies pétrolières et gazières sont exportées dans le monde entier - « envoyer une cuve on Chine au en Alaska annule l'effet insularité » -, explique M. Fernenia. Pour le reste - baffles acoustiques pour centrales à gaz ou tuyauteries pour barrages... -« la forte valeur ajautée rend insignifiant le coût du transport ».

Aucun de ces trois industriels n'indique avoir subi un quelconque racket de la part de la mafia on des autonomistes. Pour Jean-Michel Bardot, la réponse serait claire: « On mettroit la clé sous la porte immédiatement » Vincent Carlotti estime, lui, que c'est le risque du chômage qui empêche les industriels de l'île de subir un quelconque racket. Mais c'est sans doute Jean Femenia qui approche le plus de la vérité, quand il indique : « Jc ne suis sur aucun marché public. Personne ne peut mc dire: partageons l'argent de



Secteurs de Pointe

RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR

Rejoinnez l'univers européen des réseaux d'entreprise.

NORTEL NORTHERN TELECOM

A World of Networks

des nouvelles technologies depuis plus de 100 ans, NORTEL conçoit, fabrique et intègre les réseaux numériques les plus tils persont dans le monde. Nous recherchons, pour notre Centre Technologique Européen basé à Marne-La-Vallée, des:

EN BREF

- Nortel emplaie plus de 16.000 personnes en Europe.
- · Nous générons un revenu mondia de plus de 12,8 milliards de dollars.
 - * Nous avons 32 Centres de
- Recherche et Développement dans le monde.

INGENIEURS SUPPORT LOGICIEL

INGENIEURS SYSTEMES OU TECHNICIENS EXPERIMENTES EN TELECOMMUNICATIONS

INGENIEURS SYSTEMES D'APPLICATIONS UNIX

INGENIEURS FORMATEURS TECHNIQUES

INGENIEURS DEVELOPPEMENT LOGICEL SENIOR Experts en applications péritéléphoniques vocales

INGENIEURS DEVELOPPEMENT LOGICIEL SENIOR • Experts en protocole de communication SS7

Pour l'ensemble de ces postes, votre expérience minimum de 2 ans, vos connaissances techniques en Télécoms réseaux et en signalisation (TCP/IP RNIS, LAN...) alliées à vos compétences informatiques UNIX, C, C++ en station de travail SUN et HP 9000, vous permettront de vous adapter rapidement à votre nouvel environnement. Vous maîtrisez la langue anglaise.

Merci d'adresser votre candidature (Lettre de motivation, CV détaillé en anglais et en français) sous référence 00547 mentionnée sur la lettre et l'enveloppe à: NORTEL, Service Recrutement Europe, 33. Quai Paul Doumer, Paris La Défense 92415 Courbevoie Cedex. Discrétion assurée.

Directeur

Homme ou femme d'action, entreprenant, ambitieux et soucieux des résultats, vous prenez la responsaproduction, entretien, administration, finance, etc. Diplômé d'une ecole d'ingénieurs avec environ 2 ans d'expérience dans un site de production, vos antécédents devront clairement démontrer des réalisations, un vrai sens relationnel et une attitude pro-active face à vos Votre reussite dans ce poste vous ouvrira de réeiles perspectives de

Merci d'adresser votre dossier (lettre de motivation, CV, photo et prétentions), en précisant sur

Filiale d'un groupe industriel de dimension internationale, nous sommes le second producteur mondial de produits chimiques destinés aux marchés des encres, peintures et vernis (C.A.: 484 MF - Effectif: 400 personnes).

Pour renforcer notre équipe commerciale, nous recherchons un responsable des ventes. Rattaché au Directeur commercial, vous avez la responsabilité des ventes de nos produits pour la zone France, Europe et Afrique du Nord. Pour cette zone géographique et le segment de marché qui vous sont confiés, vous participez à la mise en oeuvre de la stratégie commerciale (prévision de ventes, suivi de la réalisation commerciale).

De formation école supérieure de commerce, vous avez environ cinq années d'expérience dans ce type de fonction pour laquelle la pratique de l'anglais est indispensable. Cette fonction exige une grande disponibilité et de réels talents de négociation. Le poste est basé dans le Sud-Ouest.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle, sous la référence 42465, à Press Emploi, 26 rue Salomoo-de-Rothschild, 92150 Suresnes.

Kappa.

International Consulting Engineers

Depuis notre création en 1989, notre vocation est d'assister les grands groupes dans la conception et la maîtrise de leurs projets. Notre culture d'entreprise, basée sur le transfert de technologie et de compétences a su séduire nos clients. Pour accompagner notre croissance dans les secteurs : bancaire, télécommunications et industrie, nous recherchons :

CONSULTANTS / EXPERTS EN DIRECTION ET GESTION DE PROJETS

De formation supérieure, cinq années d'expérience dans la fonction et la passion de la hightech sont indispensables.

Candidatures à adresser à Groupe Kappa - service recrutement - La Grande Arche - 92044

ifin di acrescona La Société des Reoptoracies Communication de Projet Junior

VIA TRANSPORT UNE DIVISION DU GROUPE VIA GT

recteur



Informatique Réseaux Télécommunications RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR

NET http://www.cadrosonline.com MINITEL 3615 cadresonline (2,23 Firm) MINITEL 3615 LEMONDE (2,23 Firm) INTERNET http://www.lemonde.fr/emploi

Pour entrer dans notre Cercle, jouez la carte de l'innovation.

Nouvelle société née du regroupement



En choisissant Lucent Technologies, vous rejoignez une nouvelle entité, héritière de la capacité d'innovation des Beil Labs. Proposant une offre globale d'équipements de télécommunication, nous sommes forts de 125 000 collaborateurs présents dans 90 pays, et réalisons un CA de plus de 110 milliards de F. En France, l'entité Business Communication Systems, spécialisée dans le développement, la fabrication et la commercialisation de systèmes de communication d'entreprise, emploie près de 480 personnes pour 500 MF de CA. Dens le cadre de sa stratégie d'expansion internationale, Lucent Technologies BCS renforce ses équipes de R&D et de Support Européen basées à Saumur et Rennes et recherche des :

INGENIEURS SYSTEMES H/F Saumur (Réf. ISS)

Véritable interface entre la R&D et le marketing, vous devrez identifier et définir les offres techniques face aux besoins des utilisateurs. Vous réaliserez des pré-études et définirez les spécifications nécessaires à l'intégration des produits complémentaires au PABX, Vous assurerez la gestion du projet d'intégration avec les partenaires et piloterez le processus d'introduction dans les

De formation ingénieur, vous possèdez une expérience de 5 à 10 ans dont 2 en gestion de projet. Vous maîtrisez également les vants : PABX, centres d'appels, messageries vocales, DECT, reseaux. Vous parlez couramment l'anglais.

INGENIEURS SYSTEMES LOGICIELS H/F Rennes (Réf. ISR)

Dotés de solides compétences en gestion de projets, vous serez les représentants des équipes logicielles dans le dialogue avec le marketing et les autres équipes R&D, afin de définir les solutions techniques répondant aux besoins des utilisateurs. Vous réaliserez des pré-études de spécifications préliminaires et détaillées sur de nouvelles fonctionnalités du PABX, Vous assurerez la gestion de projets d'une équipe de 5 à 10 ingénieurs. Vous piloterez le processus de réalisations logicielles dans le respect des procedures en vigueur dans les Bell Labs jusqu'à la disponibilité Industrielle du produit. De formation ingénieur, vous possèdez une expérience de 5 à 10 ans dont 2 en gestion de projet. Vous maîtrisez également les

domaines suivants : téléphonie, PABX, réseaux, langages C/C++ et méthode OMT, Vous parlez couramment l'anglais.

INGENIEUR SUPPORT H/F Saumur (Réf. CRE)

Membre de notre centre régional d'excellence pour l'Europe de l'Ouest, vous assisterez les canaux de distribution de l'Europe de l'Ouest par un support technique de haut niveau. De plus, vous participerez activement au process d'introduction des produits développés par les Bell Labs en France.

De formation ingénieur, vous avez de l'expérience dans les domaines suivants : PABX, CTI, messageries vocales, BECT, réseaux. Vous avez prouvé vos qualités d'organisation et de rigueur. Vous maîtrisez Impérativement un anglais courant et technique, de solides bases en allemand et/ou espagnol étant un atout supplémentaire. Des déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Pour entrer dans notre cercle, edressez-nous votre dossier de candidature en précisant la référence choisie à : Lucent Technologies BCS - DRH Zone Industrielle de Saint-Lambert - 49412 SAUMUR Cedex.

Lucent Technologies



Internationales

Our client is a world leading European-based telecommunications multinational, with a turnover of over USD 3.5 Bn and 15,000 employees in 11 countries. The company stands at the cutting edge of technological innovation. In order to sustain its outstanding growth in the field of photonics, we are currently seeking

Product Manager

Telecoms/Photonics

Based in northern Italy, and reporting to the Marketing Director, Telecom:

Manage the entire life cycle of the product from launch to phase-out. Perform complete market and segmentation analysis.

Identify existing and potential competitors and possible partners. Identify new product requirements.

Product Planning Manager

Telecoms/Photonics

Based in northern Italy, and reporting to the Marketing Director, Telecoms

Closely monitor the photonics market to identify new opportunities. Manage a full product line with a medium/long term vision.

 Work with the PMs to modify and/or expand existing product lines.

 Define the strategy for the introduction of new product families.

Both positions require a university degree and an excellent knowledge of the English language. The ideal candidates will have a proven track record of success in a similar regulation.

position in the telecoms industry, pretrably in EDFA, Dense WDM, TMN software a comprehensive expatriate package will be offered. This is an outstanding opportunity to join a world leader in telecommunications, offering excellent potential for future professional growth. Interested candidates should write in confidence to:

Nichelses International France (Search & Selection consultants), 14, Rue Pergolése 75116 Paris - or tox details on 01-45000320, quoting



konna Belgum Brazil Chena Conta Republic Dobai Germany Hong Kong Ho Postatal Republic Resson Space Indexy U.K.

Des activités diversifiées autour d'un point commun : LA SANTÉ

et déiá

GROUPE REGIONAL DE MUTUELLES

recherche POUR SON GIE Informatique

Poste basé à Angers.

Dans un cadre d'évolution de notre environnement informatique, notre plan d'action intègre trois grands axes :

Migration de nos plates-formes techniques vers

des systèmes «ouverts». Qualité d'informations pour tous nos méticas.

Facilitation de la communication et des échanges.

Dans ce courezne, membre du Cominé de Direction du GIE, vous

pilotenez une démanche qualité : - en emseillant et en assistant nos utilisareurs dans l'expression de leurs

en optimisant les outils et méthodes dans une optique d'amélioration des processus et des organisations.

De formacion ingénieur ou école supérieure de commerce, vous avez une expérience confirmée dans une fonction similaire. Rigoureux et méthodique, wous êtrs pédagogue et avez d'emelleutes aptimides

Adresser lettre + CV + photo à

HARMONIE MUTUALITE 67, rue des Ponts-de-Cé - BP21 - 49010 ANGERS cedex 01

Formation Professionnelle

SYSLAB®

une structure qui fonctionne comme une entreprise,

■ une formation et des octivités qui tavorise l'emploi.

Vous êtes

 cadre expérimenté (3 ans), = prêt à travailler en équipe, en allocation unique

SYSLAB[®] une formation-action rémunérée par le Conseil régional lle de France. Appelez le 01 46 15 25 21.

cesi Paris île-de-france

Chaque semaine, retrouvez la rubrique *FORMATION PROFESSIONNELLE" Pour vos annonces contactez Michèle FERNANDEZ au 1 01 42 17 39 31 - (Fax: 01.42.17.39.38)

Pour insérer votre annonce dans Le Monde Économie

Le Monde Emploi

01.42.17.39.33 Fax: 01.42.17.39.38

Secteurs de Pointe



AUJOURD'HUI, NOUS OUVRONS LA VOIE À CEUX QUI VONT INVENTER L'AVENIR.

L'avenir peut-il s'inventer sans nouveaux talents ? Le Groupe LAGARDERE a

carrefour des hautes technologies, de la communication et du multimédia

décidé de répondre concrètement à cette question en s'engageant. Première

nous offre une vision unique sur les enjeux du XXIº siècle. Pour la

étape de cet engagement, nous

recrutons, cette année, en

contrat à durée indéterminée-

premier emploi, 1 000 jeunes

diplômes : ingénieurs, scientifiques, littéraires,

gestionnaires, commerciaux,

RENCONTRES POUR LE XXI^e SIECLE

LYON - mardi 13 Mai 1997 Noël FORGEARD - Directeur général du Groupe secteur Hautes Technologies - Matra Arnaud LAGARDERE - Président-Directeur général de Grolier

RENNES - Jeudi 15 Mai 1997 Jacques LEHN - Directeur général du Groupe secteur Communication/Medias - Hachette

Jean-Bernard LEVY - Président-Directeur général de Matra Communication

BORDEAUX - mercredi 21 Mai 1997 Philippe GUÉDON - Président-Directeur général de Matra Automobile Gérald de ROQUEMAUREL - Vice Président-Directeur général d'Hachette Filipacchi Presse TOULOUSE - Jeudi 22 Mai 1997 Jean-Luc LAGARDERE - Président du Groupe Jean-Louis LISIMACHIO - Président-Directeur général d'Hachette Livre

se rendront dans les campus de France durant 3 ans. Objectif: donner aux jeunes des clés pour comprendre

partager avec ceux qui demain

lui donneront corps, les

dirigeants de notre groupe

administratifs et techniciens... Deuxième étape, nous allons à la rencontre

les métiers du prochain millénaire. Pour obtenir les coordonnées

des étudiants et des jeunes diplômés. Notre position exceptionnelle au

de nos sociétés, consultez notre web : http://www.lagardere.fr

Pour vous inscrire, téléphonez au : 01 41 31 01 01

LAGARDERE

MATRA MARCONI SPACE - MATRA BAD DYNAMICS - MATRA SYSTEMES & INFORMATION - NORTEL MATRA CELLULAR - MATRA COMMUNICATION MET COMMUTATION - MATRA DATAVISION - MATRA TRANSPORT INTERNATIONAL - MATRA AUTOMOBILE - HACHETTE LIVRE - HACHETTE FILIPACCHI PRESSE - HACHETTE DISTRIBUTION SERVICES/RELAIS H - GROLIER INTERACTIVE EUROPE - EUROPE 1 COMMUNICATION

* * /

Malain van

la que

diniarity,